

**La veuve de Mao Tsé-toung
et ses « complices »
seront jugés**
(LIRE PAGE 40)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 3 \$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 ct. ; Yougoslavie, 10 d. d. d. d.
Tarif des abonnements page 28
5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris n° 69872
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le dialogue entre Paris et Ankara

Attendu ce jeudi à Paris, pour une visite de deux jours, le ministre turc des Affaires étrangères, M. Caglayangil, a assuré qu'il se proposait de « rétablir une meilleure compréhension et une coopération harmonieuse entre les deux pays ». Dans le langage diplomatique, si volontiers optimiste, la formule implique que, en dépit de la visite rendue à Ankara, il y a près d'un an par M. Sarvagazars, alors à la tête de la diplomatie française, tout ne va pas pour le mieux entre la Turquie et Paris. La crise du Chypre continue, de toute évidence, à peser sur ces relations, même si la vive irritation ressentie naguère à Ankara à propos de la « partialité » de la France dans le conflit gréco-turc a laissé la place à une désapprobation plus nuancée. M. Caglayangil a tenu à ce propos, avant son départ pour Paris, à rappeler le mot d'« équidistance » qui, selon les Turcs, devrait caractériser l'attitude de leurs alliés au sein de l'O.T.A.N. La France se défend avec vigueur d'égarer ou de manifester la moindre hostilité à l'égard de l'Allié turc, mais il est bien évident qu'elle ne partage pas son analyse de la situation.

Après avoir pris des pages territoriales considérables dans l'île, la Turquie est désormais dans une position de force si manifeste qu'une totale « équidistance » reviendrait à lui laisser tout le bénéfice de son action. Paris peut difficilement intervenir sur la condamnation de la « décision » prise par Ankara, le 15 août 1974, de faire occuper par ses troupes de vastes parties de Chypre au-delà de la ligne sur laquelle s'étaient arrêtées les forces débarquées un mois plus tôt à la suite de la tentative de putsch lancée par la junte d'Athènes.

En raison de très anciennes sympathies pour la Grèce et d'une réprobation naturelle à l'égard des faits accomplis, la France attend aujourd'hui plus de concessions d'« Ankara » que d'Athènes. En novembre 1976, M. Sarvagazars avait défendu l'idée d'un règlement « égyptien » de la création de régions dans une « Fédération » entre les deux communautés, grecque et turque, de l'île occupant officiellement la nature et les fonctions.

Si les deux négociations, égyptiennes — entre les capitales turques et les communautés — sont actuellement dans l'impasse, on trouve, du moins en Turquie, un quelconque espoir d'ouverture, le 2 novembre, d'une autre négociation, à la fois à Genève et à Paris, sur les conflits armés et la délimitation du plateau continental en mer Égée. Le contentieux sur ce second point avait amené il y a quelques mois la Grèce et la Turquie au bord du conflit.

Mécontent de son statut d'« associé » à la Communauté européenne et de la dégradation constante de ses échanges avec elle, la Turquie a grand besoin d'une aide plus substantielle de la C.E.E. et d'une plus grande compréhension de ses partenaires européens. Les conversations agricoles de l'Italie, les discussions apportées par la République fédérale à la création et au soutien des travailleurs turcs, même Ankara au moment même où la Communauté décide d'ouvrir des négociations pour l'adhésion pure et simple de la Grèce, ce qui aggraverait encore la position turque face aux Neuf. Or, du côté français, les souhaits de marchandises turques, qui avaient connu un net accroissement de 1972 à 1974, sont en recul depuis l'an dernier, alors que les exportations ne cessent de progresser, déséquilibrant la balance commerciale au détriment d'Ankara.

En toute hypothèse, Paris ne doit pas se résigner à ce que soient plus longtemps compromises ses relations avec un pays européen qui fait une large place à sa langue et à sa culture et qui, même dans les périodes de tension, n'a jamais renié ses sympathies françaises.

(Lire page 40.)

M. Gerald Ford va coopérer avec M. Jimmy Carter pour assurer « une transmission des pouvoirs en douceur »

Après sa victoire, M. Carter est parti prendre quelques repos dans son village natal de Plains, où il a été très chaleureusement accueilli. De son côté, M. Ford a remercié, mardi 3 novembre, au cours d'une conférence de presse, les millions d'Américains qui ont voté pour lui. Trop ému pour prendre la parole, le président a fait lire par Mme Ford le message dans lequel il reconnaît sa défaite. Il a téléphoné à M. Carter pour le féliciter et lui dire qu'il coopérerait avec lui pour assurer une « transmission des pouvoirs en douceur ».

Jusqu'au 20 janvier 1977, M. Ford continuera d'assumer dans leur plénitude, les pouvoirs de la présidence, mais selon la tradition, le chef de l'exécutif dont le mandat arrive à expiration tient constamment au courant de la marche des affaires, son successeur désigné. M. Carter devra constituer une équipe pour assurer la liaison et faciliter la transition.

— A l'étranger, la victoire de M. Carter est généralement accueillie avec circonspection : on se garde de porter un jugement sur un homme d'Etat encore inconnu.

— En même temps que les élections à la présidence, au Congrès, aux postes de gouverneurs, des référendums ont eu lieu dans plusieurs États le 2 novembre. Les adversaires des centrales nucléaires ont subi une défaite. Les électeurs étaient appelés dans sept États à se prononcer sur des propositions visant à limiter ou à interdire la construction de celles-ci. Dans six d'entre eux (Washington, Oregon, Colorado, Ohio, Arizona et Montana) ces propositions ont été repoussées. Elles n'ont été adoptées que dans le Missouri.

De notre correspondant

Washington. — M. Carter, qui, jusqu'à son « inauguration » le 20 janvier, sera désigné par le titre de « président élu », n'a pas perdu de temps pour répondre positivement à l'appel à l'unité contenu dans le message traditionnel du président Ford « concédant » la victoire à son adversaire. M. Ford aurait pu reconnaître sa défaite aux petites heures du mercredi 3 novembre. Mais, frappé d'une extinction de voix, il a préféré attendre la matinée, laissant à sa femme Betty le soin de lire aux journalistes les quelques lignes de son message. Il mettait ainsi fin aux spéculations sur la possibilité d'un nouveau décompte des voix dans l'État de New-York, qui demandaient les responsables républicains locaux.

M. Carter, qui auparavant s'était entretenu au téléphone avec M. Ford (apparemment, le vote de ce dernier n'était pas à ce point aléatoire), répondit, depuis sa résidence de Plains (Georgia), que le rétablissement de l'unité du pays serait facilitée par le « gracieux » message de son rival malheureux. Il précisait que son équipe était déjà à l'œuvre pour

assurer sans heurt la transition. Le président élu a conscience, au lendemain d'une élection aussi serrée, qu'il doit maintenant présenter au pays non pas tant le visage d'un vainqueur que celui d'un leader national. Il ne peut ignorer qu'il n'a pas remporté la victoire que ses premiers succès pouvaient laisser espérer. Les enseignements du scrutin ne peuvent que le pousser à la modestie, étant donné que dans le Sud il n'a pas obtenu la majorité des électeurs blancs et que dans les grands États industriels de l'Est il n'a pas obtenu la majorité absolue des suffrages, mais seulement une simple « pluralité » dans trois États, suffisante pour faire jouer en sa faveur l'arithmétique du collège électoral.

Pour mieux illustrer la distorsion entre le vote populaire et le vote « électoral », les experts notent que si sa victoire dans l'Ohio est confirmée, M. Carter, avec deux millions environ de voix de plus que son adversaire,

aura, au sein du collège électoral, une majorité de 56 voix (297 contre 241). Mais, un simple déplacement de 1.500 voix dans l'Ohio et de 3.500 voix à Hawaï aurait donné la victoire au président Ford. Telle est la règle implacable du jeu politique américain.

Mais le désir d'unité et de conciliation entre la majorité de l'électorat et une minorité aussi importante ne détournera pas M. Carter de son intention de modifier sensiblement les structures et le fonctionnement de l'administration. Toujours méthodique, il a depuis longtemps confié à un de ses adjoints, M. Jack Watson, jeune avocat d'Atlanta la tâche de préparer la transition et même d'élaborer la nouvelle législation à cet effet. M. Watson a déclaré que l'état-major de la Maison Blanche serait plus réduit que celui des précédents présidents de M. Carter, surtout qu'il n'aurait pas autorité sur les membres du cabinet et les responsables des départements ministériels.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 2.)

Nouvelle tension entre M. Soares et la gauche du P.S. portugais

M. Mario Soares a accepté, le mercredi 3 novembre, la démission présentée par M. Antonio Lopes Cardoso, ministre de l'Agriculture. Le chef du gouvernement portugais a qualifié l'événement d'« incident de parcours » et a assuré qu'il ne remettrait pas en cause la cohésion de son équipe.

Le départ d'un ministre considéré comme le seul représentant de l'aile gauche du parti socialiste au sein du gouvernement n'en affaiblit pas moins un gouvernement qui ne disposait déjà que d'un soutien d'une minorité de députés à l'Assemblée. Survenant quelques jours après le congrès du P.S., cette démission confirme d'autre part les dissensions existant au sein de la formation de M. Soares, où l'aile gauche avait obtenu le quart des suffrages pour l'élection de la commission nationale.

Le départ de M. Cardoso, qui était en butte à de très sérieuses critiques des milieux conservateurs pour son action en faveur de la réforme agraire, illustre le glissement à droite du régime depuis un an et affaiblit la gauche portugaise.

De notre correspondant

Lisbonne. — M. Antonio Lopes Cardoso a présenté, le mercredi 3 novembre, sa démission du poste de ministre de l'Agriculture, qu'il occupait depuis juillet dernier dans le gouvernement socialiste de M. Mario Soares. Celui-ci l'a immédiatement acceptée. En attendant la désignation d'un nouveau titulaire, il est probable que M. Henrique de Barros, actuel vice-premier ministre et ancien président de l'Assemblée constituante, se verra confier la responsabilité du ministère de l'Agriculture.

M. Lopes Cardoso n'a pas fait de déclaration. Il devait réunir une conférence de presse ce jeudi 4. Deux des secrétaires d'Etat du ministère de l'Agriculture ont déjà annoncé leur intention de quitter le gouvernement, en signe de solidarité avec leur ministre.

Deux congressistes assis

La démission de M. Lopes Cardoso suit de quelques jours le congrès du parti socialiste, où son opposition à M. Mario Soares est apparue au grand jour. Au Palais des sports de Lisbonne, le 1^{er} novembre, une tempête d'applaudissements avait salué la réélection du secrétaire général du parti socialiste. Mais, apparemment impassible devant la foule en liesse, deux congressistes étaient ostensiblement restés assis : M. et Mme Lopes Cardoso.

JOSÉ REBELO.

(Lire page 6.)

Un long entracte jusqu'au 20 janvier

par ALAIN CLÉMENT

A l'homme nouveau, politique nouvelle. On s'interroge donc aussitôt sur les intentions de M. Carter, on spéculé sur les nominations auxquelles il devra procéder, sur la physionomie qu'il va donner à son administration. Quel sera le plus sérieux que cet engagement à « scruter l'avenir » ? Non pour le réformer mais pour l'éclairer, il est bon de se rappeler que le 20 janvier, où toute une littérature romanesque ou sociologique exalte le mouvement, la mobilité, voire la ruée (vers l'or, vers l'Occident, etc.) sont en réalité un signe des transformations les plus profondes, les plus irréversibles. De plus, leur régime politique n'a rien à voir avec la démocratie parlementaire (c'est une autre forme de démocratie), système du jour au lendemain, une majorité en remplace une autre, et son équipe dirigeante s'installe sans transition au pouvoir.

Cette lenteur était tellement inscrite dans les mœurs publiques que pendant cent quarante ans, le président américain, élu tous les quatre ans, le premier mardi suivant le premier lundi de novembre, ne prenait officiellement ses fonctions que le 4 mars de l'année d'après. Ce hiatus chronologique était dû à une lacune de la Constitution, qui prescrivait seulement, dans les termes les plus hauts, la manière de calculer la date du scrutin présidentiel.

AU JOUR LE JOUR

ENTREVUES ET VISITES

Tel qu'on connaît M. Chirac, il ne va certainement pas à l'Élysée comme on va à Gannass. S'il faut un précédent historique, on songe plutôt au vicaire de Tilsit, où deux empereurs cherchaient à s'entendre afin de se donner le temps d'être en mesure de se trahir.

Certes M. Chirac n'est pas encore empereur, et l'Élysée n'est pas un terrain neutre mais le cœur bien défendu d'un bastion à conquérir. Peut-être l'ancien premier ministre est-il simplement allé faire par avance le tour du propriétaire.

ROBERT ESCARPIT.

Les échéances inévitables

De novembre à janvier, l'inter-vallle est encore de deux mois. Ceux-ci ne sont pas condamnés à l'attente stérile : après quelques jours de récupération bien méritée, le président élu (toujours dans le cas où il ne s'agit pas d'une réélection) procède à des consultations liminaires, reçoit, écoute, présente les personnalités qu'il voudrait associer à son œuvre. Certaines échéances d'ailleurs ne souffrent pas de retard. Le budget doit être soumis au Congrès au début de l'année (le document est imprimé dans les derniers jours de décembre), il résulte de plusieurs mois d'études et d'arbitrages. Il n'y a rien d'indépassable et un nouveau président ne manquera pas d'y apposer sa marque. Mais les délais qui lui sont impartis ne lui permettent d'y apporter que des retouches.

Avant de céder sa place à M. Nixon, Lyndon Johnson envoya, dès le 5 janvier 1969, son budget au Congrès. M. Nixon le repoussa et n'en retrancha que 4 milliards de dollars (3 % des dépenses prévues) avant d'en publier sa version révisée. Ce fut, d'ailleurs, sa seule « bonne ar-

LIRE PAGE 15 :
**LES ÉTATS-UNIS
À TRAVERS LES LIVRES**

**Il y a les capitaux qui dorment.
Et ceux qui font rêver les femmes.**

FRED Un expert. Un ami.

Chacun de nos diamants est vendu avec un Certificat d'Expertise.

6, rue Royale Paris 8^e Tél. 260.30.65 Boutique FRED 84, Champs-Élysées
Hôtel Byblos, Saint-Tropez Hôtel Louis, Monte-Carlo, Aéroport d'Orly.

SIX VOLUMES DE MICHEL FOUCAULT

Une histoire de la sexualité

La répression du sexe ? On le répète à l'isolement, l'Occident aurait étouffé, censuré, interdit de mille manières le soin exercé du plaisir. Et la libération sexuelle, devenue nécessaire, serait heureuse et subversive.

Professeur au Collège de France et l'un des grands « gourous » des jeunes philosophes, Michel Foucault refuse cette hypothèse aujourd'hui dominante comme une nouvelle idée reçue. Le silence, dit-on, fut imposé. Notre culture, répond-il, n'a cessé d'obliger chacun à tout dire. De l'inquisition à la psychanalyse s'est constituée, à travers les techniques religieuses, médicales, sociales, une « science du sexe », une « érotique de la vé-

rité », positive et diverse. Le projet de Michel Foucault est d'explorer cette configuration complexe, en montrant comment les mécanismes du pouvoir ont mis pendant des siècles coercition et incitation, plaisir de l'aveu et mortification.

Projet vaste, dont la réalisation ne demandera pas moins de six volumes. Le premier, intitulé « La Volonté de savoir », introduction générale à l'ensemble de l'œuvre, paraîtra aux Éditions Gallimard le 17 novembre prochain, dans la « Bibliothèque des Histoires ». À partir de 1977, les ouvrages suivants devraient sortir à un rythme relativement soutenu : « La Chair et le Corps » (t. 2), « La Croisade des enfants » (t. 3), « La Femme, la Mère et l'Hystérique » (t. 4), « Les Pervers » (t. 5), « Populations et races » (t. 6), retraceront à grands traits l'évolution des discours tenus sur le sexe depuis l'apparition du christianisme jusqu'à l'après-freudisme.

Michel Foucault a jusqu'à présent profondément modifié la vision de chacun des domaines qu'il aborde. Après « l'Histoire de la folie », après les « archéologies » d'un regard médical (« Naissance de la clinique »), des sciences humaines (« Les Mots et les Choses »), de la société disciplinaire (« Surveiller et punir »). Cette « Histoire de la sexualité » est aussi l'œuvre la plus volumineuse qu'il ait entreprise.

(Dans un texte inédit qu'on lira page 24 du « Monde des livres », Michel Foucault expose les grandes lignes de cette nouvelle recherche.)

Analyses et commentaires

L'ÉLECTION DE M. CARTER

M. Ford va coopérer avec M. Carter

(Suite de la première page.)

L'objectif de M. Carter, selon son conseiller M. Kirby, est au contraire de renforcer l'autorité et les responsabilités des chefs des départements ministériels, trop longtemps tenus en tutelle par ce qu'on a appelé la « garde prétorienne », les proches collaborateurs au service exclusif de M. Nixon. Quant au personnel appelé à assumer les responsabilités administratives, M. Jordan, « manager » de la campagne de M. Carter, a indiqué, mercredi, qu'en plus des personnalités connues pour leur compétence et leur expérience, le nouveau gouvernement recrutera surtout des jeunes, des femmes, des représentants des minorités ethniques encore inconnus du public. Il est clair que le président élu préfère s'entourer de collaborateurs sans trop d'antécédents, qu'il sera mieux en mesure de contrôler que les anciens membres (à part quelques exceptions) des administrations démocrates précédentes, désireux de revenir dans les aléas du pouvoir, dont ils ont été exclus pendant de longues années. M. Carter estime n'avoir contracté aucune dette politique au cours de cette campagne qu'il a essentiellement axée sur sa personnalité.

par comparaison aux 46 % soutenant M. McGovern en 1972. M. Carter aurait également recueilli 56 % du vote catholique. C'est plus que les 48 % obtenus par M. McGovern en 1972, mais loin des 76 et 78 % obtenus par Johnson et Kennedy. En revanche, les Irlandais, qui formaient jadis les gros bataillons démocrates des grandes villes, ont été réservés et n'ont appuyé Carter que dans la proportion de 51 %. 57 % des Afro-Américains ont voté pour le candidat démocrate, mais pas d'une manière uniforme. Par exemple, à New York, ils ont voté en majorité pour M. Ford. Mais 80 % des Noirs et 75 % des Juifs auraient soutenu M. Carter. Lui assurant la victoire dans les grands centres urbains. Enfin, le président élu aurait recueilli 46 % des suffrages des cadres et des professions libérales, 49 % des employés et obtenu les suffrages de 61 % des travailleurs manuels.

HENRI PIERRE.

LE TÉLÉGRAMME DE M. GISCARD D'ESTAING

M. Giscard d'Estaing a envoyé, mercredi 3 novembre, à M. Carter, le télégramme suivant :

« En vous adressant mes très cordiales félicitations pour votre élection à la présidence des États-Unis, je forme des vœux pour la haute mission que le peuple américain vient de vous confier. Je souhaite que vous puissiez développer entre nos deux nations, qu'associent depuis deux siècles tant de amitiés et d'idéaux, une entente qui serve le progrès et la paix du monde. »

● M. de Guiringaud, dans un télégramme de félicitations à M. Carter, évoque les entretiens qu'il eut en mai et en juin dernier à New York. « Je suis convaincu, ajoute le ministre des affaires étrangères, que sous votre mandat les rapports entre la France et les États-Unis perdureront le caractère exemplaire qui est le leur depuis deux siècles. »

Un long entracte

(Suite de la première page.)

Néanmoins, comme il le reconnaît lui-même et comme les événements le confirment, il est à faire, à la tête de l'exécutif, un apprentissage ardu et plein d'embûches. Son « éducation » était-elle achevée quand, en novembre 1963, il tomba sous les balles de son meurtrier ? Le Kennedy plein d'illusions et de fougue impétueuse de janvier 1961, avait érotisé et endormi le pays. Il ne pouvait commencer à gouverner sans mesure qu'après l'élection de 1964, qu'il ne vit jamais. Ses relations avec le Congrès — un Congrès à majorité démocrate dans les deux chambres, cependant — n'étaient pas tendues ; l'exécutif et le législatif au cours des dernières décennies, entre les élus du peuple et un président qui, statutairement, n'est pas « chef de la majorité ».

ALAIN CLÉMENT.

DOUZE AUTRES CANDIDATS ONT OBTENU UN NOMBRE VARIABLE MAIS TRÈS LIMITÉ DE SUFFRAGES

Les projecteurs étant braqués sur le duel Ford-Carter, on a un peu tendance à oublier que douze autres candidats à la présidence se présentèrent. Ils avaient été retenus sur les deux cent sept (le chiffre le plus élevé de toute l'histoire américaine) qui avaient

postulé à la date du 15 octobre. Ils étaient présents dans différents États (aucun d'eux n'était inscrit dans tous).

M. Eugene McCarthy, ancien sénateur du Minnesota, qui se rendit célèbre par son opposition à la guerre du Vietnam, a obtenu 994 973 voix. M. Lester Maddox, ancien gouverneur de Géorgie, connu pour ses opinions ségrégationnistes, qui défendait les couleurs du Parti indépendant américain, a obtenu 187 552 voix.

Il est difficile, en raison de l'organisation du système électoral, qui est placé sous la juridiction des États, de connaître avec précision les résultats dans l'ensemble du pays des autres candidats. M. Lyndon B. LaRouche, candidat du Parti travailliste américain (U.S. Labor Party), auteur d'une proposition pour la création d'une banque internationale pour le développement, a eu plusieurs dizaines de milliers de voix. M. LaRouche, ardent défenseur d'un moratoire généralisé et immédiat sur les dettes des pays en voie de développement, se présentait dans vingt-six États.

M. Gus Hall, candidat du parti communiste américain, a, semble-t-il, obtenu approximativement le même nombre de voix qu'en 1972 (où il avait eu 25 343 suffrages).

UNE FEMME A ÉTÉ ÉLUE GOUVERNEUR DE L'ÉTAT DE WASHINGTON

Une femme a été élue, mardi 2 novembre, gouverneur de l'État de Washington (sur la côte ouest des États-Unis). Il s'agit de Mme Dixy Lee Ray (démocrate), ancienne présidente de la commission de l'énergie atomique. Une autre femme est actuellement gouverneur, Mme Ella Grasso (démocrate), dans le Connecticut.

[Née à Tacoma (Washington) le 3 septembre 1914, Mme Ray a obtenu en 1938, à l'université Stanford (Californie), un « Ph.D. » (équivalent d'un doctorat) en sciences. Elle a été professeur de biologie à l'université de l'État de Washington de 1945 et 1972 et directrice du Centre scientifique du Pacifique de Seattle (Washington) de 1963 à 1972.]

Résultats globaux des élections du 2 novembre

SCRUTIN POUR LA PRÉSIDENTIE			SCRUTIN POUR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS		
Suffrages (en millions)	%	Mandats de grands électeurs (1)	Républicains	Démocrates	
M. Carter 40 263	51	272	142	208	
M. Ford... 38 512	49	235	148	202	

(1) Les 31 mandats de l'Oregon et de l'Ohio, où les résultats très serrés font l'objet de vérifications, ne sont pas comptabilisés dans cette rubrique.

SCRUTIN POUR LE SÉNAT (33 sièges à pourvoir)			SCRUTIN POUR LES POSTES DE GOUVERNEURS		
Républicains	Démocrates		Républicains	Démocrates	
11	29 (1)		5	9	

Composition du Sénat après les élections : 58 républicains, 42 démocrates (sans changement).

(1) Le sénateur Harry Byrd (Virginie) a été réélu avec l'indépendant. En fait, il siège avec les démocrates.

Après les élections du 2 novembre, il y aura aux États-Unis 14 gouverneurs républicains (— 1) et 37 démocrates (+ 1).

(14 postes étaient à pourvoir)

L'évolution des scrutins présidentiels

Années	Candidats	Grands électeurs	Suffrages populaires (en millions)	Pourcentage des suffrages exprimés
1948	M. Truman (démocrate) M. Dewey (républicain) M. Thurnmond (indépendant)	303 183 39	24 179 21 851 1 169	48,1 43,1 8,8
1952	M. Eisenhower (R.) M. Stevenson (D.)	442 89	33 936 27 515	55,1 44,4
1956	M. Eisenhower (R.) M. Stevenson (D.)	457 73	35 390 26 623	57,4 42,6
1960	M. Kennedy (D.) M. Nixon (R.)	393 219	34 227 24 108	49,7 40,3
1964	M. Johnson (D.) M. Goldwater (R.)	486 52	43 136 27 178	61,1 38,9
1968	M. Nixon (R.) M. Humphrey (D.) M. Wallace (indép.)	301 151 46	31 785 31 275 9 506	43,4 42,7 13,9
1972	M. Nixon (R.) M. McGovern (D.)	521 17	43 861 23 402	61 38
1976	M. Carter (D.) M. Ford (R.)	272 235 (1)	40 263 38 512	51 49

(1) Les résultats de l'Ohio (28 mandats) et de l'Oregon (8 mandats) ne sont pas comptabilisés ici car ils ne sont pas définitifs. Quelques milliers de voix seulement séparent les deux candidats dans ces États.

BOUCHARD PÈRE & FILS

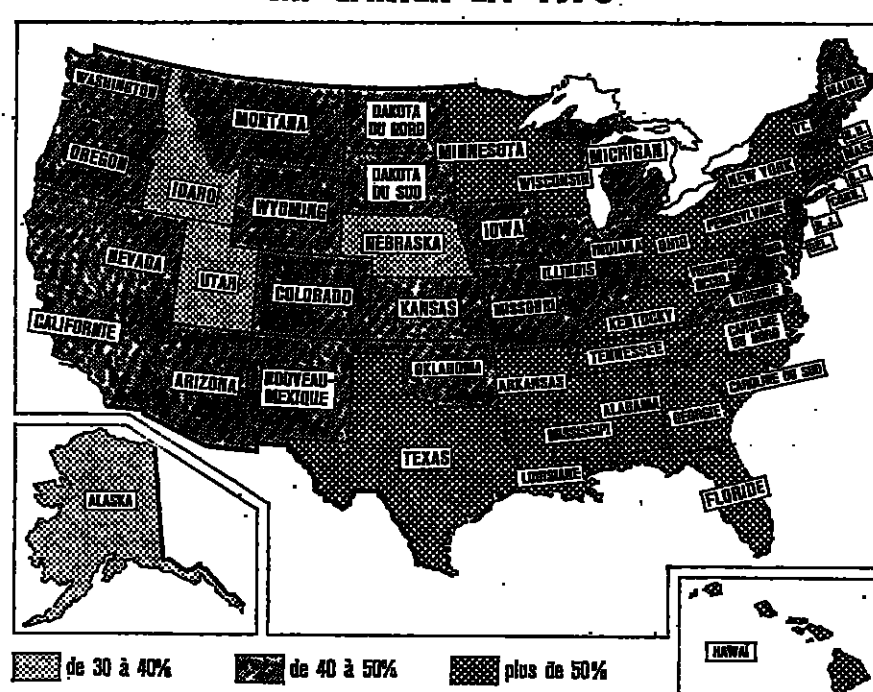
Depuis 1731
80 Hectares
dont 67 hectares de
premiers crus et
grands crus



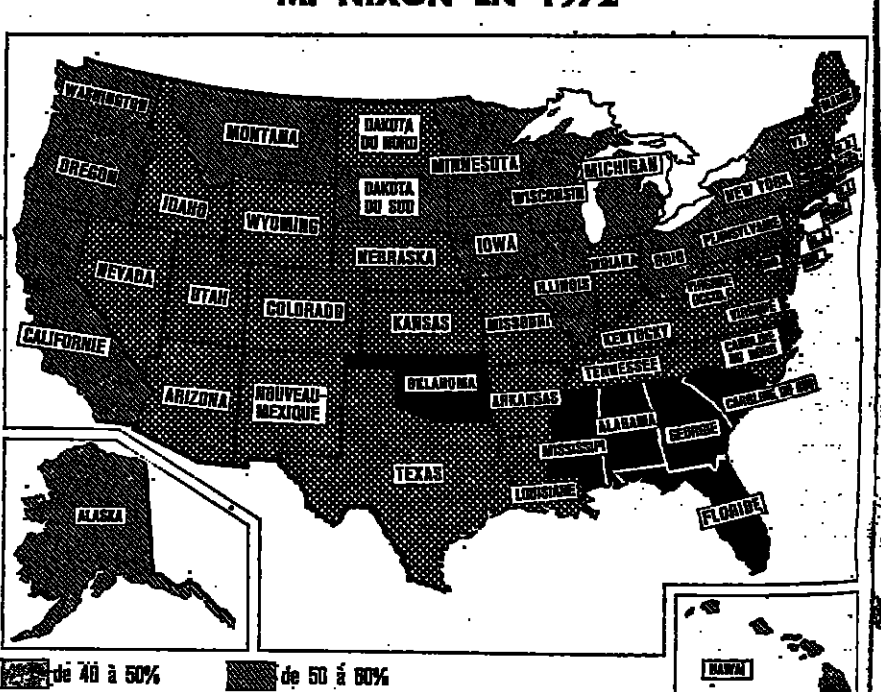
Documentation L.M.
sur demande à Maison
BOUCHARD PÈRE & FILS
Négociants au Château
21201 Beaune
Tél. (80) 22.14.41 +
Télex : 350830 F

Les pourcentages de voix obtenues par le vainqueur dans chaque État

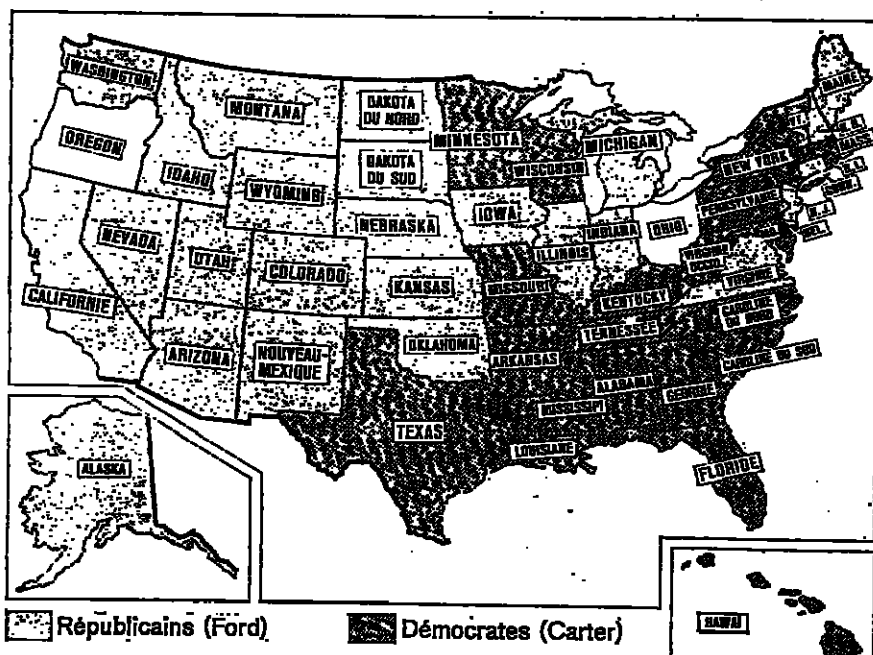
M. CARTER EN 1976



M. NIXON EN 1972

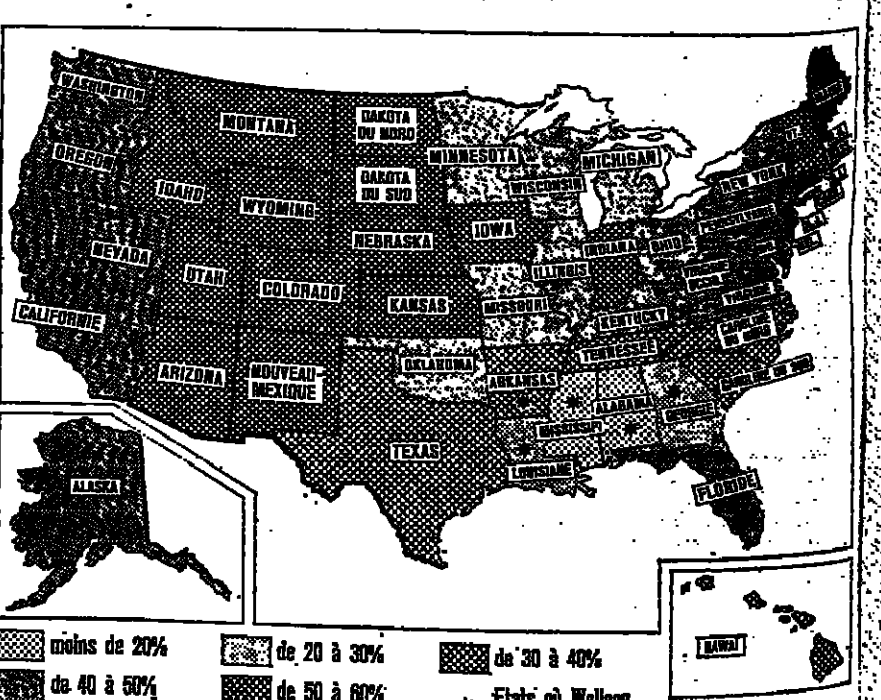


La répartition par État du vote du 2 novembre



Chaque candidat emporte la totalité des mandats dans les États où il a obtenu la majorité des suffrages. Cette carte montre que M. Carter a remporté tous ses succès à l'est et au sud. En Oregon et dans l'Ohio, où M. Ford et Carter se suivent de très près, les résultats ne seront acquis qu'après vérification.

M. NIXON EN 1968



الاصول

A LA PRÉSIDENCE DES ÉTATS-UNIS

Les réactions

DANS LES CAPITALES ÉTRANGÈRES

La prudence et la circonspection paraissent l'emporter largement dans les réactions suscitées à travers le monde par la victoire de M. Carter. En Europe comme dans le tiers-monde, nos correspondants rapportent les points de vue officiels ou ceux de la presse. Ils insistent sur les questions que pose à plus d'un dirigeant la personnalité somme toute mal connue du nouveau président.

● A MADRID, José Antonio Novais estime que les Espagnols attendent de Washington une politique étrangère « plus libérale ». Il ajoute que des membres de l'entourage du nouveau président ont notamment déclaré à un journaliste de Madrid que M. Carter « ne s'opposerait pas à la légalisation du parti communiste ».

● A STOCKHOLM, Alain Debove évoque l'espoir exprimé par le nouveau premier ministre, M. Thorbjörn Fälldin, dans son télégramme de félicitations à Washington, que les relations étroites entre la Suède et les États-Unis « seront encore approfondies ». M. Palme, leader de l'opposition, se félicite de son côté de la participation plus élevée que prévu, participation qui « indique que l'intérêt du peuple américain pour les affaires politiques semble renaître ». M. Palme, qui attend également des États-Unis une « politique étrangère plus active », insiste sur l'évolution de la situation en Afrique australe.

● A COPENHAGUE, le chef du gouvernement social-démocrate, M. Anker Jørgensen, a déclaré que, à son avis, il n'y aura sans doute pas « de différences marquantes dans la politique étrangère des États-Unis ».

Dans les capitales d'Europe orientale, on insiste volontiers sur les déclarations de M. Carter en faveur de la détente.

● A VIENNE, Anita Rind cite les propos du chancelier Bruno Kreisky, qui affirme que « les sociaux-démocrates européens se félicitent de la victoire électorale de M. Carter ». « Ce qui ne veut pas dire, ajoute-t-il, que le nouveau président soit social-démocrate ».

● A BUDAPEST, l'agence hongroise M.T.I. estime cependant que « les efforts du nouveau président vont se concentrer sur les problèmes de politique intérieure ».

● A VARSOVIE, nous rapporte Manuel Luchert, le porte-parole du gouvernement polonais s'est déclaré convaincu que rien ne fait obstacle à un développement fructueux des relations entre Washington et Varsovie. « Cela correspond, a-t-il ajouté, à l'intérêt des deux nations, à l'intérêt de la détente et de la paix dans le monde ».

● EN MEDITERRANÉE, à Ankara, selon Artun Unsal, la victoire de M. Carter a été froidement accueillie — beaucoup de Turcs, en effet, estiment que Washington pourrait se départir de son attitude équilibrée entre la Grèce et la Turquie. Certains leaders, soucieux de rassurer, rappellent néanmoins que bien des déclarations faites par M. Carter durant la campagne ne sont que des effets de langage et que la politique américaine dans cette partie du monde « demeurera inchangée ». Le premier ministre, M. Demirel, a estimé d'ailleurs que les relations entre deux nations ne dépendent pas des hommes au

pouvoir et il souhaite que les Américains fassent preuve de « réalisme ».

● A ATHÈNES, où l'ensemble de la presse se réjouit ouvertement, le premier ministre grec, M. Caramanlis, a exprimé en revanche l'espoir que l'élection de M. Carter « marquera une évolution favorable ».

● A CHYPRE, rapporte Dimitri Andréou, Mgr Makarios, évoquant le « nouveau chapitre » ouvert dans les relations entre Nicosie et Washington, a rappelé que son peuple avait « considérablement apprécié » la position de M. Carter sur Chypre.

● DANS LE MAGHREB, on note peu de réactions et peu de passion. A Alger, écrit Paul Balta, on ne s'était guère intéressé à la campagne, et bien des Algériens estimaient qu'aucune différence ne distinguait M. Ford de M. Carter. « El Moudjahid » écrit que « le départ d'ici deux mois et demi de M. Kissinger, qui animait d'une manière très personnelle la diplomatie américaine, semble plus important que celui de M. Ford lui-même ».

● A TEHRAN, le chah d'Iran, dans son message de félicitations, s'est engagé à poursuivre ses efforts pour « renforcer les solides et heureuses relations » entre son pays et les États-Unis.

Peu de réactions sont, pour l'instant, enregistrées en Amérique latine. Dans plusieurs capitales, on rappelle néanmoins volontiers que M. Carter s'était engagé à faire preuve de fermeté au sujet de Panama, mais qu'il avait en revanche condamné la junte chilienne.

MOSCOU : un intérêt particulier pour l'entourage de M. Carter

De notre correspondant

Moscou. — La défaite de M. Ford n'a pas entraîné de regrets particuliers à Moscou. Même si au fond de leur cœur les dirigeants soviétiques auraient préféré continuer à traiter avec une administration républicaine, ils s'étaient faits depuis longtemps à l'idée d'une victoire de M. Carter.

Volonté plus de deux ans que les relations soviéto-américaines traversent une mauvaise passe et plusieurs mois qu'elles sont pratiquement au point mort du fait de la campagne électorale et de ses incertitudes. Il ne fait pas de doute qu'on vent du côté soviétique, relancer le processus de la détente. M. Brejnev l'a encore confirmé la semaine dernière dans son discours devant le plénum du comité central.

Le changement d'administration à Washington va pourtant retarder de plusieurs mois la reprise du dialogue américain soviétique, qu'il s'agisse des problèmes de limitation des armements ou même du Proche-Orient. M. Carter n'entrera en fonctions que le 20 janvier et il est peu probable qu'il puisse tout de suite se pencher sur tous les problèmes en attente. Dans la mesure où le nouveau président ne passe pas pour un grand expert de politique étrangère (et cette impression des spécialistes soviétiques n'a pas été effacée par les études qu'ils

ont faites des débats télévisés de M. Ford et Carter), les Soviétiques attachent une grande importance aux collaborateurs dont va s'entourer le nouveau chef de la Maison Blanche. Si la personnalité de M. Averell Harriman constitue un élément rassurant (mais le doyen de la diplomatie américaine est âgé de quatre-vingt-cinq ans...), il ne manifeste aucun enthousiasme à la perspective d'avoir à négocier avec des hommes comme M. George Ball, qui a souvent reproché à M. Kissinger d'être trop conciliant dans ses rapports avec Moscou, ou comme M. Cyrus Vance, l'ancien sous-secrétaire à la défense qui a également effectué plusieurs missions diplomatiques pour l'ancien président Johnson. A toutes fins utiles, la presse a pourtant mis une sourdine à ses attaques contre M. Brejnev, avec lequel, dit-on, M. Dobrynine, l'ambassadeur soviétique à Washington, aurait déjà déjeuné à plusieurs reprises. L'homme, pourtant, ne rassure pas, loin de là : mais dans la mesure où il risque de participer bientôt au pouvoir, il se transforme insensiblement, pour les Soviétiques, d'« ennemi de la détente » en « interlocuteur valable ».

La nouvelle « bête noire » (mais

avec un point d'interrogation, car on s'interroge encore sur ses relations exactes avec M. Carter) n'est autre que M. Schlesinger, l'ancien chef de la C.I.A. et l'ancien secrétaire à la défense de M. Ford, chassé du Pentagone parce qu'il critiquait trop les « concessions » faites par M. Kissinger à la politique de détente. L'entrée de M. Schlesinger dans la nouvelle administration serait, sans aucun doute, considérée comme de mauvais augure par Moscou. Non seulement M. Schlesinger prône une politique de force dans les rapports avec l'U.R.S.S., mais il vient encore de se prononcer en faveur du rapprochement entre Washington et Pékin, même pour des ventes d'armes à la Chine. Pour que les choses soient bien claires, l'hebdomadaire Novosti Vremia vient une fois de plus d'attaquer l'ancien secrétaire à la défense, se félicitant, comme par hasard, du fait qu'« il n'occupe pas de poste officiel dans l'administration de Washington ». Ces jugements ressemblent étrangement à une mise en garde.

Quoi qu'il en soit, on ne s'attend pas à Moscou à trouver dans la nouvelle administration américaine une rupture très compréhensible. Les rapports avec Washington restent délicats et difficiles, même si M. Carter procède à certains ajustements de la politique américaine. Le dossier que les Soviétiques voudraient reprendre le plus tôt possible est, bien sûr, celui des négociations de Genève sur la limitation des armements stratégiques SALT 2, bloquées depuis un an par la question du missile Cruise américain et du bombardier soviétique Backfire. M. Brejnev a réitéré la semaine dernière, avec lequel, dit-on, M. Dobrynine, l'ambassadeur soviétique à Washington, aurait déjà déjeuné à plusieurs reprises. L'homme, pourtant, ne rassure pas, loin de là : mais dans la mesure où il risque de participer bientôt au pouvoir, il se transforme insensiblement, pour les Soviétiques, d'« ennemi de la détente » en « interlocuteur valable ».

La nouvelle « bête noire » (mais

BONN : les risques de l'inconnu

(De notre correspondant.)

Bonn. — Bien qu'il ait rencontré M. Carter une fois en 1973, M. Helmut Schmidt avait déclaré au magazine Neustadt, peu avant les élections américaines, qu'il ne pouvait « rien dire de positif ou de négatif » sur lui, car « il ne le connaissait pas ». Au contraire, le chancelier avait exprimé la « forte sympathie personnelle » qu'il éprouvait pour le président Ford. « J'aime vraiment notre président », avait-il dit, et se pense qu'il a réalisé beaucoup de choses... La veille du scrutin, cependant, il avait fait savoir à M. Carter, par l'intermédiaire de M. Rahn, membre du comité directeur du parti social-démocrate, qu'il entretenait traditionnellement des relations avec le parti démocrate américain, qu'il n'avait pas voulu s'immiscer dans la campagne américaine et qu'il ne favorisait pas M. Ford.

Il reste que pour les dirigeants de l'Allemagne fédérale, M. Carter représente l'inconnu et qu'ils auraient souhaité une victoire de M. Ford. Sans doute l'éventualité du succès du chancelier avait-elle été prise à Bonn, mais la remontée du président sortant au cours des derniers jours avait conforté les Allemands dans l'opinion que rien ne changeait à Washington. C'est d'ailleurs sur la continuité de la politique américaine par rapport à l'Alliance atlantique en général, et à l'Allemagne fédérale en particulier, que les hommes politiques de la majorité comme de l'opposition ont insisté dans leurs premiers commentaires. M. Schmidt a réitéré la semaine dernière, au printemps prochain pour rencontrer le nouveau président.

Des « changements dans les nuances »

La principale question que se posent aujourd'hui les dirigeants allemands concerne le futur responsable des affaires étrangères.

La C.S.U. et la droite de la C.D.U. mettent l'accent sur des propos de M. Carter prouvant, selon elles, que le nouveau président est une personne qui se préoccupe de ses prédécesseurs vis-à-vis de la politique de détente avec l'Union soviétique. Les milieux gouvernementaux interrogés sur deux points : l'hostilité déclarée de M. Carter à la prolifération des armes nucléaires, qui pourrait gêner les exportations allemandes de centrales nucléaires dans les pays du tiers-monde, et le risque pour la R.F.A. de se retrouver isolée dans les négociations internationales, dans la mesure où elle était jusqu'à présent la seule, avec les États-Unis, à s'opposer aux revendications des pays pauvres. Un conseil interministériel doit, dès ce vendredi, réexaminer la politique allemande dans le tiers-monde.

DANIEL VERNET.

JÉRUSALEM : le respect des engagements

De notre correspondant

Jérusalem. — Tous les commentateurs rappellent la vieille tradition d'amitié des démocrates pour Israël et citent les « grands présidents » de ce parti, Truman et Johnson. Il n'empêche que c'est un républicain, M. Richard Nixon, qui est considéré, d'un point de vue israélien, comme ayant été l'un des meilleurs présidents américains.

En fait, Israël bénéficie aux États-Unis d'un fort crédit de sympathie et, en se défendant mercredi contre l'accusation d'avoir mis sur M. Ford, M. Imhak Rabin a pu aisément démontrer que l'amitié des États-Unis pour Israël a toujours été « bipartite ». Le premier ministre a rappelé que c'est le républicain Nixon qui a livré à l'État juif les Phantom promis par le démocrate Johnson, et il a affirmé sa conviction absolue que le démocrate Carter respectera scrupuleusement, comme ses prédécesseurs, tous les engagements du républicain Ford. M. Rabin faisait allusion aux prochaines fournitures d'importants matériels militaires annoncées par le président au plus fort de la campagne électorale.

Une certaine appréhension

On n'en éprouve pas moins à Jérusalem une certaine appréhension devant l'irritation qu'aurait éprouvée le nouveau président à l'égard de l'équipe dirigeante

israélienne. M. Moshe Dayan en a fait état dans une déclaration à la radio en rappelant que M. Carter avait refusé de reconnaître le ministre israélien des affaires étrangères, M. Ygal Allon, lors de son séjour aux États-Unis, le mois dernier.

Si M. Carter a vraiment des griefs contre les gouvernements israéliens, le paragraphe sur le Proche-Orient de la plate-forme électorale des démocrates s'identifie largement aux thèses de Jérusalem sur le conflit israélo-arabe. On insiste aussi à Jérusalem sur la réélection de sénateurs « inconditionnels », comme M. Humphrey et Jackson, et l'élection à New-York de M. Moynihan, qui a annoncé qu'au Congrès « il défendra Israël avec la même chaleur qu'aux Nations unies ».

Plusieurs leaders, dont le général Dayan, se félicitent du départ de M. Kissinger à qui bien des Israéliens ne pardonnent pas les concessions qu'il a imposées aux pays.

Deux raisons font croire à une action moins rude des Américains à l'avenir : le renforcement du lobby israélien à Washington, et les élections législatives en Israël à la fin de l'année prochaine. Il serait en effet difficile d'imposer des solutions impopulaires au gouvernement de Jérusalem à la veille du renouvellement de la Knesset.

ANDRÉ SCAMAMA.

LONDRES : inquiétudes pour l'emprunt au Fonds monétaire international

De notre correspondant

Londres. — Le premier ministre britannique n'a pas perdu de temps pour féliciter M. Carter. Il a aussi adressé un message personnel de réconfort au président Ford. Après avoir indiqué qu'il comptait sur la poursuite de « étroite coopération et de l'entente » avec l'administration de M. Carter, M. Callaghan a formulé l'espoir de rencontrer bientôt le nouveau président.

Le chef du gouvernement craint cependant que le succès de M. Carter ne retarde la remise en ordre de l'économie britannique.

Si certains officiels estiment que la reprise de l'économie américaine à des choses d'être accélérée par l'administration Carter, ce jugement est loin d'être partagé par tous. Devant le Conseil national de développement économique, qui rassemble le patronat, les syndicats et le gouvernement, M. Callaghan a indiqué mercredi que le changement à la Maison Blanche va se traduire par une période d'« incertitude », alors que, dans le domaine économique et financier, une action concertée sur le plan international serait urgente.

JEAN WETZ.

ROME : satisfaction du parti communiste

De notre correspondant

Rome. — Le parti communiste est visiblement satisfait de la victoire de M. Carter, et la démocratie chrétienne ne sait trop que penser. Voilà un peu schématisé les ton des premiers commentaires politiques en Italie. L'extrême gauche mise à part, on cherche jusqu'ici les rapports entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. M. Callaghan a formulé l'espoir de rencontrer bientôt le nouveau président.

Le chef du gouvernement craint cependant que le succès de M. Carter ne retarde la remise en ordre de l'économie britannique.

un bref communiqué à inaugurer les meilleurs rapports possibles avec la nouvelle administration américaine. « La victoire de Carter, a-t-il déclaré, indique clairement que dans l'entourage du président a dominé une volonté de changement. Sur le plan des relations internationales, notre souhait est que les États-Unis développent une politique favorisant la coexistence pacifique, la détente, la réduction des armements et la coopération économique mondiale. Il faut souligner, en outre, que cessent des interférences et des pressions de tout genre exercées dans le passé par les administrations américaines dans la vie d'autres pays ».

Du côté démocrate chrétien, on aimerait en savoir davantage sur les intentions de M. Carter. Sa personne elle-même est appréciée par les partisans du nouveau secrétaire général, M. Zaccagnini, qui ne manquent pas de faire une parallèle entre les deux hommes, animés l'un et l'autre d'une foi religieuse profonde et désireux de changer les choses sans bouleversement. La déclaration de M. Zaccagnini est prudente : « La victoire de M. Carter est certainement un choix pour une politique nouvelle. Mon souhait est que les vives attentes suscitées par le nouveau président des États-Unis se traduisent en initiatives politiques avancées, modernes sur le plan intérieur, et qui sachent sur le plan international confirmer le rôle de guide des démocraties occidentales par la grande nation américaine (...). »

ROBERT SOLÉ.

Le problème de l'ambassadeur américain

Un autre dossier que Moscou voudrait ouvrir assez vite concerne les échanges commerciaux avec les États-Unis. La question est au point mort depuis deux ans déjà. À la fin de 1974, Moscou a présenté un projet de traité de commerce signé avec Washington et renoncé à un bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, ce qui a permis à l'Union soviétique de négocier avec elle une politique d'émigration, comme l'exigeait le Congrès américain. C'est dire que ce problème est lié directement à celui du respect des droits humains en U.R.S.S., une question qui relève, estime-t-on ici, de la seule compétence de l'U.R.S.S. Reste à savoir si M. Carter voudra — ou même pourra — obtenir du Congrès une révision de sa position. Ses déclarations à ce sujet ne devraient pas laisser grand espoir au Kremlin de parvenir à un accord sans quelques concessions significatives.

Par ailleurs, les problèmes strictement bilatéraux, il faut enfin mentionner celui du nouvel ambassadeur américain en U.R.S.S. L'été dernier, M. Ford a fait savoir aux Soviétiques qu'il envisageait de nommer à Moscou, en remplacement de M. Stoenkel, un autre diplomate de carrière, M. Malcolm Toon, un expert des affaires soviétiques actuellement ambassadeur en Israël. Les Soviétiques n'ont toutefois pas à cette date, donné agrément. M. Toon avait déjà été refusé, voilà trois ans, par l'U.R.S.S. Il avait été accusé, il y a plusieurs années, lors d'un séjour en tant que conseiller d'ambassade à Moscou, de trahison pour la C.I.A. Bien évidemment, on espère du côté soviétique que M. Carter proposera un nouvel ambassadeur peu après son arrivée à la Maison Blanche. Mais si tel n'était pas le cas, la reprise du dialogue soviéto-américain pourrait rapidement se heurter à ce problème de personne.

JACQUES AMALRIC.

Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur carte magnétique !



Chez Unidess, découvrez le nouveau calculateur de poche programmable HP-67, ainsi que sa version à imprimer, le HP-97. Et tous les calculateurs Hewlett-Packard en démonstration et vente sur stock.

unidess
tables à dessiner UNIC

164 avenue du Général-de-Gaulle, Neuilly.
Tél. 747 46-00.
108 boulevard Richard-Lenoir, 75001 Paris.
Tél. 805 63-80.

L'ÉLECTION DE M. CARTER

Les réactions

DANS LES CAPITALES ÉTRANGÈRES

TOKYO : confiance sur le plan politique, inquiétude sur le plan économique

Tokyo. — « L'accession au pouvoir de M. Carter ne devrait pas apporter de changements fondamentaux dans la politique américaine à l'égard du Japon. On ne peut s'attendre qu'à des nuances et peut-être à un nouveau style. » Cette opinion, émise devant nous par un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères japonais, est généralement partagée par les milieux diplomatiques à Tokyo.

Pour le Japon, principal allié des États-Unis en Asie, mais aussi son concurrent sur le plan économique, les « nuances » que peut apporter l'administration démocrate américaine ne seront peut-être pas de pure forme. Si, à Tokyo, on manifeste néanmoins une certaine confiance dans le maintien de relations privilégiées avec Washington, l'élection de M. Carter suscite quelque appréhension dans deux pays dont l'avenir dépend largement du soutien américain : la Corée du Sud et Taiwan.

Les Japonais, pour leur part, sont satisfaits de voir s'achever le règne de Kissinger, qui n'a jamais manifesté un intérêt particulier pour leur pays, et d'une administration républicaine qui les a quelque peu malmenés. Bien que depuis la fin des conflits indo-chinois, les relations nippo-américaines aient été excellentes, les Japonais n'en gardent pas moins un souvenir cuisant des « chocs Nixon » de 1971 (voyage surprise en Chine, suspension de la convertibilité du dollar). Les dirigeants nippons ont noté avec satisfaction que M. Carter a critiqué les méthodes de M. Kissinger. Ils ne s'attendent donc pas à de nouveaux « chocs » et espèrent avoir avec Washington un souvenir plus fréquent. Le gouvernement a d'ailleurs annoncé, jeudi 4 novembre, son intention d'organiser une rencontre nippo-américaine en mai 1977, après la première session de la Diète.

Les Japonais voudraient « sonder » au plus tôt le président américain. L'administration républicaine les rudoyerait parfois du moins les réactions de M. Ford étaient-elles prévisibles. M. Carter, par manque d'expérience diplomatique, pourrait se montrer plus rigide.

Tokyo a certes été satisfait de constater qu'au cours de sa campagne M. Carter a toujours tenu le Japon comme un partenaire et non comme un protégé. Mais le gouvernement nippon n'ignore pas que ce partenariat signifie à terme une plus grande responsabilité. Des conseillers de M. Carter, notamment MM. Brzez-

De notre correspondant

inski et Schlesinger, ont souvent déclaré qu'il n'était pas souhaitable que le Japon dépende trop des États-Unis pour sa défense. C'est pour donner un rôle accru au Japon en matière militaire qu'a été créé en juin 1975 un comité nippo-américain de défense. L'administration démocrate, pense-t-on à Tokyo, demandera sans doute au Japon de participer davantage au soutien des pays du Sud-Est asiatique et à la défense de la Corée du Sud.

C'est essentiellement dans le domaine économique que les Japonais craignent des tiraillements avec la nouvelle administration. M. Doka, président du Kaidanren (organisation patronale), estime que le Japon doit s'attendre à des demandes pressantes des démocrates, dont la victoire doit beaucoup au soutien des syndicats, de réduire ses exportations aux États-Unis (l'excédent commercial en faveur du Japon s'élève, pour les neuf premiers mois de l'année, à 3,9 milliards de dollars).

Une vague protectionniste aux États-Unis à l'encontre des produits japonais pourrait avoir une conséquence indirecte sur les relations de Tokyo et de l'Europe. Il est en effet probable, admettent certains hommes d'affaires nippons, que le Japon sera tenté de donner satisfaction en priorité à son partenaire privilégié, les États-Unis, et à négliger quelque peu les réclames européens.

A Séoul...

Une politique d'importations plus restrictive de la part des États-Unis créerait de grandes difficultés chez les deux protégés de Washington en Extrême-Orient : la Corée du Sud et Taiwan. Mais, dans leur cas, ce sont avant tout les questions de sécurité qui sont préoccupantes. Le régime de Séoul avait été pleinement rassuré par la démonstration de forces décidées par M. Ford à la suite de l'incident survenu à Panmunjom en août. Bien que le professeur Cohen, qui passe pour être un conseiller de M. Carter, ait rappelé jeudi à la télévision japonaise que le retrait graduel des troupes américaines supposait que deux conditions soient réunies (un développement suffisant des forces sud-coréennes et un accord entre Séoul, Tokyo et Washington), les dirigeants sud-coréens ne sont qu'à moitié rassurés.

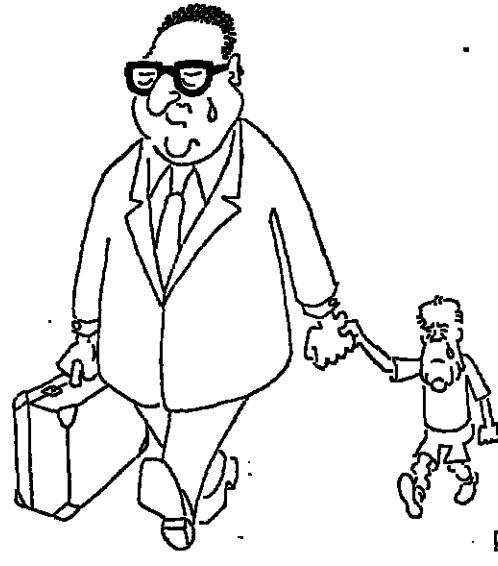
Les déclarations de M. Carter en faveur du respect des droits de

l'homme dans les pays alliés des États-Unis ont été ressenties à Séoul comme un avertissement. Le maintien en prison de M. Kim Dae Jung, l'un des figures les plus connues de l'opposition, et le récent scandale des pots-de-vin versés par un homme d'affaires sud-coréen aux États-Unis ne contribuent pas à réhausser le prestige du régime de Séoul dans l'opinion américaine.

... et à Taipei

Taiwan, en revanche, a accueilli avec soulagement la victoire de M. Carter. Prudens, ce dernier s'est contenté de formules générales en ce qui concerne les relations entre Washington et Pékin. Mais il a affirmé qu'il entendait que l'établissement de relations diplomatiques entre les États-Unis et la Chine ne se fasse « pas au détriment de l'indépendance et de la liberté de Taiwan ». Les nationalistes craignent cependant que l'arrivée au pouvoir de M. Hsu Kuo-feng et de ses amis et la stabilité politique qui peut en résulter ne créent une situation favorable à un rapprochement entre Pékin et Washington.

PHILIPPE PONS.



(Dessin de ZONE.)

Dans la presse parisienne...

L'HUMANITÉ : des points d'interrogation.

« Les déclarations de M. Carter au cours de sa campagne laissent subsister nombre de points d'interrogation. »

« D'une part, il a critiqué fort légitimement la prétention qui consisterait à interdire à des pays tels que la France ou l'Italie de se doter de gouvernements démocratiques aux dépens des régimes communistes. »

« Mais ses derniers discours sont plus équivoques. Ils reprennent l'idée et la formule même de l'administration précédente : l'Amérique doit être la première à se doter de ses principes. Mais, écrit que les U.S.A. sont « destinées par l'histoire, la géographie et leurs abondantes ressources à montrer la voie aux autres », et qu'elles « peuvent et doivent diriger ». »

« Si la page Nixon-Ford est tournée, il serait donc prématuré d'affirmer que nous sommes en Amérique la voie à suivre. »

(YVES MOREAU.)

LE FIGARO : personnalité hors du commun.

« En écoutant les dialogues des experts, sur les ondes et à la

radio, ce qui me frappait était la tenue de tous à l'égard de la personnalité du vainqueur. Ceux qui l'ont approché l'affirment d'une seule voix : personnalité hors du commun, qui a su faire passer d'un destin qu'il voulait, comme en lui-même et en Dieu, hors du commun. »

« La presse, la radio et la télévision, avec le mépris typique des demi-intellectuels pour les non-intellectuels, l'appellent « le champion de la démocratie ». Pourquoi ne pas l'appeler officiellement dans la marine pour représenter l'expédition paternelle. Définir Jimmy Carter par la médiocrité, le mettre dans le même sac que Gerald Ford est aberrant. (...) Bonne chance au candidat pour la présidence des États-Unis et de la lumière de la Maison Blanche. »

(RAYMOND ARON.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : porté par la coalition des exclus.

« Les Noirs, à 85 %, ont voté Carter, ainsi que 67 % des électeurs qui n'ont pas poursuivi leurs études au-delà du primaire, 70 % des chômeurs, 60 % des ouvriers syndiqués, la majorité des personnes à revenus modestes. (...) »

« Seul Roosevelt, il y a quarante-quatre ans, avait réalisé autour de son nom cette coalition des exclus et des contestataires de la croissance sauvage depuis les années cinquante. »

« Plus que la personnalité ambiguë, déconcertante, un peu folle de Carter, c'est sans doute son refus de l'ordre du moment qui l'a porté au sommet qui doit retenir l'attention. »

« La nôtre et la sienne. Peut-on, en effet, rester un Lézard malin de Royer avec l'électorat de Mitterrand ? »

(JEAN-FRANÇOIS KERN.)

ROUGE : seul le « fumet » change.

« Le parti républicain était associé, aux yeux des Américains, à la guerre du Vietnam et à l'intervention de la C.I.A. pour renverser le gouvernement d'Allende au Chili. Deux événements qui relevaient de la même politique : le maintien de l'hégémonie impérialiste sur le monde « libre ». Carter n'est pas un modeste, mais un homme qui veut modifier cet objectif, mais seulement à l'aide d'autres moyens permettant de l'atteindre. »

« Anticomuniste, Carter ne l'est pas moins que son prédéces-

seur. Il veut simplement se montrer plus réaliste et en tenant compte des situations politiques existantes en Europe et ailleurs. Non, vraiment, le rbi restera le même, seul le fumet changera. »

(ANNE LIBERA.)

L'AUBORE : sera-t-il assez sage pour reconnaître sa place à l'Europe ?

« Conscient de la nécessité d'être fort, et de se montrer rigoureux avec l'Est, dans le cadre de négociations visant à maintenir la coexistence pacifique, Jimmy Carter sera-t-il assez sage pour préserver une amitié à laquelle la France tient par-dessus tout et pour reconnaître à l'Europe la place essentielle que son histoire, son expérience et sa technicité, doivent lui réserver dans un monde à la recherche de son équilibre ? »

(ROLAND FAURE.)

NEW YORK TIMES : il comprend les problèmes de l'homme ordinaire.

« L'élément essentiel nous semble être la croyance, qu'il y avait un homme qui comprenait et partageait les problèmes des pauvres des villes et des campagnes, des désertés, de l'homme ordinaire. »

« Il est un homme qui incarnait la conviction profonde que la force de ce pays repose sur sa volonté fondamentale de protéger à tous les instants le droit et d'améliorer la qualité de la vie. Enfin, il avait fait à un candidat qui prenait au sérieux sa première responsabilité : la nomination d'un candidat véritablement capable de lui succéder. »

WASHINGTON POST : il a plus besoin du Congrès que le Congrès n'a besoin de lui.

« La victoire de M. Carter a été facilitée par son insistance sur les impératifs sociaux et économiques qui ont pris le plus d'importance dans la conscience des électeurs. (...) En fait, les résultats de l'élection le placent dans une situation de défiance vis-à-vis du mouvement ouvrier organisé, des responsables des grandes villes, de ses partisans, de certains éléments de la traditionnelle coalition démocrate (...) en particulier, M. Carter a maintenant plus besoin du Congrès que le Congrès n'a besoin de lui. »

tant que responsable européen, l'attends un développement de relations étroites avec les dirigeants de la Communauté et de la nouvelle administration en vue d'assurer la paix et la prospérité des peuples des deux côtés de l'Atlantique. »

« M. Maurice Courde de Murville, ancien premier ministre, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale : « Une seule certitude : les États-Unis ne renouvelleront pas à une monnaie stable et convertible, qui pourrait servir de point de départ à une solution réelle de la crise monétaire. Quelle politique extérieure ? Elle ne saurait changer dans le style, et tout dépendra du choix du nouveau secrétaire d'État. Quant au fond, les données permanentes s'imposent à tous les jours. Autrement dit, la ligne générale ne peut guère être infléchi : c'est cela qui compte. »

« M. Henri Caillolet, sénateur de Lot-et-Garonne (Gauche démocratique) : « Au plan de la politique étrangère, le nouveau M. Jimmy Carter est devant nous apporter de grands changements dans la conduite américaine. En effet, les États-Unis auront toujours la politique d'une très grande puissance, dont les actions pèsent lourdement sur l'évolution du monde. Il faut donc souhaiter que M. Jimmy Carter, ayant l'expérience de M. Ford, soit rapidement en mesure d'appréhender les problèmes européens et d'apporter une vive compréhension au développement de la construction européenne. »

« M. Eric Hintermann, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates : « Aux États-Unis aujourd'hui, comme en Suède hier, l'alternance s'est faite sans drame parce que l'opposition prône la réforme de la société dans le cadre du système démocratique. Chez nous, il y a le « mur d'argent », qui a tout pour sauver ses privilèges aux dépens des intérêts nationaux, et le programme commun, qui implique la présence d'un parti communiste au gouvernement et une économie étatisée. La France doit avoir elle aussi une possibilité d'alternance raisonnable, qui ne mette pas en cause la démocratie et la liberté d'initiative. »

« M. Robert Pontillon, membre du secrétariat national du P.S. : « Les États-Unis n'ont pas échappé à l'aspiration générale au changement. C'est elle qui a déterminé le succès démocrate. Aux États-Unis, ce sont les composantes sociologiques et l'électorat, d'ailleurs, qui font normalement la différence entre démocrates et républicains. Pour nous, en France, l'engagement social plus accusé des premiers, la volonté de lutter contre le chômage et de réduire les inégalités, le désir de fonder les relations extérieures sur la base d'une plus grande concertation et dans le respect de l'indépendance des choix des partenaires des États-Unis, exprimés par le président Carter dans cette campagne électorale, nous ont fait souhaiter le succès démocrate. C'est chose faite. Nous nous en félicitons. »

« M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du parti communiste :

« Comme il est fréquent aux États-Unis, plus la campagne électorale devient plus il est devenu difficile de faire la différence entre le programme de Carter et le programme de Ford, du moins sur les grandes questions de l'heure. Je ne veux absolument pas dire par là que l'issue de cette bataille est indifférente. Mais simplement que c'est à son action demain plus qu'à ses déclarations hier qu'il faudra juger le nouveau président. (...) »

« Ford-Kissinger, et d'autres, tel Helmut Schmidt, ont, à plusieurs reprises, déclaré insupportable pour eux l'idée que des changements démocratiques puissent avoir lieu en Italie et en France, que des communistes pourraient participer aux gouvernements de ces pays. Carter, lui, à un moment donné de la campagne, a indiqué qu'il ne trouvait pas cette idée absolument insupportable. S'en tiendra-t-il à cette position ? L'avenir le dira. Mais ce serait sage pour tout le monde. »

« Le P.S.U. : « Sans juger a priori le président Carter, nouvellement élu en grande partie par les couches les moins favorisées de la population américaine, le P.S.U. s'interroge sur les modifications que cet homme « nouveau » sera en mesure d'apporter au cours de la politique internationale. Il est improbable que les exploités en voient leur vie transformée. On voit mal un leader américain proposer un système qui retire aux U.S.A. leur rôle de gendarmes « volentiers. »

« La Pensée nationale » (revue nationaliste) : « Bien qu'il faille juger M. Carter sur ses actes, on peut penser qu'il restera prisonnier des lobbies interventionnistes qui menacent les libertés politiques, économiques et culturelles des nations européennes. Les Français ont mieux à faire qu'à se féliciter ou regretter l'élection de tel ou tel président des États-Unis. Ils doivent lutter pour que soient sauvegardées les conditions de l'indépendance de la France. »

LES ÉLECTEURS DE SIX ÉTATS SUR SEPT CONSULTÉS SONT FAVORABLES AUX CENTRALES NUCLÉAIRES

Les électeurs de sept États (Arizona, Colorado, Missouri, Montana, Ohio, Oregon et Washington) étaient appelés par référendum, mardi 2 novembre, à donner leur avis sur des propositions visant à limiter ou empêcher la construction de centrales nucléaires. Ces propositions ont été repoussées dans six États et adoptées dans le Missouri. Les électeurs ont, semble-t-il, estimé que ces mesures auraient eu pour effet de rencherir l'énergie électrique. Un référendum analogue avait abouti en juin dernier en Californie à une défaite des adversaires des centrales nucléaires.

Les compagnies constructrices de centrales avaient investi des sommes importantes pour convaincre les électeurs. Le succès qu'elles ont remporté mardi pourrait les inciter à augmenter leur programme. L'élection de M. Carter ne leur est pourtant pas favorable. Le nouveau président consulté bien les questions nucléaires : il a affirmé à plusieurs reprises au cours de sa campagne sa méfiance à l'égard de cette forme d'énergie et proposé un recours accru au charbon et un développement de l'énergie solaire.

Pour connaître

L'ALBANIE SOCIALISTE

RAPPORT D'ENVER HOXHA AU 7^e CONGRÈS DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE (Novembre 1976)

Abonnement aux revues albanaises en français :

- L'ALBANIE D'AUJOURD'HUI (Revue politique d'information) 1 an (6 Nos) Frs 15,60
- L'ALBANIE NOUVELLE (Revue illustrée) 1 an (6 Nos) Frs 15,60

Par ailleurs les ouvrages albanaises en langue française :

- ENVER HOXHA : ŒUVRES CHOISIES - Tomes 1 et 2 Chaque volume Frs 26,60
- ENVER HOXHA : LA GRANDE DIVERGENCE (les rapports Albanie - URSS en 1960) Frs 37,00
- HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE Frs 13,00

LIBRAIRIE NORMAN

BETHUNE

76, bd St-Michel 75006 PARIS

CCP : La Source 32.808.88

LIBRAIRIE LE PHENIX

72, boulevard de Sébastopol

75003 PARIS-

CCP : 17.217.63 PARIS

EDITIONS DU CENTENAIRE « LES HERBES SAUVAGES » 70, rue de Belleville - 75020 PARIS

سكنا من الامل

AMÉRIQUES

Brésil

ALORS QUE LA RÉPRESSION OFFICIELLE S'EST APAISÉE

Le terrorisme de droite se développe en toute impunité

Rio-de-Janeiro. — Depuis plusieurs mois, un calme inhabituel règne dans les services chargés de la lutte « antisubversive ». Avocats, journalistes, ecclésiastiques, sont unanimes à constater qu'aucun cas de torture contre des prisonniers politiques n'a été signalé depuis longtemps. Les arrestations ont pratiquement cessé à Rio-de-Janeiro et São Paulo. Il en va de même, semble-t-il, dans le reste du pays.

La répression officielle semble donc au point mort. L'arrestation, en septembre à Rio, de quatre personnes accusées d'appartenir au P.C. pro-chinois n'efface pas l'impression laissée un peu partout : à savoir que, en comparaison des années antérieures, le Brésil connaît une période de tranquillité relative. São Paulo est la ville-témoin à cet égard : on n'y signale plus d'enlèvements et de tortures, comme à la fin de l'année dernière, où la « chasse » aux communistes avait atteint son point culminant et où les « suicides » de prisonniers se succédaient dans les locaux militaires.

Les optimistes créditent le gouvernement Giscard de ce retour momentané à la normalité. Selon eux, le président s'est proposé, dès le début de son mandat, de mettre fin aux « excès », mais il n'a pu y parvenir que récemment, en installant à la tête de trois des quatre armées qui tiennent le pays (São Paulo, Recife, Porto-Alegre), des généraux

De notre correspondant

qui ont son entière confiance, et en changeant la plupart des commandants militaires.

Les ecclésiastiques — et ils sont les plus nombreux — avancent une autre explication : « Il n'y a plus de répression parce qu'il n'y a plus d'opposition clandestine », disent-ils. La P.C.B. a été totalement désarticulée. « La police a maintenant fiché 80 % des militants d'extrême gauche », affirme un avocat. La présence communiste dans la presse et dans d'autres milieux est désormais connue des autorités. L'instruction ouverte ces derniers mois contre sept militants du parti communiste brésilien de Rio a amené l'interrogatoire d'une dizaine de journalistes appartenant au comité directeur de l'Association brésilienne de presse.

Les milieux judiciaires reconnaissent que le nouveau commandant de la 1^{re} armée, basée à São Paulo, le général Olegário Monteiro, a fait une sérieuse « purge » dans les services du DOI-CODI, chargés de la lutte antisubversive, pour éliminer les tortionnaires les plus notables. Ils ajoutent cependant : « La mécanique de répression est arrêtée. Mais il peut être réactivée à tout moment. Il suffirait d'un enlèvement de diplomate pour que les tortures recommencent. »

Il est certain, en effet, que la violence fait partie de « l'économie même du système », qui l'utilise pour assurer sa survie. « Tant qu'il n'y aura pas de garanties juridiques pour les personnes arrêtées, dit un avocat célèbre, il y aura des abus. Le problème fondamental, c'est l'insécurité juridique dans laquelle vit le pays. »

Une alliance anticommuniste

C'est parce qu'ils sont officiellement condamnés à l'insécurité que les « durs » de la lutte anticommuniste ont décidé de passer à l'action clandestine ? On peut le penser, puisque le terrorisme de droite n'a fait sa réapparition que récemment. Présent avant le coup d'État de 1964 et jusqu'en 1968, sous des noms divers (Mouvement anticommuniste, Commando de chasse aux communistes), il ne s'est pas manifesté, et pour cause, pendant le gouvernement du général Médici (1969-1974), qui a été le plus répressif de tous les récents présidents. Il est revenu à la surface l'an dernier, en prenant le nom d'Alliance anticommuniste brésilienne (A.A.B.), et a commis son premier attentat. Il y a deux mois, en posant une bombe au siège de l'Association brésilienne de presse.

Deux semaines après avoir enlevé et frappé l'évêque de Nova-Iguazu, Dom Adriano Hipólito, l'A.A.B. poursuit ses activités en toute impunité. Officiellement, on ne sait pas si l'alliance est à l'origine des cinq attentats commis dans la nuit du 5 au 6 octobre à Rio, les autorités ayant fait preuve de beaucoup de discrétion, mais il est permis de le supposer. Coup sur coup, cinq voitures ont explosé dans les quartiers de Botafogo et Copacabana. Les experts affirment que ces explosions ont été provoquées par des bombes. La police nie catégoriquement cette explication et annonce, sans autre précision, qu'il ne s'agit pas d'attentats terroristes.

Apparemment, personne n'a été

visé par ces incendies de voitures, sans doute destinées à créer un climat d'insécurité. En revanche, l'A.A.B. continue sa campagne d'intimidation contre ses cibles préférées. Elle vient de menacer, à deux reprises, par téléphone, le secrétaire général de la C.N.E.B. (Conférence nationale des évêques du Brésil), Mgr Ivo Lorscheider. Plusieurs avocats, à Rio et São Paulo, ont été avertis de la même façon, le choix leur étant laissé de quitter le pays ou de s'exposer à des représailles. Récemment, des tracts signés de l'A.A.B. étaient lancés à l'entrée d'une prison de l'État de Pernambuco de mort à l'égard de trente-cinq prisonniers politiques.

La réaction ou plutôt l'absence de réaction des autorités ne laisse pas d'être inquiétante. Les tracts lancés par les terroristes après l'enlèvement de l'évêque ont été soigneusement tenus secrets par la police. Le gouvernement a interdit à la radio et à la télévision de donner de plus amples informations sur un événement qui mettrait l'Église en position de martyr, et n'a d'ailleurs pas manifesté sa solidarité à la victime. Minimiser ou même étouffer les faits pourrait être de bonne politique si Brasília faisait tout pour stopper l'activisme de la droite et rassurer la population. Or, c'est l'inverse qui se produit : après avoir fait preuve de dextérité pour arrêter plusieurs centaines de communistes coupables seulement de s'être réorganisés, les autorités se sont montrées, jusqu'à présent, incapables de découvrir les poseurs de bombes. Aussi les commentateurs vont bon train dans les milieux politiques : les auteurs d'attentats ne seront pas retrouvés, assure-t-on, et s'ils l'étaient, ils ne seraient sans doute pas poursuivis.

L'extrême droite a, d'ailleurs, son organe officiel, O Expresso, publié depuis le début de l'année à São Paulo. Cet hebdomadaire a beau s'être spécialisé dans la défense de tortionnaires, la dénonciation des « rouges » ou de ceux qui y sont assimilés, l'antidémocratie et la délation, il a échappé, jusqu'ici, à la censure, laquelle s'exerce contre l'hebdomadaire de l'archidiocèse de São Paulo et plusieurs autres publications. Même les slogans racistes ont fait leur apparition au pays de la « tolérance raciale ». « Mort au communisme, vive l'apartheid », lit-on sur un mur de Copacabana. Et ailleurs : « Le Sud pour les Blancs, l'Amazonie pour les Noirs ».

CHARLES VANHECKE

Argentine

APRÈS LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE

Le gouvernement s'efforce d'exploiter à son profit les divisions de l'Église

De notre correspondant

Buenos-Aires. — La Conférence épiscopale argentine, qui vient de tenir sa réunion annuelle, ne s'est pas prononcée sur la question des violations des droits de l'homme. Divisés sur les moyens de faire entendre raison aux forces armées, les évêques, qui ne repoussent pas tous leurs méthodes de répression, se sont limités à rappeler dans un bref communiqué deux déclarations antérieures, émises l'une au mois de mai à l'issue de la précédente assemblée et l'autre après l'assassinat, en juillet, de trois prêtres et deux séminaristes de l'ordre irlandais des palotins.

La commission exécutive de l'épiscopat, que préside Mgr Raúl Primatesta, archevêque de Córdoba, préfère continuer d'exercer sur la junte militaire de discrètes pressions. Celles-ci n'ont jusqu'ici obtenu que de très maigres résultats. Mais la commission estime que c'est encore le moyen le plus efficace de faire connaître en haut lieu le point de vue de l'Église.

Dans leur déclaration du mois de mai, les évêques, avec beaucoup de circonspection, avaient adressé un avertissement au gouvernement : « Ce serait une erreur que, pour rétablir un climat de sécurité, on procède à des arrestations massives, en maintenant pendant de longues périodes les prisonniers au secret et sans révéler leur lieu de détention. On ne respecte pas les garanties constitutionnelles. Ce serait une erreur que, pour rétablir les équilibres économiques, on mène les gens à la misère, et que, pour éviter les vices des moyens de communication, on les empêche de dire la vérité. Enfin, ce serait aussi une erreur que l'on confonde avec le marxisme et la guérilla les généreux efforts, souvent d'inspiration chrétienne, pour défendre la justice, les déshérités et ceux qui ne peuvent faire entendre leur voix. »

Certains évêques participent à la croisade des militaires contre « le communisme athée et apocryphe ». Mgr Adolfo Tortolo, aumônier général aux armées, qui, malgré les centaines de témoignages reçus, émet publiquement des doutes sur les violations des droits de l'homme ; Mgr Victorio Bonamin, son adjoint, pour qui « Dieu habite les soldats qui accomplissent leur devoir ». La plupart des évêques sont toutefois en accord avec l'avertissement lancé en mai n'a pas été entendu. Ils sont d'autant plus inquiets que l'Église elle-même a été victime des violences du régime : outre les cinq religieux palotins, deux prêtres, dont un français, ont été assassinés dans le diocèse de La Rioja. Une vingtaine de prêtres et de séminaristes sont en prison, certains accusés d'activités subversives. D'autres religieux, parmi lesquels un Améri-

cain et un Français, les Pères James Weeks et Jacques Renevoit, ont été expulsés.

En recevant au mois de septembre les lettres de créance de l'ambassadeur d'Argentine auprès du Vatican, le pape Paul VI a manifesté son indignation, rappelant notamment que le meurtre des cinq palotins, perpétré, affirme-t-on dans les milieux ecclésiastiques, par des éléments de la police, n'avait pas été « suffisamment éclairci ». L'intervention du souverain pontife a ébranlé la junte militaire. L'épiscopat argentin, plutôt conservateur dans son ensemble, n'en a pas pour autant profité pour dire publiquement ce qu'il pense tout bas.

Le gouvernement, en outre, a habilement exploité les divergences de vues des évêques. A l'instigation du secrétaire d'État à la presse, certains journaux et publications ont engagé un débat polémique autour d'une édition latino-américaine annotée et illustrée de la Bible. Plusieurs prêtres se sont publiquement prononcés pour ou contre la Bible marxiste. L'épiscopat s'est rendu compte, mais un peu tard, qu'il avait été enfermé dans un piège. Contraint à la défensive, il a dû donner un avis qui cache mal les tensions internes : « Pour préserver les nombreux aspects positifs du livre, il est nécessaire de le réviser et le compléter. » Un

succès pour le gouvernement, qui, afin de rassurer la bonne volonté des évêques, s'ordonne au début de leur réunion la libération de deux prêtres disparus depuis le mois d'avril. La détention des Pères Jallat et Torio n'aurait pourtant jamais été officiellement confirmée.

Tout en proclamant bien haut leur attachement à l'Église, les chefs militaires tendent ainsi à la traiter comme n'importe quel autre groupe de pression : bien ou mal, selon sa conduite à l'égard du gouvernement. « Force est de constater que l'Église post-conciliaire est aujourd'hui victime de manifestations hostiles en Amérique latine », nous a dit un évêque qui, à l'appui de ses propos, cite plusieurs épisodes récents : les menaces contre l'épiscopat uruguayen, contrainant l'an dernier de modifier sa pastorale ; l'arrestation au mois d'août, en Equateur, de dix-sept évêques de divers pays de la région réunis à Rio-bamba et leur expulsion ; la campagne de diffamation contre les évêques chiliens qui ont assisté à cette réunion ; la détention de Mgr Adriano Mandarini Hipólito, évêque de Nova-Iguazu, au Brésil, qui a été battu par ses ravisseurs ; enfin, les manœuvres du gouvernement de Buenos-Aires pour diviser l'Église argentine. « Ces faits, conclut le prélat, ne sont pas sans relations les uns avec les autres. »

PHILIPPE LABREVEUX.

du Liberté à l'Opéra, il faut 12 minutes.

(12 mn de RER, c'est beaucoup moins que votre péripétie quotidienne)

du studio au 6 pièces

Le Liberté: 774.59.75

sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place : 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre. Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Ferme mardi.

SI VOUS MESUREZ

1 m 80 OU PLUS

(jusqu'à 2 m 10)

SI VOUS ÊTES FORT

JOHN RAPAL

GRANDES TAILLES

PRÊT-À-PORTER

Costumes serge, flanelle, cheviotte, tenniss, velours inoffensables.

Vestes sport, harris tweed, shetland etc...

Pardessus, imper, trench doublure amovible.

Peaux lainées, vestes, blousons, trench, cuir ou daim, exclusivité

MAC DOUGLAS.

Pantalons, chemises, pulls, 4 longueurs de manche.

3000 VÊTEMENTS livrés immédiatement.

40 Av. de la République

Métro Parmentier

Parking gratuit

Tél. 355.88.00

en importation directe

de TURQUIE PERSE CHINE TAPIS

toutes tailles prix exceptionnels

Les Lisses de France

98 bd haussmann Paris 8

tél. 522 88 25 / 88 68

VELIZY 2 tél. 946 28 36

du Liberté à l'Etoile, il faut 7 minutes.

(7 mn de RER. Le temps que vous prenez habituellement pour trouver un paramètre)

du studio au 6 pièces

Le Liberté: 774.59.75

sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place : 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre. Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Ferme mardi.

"99, rue de passy : la nouvelle boutique mode pour les grandes tailles"

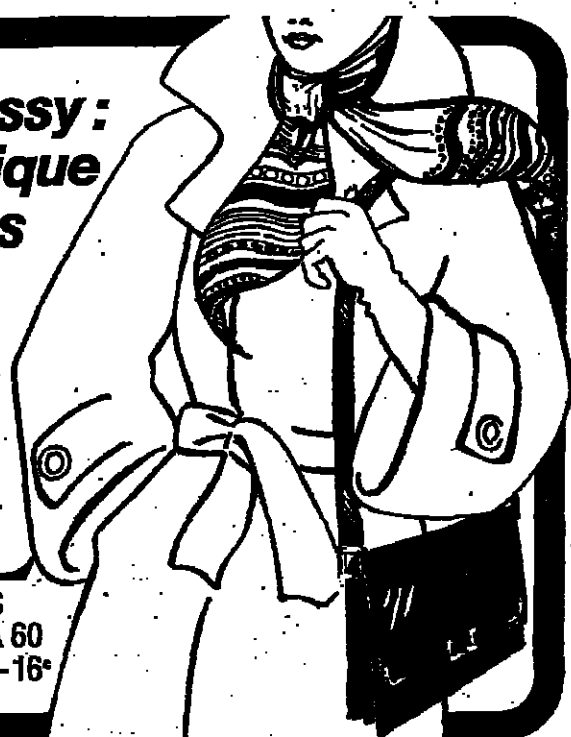
AUTEUIL

MODELES EXCLUSIFS

TAILLES 44 A 60

99, RUE DE PASSY-16^e

côté ouest



LE CONSEIL EUROPÉEN

Energie : la danse sur le volcan

Les communistes au Parlement européen

L'austérité en Italie et en Angleterre

Dans le numéro de novembre de

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon 61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e

NOM

RUE

VILLE

AFRIQUE

Burundi

UN CONSEIL RÉVOLUTIONNAIRE SUPRÊME DE TRENTE MEMBRES A ÉTÉ CONSTITUÉ

Un Conseil révolutionnaire suprême composé de trente officiers a été constitué au Burundi après l'opération par l'armée du général Michel Micombero. Ce Conseil est présidé par le lieutenant-colonel Jean-Baptiste Bagaza, auteur du coup d'État perpétré le 1^{er} novembre contre le président, dont on est depuis lors sans nouvelles. Radio Bujumbura précise que le lieutenant-colonel Bagaza sera, en outre, chef d'état-major général des forces armées, succédant à ce poste au général Théodore Ndabanyana, dont il était l'adjoint et qui a été relevé de ses fonctions. Deux délégations ont été envoyées, l'une au Rwanda et au Zaïre, l'autre en Tanzanie, afin de remettre un message personnel du lieutenant-colonel Bagaza aux dirigeants de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

LE LIEUTENANT-COLONEL JEAN-BAPTISTE BAGAZA

Le lieutenant-colonel Jean-Baptiste Bagaza est né à Murambi, le 29 août 1948.

Après avoir été élève du collège catholique du Saint-Esprit à Bujumbura, il entre à l'Ecole des cadres à Bruxelles. Il est admis ensuite à l'Ecole militaire belge, dans la section Interarmes, de 1968 à 1970, et il y obtient une licence en sciences sociales et militaires.

Après un an passé à l'Ecole militaire d'Arion, il retourne au Burundi en septembre 1971.

Mozambique

APRÈS LES INCURSIONS RHODÉSIENNES Maputo veut éviter l'internationalisation du conflit

De notre envoyé spécial

La ville frontalière rhodésienne d'Umtali a essuyé, mercredi soir 3 novembre, des tirs de roquettes en provenance du Mozambique. Un porte-parole de Salisbury a d'autre part déclaré que l'importante opération menée par l'armée rhodésienne, en territoire mozambicain (« le Monde » du 3 novembre) avait permis de détruire un arsenal contenant plus de 10 tonnes d'armes et de munitions. Le gouvernement mozambicain affirme, pour sa part, que des combats se poursuivent dans la province de Tete.

Maputo. — Le dernier communiqué, publié mercredi soir 3 novembre, a annoncé que les forces rhodésiennes avaient été repoussées au-delà de la frontière, dans la province de Gaza. Quelques poches de résistance subsistent. Les forces de Salisbury ont détruit la gare de Mapai et les deux réservoirs d'eau qui alimentaient la région. Les survivants affirment que la majorité des combattants, blancs et noirs, étaient des anciens soldats de l'armée coloniale portugaise. En revanche, des « combattants indigènes » se poursuivent dans la

province de Tete. Les avant-gardes rhodésiennes opéraient à 80 kilomètres de la frontière et continueraient à recevoir des renforts en hommes et en matériel lourd. On n'écarterait pas l'hypothèse que leur objectif soit Cabinda-Bassa. Les forces armées mozambicaines ont pris des mesures pour passer à cette éventualité.

Le Mozambique ne saurait pas le Conseil de sécurité, car il juge que cette procédure ne donnera aucun résultat, et ce n'est celui d'internationaliser encore un peu plus le conflit, ce que Maputo veut éviter à tout prix.

L'espoir de provoquer une réaction armée mozambicaine en Rhodésie même, et donc l'intervention de contingents d'une autre puissance, est illusoire, affirme-t-on tel Maputo a dit et répété que « la libération du Zimbabwe se pourrait être que l'œuvre des Zimbabweans eux-mêmes ».

RENÉ LEFORT.

Israël

LES PRIX DE PLUSIEURS PRODUITS DE BASE AUGMENTENT FORTEMENT

(De notre correspondant)

Jérusalem. — Intervenant dans un climat social extrêmement tendu, les réductions apportées, mardi 3 novembre, aux subventions pour les produits de base entraînent une montée des prix impressionnante. Le pain, l'huile de cuisine, les matières grasses, les oeufs et les produits laitiers augmentent de 20 %, ce qui correspond au montant de la réduction des subventions. Le prix des carburants augmente en moyenne de 11 %, en raison des divers ajustements de la valeur de la livre israélienne par rapport aux monnaies internationales.

La réduction des subventions devrait permettre à l'Etat de réaliser une économie de 400 millions de livres sur le budget de l'année en cours, qui est gravement déficitaire. Selon le ministère des finances, l'augmentation des prix des produits subventionnés ne devrait entraîner qu'une hausse de moins de 3 % de l'indice du coût de la vie, cet indice ne s'élevant que de 1,25 % du fait de l'augmentation du prix des carburants. — A. Sc.

Liban

La droite demeure réservée au sujet de l'implantation de la force arabe en territoire chrétien

De notre correspondant

Beyrouth. — A la veille du jour prévu pour l'entrée en action de la force d'intervention arabe, une brusque recrudescence des combats s'est produite, dans la nuit de mercredi 3 à jeudi 4 novembre, à Beyrouth et dans sa banlieue. Les tirs d'obus ont repris à partir de 23 heures, pour se calmer au petit matin.

Cette flambée aurait pour origine les tiraillements qui continuent à se manifester au sujet des conditions dans lesquelles opéreraient la force arabe de dissuasion. Une aile au moins de la droite chrétienne, comprenant MM. Camille Chamoun et Béchir Gemayel, est très réticente quant à l'implantation massive de cette force dans le territoire sous contrôle conservateur. Et ce malgré l'insistance de la Syrie et les assurances fournies par Damas à ses alliés. Le président Assad a désigné mercredi à Beyrouth un de ses représentants, le colonel Kholi, qui a rencontré le président Sarkis et l'a pressé, au nom du chef de l'Etat syrien, d'appliquer les plans visés au point pour le déploiement de la force d'intervention arabe. Jusqu'à ce jeudi matin, le chef de l'Etat libanais essayait encore d'obtenir l'agrément de toutes les parties pour que ce déploiement ait lieu dans les meilleures conditions. Damas voudrait qu'il soit général et simultané. La droite chrétienne souhaiterait qu'il soit limité, dans son secteur, aux lignes de front et aux routes internationales, et qu'il soit progressif. On révèle,

dans les milieux de gauche, que les plans établis prévoient, en tout cas, des effectifs bien moins importants dans le secteur chrétien que dans celui contrôlé par les palestino-progressistes. L. G.

Bagdad a décidé mercredi 3 novembre de rappeler le chef de la mission diplomatique irakienne à Damas, « en signe de protestation contre l'attitude du régime syrien à l'égard des événements du Liban et des causes nationales arabes en général ».

L'AMIF

Association des Médecins Israélites de France

organise le mercredi 10 novembre 1976 à 21 h au Centre Rachi 30, bd de Port-Royal - Paris 5^e Tél. 331.98.20

UNE TABLE RONDE : La contraception - échecs et résistance -

Avec la participation du Grand Rabbin GUGENHEIM

DIPLOMATIE

PARIS ET OTTAWA RECHERCHENT UN ACCORD PROVISOIRE SUR LES EAUX DE PÊCHE

M. Jamieson, ministre canadien des affaires étrangères, est reparti mercredi soir 3 novembre pour Ottawa, via Washington, en Concord, après s'être entretenu avec MM. Barre et Guingaud. Avec le premier ministre, M. Jamieson a discuté de la lutte contre l'inflation. Il a invité M. Barre à se rendre au Canada l'année prochaine.

Avec le ministre des affaires étrangères, l'entrevue a surtout porté sur les affaires bilatérales. Sur tous les problèmes discutés, qui sont d'ailleurs sans gravité, s'est manifesté de part et d'autre une volonté d'entente. Le plus important résultat de la décision du Canada et de la France (avec l'ensemble de la Communauté européenne) de porter à 200 miles la limite des zones côtières de pêche. M. Jamieson estime que le cas des pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon ne soulève pas de difficultés. Il n'en va pas de même des pêcheurs français installés dans les parages du Canada. Les deux ministres pensent néanmoins qu'un régime provisoire pourra entrer en vigueur le 1^{er} janvier.

Pour régler les contentieux financiers résultant de l'évacuation d'une base canadienne en France en 1967, une contreproposition française va être examinée par Ottawa.

Le Canada est intéressé par la fourniture d'un moteur nucléaire français pour un brise-glace géant dont il envisage la construction. La mise en route d'un fonds d'aide aux pays francophones, pour lequel le Canada est disposé à contribuer sans délai, alors que la France hésite pour des raisons financières — a été évoquée.

M. JAN PUDLAK EST NOMMÉ AMBASSADEUR DE TCHÉCOSLOVAQUIE A PARIS

M. Jan Pudlak vient d'être nommé ambassadeur de Tchécoslovaquie à Paris en remplacement de M. Jurek Sedlak, annoncé-t-on à Prague.

Âgé de cinquante-deux ans, M. Pudlak est diplomate de carrière. Originaire de Slovaquie comme son prédécesseur, il représente son pays à Rome de 1958 à 1962. Rappelé à Prague, il devient en 1964 vice-ministre des affaires étrangères. Il ne quitta ce poste que vers la fin de 1968, quand le général Ludvík Svoboda, alors président de la République, en fit le chef de la chancellerie présidentielle. M. Pudlak est un diplomate plein de rondes. Sa nomination à Paris illustre les tentatives des autorités tchécoslovaques de donner une meilleure image de leur administration.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

UN DES DIRECTEURS DE LA FIRME AUTOMOBILE CERVIERE a été assassiné le 3 novembre dans la banlieue de Buenos-Aires, apparemment par des membres de l'organisation péroniste de gauche les Montoneros.

Pakistan

LES AFFRONTEMENTS TRIBAUX DE SEPTEMBRE. — Les heurts qui ont opposé, en septembre, forces gouvernementales et membres de tribus du district de Dir (le Monde

du 2 novembre) ont fait soixante-deux morts, a déclaré M. Bhutto, premier ministre. L'opposition et des sources indépendantes ont fourni des bilans beaucoup plus élevés. — (Reuters.)

R.F.A.

LE TRIBUNAL DE KARLSRUHE a accédé, mercredi 3 novembre, à la requête de l'organisation d'extrême droite, Union du peuple allemand (Deutsche Volksunion), qui demandait l'autorisation de tenir le 7 novembre à Mannheim une cérémonie « à la mémoire des « héros de guerre allemands ».

CERCLES LOUIS RIEL (*)

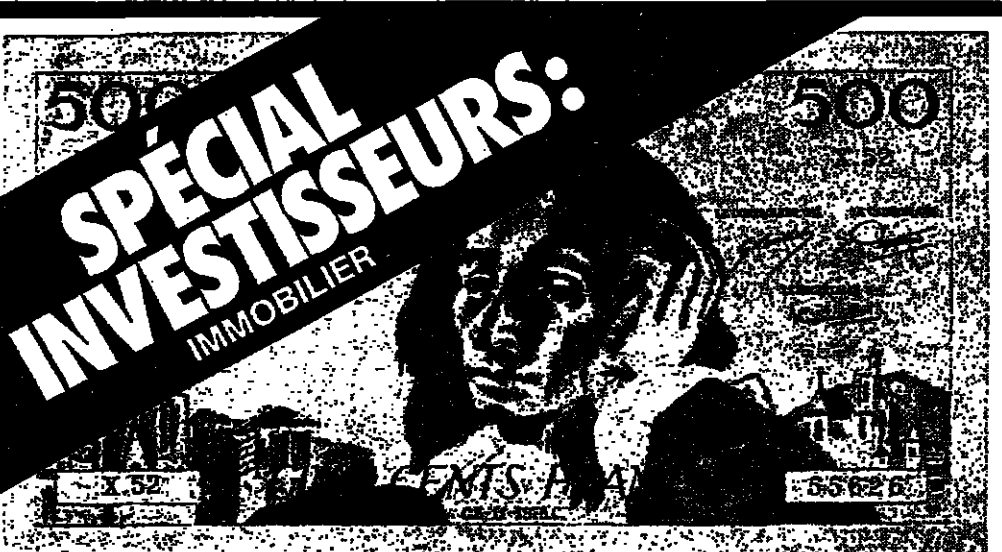


Tout ce qui touche à la question de la sauvegarde de l'authenticité, de l'identité culturelle des peuples francophones du monde, devrait nous toucher nous aussi.

Les communautés d'expression française participent à une diversité culturelle, aujourd'hui menacée. Les Cercles Louis Riel se destinent à mieux connaître et faire connaître ces communautés francophones, leur lutte pour l'indépendance économique ou politique, et à organiser des rencontres avec de jeunes militants wallons, québécois, acadiens, africains, juraissiens.

Québécois résident en France, amis du Québec et anciens compatriotes, soutenez la campagne du parti québécois : C.C.P. : La Source 32.762.95 - F. Cercle Louis Riel, 3, cité Bergère, 75009 Paris.

(*) Chef de la révolte métisse du Manitoba (1869) exécuté par les Anglais le 16 novembre 1869.



NE PAYEZ RIEN JUSQU'AU PREMIER LOYER

Pour tout achat de studio ou d'appartement, CPI vous offre de ne rien payer, pas même le dépôt de garantie à la réservation, jusqu'à ce que vous touchiez votre premier loyer (quand on emprunte pour investir, on aime-rait bien que le premier remboursement attende le premier loyer).

Pour la première fois dans l'immobilier, votre investissement devient immédiatement rentable. Pour tout savoir sur les programmes sélectionnés par CPI, qui bénéficient de cette offre exclusive, il vous suffit de remplir le bon ci-dessous.

CPI REND PLUS RENTABLES VOS INVESTISSEMENTS.

Sans engagement de ma part, j'aimerais en savoir davantage sur cette formule et sur les programmes sélectionnés par CPI.

PARIS XI^e ☐ NOM
PARIS XV^e ☐ PRÉNOM
PARIS XIX^e ☐ ADRESSE
LA DÉFENSE ☐ TÉLÉPHONE

cpi centrale du placement immobilier.

31, avenue de l'Opéra 75001 Paris - Tél. : 261.52.46 - 261.45.53

RESIDENCE SULLY

Quai des Carrières
94200 CHARENTON-LE-PONT
Tél. 368.54.46

VOTRE 4 PIÈCES EN BORDURE DE SEINE EST ENTièrement TERMINE, IL NE COUTE QUE 301.600 F. PARKING COMPRIS

2^e étage, 4 pièces, 78,90 m² + loggia 2,50 m² - par à voiture en sous-sol et cave compris : **301.600 F.** Prix ferme et non révisable
3^e étage, 4 pièces, 76,70 m² + loggia 8,60 m² - 2 parcs à voiture en sous-sol et cave compris : **318.600 F.** Prix ferme et non révisable
POUR VISITER L'APARTEMENT TÉMOIN : en voiture, par la porte de Charenton ou la porte de Bercy ; en métro, ligne n° 8, Place Balard à Créteil, station Charenton-Ecoles.
Visite de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h tous les jours.

C'est une réalisation SEMIVAM avec le concours de la SACI

Demandez dès maintenant notre documentation en retournant ce bon à

CORI

254, bd St-Germain 75007 Paris
Tél. 260.38.22

Je désire recevoir votre documentation sur la Résidence SULLY à Charenton.

Nom
Prénom
Profession
N° Rue
Code postal M 4/11
Ville

de Burberrys à Lanvin

le nouveau MASCULIN RIVE-GAUCHE

LESCUR
au centre Maine Montparnasse

A L'HOTEL DROUOT

Vendredi

VENTES

S. 1 - Art de la Chine et du Japon.
S. 2 - Obj. art et bel ameublement princ. XVIII.
S. 11 - Estamp., dess., tabl. mod.

Dites le avec des FLEURS

PRÉCIEUSES

BRILLANT, CRISTAL, ROCHE

46^{bis} HOPITAL

PARIS 15

VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

• Toutes possibilités de crédit-leasing •

EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 3 H A 19 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 +

Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

Aux Terrasses de Rueil

Vous n'avez plus besoin de partir pour être en vacances.

Aux Terrasses de Rueil, vous passerez les week-ends chez vous pour profiter du tennis, du parc, de la piscine ou simplement de votre terrasse comme en vacances.

Et pendant la semaine, certaines belles fins de journées valent bien un week-end!

Venez visiter l'appartement témoin des Terrasses de Rueil (tous les jours sauf jeudi de 13 h 30 à 19 h).

Vous verrez comment un appartement très confortable à 20 minutes de Paris peut se convertir en appartement de week-end.

Rue des Maris
Rueil-Malmaison
tél. 977.26.98 - 977.26.85

Garantie BNP

CICA

227.04.30

1^{re} tranche livable
2^e tranche : début gros œuvre

Le site intéressé par :
□ 2 p, 3 p, 4 p, 5 p
Envoyez-moi la brochure complète ainsi que les cahiers de plans des Terrasses de Rueil.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

à retourner à CICA : 45, rue de Coïncelles 75008 PARIS

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 3 novembre, au palais de l'Élysée. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

LE CONTRÔLE DES PRODUITS CHIMIQUES

Le conseil a adopté un projet de loi sur le contrôle des produits chimiques destinés à doter les pouvoirs publics des moyens d'apprécier, avant qu'un produit soit mis sur le marché, les risques qu'il comporte pour l'homme et l'environnement et à leur permettre de prendre les mesures nécessaires à leur protection, lorsqu'un tel contrôle n'est pas déjà organisé par les lois en vigueur.

Établissement de la mise sur le marché d'une substance chimique qui n'a pas été déjà diffusée, à titre onéreux ou gratuit, ou qui fait l'objet d'usages nouveaux, tout possesseur ou importateur devra procéder à une étude des dangers qu'elle présente et en notifier les résultats à l'autorité administrative qui pourra décider, le cas échéant, l'inscription du produit sur une liste des substances dangereuses pour l'environnement et soumettre sa fabrication, sa commercialisation ou son usage à des prescriptions particulières pouvant aller jusqu'à l'interdiction partielle ou totale. L'administration dispose d'un délai de six mois pour rejeter, accepter ou compléter la proposition du demandeur. Toute commercialisation ou diffusion du produit est interdite pendant le premier mois de ce délai.

Les infractions aux dispositions de la loi sont sanctionnées par des peines d'amende et d'emprisonnement par le juge pénal, ainsi que la confiscation, la commercialisation ou la fermeture des installations de production. La recherche et la constatation des infractions sont faites dans les conditions prévues par la loi du 1^{er} août 1956 sur la répression des fraudes par les officiers et les agents de la police judiciaire ainsi que par d'autres agents désignés par la loi.

S'il est voté par le Parlement, ce projet de loi obligera tous les producteurs et importateurs français à réaliser une véritable « étude d'impact sur l'environnement » des substances nouvelles qu'ils comptent lancer sur le marché.

Cette mesure, directement inspirée de l'étude préalable d'impact sur l'environnement qui est imposée à tous les aménagements et à tous les constructeurs par la loi de protection de la nature, représente une « première » européenne. Cependant les États-Unis, le Canada et le Japon ont récemment adopté des dispositions similaires.

Avant de commercialiser un nouveau produit, l'industriel devra soumettre à l'administration un dossier indiquant sa composition et les quantités qui seront mises en circulation. Il fournira surtout une étude détaillée sur l'éventuelle toxicité des substances de base utilisées dans la fabrication du produit. Cette étude devra être complétée par bien des substances de base, c'est-à-dire des molécules chimiques nouvelles et non des produits finis qui peuvent se présenter au public sous de multiples aspects. Sont aussi visés les produits dont l'usage est nouveau. Ainsi le freon, employé jusqu'à présent dans les réfrigérateurs, commence à intéresser l'environnement lorsqu'on s'en sert dans les bombes aérosols. L'industriel devra donc indiquer quels sont les effets de ces substances sur l'eau, l'air, le sol, la faune, la flore et bien entendu les hommes. L'administration pourra demander des études complémentaires et même faire des contre-expertises.

Avant une bonne connaissance du dossier, l'administration pourra alors réglementer les diverses manipulations du produit (dors de sa fabrication, de sa commercialisation et de son élimination), en limiter les emplois et même, si besoin est, l'interdire carrément.

En revanche, elle ne délivrera aucune « homologation » qui serait un blanc-seing définitif. Les industriels touchés par la nouvelle loi sont essentiellement Rhône-Poulenc et Ugine-Kuhlmann, qui réalisent 80 % du chiffre d'affaires de la chimie française.

Le projet de loi vient compléter un arsenal législatif déjà abondant, mais qui présentait une lacune importante. Certains textes réglementent l'usage de produits dangereux comme les explosifs, les pesticides, les cosmétiques, les additifs et les emballages alimentaires. Par ailleurs, d'autres textes protègent soit le travailleur, soit le consommateur de produits pharmaceutiques. Aucun ne prenait en compte l'ensemble des produits chimiques dans leurs conséquences, même lointaines, sur l'environnement. Notons enfin qu'une directive très voisine du texte français est proposée à la Commission des Communautés européennes.

LES ATTRIBUTIONS DU MINISTRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

Le conseil des ministres a adopté un décret qui complète les attributions du ministre de la qualité de la vie.

Ce projet lui confère des attributions jusqu'alors dévolues aux ministères de l'agriculture, de l'industrie et de la recherche, de l'équipement, en matière de police des eaux souterraines, des cours d'eau, des prises d'eau et des déversements dans les cours d'eau, ainsi qu'en matière de prévention et de lutte contre la pollution des eaux marines. Pour l'exercice de ces nouvelles attributions, les services centraux compétents ainsi que les services départementaux et régionaux de ces ministères sont mis, en tant que de besoin, à la disposition du ministre de la qualité de la vie.

Le projet de décret charge également ce ministre d'analyser et de coordonner les actions en matière de lutte contre le bruit.

LE PLAN DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

Le premier ministre et le ministre d'État, ministre de l'économie, ont rendu compte des réactions et des préoccupations des préfets que le premier ministre a réunis le 2 novembre, en présence de plusieurs membres du gouvernement, de la situation de la lutte contre l'inflation dans les régions et les départements.

LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Le ministre chargé des relations avec le Parlement a présenté une communication sur le déroulement de la session parlementaire d'automne. Le premier mois de session a été consacré à la déclaration de politique générale, au vote définitif de la loi de finances rectificative pour 1976, et à l'adoption, par l'Assemblée nationale, de la première partie du projet de loi de finances pour 1977. Ensuite, le projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail a été définitivement voté et le Sénat a adopté en première lecture les deux projets de loi relatifs à la situation des Français de l'étranger, un projet concernant l'information et la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit, ainsi qu'un vote relatif aux pensions de retraite de certains marins des départements et territoires d'outre-mer.

Jusqu'au 19 novembre, alors que l'Assemblée nationale sera occupée par la discussion de la deuxième partie de la loi de finances, le Sénat examinera le projet de loi relatif à la réforme de l'aide au logement et celui concernant l'architecture. À partir du mardi 23 novembre, sur les quatre dernières semaines de la session, le Sénat en consacra trois à la première lecture du projet de loi

de finances et l'Assemblée nationale entreprendra l'examen des textes les plus urgents, parmi lesquels figurent notamment : les projets de loi portant réforme de l'urbanisme, de l'aide au logement, du code minier et du régime fiscal de la presse, les projets concernant le Tarifaire français des Aides et des Indes, les textes relatifs à la sécurité des Français, la modification de la loi de juillet 1975 relative à l'aide spéciale compensatoire en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, les projets tendant à modifier le statut du Fonds monétaire international et certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes.

LES CONTRATS D'APPRENTISSAGE

Le secrétaire d'État auprès du premier ministre (fonction publique) a présenté, au titre de la formation professionnelle dont il est également chargé, des propositions relatives au développement et au renouvellement de l'apprentissage, en application des décisions prises par le conseil des ministres du 9 juin 1976. Il a présenté les grandes lignes d'un projet de loi ayant pour objet d'alléger et de simplifier les procédures administratives relatives aux contrats d'apprentissage, aux cotisations sociales dues au titre des salaires versés aux apprentis, et de reconnaître certaines formes d'apprentissage propres à certaines professions ou entreprises. Après sa mise au point définitive, ce projet sera soumis à un prochain conseil des ministres.

DÉROULEMENT ET BILAN DES EXAMENS UNIVERSITAIRES

Le secrétaire d'État aux universités a fait une communication sur le déroulement et le bilan des examens universitaires de 1976. Dans quarante-cinq universités ou centres universitaires sur soixante-seize, la première session d'examen s'est déroulée intégralement au mois de juin. Dans les autres universités, la première session a été reportée, en partie, au mois de septembre. Ces reports, décidés par les universités, ont concerné moins de 65 000 étudiants inscrits sur 323 000. A l'heure actuelle, la première session est terminée dans l'ensemble des universités et il semble que le taux de participation et le taux d'admission soient globalement du même ordre que ceux de l'année dernière. La deuxième session est terminée dans les universités qui n'ont pas été touchées par des mesures de report et elle sera achevée dans quelques jours dans les autres universités. Ainsi, les examens universitaires se sont déroulés, en 1976, dans le respect des règles universitaires et, notamment, de celles qui régissent l'autonomie et la responsabilité des universités. La ferme intervention du gouvernement a sauvegardé, dans les cas où il était menacée, les droits des étudiants et la valeur des diplômes décernés.

LA VISITE DES SOUVERAINS ESPAGNOLS

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la visite en France du roi et de la reine d'Espagne. Cette visite, qui revêtait pour les deux souverains ainsi que pour l'opinion un caractère historique, a permis de mesurer les liens profonds d'amitié et de solidarité qui unissent les peuples français et espagnols. L'établissement de consultations politiques périodiques, au plus haut niveau, marque la volonté des deux gouvernements de resserrer ces liens.

LA POLITIQUE COMMUNAUTAIRE DE LA PÊCHE

Le ministre des affaires étrangères a d'autre part rendu compte de la réunion informelle des ministres des affaires étrangères des Neuf, le 30 octobre à La Haye, au cours de laquelle a été reprise la discussion de la politique communautaire de la pêche. Cette réunion a permis aux ministres d'aboutir à un accord sur l'extension des eaux de la Communauté à 200 milles et sur l'ouverture de négociations communautaires avec les pays tiers, soit que les pêcheurs de ces pays souhaitent bénéficier d'un droit d'accès dans les eaux de pêche de la Communauté.

LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE DU SOUVENIR DU 11 NOVEMBRE

Le secrétaire d'État aux anciens combattants a rendu compte des conditions dans lesquelles sera célébrée la Journée du souvenir du 11 novembre. Le président de la République a demandé que tout soit mis en œuvre pour que la célébration de la Journée du souvenir ait l'ampleur qu'il convient de lui donner, en témoignage de reconnaissance pour tous ceux qui ont contribué à l'unité et à l'indépendance de la France. Il a souhaité notamment que toutes les célébrations, en particulier les plus jeunes, soient présentes aux cérémonies aux côtés des anciens combattants des deux guerres mondiales, d'Indochine et d'Algérie du Nord.

Le conseil des ministres, réuni mercredi 3 novembre, a décidé sur proposition du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, d'admettre à la retraite, MM. Marcel Calvetti et Jacques Saunier, inspecteurs généraux de l'administration.

Marbre sur avenue, façade sur verdure... habitez 116, av. Gal.-Leclerc !

une belle avenue, un immeuble de prestige sur verdure, c'est **GREEN 116...** et des prix abordables. Reste des 3, 4, 5 pièces. Appartement témoin sur place de 11 à 19 h tous les jours, parkings. Tél. 542.09.70. Rens. Pierre BLUM, 61, bd Haussmann. 265.64.11.

La Boutique du Brésil

BRADE
sa collection 1975

OPÉRATION NETTOYAGE
JEUVE ÉPURATION DES STOCKS

Pour faire place à sa nouvelle collection

SOLDE
sa collection 1976

LIQUIDE

ses modèles d'exposition (sofas - fauteuils - bibliothèques - tapis, etc.)

au 1^{er} étage de sa boutique de Paris
43, av. Friedland (tél. 359.22.10)
de 10 heures à 19 heures 30

éditions JCLattès **JCL**

Une FRANÇAISE et la Démocratie

Avec le soleil

UNE FEMME DANS LA POLITIQUE

Avec le soleil: le témoignage d'Edith CRESSON, secrétaire nationale du Parti Socialiste.

صلى الله عليه وسلم

A L'INITIATIVE DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE

L'U.D.R. va se transformer en un rassemblement de structure unitaire

Le bureau exécutif de l'U.D.R., réuni ce jeudi 4 novembre sous la présidence de M. Yves Guéna, secrétaire général du mouvement, a notamment examiné les questions européennes après un rapport présenté par M. de La Malène, député de Paris. Les dirigeants gaullistes ont, une fois de plus, exprimé leurs inquiétudes devant toutes les mesures qui pourraient renforcer la notion de supranationalité et accroître les pouvoirs des instances de l'Europe des Neuf.

Le bureau exécutif a d'autre part approuvé l'envoi par le secrétaire général aux fédérations d'un certain nombre de documents mis au point en vue des assemblées nationales extraordinaires qui se tiendront le dimanche 5 décembre au Parc des expositions de la porte de Versailles. Cet envoi comporte les textes des discours prononcés par MM. Chirac et Guéna devant le dernier comité central de l'U.D.R. (« Le Monde » du 26 octobre), une analyse des débats qui s'y sont déroulés, le projet de plate-forme présenté par l'ancien premier ministre, et, enfin, une note de synthèse sur les problèmes à résoudre pour constituer le rassemblement.

Chaque comité de circonscription va étudier ces textes, puis chaque assemblée fédérale adressera à Paris ses remarques et ses propositions. Une synthèse de celles-ci sera présentée par le secrétaire général, M. Yves Guéna, à un comité central convoqué pour le 28 novembre. Celui-ci établira les propositions en vue d'aboutir au lancement et à l'organisation du vaste rassemblement proposé par Jacques Chirac, et pour adopter les structures susceptibles de répondre à cet objectif. Ce sont là les termes de l'ordre du jour des assemblées. La commission des statuts aura au préalable établi les projets nécessaires. De l'analyse des

débats du comité central du 24 octobre, il ressort que le rassemblement projeté « doit se faire » au-dessus des classes et des catégories « selon M. Labbé, président du groupe parlementaire, « avec les citoyens », d'après M. Sanguinetti pour qui « la notion de majorité est un phénomène plus parlementaire que national », au-delà « des classifications de droite et de gauche » pour M. Fanton.

Des réserves ont été exprimées par les personnalités du mouvement gaulliste qui ont jadis appartenu au R.P.F., fondé par de Gaulle en 1947, ou aux républicains sociaux, qui lui ont succédé après 1963, comme MM. Guichard, Debré, Foccart, et surtout Chaban-Delmas. Avec des nuances diverses, ceux-ci ont mis en garde contre l'imprécision de la notion de rassemblement, contre l'insécurité d'un changement de sigle de l'U.D.R. et contre les risques d'une personnalisation de la direction du mouvement. Ces sentiments ne semblent pas rencontrer un grand écho, toutes les fédérations qui se sont déjà prononcées ayant approuvé avec enthousiasme l'initiative de M. Chirac. Aussi ceux qui expriment des réserves ne devraient pas mener de contre-offensive déclarée à l'encontre de l'ancien premier ministre.

Les projets de celui-ci ne devraient en conséquence pas rencontrer d'entraves sérieuses. Leur objet essentiel consiste à donner au futur rassemblement une structure de type unitaire et non confédérale capable d'assurer au chef de la nouvelle formation une autorité certaine (« Le Monde » daté 24-25 octobre). Cette préférence est marquée sans ambages dans la note de synthèse adressée aux militants gaullistes et elle balaye les objections qui avaient été timidement présentées au comité central.

A. P.

Après réflexion, cette formule ne semble pas devoir être retenue.

DEUXIEME FORMULE : une formule de type unitaire.

Cette formule présente beaucoup d'avantages : clarté, rapidité, efficacité.

Elle nous permet aussi de façon éclatante de manifester dans les faits notre volonté de rassemblement, d'élargissement et de formation.

C'est la solution préconisée par Jacques Chirac et retenue par le comité central.

Elle suppose des changements au niveau du nom, du sigle.

Elle demande une nouvelle manière de marquer un certain changement de style et de vocabulaire, une volonté plus grande d'affirmer nos positions en matière économique et sociale puis, ce qui touche l'indépendance et les institutions doit être intangible.

Elle oblige à créer de nouvelles instances dirigeantes et à ouvrir celles qui existent aux entrants.

Elle doit nous inciter à ouvrir dans nos statuts la possibilité pour des groupes ou collectifs d'adhérer collectivement comme membres associés ou comme membres affiliés.

Tels sont les problèmes que nous avons à résoudre, et pour lesquels les avis sont sollicités.

La démocratie du quotidien

La plate-forme qui constitue le projet de programme du futur rassemblement est ainsi présentée :

En ce qui concerne l'Etat, nous voulons défendre et maintenir ce que nous avons conquis : une France indépendante, une nation libre de son destin, un Etat digne et respecté.

1) Une politique étrangère sans allégeance aux super-puissances soucieuse tant de l'intérêt que de la vocation d'une France pacifique, généreuse, participant à la jeunesse du monde.

2) La contribution active de la France à l'édification d'une communauté européenne unie et forte.

DEBATS ET REUNIONS

• L'Union des communistes de France marxiste-léniniste organisée, samedi 6 novembre, au palais de la Mutualité, à Paris, une réunion-débat sur le thème : « Le mouvement marxiste de notre temps ». M. Alain Badier, membre de la direction politique de l'U.C.F.M.L., a publié à cette occasion une déclaration dans laquelle on lit notamment : « Il faudrait adresser à tous ceux qui se penchent stupéfaits sur les coups de théâtre ou les coups d'Etat comme à ceux qui, se disant marxistes-léninistes, n'ont d'autre règle que de suivre aveuglément les puissances du jour cette admonestation de Mao : « On mène la révolution » socialiste et on ne sait même pas où est la bourgeoisie ; or elle existe dans le parti communiste. » Voir la bourgeoisie là où elle se montre et là où elle se cache, savoir mener, en conséquence la lutte de classe jusqu'au bout contre les deux bourgeoisies, l'ancienne et la nouvelle : c'est la leçon suprême du marxisme pour des révolutionnaires de notre temps. »

• U.C.F.M.L. : Le marxiste-léniniste, 3, P.P. 274, 75007 Paris Cedex 17.

AVANT DE RECEVOIR M. CHIRAC

M. Giscard d'Estaing souhaite une « parfaite solidarité » de la majorité

La rencontre entre M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Jacques Chirac — qui devait être reçue à l'Élysée ce jeudi après-midi 4 novembre, — était devenue nécessaire pour éviter que ne s'aggrave encore la fossé entre les deux principales tendances de la majorité. Le président de la République, soucieux de l'unité, au moins apparente, des forces qui le soutiennent, était demandeur. Quant à l'ancien premier ministre, après avoir refusé une invitation au dîner offert en l'honneur du roi Juan Carlos le 27 octobre, il est également désireux de ne pas aggraver la tension entre l'Élysée et l'U.D.R.

La réalité n'en demeure pas moins vive entre le chef de l'Etat et le secrétaire général d'honneur du parti gaulliste. C'est au moment où les quatre cent quatre-vingt-dix comités de circonscription de l'U.D.R. réunis ce jeudi soir, examinent le projet de plate-forme politique destinée à servir de base au futur « rassemblement » organisé par M. Chirac (voir d'autre part), que M. Giscard d'Estaing lance à son tour ce que M. Bussereau, président des jeunes giscardiens, appelle « un

rassemblement pour Démocratie française ». Tour à tour, les républicains indépendants, par la voix de M. Dominati (« Le Monde » du 4 novembre), les membres des clubs Perspectives et Réalités, par celle de M. Fourcade, en attendant les ministres et les secrétaires d'Etat qui porteront l'étiquette « majorité présidentielle » et qui sont reçus à déjeuner ce jeudi par M. Giscard d'Estaing, annoncent leur intention de participer à une vaste « action d'explication et de persuasion ».

L'émulation, qui oppose les partisans de M. Giscard d'Estaing aux amis de M. Chirac ne doit pas empêcher, selon le chef de l'Etat, une « parfaite solidarité ». Cette exhortation rassemble cependant beaucoup d'un avertissement adressé à M. Chirac. De même, l'appel à des « propositions constructives et réfléchies » peut être interprété comme une critique de l'action menée par l'ancien premier ministre. En réponse à l'effort de M. Chirac, Démocratie française tend en tout cas à devenir de plus en plus ce que le président de la République ne voulait pas qu'elle fût : la charte d'un mouvement politique.

T. F.

nous avons un texte de base et nous allons pouvoir, à partir de cet ouvrage du président de la République, élaborer des programmes d'action plus concrets avec des calendriers plus précis. (...) Nous allons essayer de persuader davantage nos concitoyens de la nécessité de travailler ensemble à un grand projet de société. »

M. Bussereau (G.S.L.) appelle à un « rassemblement pour « Démocratie française »

M. Dominique Bussereau, président de Génération sociale et libérale (mouvement des jeunes

giscardiens) a appelé mercredi 3 novembre à « un rassemblement pour Démocratie française, qui constitue enfin un instrument idéal pour la majorité présidentielle ».

M. Bussereau souhaite « qu'au-delà des citroges de l'actuelle majorité soient regroupés toutes ces forces qui militent réellement pour la réforme de notre société ». « L'effort de justice sociale que réclament les Français implique en effet, ajoute-t-il, l'unité de la majorité derrière le président de la République. Le rassemblement pour Démocratie française, s'il venait à naître, correspondrait à cet effort de cohésion et donc d'efficacité véritable ».

Paiez-vous la taxe conjoncturelle?

La Presse Economique vous répond, gratuitement

La Presse Economique publie cette semaine un dossier spécial « Taxe conjoncturelle », réalisé par des spécialistes des questions comptables et fiscales qui répondent à toutes vos questions : qui doit payer la taxe ? Comment en réduire l'impact ? Existe-t-il des dérogations ? Combien paiez-vous ?

Envoyez le bon ci-dessous pour recevoir gratuitement ce numéro

Adressez-moi gratuitement

le numéro spécial de la Presse Economique « Dossier Taxe conjoncturelle ».

Nom _____
Adresse _____
Retourner ce bulletin à la Presse Economique
9, rue d'Aboukir - 75002 Paris.

PARNASSE 15

Un immeuble classique au coeur du...vrai bon 15°. A proximité de Montparnasse et du 7^e arrondissement.



La rue Bague est une rue calme du 15^e arrondissement juste derrière Montparnasse. Au bout de la rue Bague, la rue de Vaugirard, animée et commerçante. Deux petits immeubles de cinq et sept étages sont construits. En tout, 52 appartements la plupart avec balcon ou terrasse. Une résidence classique, confortable et calme, à 6750 F le m², prix ferme et définitif. Les appartements seront livrables au deuxième trimestre 1977.



Renseignements et vente sur place : 9, 11 et 12 rue Bague 75015 Paris. Tél. : 256.99.98.

CONSTRUCTEURS LA HEURE

POLITIQUE

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

JEUNESSE ET SPORTS : il ne saurait y avoir d'encadrement au service d'une idéologie, déclare M. Soisson

Mardi 3 novembre, sous la présidence de M. LE DOUARÉ (U.D.R.), l'Assemblée nationale examine le budget de la jeunesse et des sports (le Monde du 19 septembre).

M. COULAIS (R.L.), rapporteur spécial de la commission des finances, s'inscrit pour la diminution des créations de postes de professeurs d'éducation physique et regrette que le domaine de la jeunesse et de l'éducation ne soit pas mieux servi. Il n'est néanmoins pas pour la priorité donnée à l'éducation physique et sportive en milieu scolaire.

Au nom de la commission des affaires culturelles, M. RIGOUT (U.D.R.) pose quelques questions fondamentales, notamment sur les rôles respectifs du mouvement sportif et de l'Etat dans le développement du sport.

Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. JEAN-PIERRE SOISSON définit, à la faveur de la présentation de son budget, les grandes lignes de sa politique. « Dans une nation démocratique, affirme-t-il, il ne saurait y avoir d'encadrement au service d'une idéologie. Dans une société libre, il ne saurait y avoir d'actions autoritaires. Il n'y a pas et il n'y aura pas en France de jeunesse d'Etat, de sport d'Etat. »

« La finalité du sport n'est pas déterminée par l'arbitraire des médailles olympiques », poursuit le secrétaire d'Etat, qui définit ainsi cette finalité : « Le sport et les loisirs ont un double rôle essentiel : d'abord le progrès physique et moral de la nation ; ensuite la liberté d'expression individuelle et collective des Français. »

Désireux d'établir de nouveaux rapports avec le mouvement sportif, M. Soisson entend également poursuivre ce qui a été engagé par son prédécesseur dans deux directions essentielles : l'application de la loi d'octobre 1975 et le développement de l'éducation physique et sportive. Dans le premier cas, il s'agit essentiellement de mettre en œuvre une vingtaine de textes réglementaires ; M. Soisson s'y engage. Sur le second point, il montre que, malgré une diminution des postes, un effort a été fait en faveur des professeurs d'éducation physique. « Les créations de postes, fait-il remarquer, devaient être limitées à la moitié de ce qu'elles étaient

en 1976, c'est-à-dire pour mon budget de quatre cent cinquante emplois d'enseignants. Je me suis battu pour que l'objectif du programme d'action prioritaire du VII^e Plan soit mieux respecté : six cent cinquante créations sous sont prévues. »

Parallèlement le secrétaire d'Etat indique son intention d'intensifier la concertation avec les enseignants, afin que ces derniers prennent en main le secteur extra-scolaire.

« Le sport doit être l'affaire de tous », déclare M. Soisson, qui annonce l'organisation de « journées nationales du sport », qui permettront une réelle promotion du sport.

M. Soisson situe ensuite sa politique en matière d'équipement : « Les installations existantes doivent être mieux utilisées. La priorité doit être surtout affirmée en faveur d'équipements légers, polyvalents, ouverts à tous, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Il faut permettre aux jeunes Français de taper dans un ballon, de pratiquer le sport, même si les terrains n'ont pas les normes réglementaires internationales. »

Conscient que « le budget de 1977 ne permettra pas de tout faire », M. Soisson n'en voit pas moins la possibilité d'une nouvelle évolution, « d'une nouvelle donne », à condition toutefois que les élus de la nation lui accordent leur soutien.

M. SAINT-MARIE (P.S., Gironde), premier orateur de la discussion générale, constate qu'avec « ce budget de misère, ce n'est plus la stagnation mais la régression ». Il dénonce la « faillite des structures (on ne sait plus qui fait quoi), de la politique sportive (nous n'avons ni sport de masse, ni sport à l'école, ni sport d'élite, ni sport de haut niveau) et de la politique socio-culturelle. »

Pour M. MAYOUD (R.L., Rhône), « il est temps de ne plus sacrifier le sport de masse aux performances cocardées de récompenser à fabriquer des bêtes à médailles qui n'ont rien de plus pressé que d'aller se vendre à des sociétés commerciales, de donner la priorité au développement du sport à l'école, car l'échec relatif de ce dernier entraîne l'échec du sport tout court. »

M. HAGE (P.C., Nord) estime que l'opinion publique, après les Jeux de Montréal, qui ont confirmé le déclin du sport français, espérait des moyens nou-

veaux pour amorcer le redressement nécessaire. « Or, constate-t-il, le budget de la jeunesse et des sports souffre plus que tout autre de l'austérité et condamne notamment à la régression le sport à l'école. »

M. MARIE (U.D.R., Pyrénées-Atlantiques) évoque les Jeux olympiques de Montréal, dont il a été le témoin, pour estimer que nos athlètes et dirigeants « ont remporté leur mission ». Pourtant, reconnaît-il, les résultats ont été « des plus décevants ». Il observe toutefois que « le meilleur entraîneur du monde ne fera pas gagner le Grand Prix de Paris à un cheval de labour. »

L'après-midi, M. BOUVARD (U.R., Morbihan) attire l'attention sur le rôle joué par les clubs sportifs locaux, surtout en milieu rural. Pour M. RUGUET (P.S., Pas-de-Calais), il n'y a pas lieu, en matière d'équipement, de tomber dans l'antagonisme. « En ce domaine, estime-t-il, la modestie est de rigueur. »

« Si l'on veut éviter le sport de l'argent et le sport de l'Etat, déclare M. ROYER (non-inscrit, Indre-et-Loire), il faut développer le sport dans la cité. Pour cela, il faut abandonner le sponsoring financier et concentrer les interventions de l'Etat afin de les rendre plus efficaces. » Il propose que soit créé un corps national de moniteurs et d'entraîneurs de sport, le rôle de l'Etat étant à son avis, d'assurer la qualité de l'encadrement sportif dans le pays.

M. CORREZE (U.D.R., Lot-et-Garonne) se réjouit que le secrétaire d'Etat n'ait pas l'intention d'étaler le sport, dont la pratique, notamment à l'école, doit être favorisée. Il regrette toutefois l'insuffisance du nombre de professeurs d'éducation physique. M. VACANT (P.S., Puy-de-Dôme) estime que M. Soisson « ne se doit de sacrifier la jeunesse au profit de la régression ». A son avis, c'est une réforme de l'enseignement qui serait nécessaire pour développer le sport à l'école.

M. EHRMANN (R.J., Alpes-Maritimes) attire l'attention sur les problèmes que connaît le mouvement sportif, la ville de Nice. M. BESSON (P.S., Savoie) constate que les associations de jeunesse se trouvent en difficulté et que « la catastrophe n'est évitée que par les transferts de charges sur les collectivités locales qui n'en peuvent plus. »

M. DESANJIS (réf., Lot-et-Oise) souhaite

le maintien en activité des centres d'animation sportive (CAS). Pour M. LE MEUR (P.C., Aisne), « le gouvernement développe une idéologie du bénévolat pour camoufler le désengagement financier de l'Etat. »

M. GISSINGER (U.D.R., Haut-Rhin) évoque l'œuvre accomplie par la V^e République en matière sportive et met l'accent sur la nécessité de développer le sport à l'école.

M. MADRELLE (P.S., Gironde) relève que, dans le primaire, 60 % des enfants ne font aucun sport. Pour M. CARO (réf., Bas-Rhin), la politique d'équipement sportif doit servir la lutte contre le chômage et l'essor des zones les moins développées.

M. JOSEPHIN (P.S., Côtes-du-Nord) dénonce à M. SOISSON la « médaille d'or de la marche à l'écologie », la politique d'équipement sportif doit servir la lutte contre le chômage et l'essor des zones les moins développées.

Répondant aux orateurs, le secrétaire d'Etat fait sienne la formule de M. ROYER : « Éviter le sport de l'argent et le sport de l'Etat. » Après avoir estimé qu'il n'est pas sérieux de parler de « réajustement financier des M.J. », il évoque le tableau « apocalyptique » dressé par l'opposition et observe que le gouvernement a déjà réalisé en grande partie les propositions contenues dans le programme commun. En conclusion, il annonce que le gouvernement déposera en décembre une loi sur le sport, en dernière délibération un amendement majorant de 5 millions de francs les crédits de la jeunesse.

Après avoir repoussé par 301 voix contre 179 un amendement concernant le transfert des crédits des CAS à l'éducation physique dans le secondaire, l'Assemblée adopte un amendement de M. DOUBET (app. R.L.) qui prévoit que le gouvernement présentera avant la loi de finances pour 1978 un rapport sur la recherche de moyens budgétaires et extra-budgétaires en faveur du sport.

L'Assemblée adopte ensuite les crédits de la jeunesse et des sports, l'opposition votant contre. P.F.

OUTRE-MER

M. OLIVIER STIRN : la situation à Djibouti s'est considérablement détendue.

Au cours de la séance des questions au gouvernement, mercredi 3 novembre, M. Omar Farah Idriss, député U.D.R. du Territoire français des Afars et des Issas, a demandé à M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, quelles mesures il compte prendre « pour favoriser la reprise du dialogue entre les différents partis politiques (du territoire) et la consultation populaire prévue pour le printemps prochain. »

« Il y a quelques mois, a répondu M. Stirn, trois phénomènes étaient à nous inquiéter : la division de plus en plus profonde entre les deux principales ethnies du Territoire, la fragilité du gouvernement local et le contrôle des forces armées par les militaires. Ces trois phénomènes qui l'avaient mis en péril, les prétentions affirmées de certains Etats étrangers sur le territoire. Depuis, la situation s'est considérablement détendue. (...) Néanmoins, des risques demeurent. Il va falloir consolider la majorité interne du pays, mais ceci est l'affaire des habitants du Territoire. Quant au gouvernement français, il tentera de persuader les Etats voisins de renoncer définitivement à porter un attentat à l'indépendance de Djibouti : à cette fin, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères va entreprendre une tournée. »

D'autre part, dix cents soldats, aidés d'une centaine de gendarmes, ont quadrillé, mercredi soir, la ville de Djibouti. Quarante personnes ont été interpellées depuis quelques mois, nous signale notre correspondant, dans les quartiers africains de la ville. Les services d'ordre ont différents partis politiques semblables, prend le pas sur les forces de police et de gendarmerie. Les autorités auraient souhaité, en organisant une vaste opération de police, faire la preuve que l'ordre français serait maintenu jusqu'à l'indépendance.

« M. Abdallah Kamil, président du conseil du gouvernement de Djibouti, a déclaré mercredi 3 novembre, à New-York devant une commission des Nations unies, qu'il était opposé à la conclusion d'un pacte entre les deux Etats voisins (Ethiopie et Somalie), et destiné à garantir l'indépendance du territoire. « Nous ne voulons pas donner à l'une ou l'autre des puissances signataires le droit de se mêler de nos affaires sous prétexte de nous protéger contre l'autre puissance signataire. » (Correspondance.)

ENVIRONNEMENT : un nouveau moteur de la croissance

En séance de nuit, sous la présidence de M. Brocard (R.L.), l'Assemblée nationale examine le budget de l'environnement.

M. RIEUBON (P.C.), rapporteur spécial de la commission des finances, estime que la conception d'un ministère de mission et de coordination n'a pas fait la preuve de son efficacité. Il souligne l'aggravation des risques financiers demandés aux collectivités locales pour lutter contre les nuisances, charges qui lui paraissent sans commune mesure avec celles demandées aux industries. Il souhaite une application plus ferme des dispositions juridiques relatives au déversement en mer des industries riveraines, aux pollutions par les hydrocarbures et à la protection des sites littoraux. Il déplore le manque d'information qu'aient des risques éventuels créés par le développement du programme électronucléaire. Il estime encore trop limitées les actions menées contre le bruit et exprime son inquiétude devant la diminution régulière du patrimoine forestier sous l'effet des incendies : 130 000 hectares brûlés en 1976.

Contre l'avis de son rapporteur, la commission a adopté les crédits de l'environnement. Dans son rapport pour avis, M. ALLOUCHE (U.D.R.) estime qu'« il faut veiller à la mise en place effective des importantes réformes déjà accomplies plutôt que d'annoncer trop rapidement et spéculativement des succès ». Pour lui, c'est la mise en œuvre de la loi sur la protection de la nature qui constituera la pierre de touche de l'action du ministère, dont le budget, indique-t-il, a recueilli un avis favorable de la commission des affaires culturelles.

M. RAYMOND (P.S.), rapporteur pour avis de la commission de la production, constate la diminution des moyens d'intervention de l'Etat, relève le contraste entre la faiblesse des structures administratives et l'ambition des réformes législatives lancées depuis deux ans et se demande si les faibles crédits reçoivent toujours l'affectation la plus opportune. Il évoque notamment la méthode « coexistence et dissuasion » employée dans la lutte contre la pollution industrielle, alors que le patrimoine naturel se

dégrade. Malgré son avis, sa commission a adopté les crédits de l'environnement.

Pour M. ANSQUER, ministre de la qualité de la vie, le progrès en ce domaine ne peut être obtenu que par l'effort et la volonté de chaque groupe, de chaque citoyen.

Pour mener à bien la tâche de protection de l'environnement, « le gouvernement, précise-t-il, doit d'abord pouvoir disposer de bonnes lois ». « L'œuvre législative, reconnaît-il, est d'une telle envergure que la priorité actuelle est de mettre en place la totalité des décrets d'application qui permettront de la faire entrer dans les faits. » Réaffirmant qu'il maîtrise de dépenses « le principe doit être que le pollueur est le payeur et non la collectivité nationale ». Il entend utiliser systématiquement son budget (357 millions) de actions d'incitation. Et il indique : « Les opérations risquées proprement dites, les travaux de barrage de villeries lancés, les contrats verts de Strasbourg, Ery et Pontolise menés à bien, les nouveaux contrats de gestion de l'environnement, les parcs naturels régionaux, je suis favorable à une extension de l'aide de l'Etat au-delà de la troisième année d'existence. »

En ce qui concerne la mer, le ministre annonce qu'il déposera à l'Assemblée, à la fin de l'année, un rapport sur la prévention au niveau international. Il annonce également le lancement d'une grande opération sur la sécurité des usines chimiques afin de s'assurer que les installations, les procédés et les stocks de produits dangereux ont été bien conçus et que toutes les dispositions sont prises pour diminuer les risques d'accidents.

En matière de réduction des inégalités, il s'assigne une double tâche : lutter contre les inégalités matérielles dans le cadre de vie ; introduire plus de justice sociale dans l'accès aux vacances, aux loisirs, aux activités sportives, notamment, grâce à l'aménagement du temps.

M. BAREL (P.C.) : agitation et propagande

Dans la discussion générale, M. BERNARD (U.D.R., Var), estime positive l'action du gouvernement à Porquerolles et dans le projet de parc national des Eyzies.

Pour M. BAREL (P.C., Alpes-Maritimes), « la crise de l'environnement, c'est la marque au sol, dans l'air et les eaux d'une société capitaliste faisant violence à la nature et aux hommes. Des événements récents ont rappelé que les pétroliers impunément tuent les mers et mangent les côtes, précise le député, qui relève l'attitude grave de l'environnement que sont les incendies de forêts » et regrette que les restrictions financières réduisent l'achat des Canadair indispensables.

Il ajoute : « Votre ministère restera un ministère d'agitation et de propagande. Vos moyens d'intervention en personnel technique restent insuffisants. Les principales lois adoptées resteront lettre morte faute de moyens. Ainsi la loi portant classement de certains des sites pollués : industriels, agricoles, militaires, tranquilles ! Ainsi également la loi sur la protection de la nature : les bétonneurs de la Côte d'Azur ont encore de beaux jours devant eux. Dès lors, conclut M. Barel, pourquoi voter des lois ? »

M. JACQUES BLANC (R.L., Lot-et-Garonne), évoque les problèmes humains « douloureux » posés par la construction du barrage-réservoir de Nausac.

Pour M. MAURICE LEGENDRE (P.S., Eure-et-Loire), « le gouvernement n'a pas le droit de se poser en défenseur de la nature quand il la laisse détruite ». Il craint que la qualité de la vie ne soit « un gadget de plus ».

Pour M. EHM (U.D.R., Bas-Rhin), « la protection de la nature implique avant tout la conciliation de l'économique et de l'écologie. C'est d'abord, estime-t-il, un problème d'information. »

« Il ne suffit pas, observe M. MESMIN (réf. Paris) d'une prise de conscience, car si elle n'aboutit pas à des actions concrètes, c'est le découragement. » Aussi incrimine-t-il « l'inertie administrative et gouvernementale ».

M. DUROURE (P.S., Landes) évoque les difficultés financières des parcs naturels régionaux, et s'inscrit pour la volonté de développement progressif de l'Etat. Après M. GISSINGER (U.D.R., Haut-Rhin), qui souhaite une meilleure protection des eaux, M. LE CABILLON (réf., Morbihan) suggère la création d'un fonds spécial auprès duquel les associations pourraient obtenir

des prêts. Au nom de M. GLON (app. U.D.R., Côtes-du-Nord), M. MEUNIER (U.D.R., Ardennes) souligne l'utilité des agences de bassin, mais s'oppose à une trop forte augmentation de la redevance sur les usagers.

M. BAUMEL (U.D.R., Hauts-de-Seine) relève « l'abîme qui sépare les mots de la réalité, les bonnes intentions des faits », et s'élève contre le silence observé sur les problèmes « cruciaux » de la qualité de la vie et de l'environnement dans la région parisienne.

Répondant aux orateurs, M. ANSQUER indique notamment que la protection de la Méditerranée et de son littoral est une priorité, de même que la protection de la forêt.

L'Assemblée adopte ensuite les crédits de l'environnement. La séance est levée jeudi 4 novembre à 3 h. 15.

La conférence de Rijeka

CRÉATION D'UNE UNION DES VILLES DE LA MÉDITERRANÉE

La deuxième conférence des villes de la Méditerranée (le Monde du 29 octobre) a rassemblé quelque cinq cents parlementaires à Rijeka (Yougoslavie), du 27 au 29 octobre, à l'initiative de la Fédération mondiale des villes jumelées. Quinze nations riveraines de la Méditerranée y étaient représentées : des observateurs de l'Allemagne fédérale, de la Suisse, de la Bulgarie et de l'Union soviétique y ont également participé.

La conférence a adopté à l'unanimité une déclaration portant création d'une Union des villes de la Méditerranée et assignant à celle-ci une triple mission : favoriser la naissance et le développement d'une « action culturelle méditerranéenne » ; permettre et organiser la coopération internationale en matière d'aménagement du littoral et de protection des sites ; enfin, coordonner la lutte contre la pollution marine.

D'autre part, la conférence a approuvé à l'unanimité également une déclaration constatant « la nécessité d'arrêter la course aux armements et d'entamer le retrait des flottes appartenant aux grandes puissances présentes en Méditerranée ». Cette déclaration avait déjà été formulée par la première conférence, tenue en 1973 à Beyrouth. Une troisième rencontre pourrait être organisée, toujours sous l'égide de la F.M.V.J., dans un délai beaucoup plus bref, en Italie ou en Grèce.

* Fédération mondiale des villes jumelées, 13, rue Racine, 75006 Paris.

NOUVEL ARRIVAGE

PRIX CHOIX STOCK

MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

6 COLOIS EXTRAS

MOQUETTE VELOURS

29 M²

UNE TRES BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS

EN MOQUETTE BOUCLEE

15 M²

100 rouleaux fin de série 9" largeur découpée

DEPECHEZ-VOUS

ICI EN OFFRE UNE QUALITE EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRES BAS

MOQUETTE Gde LARGEUR

2250 M²

FIN de SERIE

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h.

PARIS 13 ^e : 40, quai d'Austerlitz. Face gare d'Austerlitz. Tél. : 564-72-38	BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 ^{me} Porte des Lilas. Tél. : 858-16-46	FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44
PARIS 14 ^e : 90, bd Jourdan 50 ^{me} Porte d'Orléans. Tél. : 539-38-62	COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Aulneau Tél. : 461-70-12	MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean-Jaures, RN 4. Tél. : 368-44-70
PARIS 18 ^e : 114, rue Danrémon. Tél. : 606-05-73	BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605-45-12	SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-82-83
PARIS 19 ^e : 144, bd de la Villette. M. Colonel-Fabien et J. Jaures. Tél. : 203-00-79	11 CENTRES A VOTRE SERVICE	

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16, route de Chantilly. Tél. : 990-00-77

صكناش الامل

POLITIQUE

M. Poniatowski dénonce l'utilisation de l'informatique par des municipalités communistes

A l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement, mercredi 3 novembre, M. PONIATOWSKI, répondant à M. GILBERT GANTIER, député républicain indépendant de Paris, a rappelé les propos qu'il avait tenus lors d'un séminaire à l'O.C.D.E. sur l'informatique. Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a indiqué que le recours à l'informatique est absolument nécessaire pour aider les élus locaux à faire face aux tâches administratives, mais que toutes les précautions « doivent être prises pour que certains élus — avant tout parisiens — ne puissent pas laisser une trame de nature à mettre la population à la disposition des objectifs poursuivis par leur parti, comme on le voit déjà dans un département et dans certaines communes ».

M. PONIATOWSKI, après avoir précisé qu'un projet de loi fixant les limites de l'utilisation de l'informatique par les ministères, les municipalités et les sociétés privées sera prochainement examiné par le Parlement, a évoqué le cas de la société SOGIR (Société de

gestion et d'informatique rationnelle) créée en 1971 par le parti communiste, qui, a-t-il indiqué, travaille pour les municipalités communistes, « et qui tend à dépasser les limites de la simple gestion ».

« L'HUMANITÉ » : les affabulations de Poniatowski.

L'Humanité du 4 novembre réplique aux déclarations de M. Poniatowski et écrit notamment : « Le ministre de la police s'était livré à une première agression voici plus d'une semaine devant le séminaire de l'O.C.D.E. sur les collectivités locales et l'informatique. Il avait laissé entendre que les élus communistes de Seine-Saint-Denis utiliseraient l'informatique pour la mise en fiches de la population. »

Mardi dernier, devant le conseil général de la Seine-Saint-Denis, son président, Georges Valbon, avait fait l'histoire de ces affabulations. « Il avait par contre répété que Poniatowski faisait surveiller des élus, des responsables syndicaux de l'enseignement, dont les communications téléphoniques étaient écoutées, etc. »

Et ce n'est pas en répétant des mensonges que Poniatowski en fera des vérités. »

Un communiqué du ministre de l'intérieur

Après la séance, M. Poniatowski a fait publier un communiqué dans lequel il explique : « Au début de 1975, le syndicat intercommunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis) s'est rendu acquiescent d'un ordinateur très 65 à grande capacité de traitement. Six communes, dont celles de Drancy et de Tremblay-Les-Gonesse (peuplées au total de quelques deux cent cinquante mille habitants) devaient bénéficier et bénéficier effectivement, de ses services en matière de gestion. »

Il a été permis ainsi d'apprendre que ce programme visait à organiser la diffusion des journaux et des tracts de la C.G.T. spécialement rédigés pour les travailleurs immigrés dans leurs langues respectives, et ce sur l'ensemble du territoire national, et même à l'étranger. »

Le ministre, faisant état d'un document émanant de la SOGIR, intitulé « Présentation d'un ensemble d'informations statistiques sur la population », rappelle, d'autre part, l'un des buts de cette société, qui a écrit, page 50 : « Nous aurons ainsi la liste de tous les habitants du quartier, et, bien sûr, la possibilité de compiler toutes les caractéristiques connues des administrés de ce quartier (caractéristiques du logement familial, socio-professionnelles, situation de famille, tranches de revenus, niveau scolaire, tranches d'âge). »

Enfin, le ministre d'Etat fait remarquer qu'un ordinateur de la SOGIR, installé au Havre, traite de la sorte les informations concernant les communes du

Gillette lance les "Prêt-à-raser" jetables...



C'est différent, c'est efficace, c'est sûr, c'est... Gillette

"Peut-on vous aider?"



Q Je dois être au centre de Londres à 10 heures. Que pouvez-vous faire pour moi?

R Bienvenue à bord de notre Tristar de 9h00 "Spécial Affaires" l'un de nos six vols quotidiens de Roissy-Charles de Gaulle à Londres.

* 9h00 15h00
* 11h00 * 17h00
* 13h00 19h00

* vol assuré en Tristar, le plus spacieux et le plus confortable sur Paris-Londres.

Nous avons aussi des vols directs pour Londres à partir de

Bordeaux
Nice
Lyon
Marseille

Et vous, peut-on vous aider?



British airways

Direction de Londres à Paris, à l'Afrique, l'Inde, l'Extrême-Orient et les Amériques

Renseignements au 91 Champs Élysées et 38 avenue de l'Opéra Tél. : 260 38 40, ou consultez votre agent de voyages.

Le C.D.S. apprécie la «combattivité» de M. Raymond Barre

M. Raymond Barre, invité à participer au comité directeur du C.D.S. (1) a exposé, mercredi 3 novembre, devant l'Assemblée centriste dont c'était la première réunion, le programme et les intentions du gouvernement qu'il dirige.

Le premier ministre, a indiqué M. Jean Lecanuet, président du C.D.S., nous a tenu la langue de la vérité et de la rigueur. Il a manifesté sa volonté d'entretenir d'éternelles relations avec les partis de la majorité. Celle-ci, a-t-il précisé, doit rester une mais diverse. Nous nous sommes sentis parfaitement d'accord avec lui. M. Raymond Barre était en pleine forme, plein de vigueur, de rigueur, de force, je dirai même de combattivité. Son exposé était d'une qualité exceptionnelle. »

De cet exposé, on peut retenir les points suivants :

● POUVOIR D'ACHAT. — C'est sur le freinage des hausses de rémunération que se jouera l'avenir de l'économie française. L'Etat donnera l'exemple dans les secteurs qui relèvent de lui. Le seul secteur où le gouvernement pourrait envisager une amélioration du pouvoir d'achat en 1977, est celui des familles. « Je ne reculerais pas », a dit le premier ministre.

● PRIX DE L'ESSENCE. — Le relèvement du prix de l'essence aurait dû intervenir il y a deux ans. « Il a trop tardé. » Si de nouvelles hausses devaient intervenir au niveau international, « la répercussion en serait immédiate ».

● EMPLOI. — En décembre, le gouvernement prendra des mesures pour favoriser l'emploi des jeunes.

● EUROPE. — Le Parlement examinera au cours de la présente session les textes visant à étendre le pouvoir budgétaire du Parlement européen.

CONTRE LE VOL ALARME 2000

une grande réussite de l'électronique française

Le Radar hyperfréquence DI 50 fonctionnement immédiat sans installation

étudié et réalisé dans nos laboratoires réunit toutes les conditions de la protection totale et évite les installations coûteuses.

- Adaptable à tous les locaux.
- Rayon de protection réglable de 2 à 30 m.
- Dissimulable, il traverse meubles et cloisons.
- Inextinguible.
- Autonomie totale d'alimentation (2 ans).
- Pas de déclenchement intempestif.

ALARME 2000

8, rue Guérin 75016 Paris 7 agences régionales 30 conseils en protection à votre service

Plus de 10.000 appareils en fonctionnement, appartements, maisons, usines, bureaux, services publics, administrations.

Pour connaître toutes les possibilités du DI 50, remplir et retourner ce bon à :

ALARME 2000 Dept 11, 8, rue Guérin 75016 PARIS

Je déclare sous engagement de ma part plus amples informations sur le DI 50.

NOM _____
PR _____
Cade Postal _____
VILLE _____



UN APPARTEMENT à MONTREUIL-SOUS-BOIS (93)

VENTE JUDICIAIRE AUX ENCHERES PUBLIQUES, en vertu des articles 80 et 81 de la loi du 13 juillet 1907, après liquidation des biens : EUROPE JARDINS, le mercredi 10 nov. 1976, à 11 h., av. continuation à 14 h. précises, 2 MARCHAIN (50100).

Vente au Palais de Justice de Paris, Jeudi 18 novembre 1976, à 14 heures.

Vente Palais Justice Nanterre, mercredi 10 nov. 1976, à 14 h. EN 2 LOTS :

Vente Palais Justice Paris, lundi 22 novembre 1978, 14 heures : 3 LAFES

EXERCÍCIO em Virtude do MS 206 :

MAISON D'HABITATION

à EAUBONNE (Val-d'Oise)
93, ROUTE DE SAINT-LEU.
compr. : sous-sol total, rez-de-ch.
entr., cuis., 3 P., a. de bns. w.-c.).
eau, gaz, électr., chauff. fuel. JARDIN
a. a. ca. 1000 m. a. PRIX : 250.000 F.
20.000 F. P. 20.000 F.

ante au Pal. de Just. à NANTERRE
MERCREDI 17 NOV. 1976 à 13 h. 30

UN LOGEMENT

à SAINT-CLOUD (92)
32, AVENUE BERNARD-PALISSY
M. à P. : 20.000 F
adr. à M^{re} Marcel BRAZIER, avoc.

S. bd Hausmann, Paris-8^e. Ts avoc.
les Trib. de Cde Inst. de PARIS,
OBIGNY, NANTERRE et CRETEIL

**1^{er} lot : PROPRIÉTÉ
AULNAY-S/BOIS (S.-St-Denis)**

21, rue A.-Theuriot.
Impr. : Pav. d'habit. élevé sur sous-
d'un rez-de-ch. comp. ent., culs.
ch. s. à m., w.-c., grenier au-dess.
terrain. L'ensemble : 338 m2 env.

ise à prix : 50.000 francs
2^e lot : TERRAIN NU
AUMAY-s/BOIS (S.-St-Denis)

51 bis, rue du Havre.
390 m² environ.

meat à Paris, 50, bd Malesherbes ;
Jean NICOLAS, avoc. à Paris, 9, r.
Nancy ; et à tous avocats près les
Tribunaux de Grande Instance de
Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

« M. François Mitterrand excite dans le pays le sentiment de la haine. Combat socialiste : Le parti communiste s'usera vite à refuser sur la gauche la responsabilité de la dégradation qu'il a lui-même provoquée. Nous devons lui répondre que nous sommes honnêtement contre robe. Nous sommes l'ami du peuple. Nous sommes l'ami du peuple. Nous sommes l'ami du peuple. Et si nous ne voulons pas nous faire chameaux de notre pays, défilons-nous par les fautes politiques de la majorité, nous ne négligeons rien pour que joue la règle démocratique de l'alternance afin que le peuple sache qu'il y a une autre majorité et une autre politique possible.

« Il fait ses pour la première fois depuis longtemps, tout le monde aux champs. » Parfois ils sont

Jet tours
AIR FRANCE

accueil à la fois timide et poli aux candidats. Parfois, seul le maire est là : « Il fait sec pour la première fois depuis longtemps, tout le monde est aux champs. » Parfois ils sont

150

POLITIQUE

L'AFFAIRE DASSAULT

L'Assemblée nationale confirme que l'enquête parlementaire examinera la situation de l'ensemble des sociétés aéronautiques

Le président-directeur général de Dassault-Breguet déplore la diminution des crédits militaires

« En 1975, la Société des avions Marcel Dassault a été le sixième exportateur français, avec plus de 60 % de sa production exportée », a déclaré M. Benno-Claude Vallières, président-directeur général du groupe privé Dassault-Breguet aviation, devant la commission de la défense, réunie mercredi 3 novembre, à l'Assemblée nationale. Toutefois, a reconnu M. Vallières, les commandes à l'exportation ont en tendance à diminuer au cours de ces dernières années : elles représentaient 64 % des commandes totales en 1973, 68 % en 1974, 63 % en 1975, et, en octobre 1976, elles représentaient 55 % des commandes totales.

Le président-directeur général de Dassault-Breguet aviation, M. Benno-Claude Vallières, devant la commission de la défense, réunie mercredi 3 novembre, à l'Assemblée nationale.

LA FINLANDE CHOISIT LA GRANDE-BRETAGNE POUR ÉQUIPER SON ARMÉE DE L'AIR

La Finlande a décidé, mercredi 3 novembre, de faire appel à la Grande-Bretagne pour remplacer les avions d'entraînement français, du modèle Fouga-Magister, que son armée de l'air possédait, et qui doivent être retirés progressivement du service. Le gouvernement finlandais a, en effet, autorisé ses forces armées à ouvrir des négociations avec la société britannique Hawker-Siddeley en vue de l'achat, en 1977, d'une cinquantaine d'appareils Hawk. Cet accord de principe reste toutefois conditionné à la conclusion d'un accord de compensation industrielle entre les deux pays. L'industrie aéronautique de la Finlande devra être associée à la fabrication de l'avion, et la Grande-Bretagne devra s'engager à soutenir les actions commerciales de la Finlande en direction des pays en voie de développement.

Le marché entre les deux pays est évalué à 75 millions de livres (environ 100 millions de francs). L'avion Hawk est un monoréacteur subsonique. La société privée française Turbomeca participe à la fabrication du réacteur en collaboration avec Rolls-Royce. Hawker-Siddeley a eu à surmonter une vive concurrence internationale, notamment de la Saab, de la Tchécoslovaquie et de l'Italie. Mais la compétition a principalement opposé la société britannique au groupe privé Dassault-Breguet, qui proposait le bi-réacteur d'entraînement Alpha-Jet, produit en coopération franco-germano-allemande. De son côté, la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) proposait une version améliorée du Fouga-Magister.

A propos des incidences du budget de la défense sur le maintien ou l'expansion des activités de l'ensemble de la construction aéronautique en France, le président-directeur général de Dassault-Breguet a déploré que les crédits de fabrication de série soient passés de 1 400 millions de francs en 1971 à environ 1 300 millions de francs (en francs constants) de 800 millions de francs en 1971 à moins de 500 millions de francs en 1977. « Les conséquences en sont particulièrement graves pour l'avenir de l'aéronautique française », a observé M. Vallières.

A propos du plan de charge de sa propre société, M. Vallières n'a pas caché ses inquiétudes dans l'hypothèse retenue par le projet du budget militaire pour 1977 : d'une commande d'intercepteurs Mirage F1 limitée à dix exemplaires au lieu des trente-trois avions inscrits dans le plan militaire à long terme (1977-1982). Il a attiré l'attention des membres de la commission de la défense à l'Assemblée sur la nécessité de respecter rigoureusement l'enchaînement des fabrications du nouvel avion de combat Mirage 2000 sur celles de l'inter-

Mercredi 3 novembre, sous la présidence de M. LE DOUARRE (U.D.R.), l'Assemblée nationale discute les conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de résolution socialiste tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault.

M. LIMOUZY (U.D.R.), rapporteur, expose les raisons pour lesquelles il a proposé d'élargir les investigations de la commission d'enquête à l'ensemble des industries aéronautiques, au lieu de limiter aux seules activités du groupe Dassault, ainsi que le souhaitait le groupe socialiste. « Le rapporteur, affirme-t-il, n'avait d'autre choix que de trou-

ver les moyens de rendre recevable ce qui ne l'était pas ; il l'a fait sans trahir la pensée initiale du groupe socialiste et sans renoncer toutefois à l'approbation générale qui aurait dû saluer ses efforts. »

Répondant à ceux qui estiment qu'en étendant le champ d'investigation de la commission « on nuisait à l'efficacité de l'enquête », il déclare : « Comment a-t-on pu utiliser l'argent public par tous ceux qui ont été reçus, voilà le fond du débat de la commission. Est-ce, comme on le dit, voyez le point, son ? Tout le monde sait bien que, dans les investigations de la future commission d'enquête, les avions Marcel Dassault vont se trouver en première ligne. Il ne s'agit donc pas de dissimuler Dassault. »

ajoute : « La fond du débat n'est pas juridique, mais politique. On ne gouverne pas en faveur des grandes sociétés et des banques sans favoriser de tels scandales. » A son avis, l'affaire Dassault milite pour la nationalisation de l'industrie aéronautique, « condamnée, avec la politique actuelle, à la sous-traitance. »

Pour M. CHARLES BIGNON (U.D.R.), « vouloir réorienter la production, c'est le souhaiter les communistes, vers l'industrie civile, où existe une concurrence effroyable et une surproduction, alors que l'industrie qui marche, c'est l'industrie militaire, revient à condamner des travailleurs à devenir des chômeurs. » « Nous nous y opposons », affirme-t-il, avant d'inviter ses collègues à suivre le rapporteur.

M. DE RENOUVILLE (app. U.D.R.) l'un des collaborateurs principaux de M. Marcel Dassault, indique notamment que :

— La SNIA est le premier fournisseur du ministère de la défense ;

— Les commandes obtenues par Dassault l'ont toujours été à l'issue de concours ;

— Lorsque la France investit 17,2 % dans un Mirage, elle en reçoit 100 en devises ;

« Laissons de côté les injures », le député « fait confiance à la commission d'enquête et à la justice de son pays. »

Dans la discussion de l'article unique, M. COT (P.S.) défend un amendement de son groupe. « On s'ingénie à vider la procédure de la commission d'enquête de tout son sens », affirme-t-il, et à couvrir Marcel Dassault. « Estimant que le texte proposé par la commission des lois trahit la pensée de son groupe et manque de faits précis, il suggère de faire passer l'enquête sur le seul groupe Dassault, à la lumière des accusations de M. de Valbère, notamment en ce qui concerne l'utilisation des fonds publics alloués à son groupe et sa situation du point de vue fiscal. »

« La justice n'étant pas saisie, affirme-t-il, une enquête parlementaire est parfaitement possible. »

Il conclut : « Ne disons pas le champ d'action de la commission d'enquête, qui aurait alors

M. LIMOUZY se défend d'avoir trahi les intentions du groupe socialiste : « Si vous avez mal compris votre rôle, déclare-t-il, ce n'est pas ma faute ; ne me faites pas maintenant porter le chapeau. »

M. FOYER (U.D.R.), président de la commission des lois, s'élève contre les propos tenus par M. Cot à l'égard du rapporteur. Il estime la proposition du député socialiste irrécusable.

« On se réfugie dans le chicane, dans la procédure, constate M. COT, pour empêcher que la lumière soit faite sur l'affaire Dassault. »

M. FOYER estime qu'il faut faire la lumière sur l'utilisation des fonds publics dans l'ensemble des entreprises, nationales ou privées.

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, « ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et à d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire. »

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf.) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, précise-t-il, de savoir où va l'argent public. »

L'opposition s'est abstenue

Au scrutin public, l'amendement socialiste est repoussé par 286 voix contre 182 sur 468 votants. L'amendement communiste est rejeté à main levée.

Des amendements socialistes et communistes demandant que la commission d'enquête se concentre en priorité au groupe Dassault. M. GARCIN (P.C.) propose la levée du secret bancaire et souhaite que l'enquête porte aussi sur l'évasion et la fraude fiscale des grandes entreprises privées. Ces amendements sont repoussés successivement au scrutin public.

Un amendement de M. JULIEN SCHVARTZ (U.D.R.) relatif au fonctionnement de la commission d'enquête (compte rendu des auditions) est retiré par son auteur après les interventions de MM. FOYER et BOULIN. Le ministre indique que le gouverne-

ment ne s'opposera pas à l'inscription à l'ordre du jour complémentaire d'une proposition de résolution de M. DENIS (R.I.) sur le même sujet.

Après les explications de vote de MM. VILLA (P.C.) — « Le groupe communiste, qui refuse de cautionner cette opération de dispersion, s'abstiendra », — COT (P.S.) — « Notre proposition étant dénuée, nous nous abstenons », mais nous participerons toutefois à la commission », — LABBE (U.D.R.) — « Si la vérité gêne quelqu'un, elle ne nous gêne pas ; nous porterons cette proposition », — l'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstiennent. — P. Fr.

Des moyens d'action limités

Les dispositions relatives aux commissions d'enquête parlementaires créent des obligations mais n'accroissent guère de moyens d'action.

La commission, une fois ses membres désignés, élit son bureau dont un rapporteur et un président. Des fonctionnaires de l'Assemblée nationale sont mis à sa disposition et elle est autorisée à engager des frais (voyages ou remboursement des frais aux personnes entendues, par exemple). Pour ce qui concerne ses attributions, la commission peut — à la suite d'une décision prise à la majorité — inviter les personnes de son choix, lesquelles ne sont pas soumises à l'obligation de comparaître, et demander la production de documents. L'audition et la demande de documents sont deux des procédés utilisés par les commissions d'enquête. Celles-ci peuvent également envoyer des questionnaires et procéder à des visites extérieures.

Cette liberté dans l'organisation des travaux des commissions comporte des limites. La durée d'existence de la commission ne peut excéder quatre mois, moins encore si une information judi-

ciaire est ouverte sur les faits qui ont motivé sa création. Ainsi, la commission d'enquête créée le 3 novembre verra sa mission prendre fin le 3 mars 1977. Les travaux des quinze membres qui y siégeront seront secrets. Les dispositions prises pour préserver ce secret sont nombreuses et précises par exemple, le local où siège la commission ne doit pas comporter d'installation téléphonique ni de système de sonorisation, tous les documents non publiés sont conservés dans un coffre blindé. A l'expiration du délai de quatre mois, tous les documents utilisés ainsi que les procès-verbaux des séances sont remis, dans une malle scellée, au service des archives de l'Assemblée nationale. Le rapport établi par la commission n'est publiable que si l'Assemblée le décide. Cette décision intervient en séance publique sur proposition ou de la commission ou du président de l'Assemblée nationale.

Dans le cas présent, cette décision ne pourra vraisemblablement être prise qu'en début de la session parlementaire de printemps, qui s'ouvrira le 2 avril.

A. Ch.

MERCI MONSIEUR SEGALOT ça c'est du meuble

PARIS XIV - 52, Av. du Général-Leclerc

Nocturnes mercredi et vendredi jusqu'à 22h

M. BARRE : ne pas avancer des idées qui ne correspondent pas aux besoins réels de l'économie

Selon l'Expert-Comptable F. Frachabourg, Slon, la Comptabilité « à partie double » est une « méthode perverse, cancer de l'économie, germe de mort des entreprises ». Selon le Professeur N. Montaro, Lisbonne, cette Comptabilité « tue les poules aux œufs d'or » (en épuisant les trésoreries des entreprises, qui paient des impôts sur les bénéfices FICTIFS qu'attache cette Comptabilité en période d'inflation).

Cette Comptabilité archaïque, non seulement ne correspond pas aux besoins de l'économie mais est un germe de mort des entreprises !

PATRONS

cessez de payer des impôts sur des bénéfices FICTIFS. La

COMPTABILITÉ INDEXÉE

traduit toujours la réalité. Pas plus que pour le Principe d'Archimède elle n'a pas besoin d'autorisation pour être adoptée.

Elle est enseignée par mon mince Ouvrage intitulé :

SORTIR DE L'INFLATION

que l'envoi par poste tous pays, versément à l'avance de 100 francs français.

Si ce mince Ouvrage est si précieux, c'est parce que mon COMBAT pour la Vérité en Comptabilité, que je mène à plein temps depuis 15 ans, et qui rencontre l'hostilité la plus générale de tous les milieux responsables de l'économie, m'a valu des débours énormes !

Notiez que tous les pays d'Afrique francophone, et certains d'Afrique anglophone, manifestent leur intérêt pour la pratique de la Comptabilité Indexée. En réalité, c'est le perfectionnement naturel du TROC traditionnel.

Émile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS

Tél. : (1) 265-58-76 - C.C.P. Paris 1030-71

Oubliez l'inflation, la déflation et la stagflation.

Canaries : 8 jours demi-pension, 1380 F.

Maroc : 8 jours demi-pension, 1440 F.

Sénégal : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 1990 F.

Mexique : 8 jours chambre et petit déjeuner, 2990 F.

Antilles : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 3000 F.

Bangkok : 9 jours chambre et petit déjeuner, 3100 F.

Bali : 10 jours chambre et petit déjeuner, 4380 F.

Jet tours AIR FRANCE

Demandez les catalogues Jet Tours à votre Agent de voyages ou dans les agences Air France.

JUSTICE

La cour d'appel dira le 24 novembre si M. Foyer a diffamé le Syndicat de la magistrature

L'examen, devant la onzième chambre de la cour d'appel de Paris, du procès en diffamation intenté par le Syndicat de la magistrature contre M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, n'a pas revêtu le caractère exceptionnel qu'il avait eu en première instance. Il est vrai qu'on n'y attendait pas la déposition de témoins de marque. M. Jean Foyer, député U.D.R. du Maine-et-Loire et président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a quitté la salle dès le début de l'audience, après y avoir été autorisé par le président Georges Courtot, en raison d'importantes obligations.

Le 3 octobre 1975, le *Figaro* publie un point de vue de M. Foyer intitulé : « Les juges contre la justice ». L'ancien garde des sceaux y attaque violemment le Syndicat de la magistrature, qualifié de « organisation subver-

sive gauchiste ». Le 13 avril 1976, la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par M. Jacques Hennion, condamne M. Jean Foyer à 1 000 F d'amende et à verser 8 000 F de dommages et intérêts au Syndicat de la magistrature (*le Monde* des 18 mars et 14 avril). Le jugement devra, en outre, être publié en première page du journal *le Figaro*.

Le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale interjette appel de cette décision, qui estimait que son article était « exclusif de toute bonne foi » et que son auteur n'avait pas fait la preuve des allégations avancées.

Le bâtonnier René Bondoux s'attache une nouvelle fois, après un long exposé historique sur le Syndicat de la magistrature, à démontrer que le point de vue de son client ne faisait qu'exprimer ce qui était la vérité.

Rappelant tous les événements auxquels le syndicat avait été invité, le bâtonnier Bondoux a conclu en parlant de ceux que l'on qualifie de « juges rouges », que c'était « la plus lourde inquiétude

qui puisse peser dans le domaine de la justice ». Il a demandé en conséquence la relaxe de son client.

Pour sa part, M. Henri Guillo, avocat général, s'en est remis « à la sagesse des magistrats », après avoir affirmé dans de courtes réquisitions que le fait de qualifier le Syndicat de la magistrature de « organisation subversive gauchiste » ne pouvait être considéré comme diffamatoire malgré « la ton vigoureuse » de l'article, puisque c'était une « orientation politique ».

Pour M. Georges Klejman qui, en compagnie de M. Paul Bouchet, du barreau de Lyon, défendait les intérêts de l'organisation mise en cause, ce seul qualificatif n'aurait pas justifié ce procès s'il n'avait été assorti de « dénonciation par dénigrement de faits imaginaires ».

« Le Syndicat de la magistrature peut être critiqué, mais pas être diffamé », a déclaré M. Klejman un autre article de M. Foyer, publié au mois de juillet dernier dans la *Revue des deux mondes*, et dans lequel la critique du Syndicat est virulente,

mais se maintient au niveau des idées. Représentant ensuite point par point les cinq éléments constitutifs de la diffamation, M. Klejman a affirmé que « l'attribution de nature de Jean Foyer était évidente » pour cet homme, « isolé politiquement, qui se retranche derrière la commission des lois et des mouvements d'extrême droite ».

L'arrêt de la cour, présidée par M. Georges Courtot, assisté de MM. Louis Hardy et Pierre Guillery, sera rendu le 24 novembre prochain.

M. B.-R.

● *L'attention contre l'immeuble de M. Le Pen.* — Par un coup de téléphone adressé à notre rédaction, mercredi 3 novembre, un « comité antifasciste » a revendiqué la responsabilité de l'explosion qui s'est produite, le 2 novembre, dans l'immeuble habité par M. Jean-Marie Le Pen (nos dernières éditions). Notre correspondant a déclaré : « C'est nous qui avons déposé la bombe. Nous sommes prêts à recommencer tant qu'on laissera les troupes d'extrême droite manifester. »

Le cambriolage de la Société générale à Nice

Un neuvième inculpé est incarcéré

De notre correspondant

Nice. — Dominique Foggi, qui s'était présenté le 1^{er} novembre aux policiers d'Antibes (« le Monde » du 3 novembre) et était entendu depuis quarante-huit heures par la F.J. de Nice à propos de l'affaire du cambriolage de la Société générale, a été placé sous mandat de dépôt et incarcéré, mercredi 3 novembre, à la maison d'arrêt de Nice.

Ce truand de poids, à la cinquantaine sportive et au physique de cinéma, paraît avoir peu parlé au cours des interrogatoires qu'il a subis pendant sa garde à vue. Il a cependant été inculpé de vols qualifiés par M. Richard Souzias, chargé de l'instruction de l'affaire Spaggiari, et a rejoint ainsi en prison le principal inculpé lui-même, le soldat perdu reconverti dans le banditisme, et sept autres participants au cambriolage de la Société générale : Henri Michelucci et son frère, Daniel Michelucci, arrêté le 29 octobre à Bruxelles, Adrien Zoppi, Alain Bourinat, Alfred Aizaz, Francis Pellegria et Eugénie Cruchet.

Foggi, surpris le 9 juillet, soit une semaine avant le cambriolage, dans une villa de Capotaormina avec quatre autres personnes, dont Daniel Michelucci, est donc le neuvième membre

du « gang des époustiers » mis en prison.

Mais la manière dont il a « négocié » sa reddition, par téléphone, pendant deux jours avec les policiers antillais et l'absence déconcertante qu'il attachait dès son arrivée, en voiture de sport, devant le commissariat d'Antibes laissent bien peu d'espoir aux policiers sur les éventuelles « révélations » qu'il pourrait faire.

Extrême droite et gangstérisme

Plusieurs faits divers récents ont eu pour protagonistes des membres — ou d'anciens membres — d'organisations d'extrême droite. De l'enlèvement de M. Louis Hazan, président-directeur général de la société Phonogram, en janvier dernier, au cambriolage de la Société générale de Nice, en juillet, en passant par l'affaire Dussault ou l'attaque du bureau de poste de Courboville, on retrouve inmanquablement, en un point de l'enquête, ici un ancien de l'O.A.S., ailleurs un mercenaire qui a participé à de nombreuses opérations contre-révolutionnaires en Afrique ou en Asie, plus loin un sympathisant déclaré d'une « Internationale » néo-fasciste et quelque peu fantomatique.

Que l'on observe, en outre, que toutes ces opérations aient eu commun non de constituer des règlements de comptes politiques ou des mesures d'intimidation, mais d'être destinées à procurer à leurs auteurs des sommes très importantes — par rançonnement, pillage de coffres, hold-up ou chantage — et l'on a tôt fait d'imaginer entre elles un lien dont l'existence donnerait à penser que l'extrême droite, en France ou même en Europe, prépare « un gros coup ».

Sans méconnaître qu'il s'agit d'un secteur de l'opinion où le goût pour l'intrigue et l'action violente est une seconde nature, on peut se demander s'il n'y a pas quelque précipitation à poser dès maintenant le problème en termes politiques, ou du moins à voir dans les différentes opérations, avec la même hâte déployée en son temps par M. Raymond Marcollin vis-à-vis de l'extrême gauche, la main d'un mystérieux chef d'orchestre clandestin ou d'une sorte de « Tricontinentale » de droite.

Il est vrai que de célèbres exemples ont de quoi rendre méfiants — en particulier ceux qui se souviennent des agissements du Comité secret d'action révolutionnaire (le CSAR, autrement dit la Cagoule) avant la guerre.

La mystérieuse « Catena »

De même observera-t-on que les liens entre certains milieux d'extrême droite et le « milieu » tout court sont de nouveau très réels aujourd'hui. Encore ce glissement, de nombreux militants, semble-t-il plus personnel que politique, s'agissant, en particulier, des anciens de l'O.A.S. Un certain nombre de combats perdus ont démobilité des « soldats » que leur attitude avait contraints soit à la clandestinité soit à l'exil.

Le nombre d'anciens de l'O.A.S. ou de membres d'organisations « muscées » beaucoup moins éloignées du pouvoir que l'on retrouve dans différentes affaires — pourrait, au moins partiellement, s'expliquer simplement par cette abondance relative de « soldats perdus » jetés sur ce marché ambigu de la main-d'œuvre clandestine où les rejoignent d'autres « spécialistes » qui continuent de travailler indifféremment en « politiques » ou en vrais gangsters.

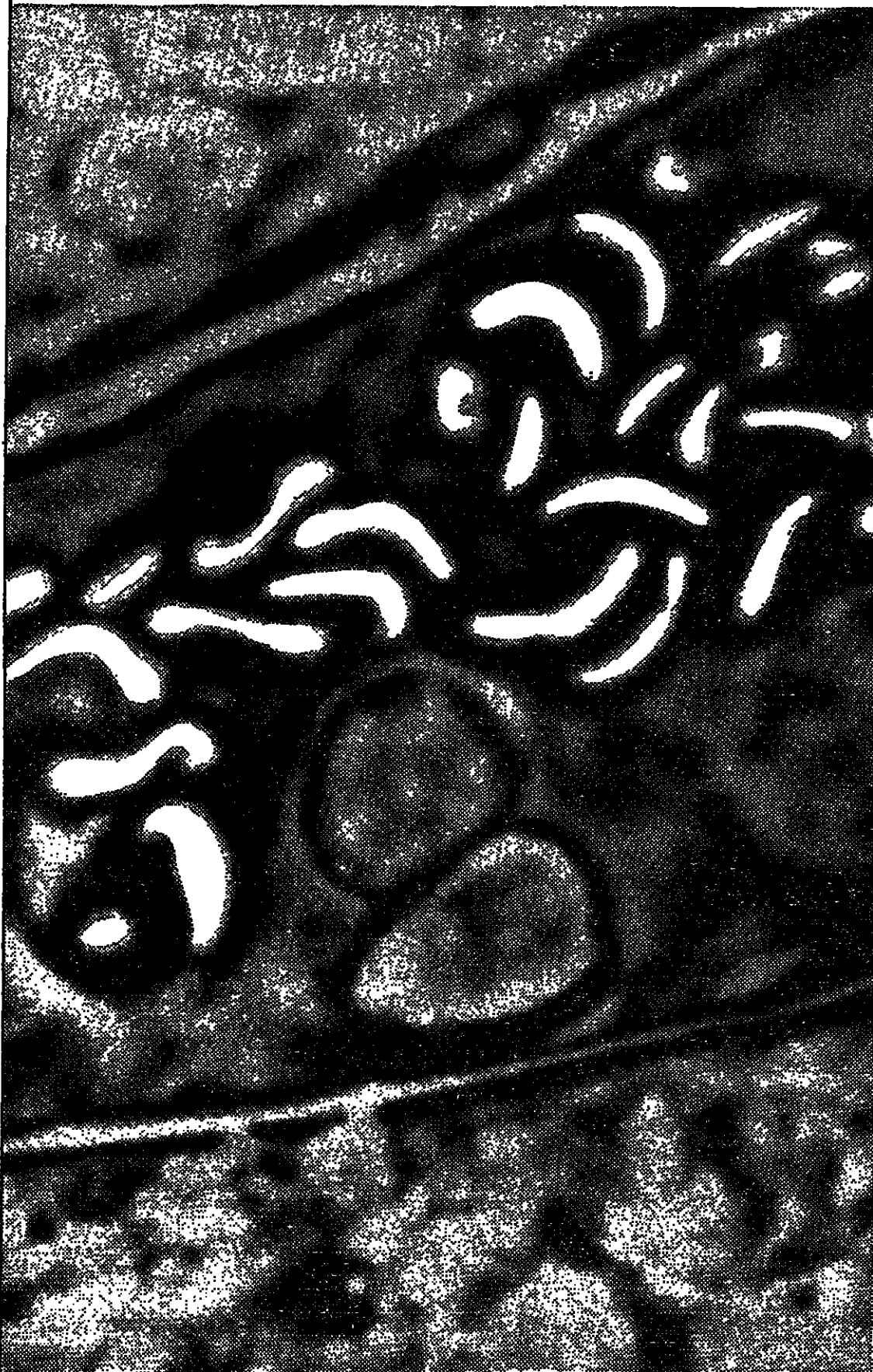
Il reste que l'extrême droite renforce actuellement ses liaisons internationales, comme l'ont montré différentes initiatives récentes (*le Monde* du 9 septembre). Si marquées que demeurent ses rivalités internes et la dispersion de ses appareils, la tendance y est plutôt à la coordination, à l'internationalisation. Madrid, en particulier, est en train de redevenir une plaque tournante. Cela suppose des moyens — comme en nécessite le fonctionnement d'un certain nombre d'amicables qui tentent de subvenir, dans toute l'Europe de l'Ouest, aux besoins d'anciens SS ou proches collaborateurs des nazis, et à ceux d'anciens hommes de main du fascisme italien, chassés les uns et les autres de leurs pays respectifs à la Libération.

Bien qu'il ne s'agisse pas là de l'aspect le plus spectaculaire ou le plus connu des liaisons internationales de l'extrême droite, le rôle de ces amicales n'est pas négligeable. Sans doute est-ce bien parmi les organisations de ce type qu'il faut classer si elle existe, la mystérieuse Catena (« chaîne », en italien) évoquée et présentée comme telle par Albert Spaggiari à propos de l'affaire de la Société générale de Nice, et dont les milieux d'extrême droite français affirment ne jamais avoir entendu parler.

BERNARD BRIGOULEUX.

L'odyssée d'un globule.

Photo illustrant la déformabilité des globules rouges dans un capillaire humain.



Dans un seul être humain, vingt mille milliards de globules rouges sillonnent en permanence deux cent millions de vaisseaux capillaires qui représentent plusieurs centaines de kilomètres. Ils traversent aussi bien de larges artères que de minuscules vaisseaux.

Mais le diamètre d'un globule rouge est de 7,5 microns, alors que celui d'un capillaire n'est que de 5 microns et parfois même de 3. Il doit donc pouvoir se déformer, pour poursuivre son voyage jusqu'aux cellules les plus éloignées.

Les chercheurs de Hoechst contribuent activement à l'étude de ce phénomène. Déjà, des perspectives thérapeutiques s'offrent en pathologie vasculaire, à une action pharmacologique sur la déformabilité du globule rouge, facteur important de la circulation sanguine.

En médecine, comme dans bien d'autres domaines, les 14 000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst-Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst



مركز الامم المتحدة

JUSTICE

« Ici-Paris » poursuivi en diffamation

Ici-Paris, n° 1501, 12-18 mars 1976, page 6. Surtitre : « Tous les honnêtes gens de Digne ont été humiliés et se sont vus » Titre en caractères énormes sur huit colonnes : « Des partouzes chez la jolte prof de philo du lycée miteux ». Les honnêtes gens ont-ils été humiliés ? C'est finalement la question, la seule, à laquelle la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, qui présidait M. Jacques Hennion, aura essayé de trouver réponse au cours des cinq heures d'audience consacrées, mercredi 3 novembre, à l'examen du procès en diffamation intenté par la « jolte prof » à l'hebdomadaire Ici-Paris.

La « jolte prof » ? Mme Nelly Cavallero, trente-quatre ans, divorcée, sans enfant, professeur agrégé de philosophie en poste au lycée de Digne depuis le mois d'octobre 1974. Suspendue de ses fonctions par décision rectoriale du 3 mars 1976. Trois fois inculpée. « Excitation de mineurs à la débauche », 2 mars 1976. « Outrage aux bonnes mœurs par voie de presse », 10 mars 1976. « Outrage public à la pudeur », juillet 1976. Et, jusqu'à plus ample information ni jugée ni a fortiori condamnée ni même entendue plus avant, par le juge chargé d'instruire cette très obscure affaire de Digne (la Monde du 8 mars 1976).

Ici-Paris ? C'est Ici-Paris, et en premier lieu, dans ce cas précis, un jeune journaliste, Patrick Forestier, plein de fougue et apparemment fort estimé par son président-directeur général, directeur de la publication M. Louis Balaïé. « Forestier est un jeune

journaliste extrêmement consciencieux », dira de lui son patron à l'audience. Extrêmement talentueux aussi puisque, envoyé spécial sur l'affaire du lycée de Digne, « un fait divers de notoriété nationale », il en rapportera, après trois jours d'enquête, un papier « percutant, un article inédit au caractère délibérément frappant », comme le qualifiait par euphémisme le président M. Hennion. Un article en effet plus qu'informé, véloc, description en caractères gras : « Les partouzes y étaient fréquentes et bien souvent des cigarettes de marijuana circulaient de bouche en bouche toute la nuit, les corps enchevêtrés respiraient l'amour... »

Le risque à passer une telle série d'informations, entre guillemets ou sans guillemets, d'origine ou répétées à la relecture, c'est qu'on peut être amené devant un tribunal à en prouver le bien-fondé et la réalité. Affirmer, par exemple, que Mme Cavallero, « la prof-coquine, affichait dans la salle des professeurs » du lycée de Digne : « Ce soir spermatozoïdes chez moi » et ne pas présenter à l'audience les preuves par témoignage direct ou écrit d'une telle assertion, c'est en effet prendre le risque de ce que M. Cavallero, substitut, appellera « un magnifique procès en diffamation ».

M. Patrick Forestier, à l'audience, citera les gens qu'il a vus, le procureur de la République, Digne, le directeur du foyer de l'enfance, « qui m'a avoué qu'elle avait détourné déjà trois enfants », des contraires et des élèves, qui ont écrit dans le journal : « Ici-Paris a été une classe de philosophie. Une telle bonne volonté, même si

elle a fait les délices du président, qui ne se souvenait pas d'avoir jamais entendu un journaliste professionnel — mais est-ce le cas ? — dévouer ses sources et qui a tenu à féliciter « ce précieux exemplaire quoique un peu naïf », n'a curieusement pas été suivi d'effets.

À l'audience, ces sources-là, déjà bien imprécises, bien floues, puisque non citées dans l'article, ont semblé singulièrement taries. Aucun témoin ne fut cité par la défense, le dossier d'offres de preuves, rituel en matière de diffamation, présenté pour Ici-Paris par M. Vaschetti, comportait pour l'essentiel, à part une lettre de parent d'élève et un exemplaire d'un tract signé et distribué à Digne après l'affaire, par des amis de Mme Cavallero, des extraits de presse, des coupures de différents journaux.

La partie civile utilisant elle aussi pour sa démonstration des armes identiques, on ne pouvait guère éviter que ce procès en diffamation prenne très vite, citation contre citation, l'allure d'un débat sur la presse ou plutôt les presses. La presse « honorable » et une « certaine » presse. Rituelle comparaison entre l'information présumée honnête et l'information sensationnaliste, confondant numéros et faits présumés et condamnés, prenant, au nom de la liberté d'information, des libertés avec l'information.

La partie civile avait, elle, ses témoins. Des anciennes élèves de la jolte prof, venues assurer que la seule discussion jamais intervenue en classe de philosophie sur la sexualité avait eu pour

sujet Sigmund Freud. D'anciens collègues certifiant qu'à leur connaissance, elle n'avait jamais proposé de sperme-parties. Un journaliste de Libération, M. Jean-Louis Romieu, lui aussi envoyé spécial à Digne et faisant à son confrère (?) un cours accéléré de déontologie. Un grand témoin, Mme Simone de Beauvoir, venue dire la difficulté qu'il y a à « être à la fois professeur de philo et femme, deux choses facilement conciliables. Qu'en plus vous soyez une femme seule divorcée, célibataire, sans enfant, alors vous encouragez les pires soupçons, et je parle d'expérience. Moi-même, lorsque j'enseignais, j'ai été accusée de tout, de coucher avec un sénateur, de danser nue sur des toits, de débaucher des élèves ».

Mais surtout un témoin, M. Ernest Bolo, lui-même au centre d'un fait divers de notoriété nationale. Il y a six ans, aujourd'hui un homme au chômage, qui dit : « Je reste Bolo, l'incendiaire. Elle restera Nelly Cavallero, l'orgueilleuse de partouzes ».

La partie civile a demandé 150 000 francs de dommages et intérêts. Le substitut a requis une condamnation, sans plus de précision. L'avocat d'Ici-Paris, un journaliste — jamais poursuivi en diffamation depuis sept ans — a demandé l'interdiction de la publication de la décision. L'avocat d'Ici-Paris, un journaliste — jamais poursuivi en diffamation depuis sept ans — a demandé l'interdiction de la publication de la décision.

Le défenseur du chirurgien, M. Bernard Dupré, estime d'abord que son client est victime de sa notoriété, et donc d'une entorse flagrante au principe d'égalité devant la loi. « En 1975, dit-il, sur quelque quinze mille plaintes déposées pour fraude fiscale, huit d'ont été saisies et finalement ont fait l'objet de poursuites. Lorsque le procès promet

Le professeur Morel-Fatio reconnaît avoir fraudé le fisc « par négligence »

L'administration des impôts commet-elle une illégalité en choisissant les victimes de ses contrôles ? Les tribunaux doivent-ils se montrer indulgents envers les « victimes » ainsi choisies sous prétexte d'égalité devant la loi ? Un chirurgien éminent est-il fondé à faire état de sa notoriété pour échapper aux rigueurs de la justice fiscale ?

Toutes ces questions ont été examinées à la onzième chambre correctionnelle de Paris, mercredi 3 novembre, à l'occasion des poursuites pour fraude fiscale engagées par l'administration des impôts contre le professeur Daniel Morel-Fatio, quarante-cinq ans, éminent chirurgien plasticien, chef de service à l'hôpital d'Orvilliers, accusé d'avoir dissimulé au fisc des revenus dont la somme atteint 1 388 000 F, pour quatre ans (et non 1 million de francs, comme nous l'avait indiqué le praticien, cité dans nos éditions du 2 novembre).

Victime de sa notoriété

Le défenseur du chirurgien, M. Bernard Dupré, estime d'abord que son client est victime de sa notoriété, et donc d'une entorse flagrante au principe d'égalité devant la loi. « En 1975, dit-il, sur quelque quinze mille plaintes déposées pour fraude fiscale, huit d'ont été saisies et finalement ont fait l'objet de poursuites. Lorsque le procès promet

de ne pas être assez exemplaire, on accepte la transaction. »

La confrontation des revenus déclarés et des revenus réels, révèle que, pour rester au-dessous de la barre fatidique de 175 000 F — au-delà de laquelle le praticien doit se conformer au régime des déclarations contrôlées — le professeur Morel-Fatio a laissé son conseiller fiscal établir des déclarations de revenus nettement inférieures à la réalité.

« Encore s'il s'agissait d'une marge raisonnable, on pourrait invoquer la tolérance légale », ajoute M. Lesse, substitut. Mais, en l'occurrence, les revenus réels sont quatre fois supérieurs aux revenus déclarés. La manœuvre frauduleuse est flagrante.

Pour sa défense, le professeur Morel-Fatio s'accuse de négligence et même de « naïveté ». Il s'en est remis à un conseiller fiscal « incompetent » qui ne l'a pas mis en garde contre les dangers d'une comptabilité trop sommaire. Il s'attendait bien à des redressements fiscaux, mais pas à des poursuites pénales, car il n'imaginait pas la disproportion entre les déclarations qu'il signait et les revenus réels résultant surtout de ses activités privées.

Rejetant tous les arguments de la défense, le substitut requiert un minimum de quinze mois d'emprisonnement avec sursis, pour fraude fiscale. Jugement le 24 novembre. — R. C.

marché immobilier des notaires

PARIS & ILE de FRANCE

centre des ventes du châtelet

place du châtelet
12, avenue victoria, paris 1^{er} - 233.71.06

MARDI 9 NOVEMBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHÈRES SUR MISE A PRIX

BOUTIQUE - 40 M²
PARIS 75010, rue Pasteur-Enfer, 14.
• Rez-de-chaussée et Local commercial de 3 boutiques
• Quartier commerçant.
• Loyer : 18 000 F.
• Mise à prix : 120 000 F. Consignation pour enchère : 40 000 F.
Visites : sur rendez-vous. Tél. 202.71.11.

BOUTIQUE - 28 M²
PARIS 75018, rue Gambetta-Père, 16.
• Rez-de-chaussée et Local commercial de 3 boutiques.
• Mise à prix : 185 000 F. Consignation pour enchère : 50 000 F.
Visites : sur rendez-vous. Tél. 202.71.11.
M. D. ALLIE, M. BOUVET et C. 58, rue de la République, 75010 PARIS. Tél. 202.71.11.

4 APPARTEMENTS

PARIS 75016, 25, avenue Pierre-I^{er}-de-Sicile, et 12, rue de Châtelet.
• Immeuble de grand standing et Proximité Champs-Élysées.
APPARTEMENT - 28 M²
• Deuxième étage et Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 000 F.
• Mise à prix : 230 000 F.
APPARTEMENT - 33 M²
• Deuxième étage et Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 000 F.
• Mise à prix : 230 000 F.
APPARTEMENT - 34 M²
• Deuxième étage et Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 000 F.
• Mise à prix : 270 000 F.
APPARTEMENT - 48 M²
• Troisième étage et Studio intérieur rénové.
• Mise à prix : 300 000 F.
• Consignation pour enchère : 30 000 F par lot.
Visites : du lundi au vendredi inclus de 14 à 19 heures ou s.l.
M. J. DAUBESSE, 37, quai de la Tourneffe, 75005 PARIS. Tél. 226.82.31.

APPARTEMENT - 65 M² 3 PIECES LIBRE

PARIS 75008, boulevard Diderot, 11 et 13.
• Troisième étage et Hall de réception avec balcon. 2 chambres.
• Quartier résidentiel.
• Mise à prix : 180 000 F. Consignation pour enchère : 38 000 F.
Visites : sur rendez-vous. Mme GILTON, Tél. 244.19.30.
M. R. CAUCHIEN, 29, avenue de Saint-Hippolyte, 75012 PARIS. Tél. 344.19.30.

AUX ENCHÈRES SUR MISE A PRIX

4 APPARTEMENTS
PARIS 75016, 25, avenue Pierre-I^{er}-de-Sicile et 12, rue de Châtelet.
• Immeuble de grand standing et Proximité Champs-Élysées.
APPARTEMENT - 34 M²
• Deuxième étage et Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 000 F.
• Mise à prix : 280 000 F.
APPARTEMENT - 34 M²
• Deuxième étage et Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 000 F.
• Mise à prix : 280 000 F.
APPARTEMENT - 26 M²
• Deuxième étage et Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 000 F.
• Mise à prix : 240 000 F.
APPARTEMENT - 33 M²
• Deuxième étage et Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 000 F.
• Mise à prix : 280 000 F.
• Consignation pour enchère : 30 000 F par lot.
Visites : du lundi au vendredi inclus de 14 à 19 h. Tél. 226.82.31.
M. J. DAUBESSE, 37, quai de la Tourneffe, 75005 PARIS. Tél. 226.82.31.

APPARTEMENT - 45 M² 3 PIECES LIBRE

NEUILLY-SUR-SEINE 92200, boulevard de Courbevoie, 26.
• Premier étage et Entrée, séjour, deux chambres et immeuble couvert sur rue Saint.
• Mise à prix : 150 000 F. Consignation pour enchère : 30 000 F.
Visites : mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 15 à 19 heures.
M. P. CLEIN, 24, rue de la Chapelle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE. Tél. 637.08.93.

PAVILLON + JARDIN - 768 M² LIBRE

GAGNY 93220, allée Gay, 36-40.
• Rez-de-chaussée entièrement « Cuisine, deux pièces »
• Premier étage, une pièce, premier mezzanin « Elevé sur sous-sol »
• Terrain 768 m².
• Mise à prix : 200 000 F. Consignation pour enchère : 15 000 F.
Visites : sur rendez-vous. Tél. 770.92.68.
M. J. CHALAIN, J. CHALAIN et M. DALLOT, 26, boulevard Saint-Denis, 75010 PARIS. Tél. 70.92.68.

SAUS MISE A PRIX

APPARTEMENT - 36 M² LIBRE

PARIS 75016, rue Hamelin, 28.
• Premier étage, studio impeccable avec balcon, immeuble 1970 de standing.
• Consignation pour enchère : 30 000 F.
Visites : sur rendez-vous. Tél. 280.34.60.
M. D. MOREL, P. ABLEUX, 15, rue des Saints-Pères, 75006 PARIS. Tél. 280.34.60.

PAVILLON + JARDIN - 554 M² LIBRE

VINNY-CHATELAIN 91170, rue Marguerite, 16.
• Rez-de-chaussée entièrement plus appartement avec séjour, chambre, salle d'eau et Premier étage 5 chambres, salle de bains, cuisine, deux pièces et garage aménagé « Sous-sol »
• Terrain 554 m².
• Consignation pour enchère : 80 000 F.
Visites : samedi 20 octobre et 6 novembre de 14 à 18 heures.
M. B. BELLANGER, 14, rue des Pyramides, 75001 PARIS. Tél. 260.31.12.

8 APPARTEMENTS

BOULOGNE 92100, rue de Billancourt, 23.
APPARTEMENT - 3 PIECES
• Rez-de-chaussée et Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 14 000 F.
• Consignation pour enchère : 35 000 F.

SAUS MISE A PRIX

IMMEUBLE DE RAPPORT

PARIS 75018, rue de l'Ourse, 3/5.
• Immeuble à usage d'hôtel meublé « Rez-de-chaussée, deuxième et troisièmes étages, 524 m².
• Loyer : 8 500 F.
• Mise à prix : 160 000 F.
• Consignation pour enchère : 10 000 F.
Visites : les samedis de 14 à 18 h.
M. R. CAUCHIEN, 29, avenue de Saint-Hippolyte, 75012 PARIS. Tél. 344.19.30.

SAUS MISE A PRIX

IMMEUBLE DE RAPPORT

PARIS 75002, rue de Valenciennes, 22.
• Quartier Arts-et-Métiers et Ensemble comprenant trois bâtiments sur 487 m² « Boutiques, habitations dont 7 étages »
• Loyer : 230 000 F pour l'ensemble.
• Consignation pour enchère : 200 000 F.
Visites : M. GILLOT, Tél. 506.87.76.
M. P. REHAU, 42, rue Vigon, 75009 PARIS. Tél. 073.17.44.

APPARTEMENT - 48 M² LIBRE

PARIS 75003, rue Beaumarchais, 78.
• Deuxième étage et Deux pièces, salle de bains, cave, quartier de Marais.
• Consignation pour enchère : 30 000 F.
Visites : sur rendez-vous. Tél. 202.71.11.

APPARTEMENT - 55 M² - 3 PIECES

Deuxième étage et Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 5 400 F.
• Consignation pour enchère : 14 000 F.

APPARTEMENT - 55 M² - 3 PIECES

Quatrième étage et Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 5 700 F.
• Consignation pour enchère : 14 000 F.

APPARTEMENT - 22 M² - 1 PIECE

Cinquième étage et Cuisine, chambre, débarras.
• Loyer : 1 740 F.
• Consignation pour enchère : 5 000 F.

APPARTEMENT - 25 M² - STUDIO

Premier étage et Entrée, cuisine, débarras.
• Consignation pour enchère : 10 000 F.

APPARTEMENT - 25 M² - STUDIO

Quatrième étage et Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 250 F.
• Consignation pour enchère : 9 000 F.

APPARTEMENT - 25 M² - STUDIO

Cinquième étage et Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 800 F.
• Consignation pour enchère : 9 000 F.

APPARTEMENT - 25 M² - STUDIO

Cinquième étage et Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 800 F.
• Consignation pour enchère : 9 000 F.

23 APPARTEMENTS

PARIS 75018, rue de Valenciennes, 22-25.
• Immeuble en location et crédit.
• Rez-de-chaussée et 2 pièces, séjour, chambre.
• Loyer : 1 472 F.

APPARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES

Premier étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 222 F.

APPARTEMENT - 19 M² - 2 PIECES

Premier étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 472 F.

APPARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 472 F.

APPARTEMENT - 18 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 316 F.

APPARTEMENT - 19 M² - LIBRE

Deuxième étage et 2 pièces, séjour, chambre.
APPARTEMENT - 25 M² - 2 PIECES
• Troisième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 465 F.

APPARTEMENT - 18 M² - 2 PIECES

Troisième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 316 F.

APPARTEMENT - 19 M² - LIBRE

Troisième étage et Deux pièces, séjour, chambre.
APPARTEMENT - 25 M² - 2 PIECES
• Loyer : 1 562 F.

APPARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 472 F.

APPARTEMENT - 19 M² - LIBRE

Quatrième étage et 2 pièces, séjour, chambre.
APPARTEMENT - 19 M² - 2 PIECES
• Loyer : 1 226 F.

BOUTIQUE - 36 M² LIBRE

Rez-de-chaussée et cave en sous-sol 21 m².
APPARTEMENT - 21 M² LIBRE
• Premier étage et 2 pièces, séjour, chambre.
• Loyer : 1 188 F.

APPARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APPARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 316 F.

APPARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Troisième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 236 F.

APPARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APPARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APPARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et 2 pièces et Séjour, chambre.
• Consignation pour enchère : 5 000 F par lot ou 50 000 F pour l'ensemble.
Visites : lundi, mardi, samedi de 14 h à 18 h ou Tél. 544.06.88.
M. B. BELLANGER, 14, rue des Pyramides, 75001 PARIS. Tél. 260.31.12.

BATIMENTS INDUSTRIEL ET D'HABITATION

LE RAINCY 93340, allée de l'Église, 13.
• Rez-de-chaussée, entrée, atelier, bureau et Premier étage, quatre pièces, terrasses et Deuxième étage, sept chambres meublées, superficie au sol 407 m² et Garage, magasin et hangar.
• Consignation pour enchère : 5 000 F.
Visites : M. DUHEN, Tél. 827.47.85.
S.C.P. E.S. et D. de la MARNIÈRE, 8, avenue de la Résistance, 93340 LE RAINCY. Tél. 827.40.07.

Coupon-réponse à détacher et à adresser à :

marché immobilier des notaires 12 av. victoria 75001 paris.
Je désire recevoir régulièrement et gratuitement votre programme des ventes au Châtelet

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Possibilités de prêts du Credit Foncier de France pour tous immeubles d'habitation

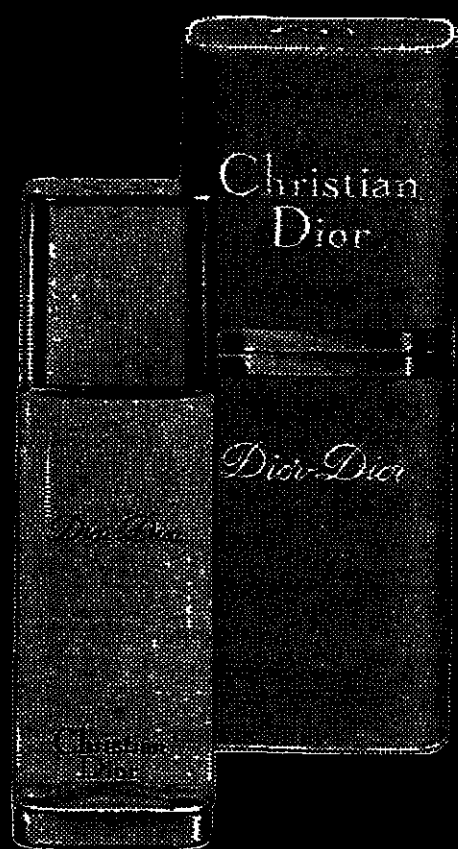
Dior

*
7



"Dior-Dior"

le très nouveau parfum de Christian Dior



doublément Dior...

vendu également en Suisse

صوتنا من الامم

Le Monde

DES LIVRES

LUCETTE FINAS ENTRE DROLERIE ET MALAISE

Le pied de « Donne »

* DONNE, de Lucette Finas. Seuil, collect. « Fiction et Cie », 249 p., 45 F.

UN livre qui ne ressemble à aucun autre livre. Et une femme qui ne ressemble à aucune autre femme : Donne. Qui est-elle ? Une sorte de Madame Récamier fantasmatique qui fait à ses servantes l'offrande de son pied. Ou vit-elle ? Dans un monde u-topique à la lettre, où l'on sent respirer une bizarre culture médiévale et théologique, quelque part à égale distance d'Epinal, de Layde, d'Ypres, d'Anvers ou de Louvain. Les personnages qui hantent ces lieux ont des noms pédants, bourrés de h germaniques et de latin : Herr, Hans, Hansénus, Hesius, Hesne ou Henne. Mais, rassurons-nous, ils ont leur gâté : ils portent des vêtements bariolés aux couleurs vives, rouges et jaunes du tarot, et ils ont, à l'occasion, tous les attributs du monde contemporain (Donne elle-même, ne s'orne-t-elle pas d'une ceinture tressée de récepteurs téléphoniques). L'un d'eux, qui porte le nom prédestiné de Hell (il ou elle ? ou el ?) ou tout simplement l'enfer de la solitude et de l'esclavage ?), sorte de bon bouffon aux oreilles pendantes sortie de chez Plaute, s'insinue dès l'ouverture grand prêtre du culte de Donne.

Le livre s'édifie sur ce culte singulier. Tellement enraciné dans les profondeurs corporelles de Donne et de son parénésie, que plus d'un lecteur en restera perplexé. Donne offre son pied. Hell chaque jour le met dans sa bouche, distendue jusqu'à la déformation par la souffrance et l'amour. Ce pied pris, le rituel continue : Donne offre successivement divers fragments de son corps, son pous, son index, son majeur... et s'installe le « service du doigt », non moins téliciste en apparence que le précédent, mais moins tourmenté. Cela finira cependant par des tortures — celles du monde moderne, dressées en catalogue, — et par des pièges, des blesures, des ruses aussi bien jouées que déjouées.

Curieux univers de relations altérées et dénuées où tout semble se passer sur le théâtre du corps qui n'est pas exactement un théâtre érotique, mais fondamentalement un théâtre de l'oralité, dans tous les sens de ce mot. Car, sous l'effet du « service » auquel Donne l'astreint, la

langue de Hell fatalement s'altère elle aussi, déforme les mots et les sons, substitue les i aux j (dans un tenace et plaisant lumbardisme), régresse à toute allure vers les zéaïsmes et énonnements de l'enfance. Etranges défauts de langue.

Aggravés de non moins étranges défauts de la communication. Hell en effet ne se contente pas de son humble et dévot tâche. Il est au centre de tout un réseau de liaisons où tous les autres personnages de Donne, émus ou virtuels — Hans, Herr, Hansénus, — ont leur place : et ce qui les unit précisément est tout ce qu'ils se disent d'elle ou les uns des autres, le terrible colportage de la parole (« il m'a dit que tu avais dit qu'elle m'avait dit ») qui les enchaîne.

On aura compris que ce livre est celui de la dépendance et de l'adultération, de beaucoup de douleurs aussi. Au centre, une question. Elle prend la forme de l'interrogation mi-dérisoire mi-angoissée qui se porte avec insistance sur une maladie de peau supposée de Donne. Dès le début, une tâche rosée de la largeur d'un confetti est apparue sur son nez. Elle la cache. Mais il y en a d'autres. Qu'est-ce ? Le lentigo, le lichen, la gale, la leishmaniose, la perlèche ? Ou la lèpre ? Les mots ne manquent pas, dans le lexique fictif ou contrôlé de la médecine pour désigner la « chose ». Peut-être est-ce de nouveau un problème de langue. En tout cas, le mal est là. Et c'est lui qui va circuler, multiplier les signes, s'insinuer partout pour dégrader la parole et propager l'angoisse.

Ce récit est inattendu. Mais il est drôle, allégre. Il est lisible à la lumière d'un code culturel subtil et complexe, très efficacement subverti. Il se nourrit de quelque chose de très intensément « somatique » où la drôlerie fait avec le malaise le meilleur ménage possible qui laisse penser que l'extorquisme, si mal et abusivement utilisé, d'écriture du corps peut trouver une application romanesque neuve et provocante à

(Dessin de CALVI.)



traverse le jeu des miroirs métonymiques. C'est la chance et le risque qu'offre, après la Crue, cette nouvelle tentative de Lucette Finas.

RAYMOND JEAN.

Ramon J. Sender, héraut de la guerre civile

« Requiem pour un paysan espagnol »

REQUIEM POUR UN PAYSAN ESPAGNOL, de Ramon J. Sender. Traduit de l'espagnol par Jean-Paul Cortada. Edition bilingue. Fédérép, 11, rue Ferrachat, 69005 Lyon. 126 p., 24 F.

UN récit comme il en existe peu, comme on n'ose plus en faire. Écrit, il est vrai, il y a seize ans. Seize ans pour qu'un traducteur, si peu de la mode change (mais, franchement, qu'est-ce que la mode ?). Un récit qui comptera, en tout cas, parmi les chefs-d'œuvre engendrés par la guerre civile espagnole. Ses meilleurs poètes, ses plus grands chroniqueurs, nous les avons tous en tête : Orwell, Hemingway, Malraux, Lanza, Max Aub, José Camilo Cela. Manquait à l'appel Ramon Sender. Le voici.

Exilé au Mexique, puis aux Etats-Unis, il a maintenant soixante-quatorze ans et vit à Los Angeles, où il a longtemps enseigné à l'université. Publiées en Espagne vingt-cinq ans après leur rédaction, ses « Chroniques de l'aube » lui valurent immédiatement le prix de la ville de Barcelone, en 1965. Quatre ans plus tard, on lui décernait, toujours dans la capitale

catalane, l'important prix Planeta. Et, pourtant, son œuvre reste peu familière au public français (1). Le « Requiem », dont les jeunes éditions Fédérép, de Lyon, nous offrent aujourd'hui une version bilingue, devrait l'imposer.

On n'a jamais autant dit sur la guerre civile en si peu de pages. Soixante-trois exactement. « Assis dans un fauteuil, le curé attendait, la tête penchée sur la chausable des services de requiem. La sacristie sentait l'encens. » Dès le début, nous y sommes. La chausable noire brodée d'or, les feuilles séchées des rameaux d'olivier qu'on n'ose frôler de peur de les effriter, les rumeurs du presbytère. Au

dehors, un poulain qui hennit. Au-delà, un village.

Le vieux curé attend, se souvient. Il va dire sa messe de requiem pour un garçon de vingt-six ans, qu'il a baptisé, marié. Le garçon s'appelait Paco. Le poulain qui hennit, c'est son poulain. Un paysan comme un autre, dans un village de l'Aragon comme un autre. Avec son seigneur invisible, les deux ou trois familles riches qui gèrent les terres du seigneur, d'autres paysans, des vieilles femmes qui radotent, et, plus loin, des grottes où végètent de misérables troglodytes dont on se dit, pour apaiser sa conscience, « qu'il y en a de pire dans d'autres villages »...

Républicain sans le savoir

Un certain ordre est établi. Il y a la terre. Le luxe des octes sacramentels. Les crécelles du vendredi saint. Le lavoir où l'on initie les garçons. Il y a la nuit « qui appartient aux hiboux ». Il y a les jeux des enfants dans les combles de l'église, parmi les statues sans tête. Le cordonnier, vaguement anarchiste, dira bien, le jour du mariage de Paco : « A Madrid, on coupe à pique, monsieur le curé », qui se soucie de Madrid ? Jusqu'au jour où tout bascule.

Et Paco va tomber, républicain sans le savoir, parce que naturellement courageux, naturellement soucieux de justice — ou de

logique, — et le seul à lutter contre l'antique système d'offrande : « On va prendre l'herbe du duc. » C'est lui qui est pris, par un groupe de garçons « normalement rasés de près et fins comme des femmes », devenus hystériques. Le curé aura été l'artisan imbécile, bien qu'innocent, de la mort de Paco. Et personne n'aura le temps de comprendre. Un an après — 1937 — le curé attend. L'enfant de chœur chantonne le « romance » que le village a inventé — vieille coutume — pour Paco. Personne ne viendra à la messe de requiem, que deux ennemis. Ils prétendent payer l'office. Le curé refuse.

Le sang séché

Voilà. Tout l'art de Sender est de dire un village, un destin, un pan d'histoire, avec quelques notations : le bruit d'un balai sur la pierre sèche, le jeu des phares contre le mur du cimetière, et le son d'une cloche.

« Ne te demande pas pour qui sonne le glas... Il sonne pour toi », disait John Donne, à qui Hemingway a emprunté le début d'un de ses plus beaux sermons. Ici, le glas sonne pour une certaine Espagne. L'Espagne sanglante, incrustée dans la mémoire de Sender depuis

trente-sept ans. Le vieux curé est mort. Les revolvers avec quoi jouent secrètement des enfants audacieux ont rouillé. Le presbytère aragonais est sans doute abandonné. J'en connais un autre, en Catalogne, de l'autre côté de Llerida, qui fut fermé en juillet 1936. Là, c'est le curé qu'on a pris. Les anarchistes sont arrivés les premiers. Ils l'ont déniché dans les champs de maïs ou pied de la colline. Il y était réfugié depuis deux jours. Et on ne l'a jamais revu. Je pensais à lui en lisant cet admirable « Requiem ». Sans doute, comme Paco, n'était-il ni plus méchant ni plus malin qu'un autre... Depuis, le temps a passé. Et, avec le temps, le sang de cette Espagne-là, en tout cas, a séché.

FRANÇOISE WAGENER.

roman

Patrick Grainville

Les flamboyants

Une succession ininterrompue de scènes d'une invention surprenante.

Paul Morelle / Le Monde

Plus qu'un beau livre... Il n'est pas possible de s'en détacher.

H. Quirquière / France Soir

Un très bon roman d'aventures écrit avec abondance, truculence, flamboyance.

R. Kanters / Le Figaro

320 pages, 45 F.

SEUIL

LA GRANDE PEUR DES BIEN-PENSANTS

« L'Amour-les yeux fermés », de Michel Henry

Il ne suffit pas d'être intelligent et cultivé pour écrire de bons romans, ni même pour éviter d'en écrire d'exécrables. Le nom de Michel Henry va s'ajouter à la liste déjà longue des brillants professeurs fourvoyés dans la fiction.

La bévue, ici, frise l'insupportable. On se prend à douter que le philosophe du retour à l'affectivité — sa thèse — et aux sources du marxisme — deux gros tomes, le printemps dernier — ne fasse qu'un avec le romancier le plus naïf de la rentrée. C'est même le mystère et sa valeur documentaire qui justifient de ne pas ignorer l'Amour les yeux fermés.

COTE style, c'est écrit comme on peignait sous Pavis de Chavannes : moitié guide Baedeker, moitié traductions Budé.

On croit d'abord à une parodie des tics et des tocs du vieux bien-dire universitaire, mais non : jusqu'à la fin, sans le recul d'un seul sourire, le soleil allume « sur les coupes de son dard d'or » ou « coupe de son trait d'opale le ciel de suite » ; « l'aube sang-neolecte cède la place à une haute tenture d'or émeillant » ; « la mer souffle ses respirations d'aigue et de sel »... Les monuments déploient « leur paroi altière et la splendeur de leur médité ». On songe aux : « Soyez simple » ou « Qui imitez-vous ? » dont tout professeur, depuis un siècle, conspallait en marge, au crayon rouge de sage, tant de manières pompier.

Les porte-parole stéréotypés qui servent de personnages souffrent de la même banalité parodique, aux adjectifs attendus. L'arc des sourcils ne peut être que « pur » ; qu'« inérogable » la finesse du nez. L'amour ajoute le risible au naïf, en mêlant « mystérieusement l'opre accent d'une voix à la splendeur des palais », en faisant « pâlir la vivacité des coloris gothiques » ou en « inondant chaque instant de mille plaisirs furtifs ».

Les lapalissades moralistes, enfin, font injure à la culture présumée de l'auteur. « Cette sorte d'exaltation que fait naître en nous le spectacle de la

beauté », encore « plus émouvant chez un être vivant que dans l'œuvre la plus grandiose » ! « La joie immotivée se mêle parfois à la mélancolie » ! L'art qui « pousse vers le firmament l'exclamation de sa foi » ! « Les temps heureux qui se parent des prestiges du souvenir, plus beaux qu'ils ne furent réels » ! Et les choses « ainsi faites que, quand elles rencontrent un cours contraire, elles retiennent toujours au travers du chemin »...

CETTE prose, imperturbablement désolée et convenue, étouffe d'autant plus que l'histoire contée devrait tout volatiliser sur son passage. Il est, en effet, question de l'antéisme apocalyptique de l'Occident et de toutes ses valeurs, rien de moins.

Notre civilisation s'incarne dans une ville mythique, Allahova, dont le site, les monuments et les mœurs associent les souvenirs de Byzance, d'Athènes, de Rome et de l'Islam. Invité à y enseigner, le narrateur Sabli chérit en elle ce qui, « au fond de notre âme, est plus ancien que nous ». L'architecture, surtout, le fascine. On ne croit pas plus à ce sentiment qu'aux autres, tant il s'exprime, lui aussi, en énumérations fleuries de garden de musée, mais telle est la convention de départ.

Un second postulat ne tarde pas à surgir. Bien que l'époque des faits, par sa technologie notamment, semble reculée — un mélange des Renaissance méditerranéennes ? — c'est une contestation gauchiste typiquement 1968 qui ébranle l'Université, puis la ville d'Allahova. Les propos échangés reproduisent ceux de nos amphes sur une société sans sélection ni hiérarchie, les méfiances à l'égard de l'héritage et des modes de pensée en vigueur, l'anti-psychiatrie, la libération sexuelle, etc.

ET soudain, sans que soit élucidé un lien de causalité pourtant indispensable à la cohérence de l'allégorie et de l'imprécaton, ce nihilisme bon enfant dégénère en anarchie généralisée et sanglante.

Maîtres sans combat d'une population dont la composition reste fantomatique, les groupuscules de campus deviennent responsables invisibles d'un vandalisme inouï, d'un asservissement et d'un écrasement immenses. On réquisitionne, on perquisitionne, on décrète la fin de la pensée organisée

Par
Bertrand Poirot-Delpech

et de l'amour, ravalé à l'érotisme anal. Les fils défontent et exécutent les pères. La promiscuité systématique substitue la force et le défi aux anciens rapports humains, réputés idylliques. On jette à la rue les érudits avec leurs chères fiches, et dans le port les écrivains récalcitrants.

De la déportation on passe à la liquidation massive, en vertu du principe qu'un crime débarrassé de considérations personnelles est sanctifié en acte politique. Le ciel lui-même se zèbre d'éclairs bibliques, sans qu'on sache si, ce faisant, il s'avoue gagné par le vent de barbarie ou s'il s'en offense.

LONGUEMENT questionné par le narrateur, le grand chancelier de l'université a son idée sur l'origine du désastre.

Tout cela ne serait pas arrivé si — par un penchant fâcheux de la nature,

sans doute, — l'homme n'avait « horreur de ce qui le dépasse » et n'allait la paresse à la cruauté : « Il faut moins de temps pour déchirer une proie que pour écrire un traité de métaphysique. » Mais si « aucune réalité spirituelle n'affleure plus au fond du cœur de l'homme », c'est surtout la faute aux « hystériques » et aux « habileurs » qui ont voulu prendre le « contre-pied » des valeurs en place, encouragés dans leurs « âneries » par la démagogie cabotine des clercs.

Il y a un siècle, on aurait peut-être pu éviter la trahison de ces derniers en les enrôlant à l'ordre établi par des traitements moins proches du prolétariat. Mais c'est trop tard. Nommé ministre, le grand chancelier leur a vainement proposé des augmentations. Ils veulent désormais l'égalité par le bas, y compris dans l'échelle morale. Au lieu de les consterner, la mort d'un religieux éminent dans des circonstances graves les réjouit en ce qu'elle atteste notre commune bassesse.

Ce détail à clef et certains portraits de maîtres maîtres — dont Freud lui-même — s'inspirent nettement de notre actualité. Mais les pronostics du recteur d'Allahova, avant son agonie, digne de celle du Christ, nous ramènent à la fantasmagorie. Du moins peut-on l'espérer. Assurés par une dictature militaire, les besoins individuels et les équilibres élémentaires ne seront plus préservés qu'au mépris de la liberté promise de tout l'« acquis spirituel » ; et le narrateur ne pourra que fuir par les hauts plateaux pour témoigner de ce qu'il a vu, et annoncer l'inévitable.

CAR les dés semblent jetés, pour nous aussi. Il aurait fallu que les autorités intellectuelles tiennent bon sur Dieu, la morale, le mariage, l'individu, la pudeur. Se battre après

coup sur le terrain choisi par la subversion enlèverait à la tradition sa raison d'être.

Le lecteur aimerait savoir sérieusement qui sont les instigateurs de cette décadence foudroyante. Mais le récit dénie toute consistance à leur « nivellement » : « manipulé » par on ne sait quels « criminels ». Il ne vise qu'à dégoûter de leur aspect et de leur comportement : « Tigmasses hirsutes », « Châtres molles et précocement vieilles », « Pentins émaciés », « Groins lues », « Mascarade honteuse d'idéologues prétentieux et ignares », « Polichinelles minables et défilées », « Cyniques et avides », « Troupe hagarde de fainéants et d'incapables », exhalant une odeur... d'« âme en train de pourrir » !.

ET acharnement viscéral serait insignifiant s'il n'émanait d'un professeur visiblement traumatisé par la contestation et impatient de communiquer une angoisse qu'il juge prophétique. Sous le masque transparent de la fiction éclatent la grande peur des bien-pensants dont parlait Bernanos et un réflexe de majorité silencieuse à bout de nerfs. Affranchi de l'obligation de raisonner sur ce qui lui semble de la provocation inepte, l'auteur exorcise sa hargne en la souhaitant contagieuse. Il va jusqu'à avouer ainsi de bien étranges complicités avec la violence qui lui répugne.

Les descriptions insistantes d'analogie, d'animalité, de poignard caché, de supplices, d'odeurs excrémentielles, renseignent moins sur les ennemis potentiels de l'Occident que sur les fantasmes du narrateur et sur les contradictions de l'auteur. Comment peut-on passer, comme philosophe, de l'éloge de l'affectivité à la critique du marxisme, et se révéler, comme romancier, aussi rebelle à l'analyse politique qu'aux moindres sensations et à l'art d'écrire ?

Si la tradition n'a rien d'autre à opposer à la contestation que cette immaturité hystérique et ces conventions puériles, ses jours sont en effet comptés.

* L'Amour les yeux fermés, de Michel Henry, Gallimard, 290 p., 39 F.

Inès Cagnati



GENIE LA FOLLE

roman

"L'amour fou d'une petite fille pour sa mère... Amateurs de sensibleries s'abstenir... Un véritable écrin en la."

Noëlle Lioriot/L'EXPRESS

"L'insupportable et prodigieux monde d'Inès Cagnati."

José Schmidt/RÉFORME

"D'une poignante beauté."

Josane Duranteau/LE MONDE

denoël

ÉTVDÉS

NOVEMBRE 1976

Extrait du sommaire :

Claude LARRE

Chine :

Le pouvoir décapité

Francis GUIBAL

Sur Gramsci (I)

Jean COLLET

Godard à la télévision

Guy PETITDEMANGE

Sur Edmond Jabès

Et la REVUE DES LIVRES

ÉTVDÉS

15, rue Monsieur, 75007 Paris

Le numéro : 180 pages - 13 F.

Abonnement 1 an : France 120 F.

Etranger 150 F.

C.C.P. ÉTVDÉS Paris 155-55 N.

Documentation sur demande.

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHOMEURS ?

Des études scientifiques réalisées par différentes universités permettent, pour la première fois, d'apporter des réponses précises à cette question. On constate qu'il est très excessif de dire que « l'université fabrique des chômeurs ». Le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens étudiants que pour l'ensemble des jeunes, et le fait d'avoir suivi des études supérieures constitue un atout important sur le plan professionnel. Cette plus grande sécurité se paie, il est vrai, par une relative « déqualification » : les premiers emplois occupés par les étudiants sont plutôt de cadres moyens que de cadres supérieurs.

Entretiens avec Bruno Bettelheim et le docteur Spock

Dans le même numéro

Le réveil des langues régionales : les lecteurs ont la parole. Algérie : l'école au service de l'industrialisation. Reportage dans une école maternelle de Moscou. La rentrée dans une école catholique. La réforme de l'Ecole des arts et métiers. Le nouveau droit du congé-formation, par Jean-Jacques DUPEYROUX. Les métiers de la mécanique.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France : 50 F - Etranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

ÉDITION

Une exposition à Strasbourg

Les Berger-Levrault chez eux

DANS l'atrium de la bibliothèque municipale de Strasbourg, une affiche invite depuis le 2 novembre à la visite d'une exposition qui s'y tiendra jusqu'au 24 décembre : « Trois cents ans d'édition et de librairie strasbourgeoises : la maison Berger-Levrault » (1). Dernière des manifestations organisées pour la célébration d'un glorieux tricentenaire (2), elle apparaît comme la plus remarquable. Cette maison a réussi à dire la sa propre histoire, mais tout autant, sinon davantage, l'histoire de l'Alsace. C'est qu'en Alsace les Berger-Levrault sont chez eux. Le fondateur, Frédéric-Guillaume Schmuck, commença à Strasbourg. Il descendait d'un compagnon de Gutenberg, qui imprimait déjà du côté de Bâle. D'où la présence de documents bien antérieurs à 1876, comme cette Bible latine de 1477 ou cette traduction allemande des *Mémoires de Comyn* datée de 1830. Pour produire des pièces d'une telle valeur historique, il a fallu le concours de la bibliothèque municipale, de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, des archives de la ville comme de celles du département.

Histoire des hommes aussi. Le plus habile fut le second du nom. Il s'appela François-Laurent-Xavier Levrault. Il apparut en plein Siècle des Lumières. C'était un correspondant de Mirabeau, un disciple de Montesquieu, l'auteur d'une « dissertation sur la torture ». Il va spécialiser l'entreprise dans les publications officielles. Ainsi imprime-t-il à tour de bras, pour le roi, pour la République, pour l'Empire, pour la Restauration. La preuve de cette continuité éclate à la bibliothèque de Strasbourg. Voici le premier *Règlement de police* sur les imprimeries et les librairies, la *Table généalogique des maisons souveraines de l'Europe*, le *Dictionnaire géographique, historique et politique de l'Alsace*, le *Règlement de la société des amis de la Constitution*, et plus

tard, bien tenues à jour, les *Listes supplétives des émigrés des districts de Strasbourg, Sélestat et Sarre-Union*.

Et le même sera imprimeur du Directoire, de l'Empire, des bulletins de la Grande Armée, du code Napoléon (« édition seule officielle pour le royaume de Westphalie »), de la Restauration, avec une très fidèle relation du voyage de Charles X en Alsace.

Car si les régimes passent, les journaux officiels demeurent.

Un seul hiatus dans cette enjambrée sur deux siècles : en 1793, à l'époque de la Terreur, Bâle fut jugée retraitée nécessaire. Passée cette alerte, tout redevint simple. L'éditeur affirme sa vocation, écrit Curvier, l'abbé Delille, Edgar Quinet, Victor Cousin.

La prospérité est assurée. On s'agrandit, on s'embellit. Mais plus en vue, trois livres des années folles : « La France de l'intérieur » la plus proche, Nancy.

L'exposition de Strasbourg ne fait qu'une concession à notre temps. Dans une vitrine, pas la plus en vue, trois livres des années folles : « La France de l'intérieur » la plus proche, Nancy.

Aujourd'hui Berger-Levrault ne cherche plus son avenir dans les arts de la guerre, ni même dans la défense. L'éditeur du *Dictionnaire des communes* (450 000 exemplaires à ce jour) a des projets régionaux : un inventaire en quinze volumes des richesses locales, châteaux, petits et grands ; un guide des communes région par région ; un autre de l'artisanat, en attendant un relevé architectural des maisons rurales, en collaboration avec le Musée des arts et traditions populaires.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(1) À rue Rubin, sauf les dimanches et lundis.

(2) Le Monde du 30 septembre 1976.

VIENT DE PARAÎTRE

Souvenirs

SIMONE SIGNORET : *La nostalgie d'un plus exotisme*. — Casque d'or, prise au jeu de l'écriture et de la reconstruction de soi. Préface de Maurice Font. (Le Seuil, 380 p., 49 F.)

DOMINIQUE PONCHARDIER : *La Mer du sud*. — La Bolivie vue par l'auteur des *Parcs de l'été* lorsqu'il fut ambassadeur de France à La Paz, à l'époque de la mort de Che Guevara et de l'arrestation de Régis Debray. (Gallimard, 345 p., 39 F.)

COMMANDANT AZZEDINE : *On nous appelle l'Algérie*. — A travers l'odyssée de l'un des chefs de la résistance algérienne et celle de sa famille, le « pourquoi » de la révolution. (Stock, 350 p., 45 F.)

Histoire

ARTHUR CONTE : *Le 1^{er} janvier 1920*. — Les secrets de la mode rétro à travers l'évocation des « années folles ». Par l'ancien P.D.G. de l'O.R.T.F., auteur d'un 1^{er} janvier 1900 que suivra un 1^{er} janvier 1940. (Flam, 300 p., 48 F.)

ALFRED GROSSER : *Des leçons sur le nazisme*. — Ouvrage collectif, auquel ont collaboré sous la direction d'Alfred Grosser : Max Gallo, Henri Bergelin, Joseph Rovno, Jacques Nèbe, le général Paul Sehl, Raoul Girardet, Rina Thalmann, et qui couvre la période historique allant du putsch de Munich, en 1923, à la chute, en 1945, (Payot, « Les grandes études contemporaines », 251 p., 35 F.)

PAUL VEYNE : *La Paix et le Cinq*. — Sociologie historique d'un planisme politique. Les aspects rationnels et oubliés de la politique. Par l'auteur, professeur au Collège de France, de *Comment on écrit l'histoire*. (Le Seuil, « L'univers historique », 800 p., 150 F.)

Du même auteur : *Fléau de la différence*, leçon inaugurale au Collège de France : un programme ambitieux et paradoxal pour l'histoire : conceptualiser pour individualiser. (Le Seuil, 65 p., 18 F.)

Poésie

PIERRE TALEC : *Oiseaux d'été*. — Directeur du cahier de Paris, l'auteur d'un grand *dehors* public un nouveau recueil de ses poèmes dont certains dédiés à Neruda, Boris Vian, Dubautier, Céline, Gérard Philipe. (Le Centurion, 45 p., 36 F.)

JACQUES BLOT : *Présages de l'aube*. — Six longs poèmes du romancier des *Protestations intérieures*. (Le Seuil, 112 p., 25 F.)

DENISE D. JALLAIS : *Exaltation de la vie quotidienne*. — Journaliste à Elle, auteur de *La Femme assise* dans cette même collection : *Elles-mêmes*, où des femmes se découvrent. Denise D. Jallais offre ici des poèmes qui témoignent des mouvements du cœur d'une femme d'aujourd'hui. (Stock, « Elles-mêmes », 295 p., 35 F.)

Littérature étrangère

EUGENIO MONTALE : *Satura*. — Le quatrième grand recueil de poèmes du prix Nobel de littérature 1975, dont le Monde des livres a rendu compte le 25 juin 1971, lors de sa publication en Italie. Traduit de l'italien par Francis Dyer Val Angelini. Édition bilingue. (Gallimard, 312 p., 65 F.)

JORGE LUIS BORGES : *For the Tiger*. — Les poèmes du grand écrivain argentin, publiés de 1965 à 1972, en trois volumes : *For the Tiger*, *El Ego de Borges*, *For the Tiger*. A quoi s'ajoute le premier recueil de Borges publié en 1923 : *Fervore de Buenos Aires*. Avantissement, notes et mise en vers français par Iturrar. (Gallimard, « Du monde entier », 250 p., 45 F.)

ERNESTO SABATO : *L'Ange des ténèbres*. — Quinze ans après *Alejandro*, le troisième roman, qui se veut « total », de l'écrivain argentin. Traduit de l'espagnol par Maurice Manly. (Le Seuil, 382 p., 59 F.)

Dessins

CARELMAN : *Catalogue d'objets inconnus*. — Tome II. Du landais-baignoire pour temps de canicule au fer à cheval surélevé pour reboucher les poney, en passant par le fer à repasser téligués et autres gadjus aussi imaginatifs que précurseurs. (Balland, 125 p., 29 F.)

Critique littéraire

ADELE KING : *Paul Nizan, écrivain*. — Une biographie en même temps qu'une étude de l'œuvre littéraire : thèmes, structure et style. (Didier, Essais et critiques, 214 p., 104 F.)

MICHEL RAIMOND : *Le Roman contemporain - Le Signe des temps*. — Premier tome d'une étude d'ensemble en trois volumes sur les romans français contemporains : Proust, Gide, Bernanos, Mauriac, Céline, Malraux, Aragon. (S.E.D.E.S., 88, bd Saint-Germain, 290 p., 63,50 F.)

Sciences humaines

PIERRE LEGENDRE : *Jeux du pouvoir*. — Un « traité de la bureaucratie patrimoniale », par l'auteur de *L'Amour du cœur*. À la fois juriste et psychanalyste. (Edit. de Mimi, coll. « Critique », 280 p., 39 F.)

JCFERRE DUMAZEDIER ET NICOLAS SAMUEL : *Société éducatrice et pouvoir culturel*. — L'évolution des activités sportives, artistiques et intellectuelles dans la société française d'aujourd'hui. (Seuil, coll. « Sociologie », 304 p., 55 F.)

Essais

ROGER KEMPF : *Mao*. — De Diderot à Joyce, en passant par Flaubert et Proust, un voyage ethnologique et littéraire qui refuse le cloisonnement des genres. (Seuil, coll. « Essais », 220 p., 45 F.)

JEAN-LOUIS SCHEFFER : *Le Déluge, la Petite, Paolo Uccello*. — Un regard philosophique sur le peintre italien du quinzième siècle. (Gallie, coll. « Écrivains/Figures », 160 p., 43 F.)

Philosophie

JEAN-FRANÇOIS REVEL : *Deserteur et incertain*. — Sous un titre explicite emprunté à Pascal, une virulente attaque du christianisme et de sa « fausse » rationalité. (Stock, 126 p., 30 F.)

Société

GUSTAVE AFFEULPIN : *La sol-dit*. — *Le Geste de l'homme*. Comment a été fait le Centre Benabou avec le détail des difficultés concrètes qu'il a fallu surmonter. Par l'inventeur de la construction moléculaire tangentielle. (Bertout - Andrieux, 200 p., 29 F.)

ÉCHOS ET NOUVELLES

Décès

LE POÈTE JEAN POURTEL DE LADREVEZ EST MORT À NIMES à l'âge de soixante-dix-sept ans. Ami du directeur de la revue « le Divan », d'Henri Martinet, où il publia une vingtaine de recueils de poèmes, il obtint en 1935 le prix Jean-Moréas et en 1936 le prix de la Société des poètes français pour l'ensemble de son œuvre. Poète symboliste d'inspiration classique, il fut le disciple d'Henri de Régnier et de Jean Moréas. Il était membre de l'Académie du Gard.

Édition

UNE NOUVELLE MAISON D'ÉDITION VIENT DE NAÎTRE : les Éditions du Seuil, 27, rue de Fleurus, 75006 Paris. Annoncées pour novembre : « Vendeurs amants », d'Emmanuel Maître-Bergé ; « Propos de mandarin », de Julien Chéromy ; « Ma route et mes combats », d'André Bergeron. Au programme 1977 : des témoignages et des documents, de l'histoire, des récits maritimes, des romans populaires, etc.

PENSER LA CRISE. — La « crise » est-elle, dans les sociétés industrialisées, une situation objective ? Ou bien le signe de notre impuissance à comprendre, avec les idées d'hier, ce qui se passe aujourd'hui ? Depuis deux ans, un groupe de six sociologues s'est posé la question sous diverses formes. Norman Birbaum (« États-Unis »), Hans-Peter Dreitzel (R.F.A.), Serge Moscovici (France), Richard Smolke (« États-Unis »), Rudi Supek (Yougoslavie) et Alain Touraine (France), présentent leurs réflexions sous le titre « Analyse de la crise (Seuil) ». D'autre part, en publiant « Crises et théories des crises » (Champ Libre), Paul Mattick analyse, dans une perspective marxiste, les événements économiques des cent dernières années et leurs diverses explications.

LES ŒUVRES COMPLÈTES DE LAURENCE, dans la Bibliothèque de la Pléiade, viennent de s'augmenter de leur second volume. Celui-ci comprend la critique littéraire, d'art, musicale, sur la Belgique, ses œuvres en collaboration et de journalisme. Le texte est établi, présenté et annoté par Claude Pichois comme le précédent volume. (Gallimard, L. 690 p., index, 120 F.)

LE TOME III DE « LA COMÉDIE HUMAINE » est paru dans la Bibliothèque de la Pléiade. Il comprend la fin des *Scènes de la vie privée* dont le « Père Goriot », le « Colonel Chabert », etc. et des *Scènes de la vie de province* : « Ursule Mirouet » et « Eugénie Grandet ». Sous la direction de Pierre-Georges Castex, avec divers collaborateurs. (Gallimard, L. 750 p., 125 F.)

PLUS DE HUIT CENTS PAGES REPARTIES EN DEUX FORTS VOLUMES, quarante-deux collaborations par les plus connus des philosophes francophones font du recueil publié par les Facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles un véritable monument. Edité à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Ecole des sciences phi-

losophiques et religieuses, animée par Mgr Henri Van Camp, ce très important dossier, intitulé « Savoir, faire, espérer : les limites de la raison », rassemble notamment des textes de Jean Beaufort, Jacques Bouveresse, Georges Canalis, Pierre Castoridis-Ala-gniet, Michel Deguy, Gérard Genette, Henri Gouhier, Gilles-Gaston Granger, Jean Lacouture, Emmanuel Lévinas, Clémentine Rannoux, Paul Ricœur, Michel Serres, Jean Starobinski, Tzvetan Todorov, Alain Touraine, François Wahl, Eric Weil — pour ne citer que quelques-uns des noms figurant au sommaire de cette publication, marquée par une large diversité de points de vue et une extrême richesse de contenu. (Facultés universitaires Saint-Louis, boulevard du Jardin-Botanique 42, Bruxelles.)

« LA VOLONTÉ DE PUISSANCE », on le sait, n'était pas un livre de Nietzsche, mais une compilation arbitraire, et souvent abusive, des innombrables fragments retrouvés après sa mort dans les cahiers où il préparait son grand œuvre. L'un des principaux intérêts des « Œuvres philosophiques complètes », en matière de publication chez Gallimard, devait être de restituer dans leur intégralité et leur état originel ces textes posthumes. Avec la publication du tome XIII (*Œuvres posthumes*), l'automne 1977 - mars 1978 : Textes et variantes établis par G. Coll et M. Montari, traduit de l'allemand par Pierre Klossowski et Henri-Alexis Rastbach) commence cette redécouverte, qui offre aux études nietzschéennes un irremplaçable instrument de travail.

Hommages

GEORGES LIMBOUR, dont la revue « Critique » vient de célébrer l'œuvre, fera l'objet d'une émission de France-Culture, le vendredi 5 novembre, de 20 h. à 21 h. 30. « Une histoire de famille », texte tiré des « récits africains » recueillis dans « Soleil Bar » (Gallimard), a été adaptée pour la radio par Germaine Bonvère. Une tribune suivra, à laquelle prendront part André Dhôtel, Maurice Nadeau et André Chérel, et des représentants de la jeune génération qui s'intéressent à cet écrivain.

POUR CÉLÉBRER LE CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE LEON-PAUL FARGUE, la Société des gens de lettres organise une « table ronde » sur l'écrivain, qui réunira la duchesse de La Rochefoucauld, Claudine Chomez, Jean Cassou, Bernard Delvalle, Eugène Guillemin, Jean Orizet, Jacques Porel, le 9 novembre, à 17 h. 30, à l'hôtel de Massa.

Poésie

UNE JOURNÉE DE POÉSIE DANS LES ÉCOLES. — La Société des poètes français s'associe au vœu émis à l'issue de la XII^e Biennale internationale de poésie réunie à Knokke-Beist en septembre dernier. Ce vœu tend à ce que, dans toutes les écoles des quarante et un pays qui ont participé à la Biennale, une journée soit chaque année consacrée à la poésie. Le comité directeur et la Société des poètes français se tiennent à la disposition des professeurs et instituteurs qui voudraient faire appel à eux pour l'organisation de cette journée. (S'adresser à Mme Brigitte Levet, 217, Talbourg Saint-Honoré, 75006 Paris.)

Prix

LE VINGT-TROISIÈME GRAND PRIX DE L'HUMOUR NOIR XAVIER-FORNIER, créé pour perpétuer le souvenir du romancier Bourguignon Xavier Fournier, a été attribué à l'écrivain argentin Bonifacio Bal pour son recueil de nouvelles et la Grande

PARU

cette semaine

Col. internat. C.N.R.S. n° 511

1976 ET 1977

responsable : J. Lacouture

Cette édition correspond à l'une des préoccupations actuelles de la muséologie qui est de faire connaître et peut-être rendre la musique pour luth : évolution de la facture, du jeu, notation en tablature et transcription, travail d'édit non (Corpus des luthistes français).

(23 communications)

18 x 23, 348 p., br.

ISBN 2-222-02002-6

59 F

catalogue 66 gratuit sur demande

Editions du CNRS

5, rue des Écoles - 75005 Paris

TR 555-9215 - C.C.P. 872-43 Paris

صوتك من الامم

LA SAISON ROMANESQUE

Hélène Bleskine

Le cliquotement des passions

* Dérive gauche, d'Hélène Bleskine. Ed. Baller, 124 p., 28 F.

QUE devenons-nous ? se demande Hélène Bleskine dans son roman « Dérive gauche ». La génération de mai 1968 s'est mise à écrire. Génération perdue ? Peut-être. Ces termes désignent les grands Américains des années 20, Scott et Ernest en particulier. Mais, en tout cas, génération désenchantée : on ne fait pas l'amour avec l'histoire durant un mois, on ne fait pas l'expérience d'un mariage passionnel entre sa vie intérieure et la vie historique, sans garder au cœur une blessure, une fois revenu le temps des mariages de raison, de résignation, le temps des lundis éternels. Alors on se met à écrire, pour ne pas faire naufrage. Dans les livres de la pensée, on tient le carnet de ses désillusions.

Hélène Bleskine, qui publie en 1975 un essai, « L'Espoir gravé », a choisi cette fois le genre romanesque. Du moins est-elle entrée dans ce genre espagnol qui porte aujourd'hui l'enseignement du roman. Ce qu'elle y apporte, c'est une suite d'impressions, de rêveries, de filigranes. Le lecteur pense aux dérivés surréalistes. Aucune nécessité n'intervient pour que se termine le livre. Des lundis de rêve restent suspendus entre ciel et terre. Rien ne se décide, l'incertitude des sentiments, des amours, ne s'est pas dissipée...

Au cours du livre, des silhouettes se précisent, puis s'effacent, et, de nouveau, s'effacent. Elles vont dans Paris à la recherche de la vie perdue. Se définir, pour elles, ce serait mourir : comment peut-on s'enfermer dans un cas ou celui, un métier, un rôle, un comportement, quand on croit encore à la richesse du monde. Mais, en même temps, les silhouettes de Bleskine n'étriquent pas le monde. Il ne leur appartient pas. Il appartient à l'ennui, à l'angoisse, au travail, au capital. Elles ne font qu'entrevoir sa richesse masquée, sacrifiée. Leurs rêves y passent, mais n'y obtiennent pas de permis de séjour.

Alors reste l'espérance, qui s'accroche, mais il est teinté de mélancolie, et traîne avec lui ses contraintes : la désillusion, le désespoir. Intermittentes, les passions se contentent de cliqueter. « Dérive gauche », on l'aura compris, c'est d'abord un ton, c'est une manière de dire, ondoyante, qui prend les libertés qu'elle veut avec la syntaxe, et qui devient musique ou rivière. Bleskine invente sa grammaire, notamment dans l'emploi des prépositions « de » et « à », mais sa préciosité réussit l'exploit de faire de « Dérive gauche » un des livres les plus naturels, les plus spontanés de ces temps derniers. Le lecteur se dit que les rêves ne parlent pas autrement. Et puis, faire de Paris une fête, sans mentir sur cette ville, par les temps que nous traversons, c'est une jolie prouesse, qui n'aurait pu s'accomplir si Bleskine ne possédait l'art de mêler la géographie urbaine et celle des sentiments.

FRANÇOIS BOTT.

MAURICE ROCHE

Un certain rictus

* MÉMOIRE, de Maurice Roche. Éditions Seuil, 155 p., 22 F.

ROMAN ? Si l'on veut. Mais il s'agit d'un tracé de paroles sans cesse rompu, traversé de mots étrangers, de citations prises aux œuvres précédemment publiées par l'auteur. Bref ! Maurice Roche poursuit son travail de déconstruction.

Dans sa post-face à une récente réédition de *Compas* (1), Jean-Noël Vuarnet a montré comment Maurice Roche opérait un mélange des genres, si bien que ses livres sont à la fois des romans qui n'en sont pas, des poèmes qui refusent leur rhétorique, et des pamphlets. *Mémoire* s'échappe pas à cette règle, mais il est manifeste que la colère du pamphlétaire l'emporte : ici, sur les inquiétudes de l'écrivain. Deux thèmes fondent ce livre : la maladie et le travail. À la limite, c'est l'abandon radical de la vie et de ce qu'on peut dire sur la vie qui est dévoilé. L'imagerie de la mort qui était si sensible dans *Compas*, et présente dans *Circus*, est liée dans *Mémoire* au « travail » avoué de l'intérieur du corps : rumeur des entrailles, labeur des intestins. Travail par l'intermédiaire duquel la mort paraît et disparaît. Maurice Roche avoue finalement son dessein : être le « sténographe » — ni plus ni moins — d'une civilisation qui fait un retour sur sa mémoire par tous les moyens techniques et autres — avant que de la perdre à jamais. Que dit cette mémoire ? L'aliénation et l'immobilité : « Le poids des ténacités fera chanter le monde ». Dès lors, le livre fuse hors de son propos, rompt avec sa continuité, se refuse comme « travail » même.

Maurice Roche — vision et propos pessimistes — reprend un

mot d'ordre des années du nazisme, « Arbeit macht frei », ce qui signifie littéralement : « le travail délivre ». Et c'est le contraire qui est démontré par le désordre même des chapitres de *Mémoire* : le travail interdit de la vie et la liberté : « Jour de la confiance de son patron, partant ne plus avoir besoin de femmes ».

Notre situation bouffonne

Mémoire est une suite de pages décousues et ragées, crispées sur elles-mêmes, s'abandonnant à de brèves parenthèses comiques (moins nombreuses cependant que dans *Codex* ou *Opéra Bouffe*), ainsi : « Tout corps plongé dans un liquide reçoit un coup de téléphone ». Tout, ici, est écorché par le cérémonial de la maladie. L'examen médical nommé « check-up », est, dans ces pages, dépeint comme le véritable chemin de croix de ce monde dérisoire et assez grotesque, aux yeux de l'auteur, qu'est l'homme d'aujourd'hui. On dirait que le masque tombe : « Jusqu'à l'âge de huit ans, je n'ai ni ri ni souri. Depuis, j'ai adopté un certain rictus... »

L'image du père est encore présente dans *Mémoire*, comme elle l'était dans les « romans » précédents, mais plus estompée, plus généralisée. Le père est devenu ce qui contraind, que ce soit de l'extérieur : le patron, la société, le discours ; ou de l'intérieur : les larmes, les caresses cauchemars, le venin intime. Dans *Mémoire*, l'aven de notre situation bouffonne tient en un mot, qui est un jeu de mots : « Se piper de mots ne piper mot ». L'auteur s'acharne, fouille, creuse. Il ne craint ni de blesser ni de se blesser. Il ne ménage ni son lecteur ni lui-même. Il tient une sorte de carnet où tout s'inscrit : des bruits de langue, anglais, allemand, russe, italien, hongrois, cela se mélange, devient gargouillis : des bruits de corps, finalement.

Poussant le dédain du livre à une telle extrémité, Maurice Roche en vient au cri, qui est un langage impossible. Le lecteur remarquera que ce livre, *Mémoire*, fait catalogue des articles d'un testament dont les termes mettent en évidence l'humour désespéré. *Mémoire*, c'est aussi « pour mémoire » : un triomphe de l'homme coupé, ainsi que le dit un jour Jean-Paul Sartre dans *l'Être et le Néant*, comme passion inutile, « Somnoler — avec sa douleur, recroquevillé autour d'elle, doucement ». Que sera le prochain livre de Maurice Roche ? Y a-t-il, après cet, un plus loin qui soit possible ?

HUBERT JUIN.

(1) Union générale d'éditions, 10/18.

RAPHAËLE BILLETDOUX

Des tendresses vénéneuses

* FRIENDS GARDE A LA DOUCEUR DES CROQUES, de Raphaële Billetdoux. Le Seuil, 192 p., 29 F.

LE joli talent de Raphaële Billetdoux nous vaut de loin en loin des courts romans narcissiques écrits pour rétenir des instants fugaces, pour fixer les métamorphoses adolescentes, « tous les petits états baroques et primesautiers des récentes amantes ». *Jeune fille en silence* (écrit à vingt ans, en 1971), et *l'ouverture des bras de l'homme* (prix Louise de Villemorin, 1973), nous montraient naguère la « jeune fille » — ce personnage que l'on croyait disparu depuis Giraudoux — quittant ses parents pour tenter de mériter l'« homme », et ainsi de devenir une « dame ». A lui le privilège de la netteté, de la pensée, à elle la vacance jusqu'à ce que, connaissant les « célestes blessures des femmes », elle se mue en « jeune femme seule et mystérieuse ».

Poursuivant son éducation sentimentale, la jeune fille découvre, dans *Friends garde à la douceur des croques*, des tendresses autrement ambiguës et vénéneuses. Les parents, cette fois, ont disparu, la mère est morte, le père a pris la route. Confiée suc-

cessivement à chacune de ses deux sœurs, Nathalie, la petite, les voit tour à tour devenir femmes, elle aple des couples qui en peu de temps se délient. Ni le mariage précoce de Catherine avec un monsieur roux banalement infidèle, ni les excentricités de Jeanne, non plus que sa brève passion pour le « peintre André », ne leur épargneront les cruautés étouffées et les désarrois. L'amour, décidément, a perdu de son charme, et l'homme de son éclat. Lequel vaudrait la complicité jalouse, l'intimité qui se reforme sur les trois sœurs, sinon l'enfant que l'une d'elles vient de mettre au monde ?

Cela pourrait, certes, ressembler parfois à un journal intime écrit sur un cahier d'écolière avec clichés et taches d'encre violette, s'il n'y avait le tremblement de la lumière et du vent, l'acuité des sensations cueillies au vol, la précision d'une nuque ou d'une silhouette croquée, et puis les parfums et les gourmandises. On retrouve ici la « patte » de l'auteur, ces volutes raffinées d'un style de bonne compagnie, à la fois plus libre et plus maîtrisée, cette ingénuité désormais moins narquoise et plus attentive.

MONIQUE PETILLON.

CHRISTIANE SINGER

Une plume douce amère

* CHRONIQUE TENDRE DES JOURS AMERS, de Christiane Singer. Albin Michel, 177 p., 24 F.

IL faut prêter une oreille attentive à la musique particulière de Christiane Singer. On ouvre son roman. On tombe sur cette phrase : « C'était grand chez Ann H. Gay. »

Commencer un livre ainsi, c'est prendre un risque : celui d'annoncer au lecteur qu'on ne va pas lui raconter une histoire, mais plutôt lui offrir une espèce de roman, où, de maison, et là il se promène, si cela lui plaît de croquer des personnages, de s'arrêter un moment avec eux, d'écouter les modulations de leur passé et de leur présent, et le son qu'ils rendent quand ils

deviennent figures murmurantes et sponges dans la douceur d'une écriture juste. On remarquera en outre que ce nom d'Ann H. Gay, avec ses inflexions à la Marguerite Duras, est de nul lieu, de nulle part, ou alors du monde entier, plus exactement de l'Europe entière, avec ses ondes et ses parfums cosmopolites.

Une ironie affectueuse

Le véritable univers de Christiane Singer est cette *MittelEuropa*, où, de Muel à Vianon, ne cesse de s'inscrire quelque chose d'aristocratique, d'anglois et de tendre. C'est là que s'ouvre la maison d'Ann H. Gay, et le premier personnage qu'on y rencontre est sa grand-mère, Adélaïde

Montecardi. Difficile d'oublier cette grand-mère : tout est dans le ton, le geste, l'attitude, la manière de jouer de la canne, de s'asseoir, dans un fauteuil. Et elle n'est que la première de la famille. Qu'elle meure, d'autres prennent le relais : Lucile, la dame en noir, tante Elie, Mme d'Orelin, la femme de ménage, Fanny Baum. On est chez soi, entre soi. On est aussi un peu du côté de chez Proust.

Le livre fermé cette petite galerie de personnages continue longtemps à tourner dans la tête du lecteur. Un humour insolite, une ironie affectueuse, les y a fixés. Une écriture surtout, tendre et fraîche comme l'herbe amère. — R. J.

JACQUES JAUBERT
MADELEINE CAMPANA

LA DEMOISELLE DU TELEPHONE

jean-pierre delarge

Emmanuel Berl Interrogatoire par Patrick Modiano

suivi de Il fait beau, allons au cimetière

« Je tire mon miel où je le trouve et il y a beaucoup de miel dans l'œuvre de Berl ».
François Mitterrand

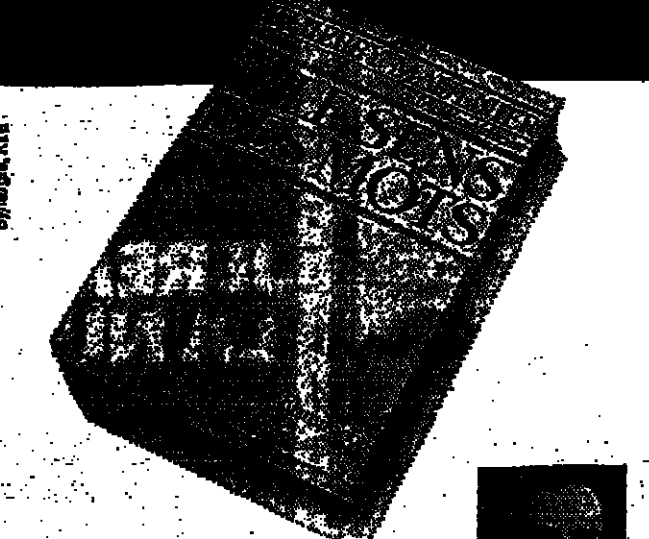
« Un prophète a vécu parmi nous et nous ne l'avons pas reconnu ».
Bertrand de Jouvenel - L'Express



Collection Témoins/Gallimard

Une démystification du vocabulaire politique.

Flammarion.



De A à Z, voici l'inventaire critique des termes les plus usités du langage politique contemporain. Ce livre est une tentative de démystification du pouvoir des mots au service du pouvoir.

Le sens des mots de Thierry Maulnier.
FLAMMARION

248 pages, 36 F.

roman

« Un beau livre en forme de suspense »
Le Nouvel Observateur
« Ce beau roman qui donne la joie de lecture des récits d'or »
Jean Prévost / Le Figaro
« Un grand document... Des scènes dignes de Fellini »
J.P. Amette / Le Point
« Un livre passionnant à lire par son aspect quasi policier et sa morale "contemporaine" »
Claude Mitter / Le Provincial
« Le style de Raymond Jean n'a été aussi puissant et émouvant »
A. Villedieu / La Quinzaine littéraire
« Un livre passionnant »
Marie-Louise Coudert / L'Humanité Dimanche

Raymond Jean La fontaine obscure

Une histoire d'amour et de sorcellerie, en Provence au XVIII^e siècle

264 pages, 10 F.

SEUIL

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

CENT PORTES EN FORET DE BROCELIANDE

LE jour et la nuit de Samain (prononcer Showen), qui correspondent en Bretagne à la Toussaint, sont riches en légendes archaïques où les vivants et les morts, par exception, ont permission de changer de monde. Cette croyance vit toujours. Il y a peu d'années encore, m'a-t-on dit, deux promeneurs du pays de Band ont été dépassés, à la nuit tombante, par une grande limousine qui allait sans bruit, vivement éclairée à l'intérieur, et vide de conducteur comme de passagers.

Le temps de Toussaint était donc bien choisi pour cette XXX^e Rencontre poétique du Mont-Saint-Michel, dont le poète Michel Velmans est le président fondateur, et qui vient de réunir à Niant-sur-Yvel une centaine de poètes pour une visite de la forêt de Brocéliande, que hantent les héros de la légende arthurienne. A l'orée de la forêt, l'église de Tréhorrenec, vouée à sainte Ouenne, sœur d'un roi breton du septième siècle, superpose curieusement les mythes celtiques et chrétiens : le vénéral qui a épousé ses forces à la connaissance de ce haut lieu en a respecté toute l'importance. On a gardé la mosquée mystérieuse où un cerf blanc, portant un collier d'or, est enroulé, dans le sous-bois vert, de quatre lions rouges. Une grande croix de Malre orne le sol du chœur. Un tableau naïf représente l'assemblée solennelle des chevaliers de la Table ronde, présidée par le roi Arthur : le calice d'or du saint Graal est en transparence au milieu de la table.

Commentant pour nous ces merveilles, l'écrivain Jean Markale a montré comment les Gallois, venus en Petite-Bretagne au sixième siècle, y importèrent leurs légendes, et comment celles-ci furent largement diffusées à des fins politiques par Henri Plantagenêt, qui avait le plus grand intérêt à légitimer sa présence par les exploits de son prédécesseur Arthur, lequel, selon Markale, ne mit pourtant jamais le pied en Brocéliande (1).

La coupe de poèmes qui respectueusement s'embourbaient en ces lieux enchantés ne se souciaient pas de controverses historiques : Brocéliande, dont l'étymologie reste incertaine, n'est-ce pas pour nous « le pays d'ailleurs », celui où Viviane enroule son amante, l'enchanteur Merlin, de « manoirs d'air » pour qu'il lui soit toujours fidèle ? La magnificence de l'homme sur les fondations du « Val sans retour » conspirait avec la littérature pour rendre crédibles et mêmes certaines les prodiges des fées, qu'on s'attendait à voir fuir à chaque détour du sentier.

La poésie se vivait dans l'émotion. On se passait des poèmes de main en main, imprimés ou en manuscrit. Venus de leurs lointains universités, d'Allemagne ou du Canada, des professeurs épais de poésie nomadaient des adresses ou des références, projetaient d'autres rencontres, ailleurs. Les visiteurs bretonnants se sentaient évidemment les plus proches : ils rendaient hommage à un des leurs, David Jones, poète et graveur, que Jean Boscquet avait célébré, et qui, peu traduit en France, est presque inconnu ici.

On décerna le grand prix du Mont-Saint-Michel à Albert Aygouper pour l'ensemble de son œuvre et son dernier recueil, *Pour aller le jour* (Renaissance du livre), et le grand prix de Brocéliande à Paul Fugand pour *Les Portes défendues* (Rougerie). Le prix de la traduction est allé à Jean-Jacques Mayoux pour sa traduction des œuvres complètes de D. H. Lawrence (Anabrie-Montaigne).

Le moment le plus rare de cette Rencontre resta celui où la voix d'Angèle Vannier s'est élevée avec audace, accompagnée à la harpe celtique par un jeune garçon qui semblait improviser librement. Le souffle de la grâce passait, plus sûrement que celui de Merlin, quand il pleure, dit-on, sur la lande, par les nuits de grand vent.

JOSANE DURANTEAU.

(1) Le 6 novembre, à partir de 14 h. 05, sur France-Culture, sera présentée une émission intitulée « Itinéraire de poésie celtique ».

SOUVENIRS

Au temps du danger allemand

★ UN AMBASSADEUR SS SOUVENIR. — A. An temps du danger allemand, d'Armand Bérard, 1 vol. aux Ed. Plon, 354 p., 60 F.

QUAND sonne l'heure de la retraite, un ambassadeur a toujours beaucoup à raconter. Surtout lorsque, comme c'est le cas pour M. Armand Bérard, il a été le témoin de journées historiques comme la chute de la dictature de Primo de Rivera, la prise de pouvoir par les nazis, l'élimination par Hitler des chefs de la S.A., la réoccupation de la Rhénanie, et qu'il a participé, à des titres divers, à l'expérience du Front populaire, à la commission d'armistice de 1940, au comité d'Alger, avant de représenter la France à Tokyo, à Rome et aux Nations unies. Le seul reproche que l'on puisse faire à l'auteur, qui a dû tenir toute sa vie d'époux, de père, de notaire, est peut-être précisément d'avoir voulu trop raconter. Pour le journaliste, pour celui qui conserve des souvenirs personnels de ces temps d'angoisse et d'espoir, tout, bien sûr, est intéressant. Le lecteur plus jeune peut se sentir un peu perdu.

Le récit est pourtant d'une grande clarté, écrit avec cette élégante simplicité qui était autrefois la marque de l'école normale dont le père de l'auteur, l'helléniste Victor Bérard, avait été le secrétaire général avant de devenir sénateur, et où il entra lui-même tout naturellement. L'ironie est toujours discrète, jamais méchante, mais on la sent constamment présente à l'arrière-plan, particulièrement dans les nombreux portraits dont l'auteur nous régale. Tous ces crânes ronds ne conservant qu'une plaque de cheveux moins large qu'une main, où tracer une robe : qui ne revêtait, des « Hitlerjungen » aux maréchaux à la croix de chevalier,

le poil raide et « virilement » court de ceux qui prétendaient avoir jeté les bases d'un Reich « millénaire » ? Mais lorsqu'il s'agit d'hommes que M. Bérard a aimés et admirés, comme M. André François-Poncet, avec lequel il travailla à Berlin et à Rome, Pierre Viénot, dont il fut le directeur de cabinet sous Léon Blum, le général Doyen ou René Massigli, alors le ton change et c'est le cœur qui, avec la même sobriété, parle.

Beaucoup de détails de ce livre seraient à citer, et, notamment, les pages relatives à l'agonie de la République de Weimar, qui mettent en pleine lumière l'aveuglement de Hindenburg, la naïveté de la camarilla qui l'entourait, la légèreté incroyable de Papen. La France aurait eu probablement quelques cartes à jouer à cette époque ; elle ne s'en est guère servie. Bonhomme à relever deux faits peu connus : d'après les révélations d'un agent allemand qui s'était livré à la France, c'est un produit fabriqué par l'I.G. Farben qui aurait allumé les incendies des poquebats « Atlantique » et « Georges-Philippard », et servi également quelques années plus tard à mettre le feu au Reichstag. D'autre part, un sondage d'opinion réalisé aux Etats-Unis un mois après Munich fit apparaître que 60 % des Américains consultés estimaient que les accords, censés garantir la paix, augmentaient les risques de guerre. On était moins clairvoyant sur les bords de la Seine.

Le présent volume s'achève à la libération de la France. Un second relaterait les souvenirs de M. Armand Bérard aux différents postes qu'il a occupés depuis lors jusqu'à sa retraite en 1970.

A. F.

Autobiographie d'un chat

★ AUTOBIOGRAPHIES, de Sarah Kofman. Ed. Christian Bourgois, 160 pages, 30 F.

POURQUOI, un chat, doué d'un certain génie, n'aurait-il pas l'idée d'entreprendre sa biographie ? Apprendre la langue des humains, se doter de quelque culture, trouver le moyen de manier correctement une plume, ce ne sont pas des obstacles insurmontables. D'autant qu'il y a longtemps que les félins fréquentent les hommes d'écriture (et réciproquement) : de la Bible au Tasse, de Dante à Pétrarque, ils ont laissé leur griffe un peu partout. Un descendant du fameux Chat botté de Tielck a tenté l'aventure, et son œuvre, reproduite dans les Considérations sur la vie du chat Murr, signées par Hoffmann, est pour le moins dérangeante.

Il sème la pagaille

Car un chat, on pouvait s'y attendre, n'écrit pas comme un homme. Il a autre chose à dire, et n'a que faire des règles de la



bienséance culturelle. Bref, il sème la pagaille. Le voilà qui déchire la biographie du musicien Kreutzer, pour transcrire la scène au verso. Il plagie Shakespeare sans citer sa source, mélange les genres, laisse des blancs. Et l'éditeur aura beau multiplier préface, postface, explications pour rendre le manuscrit « présentable », rien n'y fera : quand un chat se met à écrire, rien ne va plus !

Sarah Kofman montre comment il fausse les règles du jeu, et met en cause les mythes de la littérature : « l'identité » de l'auteur, « la propriété » du texte, partage rigoureux de la fiction et du réel, etc. Ce conte montrera de façon exemplaire que finalement tout travail d'écriture sème la pagaille.

Réflexion et satire

La réflexion et la satire se mêlent dans ce petit livre enjoué. On y retrouve évidemment nombre d'analyses inspirées par les travaux de Jacques Derrida et de son entourage, que la malice du chat Murr anime, par mimétisme, d'une bonne humeur inhabituelle. Le terme « autobiographies » n'en laisse rien présager. Mais le chat Murr précise bien, dans sa biographie, qu'en s'emparant d'un volume, il n'en lit jamais le titre.

ROGER-POL DROIT.

DE MARIE STUART A EDOUARD VII

L'« air français » à l'anglaise

★ LES ANGLAIS A PARIS. De la Renaissance à l'Entente cordiale, de Pierre-Olivier Lapie, 296 pages, 45 F., Fayard.

« LES Français sont la plus heureuse race qui puisse exister », écrit-il le peintre John Crome à sa femme, au dix-neuvième siècle. Il faut croire que nombre de ses compatriotes, à travers les âges, avaient partagé cette opinion flatteuse pour

nous. Traditionnellement envoyés par leur famille en Europe, pour un « grand tour » qui aurait dû les conduire, de pays en pays, jusqu'à Constantinople, beaucoup de jeunes gens de la haute société se sont arrêtés en France, presque toujours à Paris, pour un temps ou à vie. Mais si prendre l'« air français » constituait déjà le nec plus ultra d'une éducation réussie bien avant la Renais-

sance, le « tourisme », inventé par Thomas Cook sous Louis-Philippe, s'adresse à la classe bourgeoise quand celle-ci devient prospère outre-Manche. Alors naît le stéréotype du voyageur anglais : barbe d'un et taches de rousseau obligatoires sous la casquette à pont et, dans une cohorte de bagages à multiples compartiments astucieux, l'indispensable soda-water. Retour à la maison, les yeux et l'esprit bourrés de clichés, notre Britannique se nourrit longtemps de souvenirs qui seront la grande affaire de sa vie : Paris et son « Boulevard », ses cafés, ses poètes, ses femmes, sa légèreté, son air de vivre, pour les plus perspicaces, une atmosphère qu'on ne respire nulle part ailleurs.

L'idée était séduisante de faire défiler sous nos yeux ces hommes et ces femmes qui, de Marie Stuart à Edouard VII, encore prince de Galles, ont apporté chez nous leur pittoresque et importé, dans un mouvement de migration permanente, un peu de leurs mœurs, sans mal, d'ailleurs, et quelques manies, dont la « shake and » et le goût des courses de chevaux. Ils ont emporté, en échange, des provenances aussi diverses qu'eux : la célébrité pour John Locke, lancé par Fontenelle, puis Voltaire et Diderot ; pour Thackeray, l'occasion d'acquiescer

sur notre dos sa verve satirique ; pour Matthew Arnold, le poète, mille informations capables de secouer la torpeur victorienne en matière d'éducation spécialement. Tous ne quittent pas la France sans avoir mis d'espérance en elle ; mais les irréductibles sont rares et leur hargne elle-même est une précieuse source pour les historiens et les sociologues.

Ce qui plaît, dans un livre qui aurait pu se réduire à une énumération plus ou moins colorée, c'est qu'il vit. Pas seulement par les personnages qu'il peint, du bel équilibre Philip Sidney, dont l'astérisme indirectement est issu, à John Law, inventeur du génial et désastreux « système » ; des « frimousses », dont l'influence, sur le destin français a été grande, aux frères Seymour, dandys de haut vol qui impriment un temps fort à l'anglomanie ; de miss Clarke, qui « désenchantait » Chateaubriand triste et vieux, à miss Howard, la belle Anglaise qui manqua de peu être impératrice... Il vit également par les décors qu'il montre, reconstitués d'après les récits des voyageurs ou selon les meilleurs peintres du côté français. On y apprend beaucoup et l'on s'amuse. Qu'en dire de plus ?

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

CORRESPONDANCE

A PROPOS DU BERBÈRE

A la suite du compte rendu de l'ouvrage de Moukoud Mammeri : Grammaire berbère (Ed. Maspéro), que nous avons fait paraître dans le Monde des livres du 22 octobre 1976, nous avons reçu cette lettre de M. Lionel Galand, professeur de berbère à l'Institut national des langues et civilisations orientales :

Il est exact que le climat politique du Maghreb n'est pas favorable aux études berbères. Mais l'auteur du compte rendu sous-estime lui aussi l'importance scientifique de la langue qu'il veut défendre. En écrivant que « le berbère est enseigné à l'université de Vincennes, ainsi que dans certaines universités américaines », il omet d'autres centres qui, souvent depuis plus longtemps, assurent le même enseignement : ainsi les universités de Copenhague, Fribourg (en Suisse), Londres et Naples... et, à Paris même, la quatrième section de l'Ecole pratique des hautes études (depuis 1971), ainsi que l'Institut national des langues et civilisations orientales, dont la chaire de berbère, la première du genre, fut créée en 1911. Je ne cite ici que les institutions d'enseigne-

ment, sans mentionner les centres de recherche dont les activités alimentent chaque année une chronique des études berbères que je publie dans l'Annuaire de l'Afrique du Nord, édité par le C.N.R.S. Les linguistes auxquels je fais allusion s'en tiennent à un travail strictement scientifique, quelle que soit la situation du Maghreb, et ne recherchent pas les honneurs de la presse mais cela ne justifie pas qu'on les oublie lorsque leur discipline est en cause.

la librairie ELEK envoie sur simple demande son nouveau Catalogue de Livres Anciens et Rares en toutes Langues écrire 57 rue St-Jacques Paris 5 - tél. 325.32.59 Achat de livres et bibliothèques.



Madeleine Giteau
ancien conservateur du
Musée National de Préhistoire

ANGKOR
Un Peuple
Un Art

Architecture
Beaux-Arts,
artisanat, pèlerinages,
fêtes et jeux :
toute la vie d'Angkor
animée d'un souffle.

format 25 x 28,5 cm, relié
pleine toile, 288 p., 30 ill.
en coul., 121 ill. en noir et
blanc, cartes et plans.

270 F

LA BIBLIOTHEQUE DES ARTS

3, place de l'Odéon, Paris VI

633418-18

LEON NOËL

DE GAULLE
ET LES
DEBUTS
DE LA
V^e
REPUBLIQUE

«Ce livre passionnant
sur les débuts de
la V^e République est
déjà un livre
d'Histoire»
PAUL-MARIE DE LA GORSE
«LE FIGARO»

COLLECTION L'ESPOIR
PLON

BALLAND
Publie
FRANÇOISE XENAKIS
le temps usé
vif, rythmé, cocasse et triste,
féroce et tendre,
d'une merveilleuse simplicité.
Un mélange doux-amer
qui met en goût tout de suite.
Jacqueline Piatier Le Monde
son meilleur livre.
Jean-Marc Roberts
Le Quotidien de Paris
ce livre si adroitement
maladroit avec des phrases
brusquement coupées,
est aussi le plus tendre
qu'on puisse lire ces temps-ci.
Gilles Padlowski
Les Nouvelles Littéraires

CLAIRE GALLOIS
JEREMIE LA NUIT
Une femme, un homme, un enfant
la plus belle et la plus cruelle des
histoires d'amour.
«Une partie de cache-cache, avec
soudain la gravité d'un ton insaisissable,
qu'est-ce d'un écrivain»
Matthieu Calley (L'Express)
«Les traces d'un pareil talent ne
s'effacent pas à la gomme au fil
des années»
Jean-Marc Roberts
(Le Quotidien de Paris)
«Un roman humain et sensible,
singulier et vibrant...
La vraie littérature finit toujours
par gagner»
Joël Schmidt (Reformel)
BUCHET / CHASTEL

صوتك من الامم

HISTOIRE LITTÉRAIRE

ENTRE L'ÉVÉNEMENT ET LE MYTHE

Genèse et jeunesse du romantisme

* DIX-HUITIÈME SIÈCLE, III, 1778-1820, de R. DIDEROT. « Littérature française », tome XI, Actes, 1 vol., 22x13, 412 p., 57 illustrations, 25 F. Rel. 35 F.

VOILA plus de sept ans déjà que nous ayons salué cette nouvelle histoire de la littérature qui approche maintenant de son terme. Il ne fallait pas moins de temps pour contenir une telle entreprise : seize gros volumes publiés de façon à aborder simultanément toutes les périodes.

Le premier, paru à la veille de mai 68, symbolisait en quelque sorte les obstacles qu'elle pouvait rencontrer. D'abord, son principe même : l'histoire littéraire est contestée, encore que les esprits les plus novateurs se servent volontiers d'elle, plus ou moins clandestinement ; ensuite, et peut-être surtout, une raideur, une étroitesse, ont tenu de s'y faire jour dans les orientations, qui assentent pu dessécher le projet, mais qui n'ont guère réussi, le plus souvent, à la personnalité des auteurs.

A cet égard, le dernier venu des volumes se signale par un esprit libre et neutre qui souffle où il veut en bousculant allégrement les habitudes, les faux pils et les stéréotypes. Et d'abord, les limites chronologiques assignées à l'ouvrage donnent matière à l'auteur de démontrer avec éclat, par sa démarche même, l'insuffisance de la fameuse notion de « période de transition » (et du même coup celle de « pré-romantisme » qui se trouve être son objet même). Ces tranchées dans le temps, aussi commodément qu'arbitrairement, peuvent être prises comme repères, à condition qu'on ne les respecte point. Se casser le nez sur la borne décennale de 1820, c'est couper en deux

Chateaubriand, c'est-à-dire les *Mémoires d'outre-tombe* — il va sans dire que Bédier-Diderot passe outre — et ignorer jusqu'au nom de Stendhal, avec vingt années de long et bouillonnant apprentissage.

« Dix-huitième siècle » ne vaut d'ailleurs pas beaucoup mieux : c'est suggérer qu'il s'est prolongé jusqu'à 1820, alors qu'en vérité c'est le dix-neuvième qui s'ouvre dans les années 1780. Le vrai titre du livre est bien plutôt celui de son introduction : *la Révolution philosophique et romantique*, dont la dernière ligne constitue une inscription lapidaire de la littérature en ce temps qui « n'est pas une préhistoire : il est bien celui du romantisme même, dans sa genèse et sa jeunesse ».

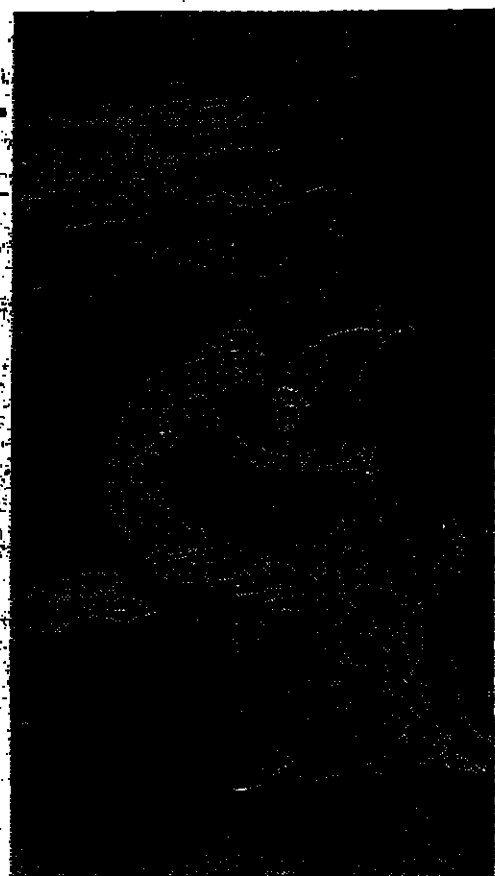
Nulle autre période — et même toutes les autres ensemble — n'est autant que celle-là chargée d'histoire : une histoire explosive, dynamique, accélérée, d'où va sortir tout l'avenir. Aussi la littérature qui a annoncé ces temps nouveaux et les a dans quelque mesure engendrés est-elle exaltée ici « dans l'étoffe de l'histoire » : c'est le titre de la première partie. Histoire totale : « politique », économique, démographique, sociale et, bien entendu, culturelle. La large trépanne point par l'auteur, ou plutôt cet « opéra fabuleux » en trois actes qu'elle met en scène, souligne la situation de la littérature et de l'écrivain, confrontés à l'événement et au mythe, — les recevant, répercutant, amplifiant, les créant.

La seconde partie est une exploration du « romantisme des profondeurs ». Il faut bien

qu'émergent les grandes individualités, les « héros » du nouveau. C'est la première fois qu'une histoire générale et monumentale de notre littérature met au premier rang le paria et le maudit : Diderot et Sade. Dira-t-on que c'est la mode ? Mais rom-mode. En tout cas, on n'imputera pas de la suite à qui aura contribué à la faire. En revanche, qui ne s'étonnera de la « réhabilitation » de Benjamin, quand on sait que Bédier-Diderot, dans les 1820 ans, a fait pour l'écrivain plus qu'à demi espéré, un peu ce qu'avait fait George Sand pour le « petit homme oublié ». Et puis Laclos, il va sans dire. Encore qu'il n'y a pas si longtemps, on le tenait à l'ombre, au fond du second rayon, proche de l'enfer ; et que Lamson ne chât son nom, et des de plus, avec quelque dégoût, que pour faire honneur à Marivaux (celui de *Marianne*) de ne lui point ressembler d'avance !

Point d'écarts pourtant dans la catégorie traditionnelle des « grands écrivains » (l'auteur, d'ailleurs, répudie ces hiérarchies), pas même Goethe de Staël, qui est un monument historique plus qu'un grand créateur. Sur eux tous, règne naturellement Chateaubriand à qui est consacré un véritable petit essai. Vision chaleureuse du « visionnaire de son histoire et visionnaire de l'histoire ».

Il y a, certes, de l'artifice à isoler les saillants du livre. Il faudrait inventorier la richesse du tissu conjonctif où vit le « peuple » littéraire, où fourmille l'événement, et où le lecteur ne cesse de s'instruire. Retenons le savant et savoureux cha-



* Giroud. Illustration pour *Qu'en dit-on*, tirée du livre de Bédier-Diderot.

pitre sur la langue ; les analyses des « correspondances » entre les arts ; les vues sur le mythe napoléonien. Ainsi vue et traitée, l'histoire littéraire appelle toute l'histoire. — Yves FLORENNE.

UN ESSAI DE PIERRE BARBÉRIIS

Chateaubriand hors de son sépulchre

ENSEIGNES ou enseignants, nous avons tous été peu ou prou de corvée d'admiration au bénéfice du vicomte, comme le rappelle plaisamment Pierre Barbéris. Mais fire Chateaubriand aujourd'hui, qui s'y aventurerait ?

La confusion et la contradiction autour de lui sont telles que le public vrai, à juste titre circonspect, se tient quitta de le lire moyennant qu'il puisse char à l'occasion les orages délaissés, Combourg, et le tombeau face à l'Océan compassé (dit la légende) par Jean-Paul Sartre.

Notre homme, il est vrai, n'y met guère du sien. De l'essai sur les *révolutions de 1797 au Génie du christianisme* de 1802, de l'Amélie de René à *Atala*, et même du René de 1802 à celui de 1805, que de sinuosités ! de vagues et de faux repentins ! de grâties et de refaits !

Ne lui tenons pas rigueur de ces palinodies, de ces aveux chuchotés et rétractés, de ces affabulations. Pour une bonne part, l'œuvre a été dictée par la dure nécessité de ces temps de tempêtes. Et ce que l'écrivain voulait dire, l'homme politique et public souhaitait souvent le taire.

C'est tout cela (et surtout qu'il faut d'abord « dé-lire » Chateaubriand pour pouvoir le lire), que montre excellemment Pierre Barbéris dans un tout récent *Chateaubriand, une réaction au monde moderne* (1) qui fait suite à son *René... un nouveau roman* (2) de 1973.

René-Auguste de Chateaubriand, père de notre héros, n'est déjà pas un personnage banal. Grand seigneur misérable, il a l'énergie de faire sa fortune sur mer, durement : comme marin-pêcheur de morue, patron de barque, armateur ensuite, puis corsaire autorisé, et enfin négrier traquant de « bois d'ébène ». Riche, il achète Combourg, un fief princier.

François-René est le dernier des dix enfants (sur dix) survivants du décès du père. Quand ce dernier meurt il n'a que dix-huit ans et tombe de son haut. Il est dépossédé de Combourg (qui vaut alors une fortune) au profit de son frère aîné, et ne reçoit que le vingtième à peu près, du reste (encore considérable) du patrimoine familial. En clair, le système féodal a fait de lui un désolé, un paria.

La Révolution fera de ce paria un exilé. C'est en Angleterre qu'il se retrouve pour huit ans, mourant, à la lettre, de faim et de désirs refoulés, loin de tout, de tous et de toutes. Il sent que la littérature seule peut, dès lors, lui promettre un retour honorable en France. Il écrit donc, à la fois avec l'énergie du désespoir et la lucidité du réalisme. Opportunisme ? Non, mais raisonnablement calculateur.

Or (nous sommes en 1799, il a trente ans passés et n'est encore, strictement, qu'un zéro social), l'occasion s'offre de rentrer par la grand-porte dans une société qui s'approprie à se jeter au pied de Bonaparte et des autres. Il suffit de se faire le chantre d'un nouveau christianisme, celui du sentiment, puisque décidément celui de la raison est mort au siècle des Lumières.

On suivra, cette fois dans l'introduction de Pierre Reboul au *Génie du christianisme* (3), la genèse, d'avril à août 1799, de ce que Chateaubriand nomme lui-même « un ouvrage de circonstance » qui ne saurait « manquer sa vante à cause du nombreux parti qui le porte ».

Il était enechement temps. Brumaire approchait. Et si l'on n'avait rien compris, suggère P. Barbéris, (aux lignes ciblées : *L'autisme me surpasse au milieu de ces incertitudes : l'entraîné avec ravissement dans les mois des tempêtes ? Si cette « entrée » était celle de Chateaubriand dans le combat politique ?*)

Raillement, raillement. Mais tout, dans ce Chateaubriand qu'on nous a fait et noblement guidé (quelque Goethe de format réduit), est transgression, violence, dissimulation. Et, pour commencer, l'inceste, thème central de toute son œuvre romanesque, si clairement mis à jour dans le René de 1802 et si soigneusement censuré dans celui de 1805.

L'homme et l'œuvre, sous la plume vivifiante de P. Barbéris, sortent peu à peu de leur sépulchre blanchi ; et chaque difficulté par lui résolue en soulève une nouvelle, inattendue. Décidément, nous n'avons pas fini d'entendre parler de Chateaubriand.

JACQUES CELLARD.

(1) P. Barbéris, *Chateaubriand*, 322 pages, format poche, collect. « Thèmes et textes », Larousse 1976.
(2) P. Barbéris, *René de Chateaubriand*, 255 pages, format poche, collect. « Thèmes et textes », Larousse 1975.
(3) Chateaubriand, *Génie du christianisme*, éd. G. Goulet-Fleury, Paris 1966, introduction de M. Pierre Reboul.

Publicité

UN TRÈS BEAU LIVRE RELIÉ EST UN CADEAU qui honore à la fois celui qui le reçoit et celui qui l'offre. Michel de l'Ormeaux-Catalogue LM4 sur demande - 4, rue Labrousse, 75015 Paris - Téléphone 842.51.95

CETTE PAGE VOUS DONNE DROIT A DEUX LIVRES GRATUITS.

(Découpez-la aujourd'hui même !)

BON POUR RECEVOIR 2 LIVRES GRATUITS à choisir parmi ces 9 succès :

- ☐ Pierre Banchay - Les Dents de la Mer 252 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 04825 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ Noëlle Lorient - Un ciel 251 pages - Reliure rebroché avec dorures Réf. 04974 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ Patrick Carayon - L'Amour aveugle 253 pages - Reliure rebroché avec dorures Réf. 02164 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ André Souhassan - Un coup de grâce 406 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 06346 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ Christian Bernard - Les hommes ne meurent jamais 408 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 02542 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ Joseph Joffe - Un sac de billes 252 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 04827 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ Gilbert Cesbron - Don Juan en automne 409 pages - Reliure rebroché avec dorures Réf. 06370 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ Roger Sorbiche - La gang 328 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 06184 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ Maurice Mességué - C'est la nature qui a raison 349 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 04709 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.

Cochez les cases correspondant aux 2 livres que vous avez choisis.

Je désire recevoir les 2 livres gratuits dont j'ai coché les titres ci-dessus ainsi que mon cadeau surprise. Ils constitueront mes cadeaux de bienvenue au Club Pour Vous-Hachette auquel j'adhère aujourd'hui aux conditions suivantes :

Chaque trimestre, je recevrai gratuitement votre magazine offrant un choix de plus de cent livres et autres articles de loisir.

Je disposerai alors de 6 semaines pour faire mon choix et vous adresser ma commande accompagnée de mon règlement.

Passé ce délai, si je ne vous ai pas envoyé ma commande, vous m'enverrez automatiquement la « Sélection du Trimestre » présentée dans le magazine et que je vous réglerai à réception.

Je m'engage à rester au Club pour une durée de deux ans minimum et à acheter au moins un livre par trimestre.

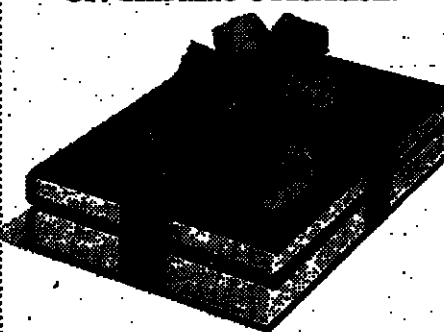
Je bénéficie du tarif d'adhésion préférentiel de 9,50 F que je réglerai après réception de mes cadeaux gratuits. (Attention. Offre limitée à la France Métropolitaine et aux non adhérents).

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Signature obligatoire _____ 388 K



Un service de lecture à domicile, pratique, garanti par Hachette, la plus importante organisation française de diffusion de livres.
Club Pour Vous-Hachette - B.P. 30 77210 AVON.

BON POUR RECEVOIR UN CADEAU-SURPRISE.



Dès que vous nous aurez renvoyé cette page avec le bon ci-dessous dûment rempli et les 9,50 F de droit d'inscription au Club Pour Vous-Hachette, nous vous ferons parvenir, en cadeau de bienvenue, un cadeau-surprise avec vos 2 livres gratuits.

BON POUR FAIRE PARTIE DES MEMBRES PRIVILEGIÉS AU CLUB POUR VOUS-HACHETTE en payant 9,50 F seulement de droit d'inscription.

CARTE D'ENTRÉE AU CLUB POUR VOUS-HACHETTE
Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Signature obligatoire _____

En répondant, dès aujourd'hui, à notre offre, vous bénéficiez d'un droit d'inscription préférentiel : 9,50 F seulement pour entrer dans un Club qui vous permettra de vous constituer une splendide bibliothèque (qui commence par 2 livres gratuits) à des prix très réduits ! Vous bénéficierez en plus, de prix super réduits sur des disques et autres articles de loisir et des cadeaux pour vous remercier de votre fidélité.

BON POUR ÊTRE TOUJOURS AU COURANT DES LIVRES QU'IL FAUT AVOIR LUS.

Notre Comité de Lecture (composé d'écrivains aussi prestigieux que H. Bazin, Cl. Mauriac, A. Frossard, F. Mallet-Joris, R. Sabatier), sélectionne pour vous les meilleurs ouvrages et vous propose les titres qu'il faut absolument lire.



RENOVEZ CETTE PAGE AUJOURD'HUI MEME SOUS ENVELOPPE AFFRANCHIE AU CLUB POUR VOUS-HACHETTE B.P. 30 - 77210 AVON

BON POUR UN ABONNEMENT GRATUIT AU MAGAZINE LITTÉRAIRE DU CLUB POUR VOUS-HACHETTE.



Un magazine tout en couleurs qui vous présente, chaque trimestre, plus de 100 grands succès de littérature.

BON Pour se constituer une prestigieuse bibliothèque de beaux livres reliés en les payant moins chers que les éditions du commerce.



BON POUR ACCUEILLIR CHEZ VOUS DIDEROT, SOLJENITSYNE, CESBRON, SAGAN

et bien d'autres grands auteurs de la littérature française et mondiale, tels que :

- Félicien Marceau
- Henri Troyat
- Boris Vian
- Graham Greene
- Roger Peyrefitte
- Guy des Cars
- Françoise Sagan
- Ella Kazan
- Henry Miller
- Agatha Christie, etc.

Dans le n° 118 du

magazine littéraire

Dossier :

RENÉ CHAR

SARTRE

porle de Flaubert

(entretien par Michel Sicard)

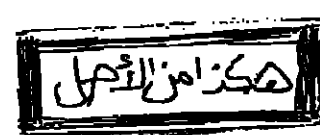
Supplément spécial

BELGIQUE

Où en sort la littérature, la poésie, la bande dessinée, l'édition, en Belgique francophone ? l'actualité littéraire

En vente dans tous les kiosques : 7,50 F.

MAGAZINE LITTÉRAIRE
40, rue des Saints-Pères,
75007 PARIS
Téléphone : 544-14-51



ROBERT LAFFONT

"Un roman dense et dru où Jacques Lanzmann nous donne le meilleur de lui-même : son angoisse et sa rage de vivre"

Yvan ALBERT (ARNDT) (Le Monde)

"Ce récit qui devrait nous serrer la gorge déclenche irrésistiblement le rire. Écoutez, ici c'est le cœur qui parle."

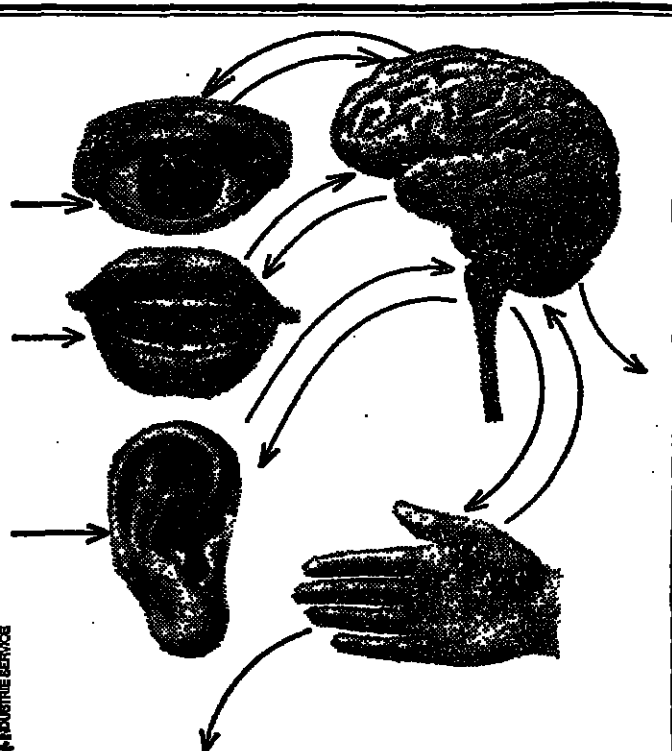
GABRIELLE ROLIN (Le Monde)

"Jacques Lanzmann, à la mi-temps de son âge mûr, a pris du ton et retrouvé sa verve ancienne, amplifiée, assurée."

MATTHIEU GALEY (L'Express)

"Il a le ton, la vitesse, le négligé savant. Il se raconte et il raconte les siens avec une cruauté et une liberté épatantes."

FRANÇOIS NOURISSIER (Le Point)



- Code pour l'analyse des formes de poteries 45 F
- La libération de la France 180 F
- Manaski, hommes et milieux des vallées du Népal central 98 F
- Le luth et sa musique (réimpression) 59 F
- Peiresc, Lettres à Malherbe 42 F
- 25 années de recherche en synthèse de la parole 38 F
- Œuvres pour luth de Julien Belli 54 F
- Les arabes par leurs archives 145 F
- Atlas linguistique et ethnographique du Centre (tome II) 470 F
- Écriture et civilisation 32 F
- La préhistoire française (2 tomes) 320 F
- L'objet pictural de Matisse à Duchamp 32 F

profession _____
adresse _____
achetez le ou les livres cochés ci-dessus _____
chez son libraire ou à défaut aux Éditions du CNRS (réception jointe) et demandez votre documentation. O Trésor de la langue française O Revue de l'art O Autres revues.

Éditions du CNRS
15 quai Anatole France 75700 Paris
C.C.P. Paris 9151-53 - Tél. : 555.92.25 - Télex 260034 Ed. 27

Les États-Unis à travers les livres

LA NOUVELLE ROME

Désillusions d'une puissance impériale

★ LA SPLENDEUR ET LE REVE : vol. II, « Le Dialogue avec l'univers. 1881-1972 », de William Manchester, traduit de l'américain par Donald Harper, Robert Laffont, 725 p., 39 F.

★ LA PRÉSIDENCE IMPÉRIALE, d'Arthur M. Schlesinger, traduit de l'américain par Louis Bachelard et Rosette Lefebvre, PUF, 563 p., 39 F.

UN double combat prélude au second volume de William Manchester, la Splendeur et le Réve : en Corée, les troupes américaines livrent une lutte acharnée aux troupes communistes ; à Washington, le « Grand Débat » oppose internationalistes et néo-isolationnistes au Sénat. A la fin de cet épais et riche ouvrage, Kissinger signe l'accord mettant fin à l'engagement américain dans le conflit vietnamien.

Entre ces deux dates, nous assistons au prodigieux développement d'une puissance impériale. Des régions de plus en plus vastes et éloignées viennent s'ajouter à la zone considérée par l'Amérique comme vitale pour sa sécurité. Washington, nouvelle Rome, envoie partout ses techniciens, ses soldats, ses agents secrets et vient directement au secours de son image menacée. Le dialogue a moins lieu, en dépit du sous-titre, avec l'univers, tout entier qu'avec la Russie, ou la Chine dans les dernières années. En se contentant d'effleurer les éventuelles divergences interalliées, Manchester accentue l'impression d'un monologue de l'Amérique devant ses protégés.

Les grandes mutations de la civilisation américaine, de la révolution des communications par la télévision à la révolution sexuelle, suffisent à nous le ramener : les États-Unis ont presque toujours guidé, dans ces années, les grands changements qui ont bouleversé l'Occident.

Étrangement, Manchester ne s'attarde que peu sur cette dimension culturelle de l'empire, et encore moins sur ses supports monétaire et économique : le rôle du dollar et la souplesse d'adaptation des multinationales. Il met l'accent sur les bouleversements technologiques qui ont réduit le monde à l'échelle d'un continent et à chaque superpuissance la capacité de détruire la planète. C'est la révolution nucléaire qui a fait de sa sécurité physique la grande priorité de l'Amérique. C'est en 1957 que l'apparition des missiles intercontinentaux donna une nouvelle impulsion à un mouvement entamé quelques années plus tôt : l'émergence d'une « présidence impériale » dans une Amérique qui s'était donnée la tâche d'une grande partie de l'univers comme vocation nationale.

C'est ce phénomène qu'étudie Arthur M. Schlesinger dans une analyse brillante, où l'érudition ne nuit jamais ni à l'élégance ni à la force de démonstration. Éminent historien, mais aussi ancien conseiller de deux présidents, Schlesinger tire une leçon qui n'intéresse pas que ses seuls concitoyens : si, au début des années 70, le président des États-Unis était devenu, « en ce qui concerne la guerre et la paix, le monarque le plus absolu de l'Occident ».

peut-être de Mao Tse-tung en Chine) de toutes les grandes puissances du monde », c'était moins la sagesse des pères fondateurs qui était en cause qu'une vision erronée de la sécurité de l'Amérique et un affaiblissement de la fibre démocratique.

Certes, la Constitution n'est pas exempte de flou et de mystère dès qu'il s'agit de la paix ou de la guerre : le Congrès est seul habilité à déclarer cette dernière, mais le président n'est-il pas investi, naturellement, du droit de repousser une attaque soudaine ? Dès lors que le pays pouvait un jour se retrouver détruit par ses ennemis, il était inévitable que s'affirmât la primauté présidentielle : l'importance du secret, l'urgence des décisions, les exigences de l'information, tout, en cas de crise ou d'agression, faisait de lui l'ultime et unique responsable de la survie de la nation.

Les présidents ont peu à peu institutionnalisé l'habitude de ne plus consulter le Congrès. En gausseant la notion de « guerre défensive », l'empire a rois en péril l'équilibre démocratique. Johnson porta, avec l'escalade au Vietnam, le mouvement à son apogée. Puis Nixon entreprit d'étendre aux affaires intérieures une prérogative jusqu'alors réservée aux rapports avec l'étranger. Seuls, les égarements de sa psyché tourmentée et, évidemment, le fiasco du Watergate, provoquèrent, selon Schlesinger, une réaction salutaire face à son dessein « révolutionnaire » : l'instauration d'une présidence « plébiscitaire » où le verdict des électeurs sert de couverture à tous les agissements de son administration.

Le problème est moins constitutionnel qu'historique, moins institutionnel que politique. La solution ne réside pas dans une érosion des pouvoirs du président. Mais il appartient à un Congrès, qui fut longtemps, par incompréhension ou complaisance, l'artisan le plus enthousiaste de sa propre impulsion, et aux électeurs de rappeler à la Maison Blanche qu'elle ne saurait impunément abuser des pouvoirs qui ne lui sont que confiés.

Le décrochement

En « démythifiant » une prérogative dont il reconnaît avoir été un « chantre exalté », Schlesinger trahit une évolution dont Manchester se fait un remarquable chroniqueur. Entre une nation où Adlai Stevenson, candidat à la présidence en 1952 et 1956, préférait « perdre l'élection » plutôt que « fourvoyer » son peuple, et un pays dont les dirigeants organisent, en 1972, des comités de cambioleurs pour mieux contrôler le vote des électeurs, le chemin paraît long. Il ne dure que vingt ans, ces vingt ans dont Manchester nous donne un récit souvent passionnant, avec un art consommé de la mise en scène.

Par sa façon même d'écrire l'histoire, il restitue les espérances, la mystique, puis le désenchantement d'une Amérique confrontée à de perpétuels bouleversements. A l'euphorie satisfait des années 50, il substitue insensiblement la foi missionnaire du

début des années 60, que menacent déjà les germes destructeurs de l'espérance. Nous voyons ainsi le Noir, « homme invincible » d'un passé encore récent, croire au rêve de la déségrégation au début de cette seconde décennie. Mais le mouvement non-violent se heurte rapidement et à l'opposition des Blancs, qui jugent ses leaders trop exigeants, et à l'hostilité de ceux des Noirs, qui dénoncent en eux des « Oncles Tom » timorés.

De même, l'Amérique de l'opulence des années 50 ne doute pas de l'emporter sur sa seule ennemie déclarée : la pauvreté. Une décennie après, elle n'aura toujours pas pu l'extirper, mais elle sera aussi menacée par des maux qu'elle aura elle-même engendrés : la pollution, les excès de la publicité, l'habitude de gaspiller.

Dans un pays où 60 % de la population avaient moins de vingt-cinq ans dans les années 60, la jeunesse américaine était un champ d'investigation privilégié. Manchester consacre de nombreuses pages à ses problèmes, à ses goûts, à son éducation, et, à travers elle, à la culture américaine. De la génération satisfaite des années Eisenhower, dont l'homme au complet gris était le modèle et la gestion des entreprises la vocation suprême, aux campus agités, aux déserteurs, voire aux drogués de la fin des années 60, on mesure mieux toute la distance qui sépare une Amérique triomphante d'une Amérique désenchantée.

C'est peut-être là que ces deux livres, de style très différent, convergent finalement. L'Amérique demeure une formidable puissance, doute d'une remarquable capacité créatrice. La présidence reste, et de l'aveu même de Schlesinger, doit rester, une institution solide, jouissant d'une primauté sur le Congrès. La lecture de ces deux ouvrages crée pourtant, au-delà de ces caractères permanents, l'impression d'un décrochement. Tous deux le placent au même moment : lors des années Kennedy. Que Manchester ait consacré un précédent ouvrage à la mort de ce président dont Schlesinger fut l'apologiste fervent n'est pas le fait du hasard. Qui, mieux que Kennedy, fit, lors de la crise des missiles de Cuba, la magistrale démonstration de l'aptitude du président à assumer la sécurité de sa nation ? Qui, plus que lui, parut incarner la foi de l'Amérique en sa capacité à assurer la croissance aux pays sous-développés et la justice sociale à ses propres déshérités ?

Aujourd'hui, les limites de son œuvre intérieure ne sont plus à démontrer ; les hommes « les meilleurs et les plus intelligents » (1), qu'il avait choisis pour l'aider à vaincre le fardeau de leur étonnante responsabilité dans la tragédie du Vietnam ; et les credos de la « nouvelle frontière » sont recouverts de poussière. Pourtant, ce dont l'Amérique manque peut-être le plus, c'est encore de ces illusions perdues.

PIERRE MELANDRI.

(1) Je fais évidemment allusion ici au livre de David Halberstam : On les disait les meilleurs et les plus intelligents. Laffont, 1974.

Deux siècles de relations avec la France : pour le meilleur et pour le pire

★ LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS. — Des origines à nos jours, de Jean-Baptiste Duroselle. Un vol. de 286 pages, aux Éditions du Seuil, 39 F.

PROFESSEUR à la Sorbonne et membre de l'Institut, l'auteur, qui a consacré de nombreux ouvrages à l'histoire des relations internationales, reconnaît que son dernier-né tient de la sagace. En dépit de longues périodes de calme et même d'inactivité, il s'est passé tant de choses, en effet, entre la France et les États-Unis au long de deux siècles, qu'il faut un grand art du raccourci pour les résumer en moins de trois cents pages. Guite à passer peut-être un peu vite sur les aspects économiques, et notamment sur le rôle des multinationales, M. Duroselle y a fort bien réussi. Et l'on trouve dans son livre ce qu'il faut de notations psychologiques, de portraits, de citations bien venues, voire d'anecdotes, pour en rendre la lecture agréable.

Ce n'est pas sans quelque mélancolie qu'un Français voit se transformer au fil des années les rapports de puissance entre les deux nations. En 1918 encore, l'armée américaine se battait sous commandement français avec des armes en grande majorité françaises. Il suffit d'un petit quart de siècle pour que la situation soit inversée. L'adaptation a été difficile, ce qui contribue à expliquer la méfiance réciproque entre Roosevelt et de Gaulle, et un malaise passe encore sur les relations franco-américaines. On peut trouver un peu rapide, à ce propos, l'énumération par M. Duroselle des causes de l'anti-américanisme latent dans diverses couches de l'opinion française. De même, y aurait-il lieu de nuancer telle ou telle de ses affirmations — sur le jugement américain à l'égard des accords de Genève de 1964 ou sur l'état d'esprit de de Gaulle au moment de sa rencontre avec M. Macmillan à Rambouillet, en décembre 1962, mais on ne peut que louer, la lucidité et l'honnêteté du tableau d'ensemble qui est ainsi présenté.

En cette année du bicentenaire, au lendemain de l'élection présidentielle, alors que trop de Français ont tendance à ne regarder les États-Unis qu'à travers un filtre fortement

coloré de Vietnam, de Watergate et de difficultés économiques, il était bon de rappeler tout ce qui, pour le meilleur et pour le pire, a marqué l'histoire des deux peuples : la reconnaissance, d'incompréhension, voire de jalousie. — A.F.

« Le diplomate de l'impossible »

★ KISSINGER, DIPLOMATE DE L'IMPOSSIBLE, de Maurice Ferro. Éditions France-Empire, 264 pages, 39 F.

SI les livres consacrés à M. Kissinger et à sa diplomatie sont maintenant nombreux outre-Atlantique, ils sont rares en France. Le livre de Maurice Ferro, « Kissinger, diplomate de l'impossible », comble cette lacune en présentant un tableau assez complet de l'activité du « chér Émir » depuis son recrutement par Nixon à la fin de 1969 jusqu'à sa dernière grande performance — ou plutôt contre-performance — en Angola au début de cette année. La négociation sur le Vietnam, la diplomatie de la navette au Proche-Orient, la détente avec la Chine, les rapports avec la France de Pompidou et Michel Jobert constituent les temps forts de cet ouvrage, qui s'impose véritablement comme des frères jumeaux et des commentateurs américains.

En revanche, l'origine juive de M. Kissinger paraît un peu trop souvent présentée comme un facteur important de son attitude et pas toujours très à propos. L'on regrettera aussi que les relations avec la Chine soient assez peu évoquées, de même que le rôle de M. Nixon, qui a tout de même été, en plusieurs circonstances, plus important que celui de son secrétaire d'État. L'auteur est en tout cas très élogieux pour ce « petit républicain juif allemand, qui passera sans doute à la postérité comme l'un des plus grands ministres des affaires étrangères que les États-Unis aient connus, le plus grand peut-être ».

SECURITE

avec **POLYPENE**
serrure de haute sécurité

dans votre porte un mouvement analogue à celui d'un coffre-fort

Verrouillage par 4 barres d'acier agissant dans les 4 directions à partir de la serrure. Le tout encastré dans l'épaisseur de votre porte (système invisible).

Prix 1 400 F TTC pose comprise
Crédit : 3 à 21 mois sur demande
Posée partout en France

POLYPENE

99, rue du Chevaleret 75013 Paris tel. 584.12.12

Je désire obtenir gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation complète sur la serrure haute sécurité POLYPENE

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Bât. _____ Esc. _____ Tél. _____

à envoyer à POLYPENE-FRANCE 99, rue du Chevaleret 75013 PARIS

صلى الله عليه وسلم

La correspondance de Rilke

* CORRESPONDANCE de Rainer Maria Rilke, « Œuvres III », édition établie par Philippe Jaccottet, traductions de Stasie Bréd, Philippe Jaccottet et Pierre Klossowski. Éditions du Seuil, 65 F.

Le poète autrichien, né à Prague en 1875, mort à Valmont en 1926, a essayé tout au long

de sa vie quelque dix-huit mille lettres, dont beaucoup sont encore inédites. A la suite du volume de *Prose*, paru en 1966, et du volume de *Poésie*, paru en 1972 les éditions du Seuil publient à présent une *Correspondance* de Rainer Maria Rilke.

Le choix des six cents pages ici présentées a été effectué par Philippe Jaccottet — dont on réédite dans le même temps le *Rilke par lui-même* — à partir de l'édition donnée par l'Insel Verlag et de quelques traductions françaises précédentes.

Le mécanisme de l'œuvre, l'inspiration de la vie

On a dit que toute la mathématique intérieure de Rilke tendait à changer le temps en espace. Une fois encore, nous nous trouvons ici moins dans un temps qui se déroule que dans l'ouverture d'un lieu. « Chacun ne connaît finalement qu'un seul conflit (...) — le mien est d'accorder vie et travail dans le sens le plus pur ; quand il s'agit du travail infini de l'artiste, les deux directions s'opposent. » (Lettre à la comtesse M., le 10 mars 1921).

Les lettres sont exactement le champ de cette lutte, si l'œuvre est l'issue du conflit, le traité de paix avec les puissances adverses, l'adjonction du territoire gagné. L'œuvre achevée proclame que nul ne peut écrire sans avoir assumé l'humain, la preuve dans *Les cahiers de Malte Laurids Brigge*, affirme que la fin de la poésie est le salut de l'homme.

Les lettres — et sans doute aussi le *Journal* qu'il faudra bien publier un jour — claquent que le salut est acquis après un enfer de travail et profite à tout le monde, en fin de compte, hormis l'auteur. L'art est « contre nature », une « inversion totale ». Dans une lettre à Benveniste, le 7 février 1914, Rilke a écrit : « Aussi longtemps que l'humain ne me concerne pas, je lui vous

une compréhension amicale. (...) Mais chaque fois que j'ai été engagé à l'humain, lié à lui, il m'a paralysé, j'ai défailli, j'ai reculé avec effroi je ne sais où — j'ai tout refusé. » Cette correspondance est, au second plan, l'histoire d'un homme qui vivait mal. Les chemins pour aller vers les autres et les immenses expériences lui étaient a priori fermés, puisque avant lui ils étaient parcourus. Cela se traduit par un certain nombre d'échecs, de dérobades, un type de relations imposé à des êtres — Benveniste, Merline — parfois déçu.

Mais le premier intérêt de ce texte est de tout nous apprendre sur le « comment » d'une œuvre. Cette relation d'un conflit entre la vie et le travail de l'artiste n'est pas un thème pour moraliste. C'est le carnet de bord d'une exploration incommensurable, une aventure de la connaissance, la tentative de mettre en forme une matière fluide — « la vie », — pleine de contradictions, dont nous percevons à grand-peine quelques bribes, défigurées en outre par la sédimentation des clichés. Il faut, pour cela, un supplément de travail, c'est-à-dire un langage neuf. Il faut un pouvoir de concentration que l'objet même

de l'observation vient à tout moment détruire. Et si Rilke a écrit tant de lettres, c'est que, en l'écoutant, ses correspondants — surtout des femmes, une certaine passivité étant ici la bienvenue — participaient déjà à son travail, le laissant crayonner ses esquisses comme il le voulait sur leur être.

La première lettre ici publiée date de Toulon, le 20 mai 1900. Rilke a déjà beaucoup écrit, une énorme littérature sans contours. Mais il avait rencontré en 1897 Lou Andreas-Salomé, leur premier voyage en Russie datait de 1899, Rilke était alors un poète en train de naître. On voit, dans cette page, comment Rilke tourne autour de Tolstoï et, avec une subjectivité qu'une admiration presque servile envers son modèle ne juge pas, en fait une figure rilkéenne de dimensions encore restreintes : « ... il se penche, d'un geste qui semble vouloir saisir, un même temps qu'elle, le parfum qui flotte autour, pour cueillir une fleur. »

Une écume de concepts

La seconde partie de cette correspondance (1902-1910) nous fait assister à la lutte livrée par Rilke contre une trivialité préraphaélite de l'appréhension du monde. A qui s'adresse-t-il alors ? Parfois à Lou Andreas-Salomé, presque toujours à Clara Westhoff, qu'il avait rencontrée, après sa rupture avec Lou en 1900, dans la colonie artistique de Worpswede. Clara Westhoff était sculpteur, elle avait été l'élève de Rodin et rendit à Rilke le même service que Lou : lui donner un lieu, un point d'arrêt, la section nouveau avec le monde. Mais ce n'était pas une famille, ce n'était pas un bonheur quotidien : c'était une ville, Paris, et un maître, Rodin, bientôt suivi par Cézanne. Et si, avec Clara, l'intimité fut brève, les lettres qu'il lui envoya ne sont jamais une narration de ce drame, mais le journal d'une conquête, celle d'un vocabulaire précis à travers une éthique du travail.

Le 2 septembre 1902, Rilke décrit à sa femme l'atelier de Rodin. A ce moment-là, il se perd dans une écume de concepts : « Une impression forte et singulière. L'œuvre d'un siècle, une armée de travail. Cela défie la description. Tout ce qu'il y a là. Tout. » Mais le 9 août 1903, on lit ceci : « Nul mouvement ne s'égare plus, parce qu'il sait que les ondulations du plan le plus calme

contiennent du mouvement. » Rilke est « dans » l'œuvre de Rodin. Désormais, c'est un autre concept qui le sauve, mais celui-ci n'engendre aucune fumée camouflante : le travail.

Certes, Rilke n'échappera jamais à la métaphore. En une demi-page, on voit que Rodin l'accueille comme un lieu, une source, un bois, un chemin, un grand chien, un dieu d'Orient, le sourire d'une femme. Mais à force de duré la métaphore va établir avec le réel une correspondance féconde : « Espérant une messe de minuit, je suis sorti vers 11 heures ; les ruelles, les escaliers s'allongeaient entre les murs tels des drapaux détachés de leur hampe et couchés à terre, noirs et blancs, une bande d'ombre, celle des murs, et une bande de lumière ; car c'était la première nuit après la pleine lune. » (A Clara Rilke, le 1^{er} janvier 1907.)

Rilke, pendant ce temps-là, écrit *Malte*. Il applique cette fois sa puissance de travail et sa volonté d'intériorisation à ce que l'humain contient de pire, il voulait être « dans » ce qu'il nomme le laid, le lépreux, le terrible. Il y parvient, de telle manière que l'humain traversé gît à présent derrière ses épaules. En Rilke est demeurée l'angoisse, avec l'obligation d'une création nouvelle. Finalement à ce jeu qu'il a gagné pour les autres, il désespère.

Longtemps, il se voit dans l'impossibilité de renouveler ni ce prodige-là ni un autre. Commence alors la période de ses voyages, et d'une longue stérilité. En pourtant, malgré le vide qu'il dénonce en lui, il utilise ses correspondants — Lou Andreas-Salomé, la princesse de Tour et Taxis, la pianiste Magda von Hattinberg — pour faire naître en lui les thèmes de son œuvre future. On le voit s'approcher de Duino, s'y installer, le quitter et y revenir, jusqu'à la lettre du 11 février 1922 à la princesse de Tour et Taxis : « Enfin, princesse, enfin voici le jour béni — ô combien béni, dès lors que je puis vous annoncer la conclusion, pour autant que je prévois, — des *Élégies*. »

A son art qu'il jugeait « une splendeur », ces lettres n'ont rien dérobé. Elles l'aident, le préparent et l'annoncent. Il est possible qu'elles aient amené à Rilke une génération de lecteurs modernes plus captivés par ces rouages bruts et vrais que par l'œuvre achevée, et ses ambiguïtés vertigineuses.

NICOLE CASANOVA.

Trop de pudeur ?

LES femmes de Rilke, les femmes pour Rilke... C'est un thème que la critique universitaire a longtemps tenu pour indécemment anecdotique, ou prématuré. Comme si l'entrée en Rilke, dans le labyrinthe Rilke, devait s'accompagner de l'engagement de ne jamais forcer quelques cryptes murées marquées d'un nom : Lou, Benveniste, Merline.

A lire Philippe Jaccottet, poète, à pressentir ce qui dicte sa démarche de traducteur, à le voir à la télévision lors d'un récent débat — si mimés avec Rilke lui-même, — un autre mot vient expliquer les réserves qui, sur ce thème, ont limité le choix pratiqué dans la *Correspondance*, encore qu'il ne s'en explique pas : la pudeur. Pudeur des secrets de l'homme Rilke, si états soient-ils par cet insaisissable scripteur. Ne pas tenter d'expliquer au-delà des mécanismes visibles de la prose rilkéenne. Plus encore, pudeur devant l'être-poète. Le poète Philippe Jaccottet respecte l'incertitude et les silences du poète Rilke.

Est-il bien certain, cependant, que l'avalanche des aveux rilkéens doit échapper à tout défillement ? Lequel ne saurait être que total. La présente édition de la *Correspondance* y met des bornes et note dans le mouvement général des lettres quelques drames qui ont donné à l'œuvre ses axes et ses interprétations possibles.

La relation à Lou Andreas-Salomé d'abord. Elle n'apparaît ici



Lou Andreas-Salomé.

qu'après la première étape, celle de la passion. Et ses moments décisifs ne surgissent guère, ou en tout cas ne sont pas nettement dessinés. La période 1911-1914 en particulier, décline pour l'éclatement des *Élégies* de Duino, est noyée dans le courant.

Des flots avec Clara Westhoff, l'épouse, les témoignages sont parloureux, comme pour confirmer l'oubli fréquent de celle qui recevait ces mots : « Oui, il est étrange que pour nous les commencements coïncident toujours plus ou moins avec les changements. Que les moments d'interruption se produisent presque toujours quand les rêves montent : c'est alors comme pour la vigne taillée trop tard : ce qui aurait dû être bouche devient blessure. »

De changement en changement, que cherche Rilke ? Qu'est-il poussé à répéter ? Il l'exprime à peu près noir sur blanc dans *Malte* en évoquant le personnage de la mère de son héros. Quel amour pour lui s'adressera enfin à la femme et non plus à une mère ? Toujours, recontant une femme nouvelle, il y retrouve la mère. Cela, Lou l'avait compris. Clara aussi. L'une accepta d'écrire *Malte* ; l'autre quitta d'un commencement. L'autre fut l'issue de tant de blessures. Mais l'amitié demeura.

Ce ne sont pas là pures données biographiques, mais ferment de l'œuvre même. La nécessité du choix pour l'édition française va de soi. Il n'empêche qu'elle aboutit à peindre un trompe-l'œil, si somptueux soit-il, sur un mur aveugle.

JACQUES NOHCOURT.

si vous aimez LES LIVRES si vous ne savez plus... où les mettre... Pour vous installer ULTRA-RAPIDEMENT à des prix IMBATTABLES MAISON DES BIBLIOTHÈQUES Catalogue illustré gratuit. 150 modèles tous formats, imperméables, indéchirables, des Rustiques, des Contemporaines, des Styles, du sur mesure.

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES 75014 PARIS - 61, rue Froidevaux - Tél. 633.73.33

Découvrez Marc Cholodenko

Flammarion.



"Cholodenko est le fils de Proust...personne ne sait comme lui, dire l'amour."

Anne Pons - Le Point.

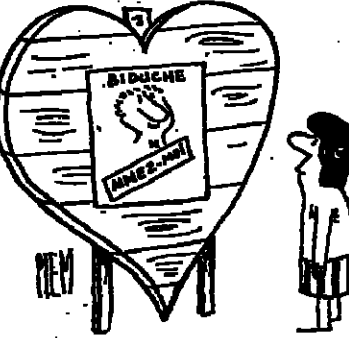
"Le style, l'intelligence et surtout l'ambition de son entreprise suffiraient à le distinguer du lot des débutants... voici un fameux événement."

Matthieu Galey - L'Express.



Les états du désert de Marc Cholodenko. 376 pages. 48 F. FLAMMARION

Jean-Pierre Piotet Piem NOUS SOMMES TOUS DES CANDIDATS



Démystifier l'homme et la vie politique, faire apparaître clairement les voies du succès à un candidat tel est l'objet de cet ouvrage... et même si vous n'êtes pas candidat apprenez les règles du jeu !

PRESSES DE LA CITE

MARIE-LOUISE HAUMONT LE TRAJET

"...un ton juste, dont l'intelligence et la sensibilité vont assez loin". Angelo Rinaldi - L'Express
"Une résonance prenante". Lucien Guissard - La Croix



GALLIMARD

PRESSE

Protestation du Syndicat du Livre C.G.T. contre l'évacuation d'une usine clermontoise

Le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. appelle, ce jeudi 4 novembre, à un rassemblement devant le siège de la SNEP (Société nationale des entreprises de presse) à Paris — assorti d'un ordre de grève d'une heure au moins — par la Fédération française des travailleurs du Livre — pour protester contre l'évacuation par les forces de police, mercredi matin, de l'imprimerie Mont-Louis, à Clermont-Ferrand, occupée depuis le 25 octobre (voir nos dernières éditions de mercredi). L'ordre de grève, qui par ailleurs, a été lancé mercredi par le syndicat du Livre régional, empêche la parution, ce jeudi 4 novembre, du quotidien la Montagne à Clermont-Ferrand.

Le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T., dans un communiqué, « proteste énergiquement contre cette escalade dans la répression antisyndicale. Après l'évacuation des imprimeries IMRO, Caron-Ozanne, Delia-Graphique, les procès intentés aux travailleurs du Parisien libéré, la répression est utilisée comme méthode par le pouvoir et le patronat ».

Appelant ses adhérents à manifester, le Livre parisien précise que « des arrêtés de travail seront observés dans chaque entreprise du Livre de la région parisienne. Les travailleurs du Livre, attachés aux libertés, rejettent toute forme de répression. Ils redoubleront d'efforts pour la satisfaction de leurs revendications ».

Dans l'ancienne imprimerie de Pierre Laval

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — L'imprimerie clermontoise Mont-Louis, ancienne propriété de Pierre Laval, dévouée à la Libération, à la Société nationale des entreprises de presse (SNEP), a rou-

vert ses portes ce jeudi 4 novembre, après avoir été paralysée près d'un mois. La reprise d'activité s'est faite dans des heures et le rythme de travail est quasi normal. L'évacuation de l'usine par les forces de police, mercredi matin, avait entraîné une réaction immédiate des travailleurs du Livre de l'agglomération clermontoise, et l'ordre de grève à la Montagne a entraîné la non-parution du journal ce 4 novembre.

«SUD-OUEST» : un conflit qui en cache un autre.

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — Le journal Sud-Ouest n'a pas paru ce jeudi 4 novembre, à la suite d'un mouvement de grève des ouvriers du Livre C.G.T. Cette grève fait suite à quelques débrayages qui avaient compromis plusieurs éditions du journal les jours précédents.

A l'origine du conflit, le refus de la direction d'embaucher définitivement un ouvrier qui effectuait depuis plusieurs années des remplacements de vacances avec des contrats à durée déterminée. Refusant le qualificatif de « mesure discriminatoire » employé par le syndicat du Livre pour expliquer la grève, un communiqué de la direction de Sud-Ouest précise : « Neuf contrats à durée déterminée sur treize ont été renouvelés au service des rotatives dans l'attente des reclassements internes motivés par l'adaptation aux nouvelles techniques. Les critères habituels d'embauche de ce personnel temporaire ont été respectés en conformité avec la convention collective ».

Il semble, en fait, que la véritable cause du conflit soit surtout le non-aboutissement des négociations en cours, entre la direction de Sud-Ouest et le syndicat du Livre, à la suite de l'introduction des techniques nouvelles d'impression.

LE LIVRE «PRISON D'AFRIQUE» RESTE SAISI

Faisant droit au « déclinatoire de compétence » déposé au nom du ministre de l'Intérieur, Mme Simone Rozès, président du tribunal de Paris, s'est déclaré incompétente, mercredi 3 novembre, pour statuer en référé sur la demande de mainlevée de la saisie de cet ouvrage de M. Jean-Paul Alata, saisie pratiquée sur arrêté du 22 octobre de M. Poniatowski (le Monde du 4 novembre).

Mme Rozès estime que l'appréciation de la validité d'une telle mesure relève de la compétence des juridictions administratives.

SCIENCES

M. BARRÈRE EST NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION ASTRONAUTIQUE INTERNATIONALE

Un Français, M. Marcel Barrère, directeur général de l'énigmatique de l'ONERA (Office national d'études et de recherches aéronautiques), a été élu président de la Fédération astronautique internationale. Il succède à M. Leonard Jaffe (Etats-Unis). M. Barrère est un spécialiste de la cinétique chimique dans les écoulements à grande vitesse, discipline essentielle pour la mise au point des fusées.

LISEZ

« le Monde des philatélistes »

LE DIX MILLIÈME NUMÉRO DE «L'AUREORE»

Le quotidien l'Aurore célèbre, ce jeudi 4 novembre, son dix millième numéro et publie à cette occasion un fac-similé du célèbre J'accuse, d'Émile Zola, qui occupe toute la première page de l'Aurore, daté 13 janvier 1898, et qui marquait le tournant de « l'affaire Dreyfus ».

Ce dix millième numéro reproduit également les réponses de nombreuses et diverses personnalités à qui l'Aurore avait demandé leur opinion à cette occasion. « Dans la démocratie française, qui doit pratiquer la tolérance », écrit par sa part M. Giscard d'Estaing — la tradition d'indépendance de l'Aurore a la valeur d'un symbole ».

M. Georges Marchais, quant à lui, après avoir manifesté « étonnement et surprise » pour cette initiative, souhaite « que les Français puissent avoir une diversité de journaux de sensibilités différentes ». « Et ce que je dis là, précise le secrétaire général du P.C., vaut pour aujourd'hui et pour demain ».

C'est le 11 septembre 1944 que Robert Lenz, à l'âge de 12 ans, a créé ce journal, dont quelques numéros avaient été publiés en 1942 dans la clandestinité.

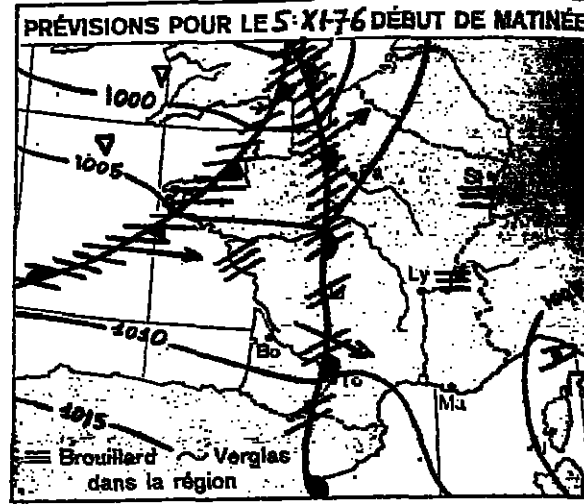
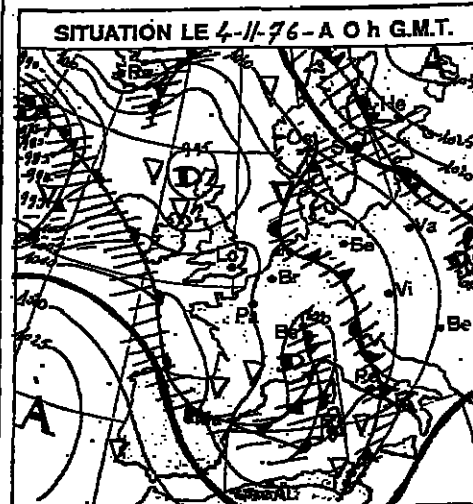
Le Courrier de Paris, nouveau mensuel (3 F.), vient de faire paraître son premier numéro, tiré à cinq mille exemplaires, format tabloïd. En vente dans les kiosques, ce journal entend traiter tous les sujets concernant Paris et la région parisienne en apportant une information « dépourvue de toute contingence politique ou économique ».

Le Courrier de Paris pourrait devenir hebdomadaire s'il rencontre une audience suffisante.

La modernisation des entreprises de presse britanniques vient de faire l'objet d'un accord entre la quasi-totalité des syndicats de presse et des propriétaires de journaux de Fleet Street. Les deux parties ont arrêté en commun, annoncent-elles, un certain nombre de principes : l'introduction des technologies nouvelles n'entraînera pas de licenciements ; elle se fera après accord amiable ; des procédures détaillées seront mises au point couvrant les départs volontaires à la retraite et le montant des pensions. — (A.F.P.)

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 4 novembre à 0 heure et le vendredi 5 novembre à 24 heures :

L'air froid qui a pénétré sur la France à l'arrière de la perturbation qui a affecté la moitié sud de notre pays progressera vers la Méditerranée et stagnera aussi sur nos régions orientales. La perturbation, actuellement sur la proche-Atlantique, pénétrera lentement à travers notre pays par l'ouest, mais son activité sera plus faible que la précédente, tout en apportant un adoucissement.

Vendredi, cette nouvelle perturbation donnera dès le matin un temps souvent très nuageux sur la moitié ouest de la France, avec de faibles pluies faibles et un adoucissement. Le soir, ce type de temps atteindra les régions s'étendant des Ardennes et du nord du Massif Central aux Charentes et à la Vendée, tandis

qu'il s'atténuera dans le Sud-Ouest. Un temps un peu plus variable s'établira alors de la Bretagne aux Flandres. Avant l'arrivée de cette perturbation, le temps sera — sur le reste de notre pays — nuageux et assez frais pour la saison, surtout le matin sur le Nord-Est, le Massif Central et le Centre-Est, où de faibles pluies et des formations brumeuses seront observées. On notera encore quelques ondées orageuses, tendant à s'atténuer, sur l'est des Alpes, le Sud-Est et la Corse.

Les vents faibliront lentement sur le pourtour méditerranéen ; ils s'orienteront au centre-ouest et sud-ouest, de l'Atlantique à la Manche, en se renforçant un peu.

Jeudi 4 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1006,8 millibars, soit 753,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au

cours de la journée du 3 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Albi, 17 et 9 degrés ; Biarritz, 15 et 8 ; Bordeaux, 13 et 7 ; Brest, 10 et 4 ; Caen, 10 et 2 ; Cherbourg, 8 et 3 ; Clermont-Ferrand, 9 et 1 ; Dijon, 10 et 4 ; Grenoble, 12 et 1 ; Lille, 7 et 1 ; Lyon, 12 et 2 ; Marseille, 18 et 7 ; Nancy, 9 et 1 ; Nantes, 10 et 0 ; Nice, 11 et 3 ; Paris-Le Bourget, 9 et 2 ; Pau, 12 et 3 ; Perpignan, 17 et 8 ; Rennes, 9 et 2 ; Strasbourg, 11 et 4 ; Tours, 8 et 0 ; Toulouse, 13 et 4 ; Pointe-à-Pitre, 23 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 14 degrés ; Amsterdam, 7 et 2 ; Athènes, 23 et 13 ; Berlin, 11 et 5 ; Bonn, 8 et 3 ; Bruxelles, 7 et 2 ; Les Canaries, 23 et 19 ; Copenhague, 9 et 8 ; Genève, 11 et 4 ; Lisbonne, 18 et 12 ; Londres, 9 et 1 ; Madrid, 12 et 11 ; Moscou, 0 et -10 ; New-York, 13 et 11 ; Palma-de-Majorque, 18 et 14 ; Rome, 16 et 12 ; Stockholm, 6 et 5 ; Téhéran, 18 et 6.

Automobile

UN OUVRAGE SUR L'ENTRETIEN ET LES PETITES RÉPARATIONS

Les améliorations techniques dont bénéficient, d'une façon permanente, les automobiles actuelles en ont fait des engins perfectionnés et fiables, à tel point que l'on oublie parfois, à tort, d'assurer un minimum d'entretien.

L'Auto, entretien et petites réparations, ouvrage rédigé par notre confrère Jacques Farcen, rédacteur en chef de Commerce réparation automobiles et ingé-

nieur de l'automobile, se signale par ses textes simples et aisément compréhensibles, ainsi que par des dessins précis. Il fait clairement ressortir les principaux points à surveiller, aborde en détail le problème du diagnostic et invite le lecteur aux rudiments des réglages principaux et des réparations courantes avec un minimum de matériel. L'apprenti en fin à dépister les consommations anormales.

Édit. Chancelier-Pleuro, coll. « Vidi ». Prix : 23 F.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 4 novembre 1976 :

DES DECRETS

● Fixant les conditions de prestation du serment par les militaires de la gendarmerie ;

● Relatif aux transactions sur la poursuite des délits et contraventions en matière forestière.

Santé

● La Saône-et-Loire vient d'être officiellement déclarée département atteint par la rage, par arrêté ministériel pris par le ministre de l'Agriculture, publié au Journal officiel du 30 octobre. Désormais, la vaccination de tous les animaux domestiques est obligatoire dans ce département, le vingt et unième à être reconnu atteint, et les maires sont autorisés à faire abattre ou à envoyer en fourrière les animaux errants.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Filles
75421 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
98 F 175 F 252 F 330 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

128 F 355 F 523 F 690 F

ÉTRANGER
(par mandats)

L - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE

125 F 238 F 325 F 448 F

IL - TUNISIE

163 F 305 F 448 F 598 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

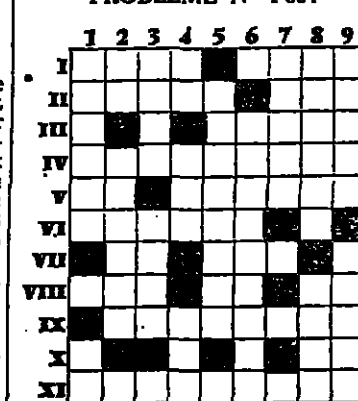
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1804



HORIZONTALEMENT

I. Radis du Brésil ; Achève l'œuvre d'un trait acéré. II. Partie d'un journal ; Fit perdre à son mari une situation exceptionnelle. — III. En Suisse. — IV. Tailleur pour hommes et dames. — V. Conjonction ; Mal en point. — VI. Sont vouées au sens unique. — VII. Mot d'enfant ; Moyen de transmission. — VIII. Début d'une devise latine connue ; Pronom ; Renait de ses cendres. — IX. Incite à frapper fort. — X. Terme musical. — XI. Entretenues avec une certaine complaisance.

VERTICALEMENT

1. La tête ou la cervelle ; Langue. — 2. Abréviature ; Loin d'être reposants. — 3. Grecque ; Utile à l'orfèvre. — 4. Ouvrent la voie à de jolis rêves ; S'élève à coups de pelle ; Sujet biographique. — 5. Dans un cabinet dentaire. — 6. Abandonneras. — 7. Mesquin. — 8. Ne saurait donc être née ; Source de bien-être hivernal. — 9. Plantes ; Humbles charges.

Solution du problème n° 1603

Horizontalement

I. Semis ; Cab. — II. Océris ; Sa. — III. Ut ; Océ. — IV. NS. Man. — V. Séditions. — VI. Obèses. — VII. Le ; Tse-tse. — VIII. Nue ; Eau. — IX. Fessier. — X. Lunes. — XI. Précédent.

Verticalement

1. Sous-sol ; Flp. — 2. Est ; Ebène. — 3. Mi ; Dé ; Ussé. — 4. Ironistes. — 5. Siestes ; Ill. — 6. St ; Ess ; Eus. — 7. Amo ; Vole. — 8. As ; Anisa ; Er. — 9. Bains ; Eu ; S.A.

GUY BROUTY.

Transports

● Interruptions de service sur les lignes de métro n° 13 et 14. Afin de préparer la mise en service de la nouvelle ligne de métro n° 13 (Saint-Denis-Bastille - Châtillon - Montrouge) des interruptions de trafic sont annoncées par la R.A.T.P. sur les lignes n° 13 et 14.

Le trafic s'arrêtera le jeudi 4 novembre à 22 heures, et le vendredi 5 novembre, à 20 heures, entre les stations Champs-Élysées-Clemenceau et Saint-Lazare. Entre les stations Invalides et Duroc de la ligne n° 14, l'interruption de service sera effective le 4 novembre, à 22 heures. Le 5 novembre, à 16 heures, une navette d'autobus sera mise en place jusqu'à 20 heures.

Enfin une navette fonctionnera le 9 novembre, entre les stations Invalides et Varenne de 10 heures à 15 heures. La nouvelle ligne n° 13 fonctionnera dans sa totalité à partir de 15 heures.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ : 12 h - Arrivée : 13 h 55

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 13 h 45 - Arrivée : 15 h 40

Chicago sans escale.

Le seul vol direct quotidien. Départ : 13 h 45 - Arrivée : 19 h 15

Washington sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 11 h 55 - Arrivée : 14 h 50

Los Angeles sans escale.

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle. Départ : 11 h 40 - Arrivée Los Angeles : 16 h 15

Arrivée San Francisco : 18 h 53

N°1 sur l'Atlantique.

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

صوتنا من الامم

TSE PRESENTE

Notes 2010

Offspring

THEATRE ESSAÏON 278.46.42

CHAILLOT

INFORMATION

« SOLITUDE, LA MULATRESSE » (Génier) : « La leçon vaut d'être entendue. » (La Croix) « Une cérémonie élocatoire et exploratoire. » (L'Express) « Prendra place dans nos mémoires. » (Politique Hebdo.)

« ELISABETH UN » (Gd Théâtre) : « Un spectacle intelligent. » (Télé 7 Jours) « Livra Cluël utilisant bien la nouvelle salle. » (Politique Hebdo) « D'excellents comédiens. » (Nouvel Obs.)

ATTENTION : DERNIERES REPRESENTATIONS DES DEUX SPECTACLES (Local 727-81-15)

THEATRE D'ORSAY

CHRYSSOthemis

3-4 novembre

Portrait de Dora

11-21 novembre

20 h 30 sauf lundi - dimanches 14 et 21 à 15 h

10 représentations exceptionnelles

Oh ! les beaux jours

Samuel Beckett

Madeleine Renaud

location ouverte

tél. 548.38.53 et agences

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 18 h. 30 : Samson et Dalila (dernière).

Comédie-Française, 20 h. 30 : Lorenzaccio (salle réservée).

Châtelet, 20 h. 30 : Elisabeth Da. — Salle Odeon, 20 h. 30 : Solitude, la mulâtresse.

Odeon, 20 h. 30 : El Campello.

Petit Odeon, 18 h. 30 : La Nuit... les cioux.

REP, 20 h. : Cinéma.

Petit REP, 20 h. 30 : Dialogues d'automne.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Parole de femme : 21 h. 45 : Henri Gougaud (salle Papin) : 21 h. : Irène ou la Réurrection.

Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Zou.

Les autres salles

Atelier, 21 h. : Monsieur chausse.

Athènes, 21 h. : le Séquoia.

Buché-Opéra, 21 h. : la Servante.

Centre culturel du XVII, 21 h. : le Sang épais de l'aube.

Centre culturel suédois, 20 h. 30 : la Lettre des cerueux.

Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine pas ma vie demain.

Elysée-Montmartre, 20 h. 15 : Ginette Lacasse.

Galerie, 21 h. : Volpone.

Grymes-Marie-Bell, 21 h. : Une spirale pour deux.

Hochette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.

La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques, les plus résistants.

Madeline, 20 h. 30 : Feu de vache.

Mathurina, 20 h. 45 : les Mains sales.

Michel, 21 h. 15 : Happy Birthday, Michael.

Madame, 20 h. : Qui est qui ?

Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, même histoire.

Mouffetard, 20 h. : le Musée ; Yes, d'a côté !

Opéra, 20 h. 45 : le Scénario.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 4 novembre

Palais, 21 h. : les Troubadours. — Petite salle, 19 h. : Paris c'est grand.

Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.

Faisance, 20 h. 30 : « La » sont la. — Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Isaac et la sage-femme.

Récamier, 20 h. 45 : Tout contre un petit bois.

Studio-Théâtre 14, 21 h. : le Mède-ain maigré lui.

Théâtre de la Cité internationale, la Galerie, 21 h. : Rex de maré. — La Ressource, 21 h. : Pasolun.

Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.

Théâtre Esmaux, 20 h. 30 : Notes : 22 h. : Vierge. — Salle 11, 20 h. 30 : les Caprices de Marianne.

Théâtre du Marais, 21 h. : la Créole opiniâtre ; 22 h. 30 : Histoire d'amour.

Théâtre d'Orsay, petite salle, 20 h. 30 : Chrysanthème.

Théâtre de Paris, 21 h. : Procès de Jeanne d'Arc.

Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Antoine et Cléopâtre.

Théâtre de la Fenêche, 20 h. 30 : En attendant Godot.

Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Histoire d'une révolte.

Théâtre Présent, 20 h. 30 : Dracula Travel.

Théâtre de la rue d'Ulm, 21 h. : la Métaphysique d'un veu à deux sièes.

Théâtre 13, 20 h. 45 : l'Alchimiste.

Théâtre 37, 20 h. 45 : la Veuve russe.

Tragédie, 22 h. : Retrouvailles de l'imaginaire.

Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Les théâtres de banlieue

Boulogne, T.S.B., 20 h. 30 : Signé Boris Vian.

Cergy-Pontoise, Théâtre de Louvrais, 21 h. : Gros Cailin.

Corbeil-Essonnes, Centre Pablo-Ne-ruda, 20 h. 30 : les Estivants.

Créteil, Maison des Arts, 20 h. 30 : Nikolaï American Dance Theater.

Nanterre, Théâtre des Amoureux, vendredi, 9 h. 30 et 14 h. : Ulysse.

Les cafés-théâtres

Au Sec Rio, 20 h. 30 : Pulchérie, c'est la vie ; 21 h. 30 : Les comme font ; 22 h. 30 : Nadine Mons : 0 h. 15 : Réves orientaux.

Au Vrai Chlo parisien, 21 h. : J.-E. Séver ; 22 h. 15 : Pendant les travaux, la fête continue.

Les Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : J. Boly ; 21 h. 45 : les Jeunes.

Café d'Edgar, 20 h. 30 : Maffia d'élite ; 22 h. : Sylvie Joly. — II, 22 h. 15 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.

Café de la Gare, 22 h. : A nos chers disparus.

Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine pas ma vie demain ; 21 h. 30 : Pourquoi pas moi ? ; 22 h. 30 : J'ai fait trois soupers dans mon cercueil.

Cour des Miracles, 20 h. 30 : Catherine Sauvage ; 22 h. : Suzanne Bre-tella.

Dix-Heures, 20 h. 15 : La démocratie est avare.

Le Fanni, 20 h. 30 : le Président.

L'Échelle de Jacob, 20 h. 30 : Quand le soleil se va pas, tout suit.

Petit Casino, 21 h. 15 : Partez du pied gauche ; 22 h. 30 : J.-C. Mont-sella.

Picote Teatro, 22 h. 30 : Il fait nuit.

Le Splendid, 20 h. 45 : Prisons sur le secteur ; 22 h. 15 : la Pot de terre contre la Pot de vin.

Concerts & Barg

GRANDS CONCERTS PLEYEL

Lundi 8 NOVEMBRE

LONDON CHAMBER ORCHESTRA

Direction : ADRIAN SUNSHINE

OLEG KAGAAN

(Violon)

MOZART-VIVALDI-HAYDN

Lundi 15 NOVEMBRE

ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA

Direction : GEORGE MALCOLM

GEORGE MALCOLM (Violon)

JOHN BLACK (Violoncelle)

JOHN WILSON (Violoncelle)

FELICITY PALMER (Violoncelle)

Programme BACH

LOCATION : SALLE PLEYEL, 206.30

AGENCES : SALLE, DURAND, FRAC et AGENCES.

ÉGLISE DE LA MADELEINE

Lundi 8 novembre à 21 heures

MAURICE ANDRÉ

PURCELL - BACH - HAENDEL

VIVALDI - ALBINONI

à l'orgue : MITTER HOFFER

PATHE MARCONI EMI

THEATRE D'ORSAY

COMPAGNIE RENAUD BARRAULT

à partir du vendredi 5 novembre

une création à Paris

avec

François Périer

Nadine Alari - Monique Mélinand - Catherine Hubeau

Christine Guerdon - Dominique Santarelli - Marcel Cuvelier

Stéphane Jobert - Jeffrey Kime - Jean Hébert - Patrick Cartié

Jean Boissery - J. P. Gonzenbach - Jacques Maréchal

EQUUS

de Peter Shaffer

adaptation Matthieu Galey

mise en scène John Dexter

avec la collaboration de Riggs O'Hara

tous les jours 20 h 30 sauf lundi, matinales dimanche 7 à 15 h, 14-21-28 à 15 h et 18 h 30

7, quai Anatole-France - tél. 548.38.53 et agences

location ouverte

Théâtre de la Renaissance

20 boulevard Saint-Martin

A PARTIR DU 16 NOVEMBRE

GUY BEDOS

Soirées 21 heures

Dimanches mat. 15h30

Réclames dimanches et lund

Location : Tél. 206.1850 et agences

du 5 Novembre au 9 Janvier

L'Agence Littéraire et Artistique Parisienne pour les Echanges Culturels et les Spectacles LUMÉROSO présente :

LE CIRQUE DE MOSCOU 76

PALAIS DES SPORTS

PORTE DE VERSAILLES

Tél. 532.41.29 et 250.79.80.

SOIREE À 20 H 45

tous les mercredis - jeudis - vendredis - samedis et mardis (sauf 9 Novembre)

MATINEES

tous les samedis à 17 h 30

tous les dimanches à 14 h 15 et 17 h 30

tous les mercredis à 15 h (sauf 15 décembre)

le mercredi 15 décembre à 17 h 30

jeudi 11 novembre à 14 h 15 et 17 h 30

location par correspondance : retourner ce bon au Palais des Sports Porte de Versailles 75015 PARIS accompagné d'un chèque bancaire ou postal 3 volets établi à l'ordre du Palais des Sports Joindre une enveloppe timbrée à votre nom.

Nom :

Adresse :

Localité :

Dépt :

Places :

Nombre :

Prêt :

DATES : 1° choix heure 2° choix heure 3° choix heure

TARIFS : orchestre 1° série : 55 f. orchestre 2° série : 50 f. plate : 45 f. balcon : 35 f. balcon 2° série : 20 f.

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES

HARRY BELAFONTE

11-13-14 NOVEMBRE

Location : Théâtre, Agences et par téléphone 225.44.36

LA CLEF 21, rue de la Clef - Tél. 337-96-96

Le Monde : L'aube d'un autre cinéma africain.

lettre paysanne

un film de SAPI FAYE

Prix Georges-Sadoul 1975

Prix de la Critique Internationale Berlin 1976

CONNAISSANCE DU MONDE

CAMERA AU POING GALAPAGOS

aux îles

NOUVELLE EXPEDITION AU PLUS ÉTRANGE PAYS DU MONDE

CHRISTIAN ZUBER

présenté par

Un film inoubliable que vous ne verrez pas à la Télévision

LE MARAIS

20, r. du Temple - M° H.-de-Ville

CORNER OF THE CIRCLE... ou

« La difficulté d'être homosexuel... même à New-York. »

Un film de BILL DAUGHTON

GRAND PRIX THONON 1975

BARRY LYNDON

un film de STANLEY KUBRICK

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO

GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPERIAL VI

GAUMONT SUD VI

14 h - 17 h 25 - 21 h

HAUTEFENILLE I VO

12 h - 15 h 30 - 19 h - 22 h 30

HAUTEFENILLE II VO

13 h 30 - 17 h 10 - 20 h 30

LE PARIS - UGC BIARRITZ - GAUMONT LUMIÈRE - MAXÉVILLE - SAINT-GERMAIN STUDIO - CARAVELLE PATHÉ - GAUMONT CONVENTION - MONT-PARNASSE PATHÉ - GAUMONT GAMBETTA - LA FAUVETTE - GAUMONT BOSQUET - CYRANO Versailles - VÉLIZY - PATHÉ Champigny - C 2 L Saint-Germain - PARINOR Aulnay - ARGENTEUIL - ÉPICENTRE Épinay - PERRAY Sainte-Geneviève-des-Bois

quoiqu'il en soit :

UN ÉLÉPHANT ÇA TROMPE ÉNORMÉMENT

صوتنا من الأهل

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne 12
"Placards encadrés"	38,00	39,70
Boutils insérés	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,08

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CHEF DE PROJET
AFRIQUE FRANCOPHONE salaire négociable

Groupe commercial dynamique en pleine expansion basé à Londres et couvrant le matériel industriel, agricole, technique et médical, plus le traitement et la vente de produits agricoles, désire étendre ses activités à l'Afrique francophone.

Pour cela nous désirons recruter :

un Chef de Projet

dont la tâche initiale sera d'identifier les ouvertures pour le Groupe dans ces territoires. Il sera ensuite responsable du développement et de la gestion des activités commerciales qui auront été approuvées par le C.A.

Ce poste demande soit un Français parlant couramment l'anglais, soit l'opposé, mais dans tous les cas le candidat retenu devra avoir une expérience approfondie de la vie et du négoce en Afrique francophone, y compris les négociations au sommet.

Après une période de formation à Londres, ce Chef de Projet sera probablement basé en France, peut-être à Paris. Il sera très souvent en déplacements.

Il s'agit d'une possibilité de faire carrière avec un groupe en pleine expansion. La rémunération et les conditions négociables sont compétitives pour un candidat ayant les qualités voulues.

Ecrire en premier lieu au conseiller du Groupe :
M. Jacques Ponsy, C.A.D. Jacques Ponsy Publicity,
38, rue de Fonthieu, 75008 Paris (France)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
banlieue Sud-Ouest Paris
recherche

ADJOINT AU CHEF
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
CADRE POSITION II

Il assurera l'animation des différents groupes placés sous son autorité et sera chargé du suivi :

- de la gestion des immobilisations ;
- des filiales à l'étranger ;
- de la trésorerie d'un département de 10.000 personnes réparties sur une dizaine d'établissements (C.A. 1,5 milliard).

Ce poste conviendrait à une personne de formation D.E.C.S. ou équivalent, possédant quelques années d'expérience dans une grande entreprise utilisant des moyens de gestion informatisés.

Env. C.V. et présent. sous n° 83.735, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

PAPETERIE
Sté Impartation dans secteur pâtes et papiers recherche

DIRECTEUR DES VENTES
possédant expérience dans ce secteur

28 ans minimum.
Anglais parfait indispensable.
Discret et sérieux.
Adresser C.V., photo et présent. au n° 7617 "Le Monde" Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-8^e.

Société moyenne - 3 usines 150 personnes, banl. Est Paris recherche pour sa

FUNCTIONNEMENT
UNE INGENIEUR ayt au moins 1 an d'expérience dans la fonction méthode. Une expérience des industries mécaniques et/ou du découpage, embouteillage serait appréciée. Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à BLEU, sous n° 83.671 B, 17, rue Label, 94300 Vincennes.

Entreprise de groupage et services rapides Paris 18^e recherche

EMPLOIE ADMINISTRATIF
pour secourer chef d'agence. Homme jeune et dynamique. Expérience professionnelle souhaitée. Ecrire avec C.V., présentations et photo, à n° 244, PUBLICITÉS REUNIES 112, bd Voltaire, 75011 Paris

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS - PARIS
recherche

1) Pour ses laboratoires :

INGÉNIEUR
Position I

POUR :

- Etudes théoriques et simulations sur ordinateur.
- Problèmes de traitement d'information et de transmission d'information.

2) **INGÉNIEUR**
Position I

Pour études de matériel de télécommunications.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à :
SECRE 214, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DISTRIBUTION
TEXTILE - NOUVEAUTÉ
recherche

CADRE HAUT NIVEAU
SPÉCIALISTE V.P.C.

pour conception, réalisation catalogues de vente et gestion des services d'exécution (orientation achats, commandes, prix de vente, suivi approvisionnement et livraisons administratives, statistiques)

Rigoureusement indispensable :

connaissance V.P.C. branche textile, gestion d'un service et aptitude à diriger du personnel.

Ecrire pour premier contact avec C.V. et photo (retournée) à G. MARTIN, 38, rue des Mathurins, 75008 Paris, qui transmettra. Discret et sérieux.

UNION FÉMININE CIVIQUE ET SOCIALE
Association Education Permanente et de Consommateurs recherche

UNE ANIMATRICE
pour formation NORD-EST-CHAMPAGNE

Résident de préférence en région parisienne. Sérieuse expérience pédagogique souhaitée.

Envoyer C.V., photo et présentations à :
U.F.C.S., 8, rue Béranget, PARIS-8^e.

OFFRES DE SITUATIONS AU Liban, Arabie Saoudite, Emirats
ORGANISME IMMOBILIER ET SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RECHERCHENT

- DIRECTEURS DE SOCIÉTÉS IMPORT-EXPORT**
Form. Supérieure (dipl. gde école commerciale: HEC ESSEC ou équiv.) 10 ans expérience min. direction société comm.
- DIRECTEURS D'USINE**
Form. Supérieure (ECP-AM, Dipl. Univ. ou équiv.)
- DIRECTEUR FINANCIER**
MBA ou équiv. (INSEAD...) - spécialisé en gestion et comptabilité - minimum 7 ans exp. en affaires financières, dont 3 ans poste de direction.
- DIRECTEUR COMMERCIAL**
MBA ou équiv. (INSEAD...) - minimum 5 ans exp. adm. mar. promotion, relations publiques.
- INGÉNIEUR GENIE-CIVIL**
Ing. confirmé form. supérieure (X, centrale, ponts, o) 10 ans exp. minimum en bâtiment.
- AUDIT INTERNE**
Form. Sciences Eco - Comptabilité ou équiv. - 5 ans exp. en audit.
- RESPONSABLE AUDIT**
Dipl. Sciences Eco-Admin. Aff ou équiv. Minimum 3 ans exp. formation sociétés et mise en place des systèmes financiers et adm. et leur suivi.
- ECONOMISTE**
Diplômé Sciences Eco ou équiv. + Minimum 5 ans d'expérience d'études économiques.
- AVOCAT**
Licence droit - Minimum 5 ans exp. dans une étude agréée. Grande expérience des problèmes commerciaux et des sociétés.
- INGÉNIEUR INDUSTRIEL**
Ingénieur en génie industriel ou électromécanique (IAM, ENSI, INSA... ou équiv.) minimum 5 ans exp. dans département production d'une société industrielle.
- RESPONSABLE DES ACHATS**
Forme collégiale dipl. Sc. Eco ou équiv. Min. 2 ans exp. dans suivi achats matériels importés en planification des approvisionnements.
- SECRÉTAIRE DE DIRECTION**
Bacc. BTS ou équiv. Minimum 5 ans expérience.
- TRADUCTEUR**
Maîtrise langue Arabe et Arabe ou dipl. école de traduction. Expérience, et autres langues seront appréciées.

NB: ANGLAIS et ARABE sont indispensables pour tous les candidats, ainsi que le Français pour traducteur, avocat, responsable achats, économiste, directeur commercial.

Téléphoner SETEC 346.12.35 Poste 4101

emploi régionaux

TROYES
Important Groupe Textile Français recherche

INGÉNIEUR ELECTRO-MÉCANICIEN

disposant de plusieurs années d'expérience en ingénierie industrielle.

La candidate retenue assurera la responsabilité des services techniques, d'entretien et de travaux neufs.

A ce titre, il sera chargé de l'étude et la mise en œuvre des projets industriels de la Société.

Adres. C.V. Présent. photo s/réf. R.7621 a.

LAMCO Conseil d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008-PARIS

GROUPE AGRO-INDUSTRIEL FRANÇAIS
IMPORTANCE INTERNATIONALE - NOM-BREUSES FILIALES - CA 550 MILLIONS
recherche

POUR TRAVAILLER AU NIVEAU DU GROUPE UN

RESPONSABLE AUDIT
FORMATION EXPERT COMPTABLE OU E.S.C. + D.E.C.S.

Rattaché au Directeur Financier du groupe, il sera chargé de l'audit et responsable au niveau de l'ensemble des filiales :

- Contrôle des comptes ;
- Harmonisation des procédures ;
- Consolidation des bilans.

Une expérience de 5 ans environ acquise au sein d'un groupe important ou d'un cabinet spécialisé.

Ville CENTRE FRANCE.

Ecrire sous réf. HP 172 AX 4, rue Massenet - 75016 Paris
DISCRETION ABSOLUE

etap

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION
ÉTABLISSEMENT DE VERNON

SEP
recherche

INGÉNIEURS grandes écoles
contrats à durée déterminée

Pour étude et conception des systèmes optiques embarqués sur satellite.
Expérience de 3 à 5 ans en matériels embarqués et en télédétection souhaitée. REF. 166

Pour étude et développement des matériels de restitution d'images sur film.
Expérience de 2 à 3 ans de conception d'équipements et d'utilisation de mini-calculateur indispensable. REF. 167

Responsable de la réalisation de systèmes de restitution d'images sur film.
Expérience de 2 à 3 ans de réalisation d'équipements et d'utilisation de mini-calculateur indispensable. REF. 168

anglais lu et parlé

Adresser curriculum vitae et présentations en précisant référence du poste souhaité à S.E.P. Service du Personnel, B.P. 802, 27207 VERNON.

LA CENTRALE D'ACHATS
ECOPO
(1.500 salariés - 3 milliards C.A. dont textiles : 410 millions de francs)
engage

UN CHEF DE GROUPE VESTIMENTAIRE

MISSION :

- ACHATS : élaboration des plans de collection, responsabilité de leur mise en œuvre par sélection des fournisseurs, maîtrise de l'import.
- VENTES : assurer la progression du chiffre par la mise au point de la vente, la répartition des surfaces de vente, la gestion des livraisons, les promotions, l'impulsion des ventes par catalogue, l'assistance aux sociétés coopératives adhérentes.
- GESTION : administrative et financière.

PROFIL :
Cadre confirmé de formation commerciale supérieure, apte à animer une équipe, disponible pour déplacements.
Anglais indispensable.
Expérience vente textile, en hyper notamment, appréciée.

Envoyer C.V. manuscrit, photo, formulaire présent. à :
S.G.C.C. - Secrétariat Général
27-33, quai Le Gall, 92100 BOULOGNE.
Réponse et discrétion assurées.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS
ayant activité permanente bureaux situés banlieue Sud-Ouest Paris recherche pour son SERVICE MATÉRIEL

INGÉNIEUR-MÉCANICIEN
Anglais courant

Ecr. n° 83.776, CONTESSÉ Pub., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Importante société expertise comptable spécialisée dans AUDIT et études financières recherche

EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

- Libres rapidement.
- Format. H.E.C./E.S.C./I.E.P.
- D.E.C.S. complet et connex. anglais ou allemand indisp.

Avant 2 à 3 ans d'expérience confirmée dans firmes d'AUDIT ou entreprises (direction comptable ou AUDIT interne).

Les candidats devront faire preuve de qualités professionnelles affirmées et de dynamisme allié au sens du travail en équipe.

Ecr. av. C.V. et photo à :
A. E. E. C.
12, rue Marguerite, 75017 Paris.

PROFESSEURS D'ALLEMAND
- enseignant langue maternelle, - diplômés de l'enseignement supérieur.

Env. C.V. à CÉTRADEL, 26, rue Vignon, 75009 Paris.

COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

COLLABORATEURS B.T.S. COMPTABLE
DEBUTANT

ANGLAIS SOUHAITE. Disponibilité pour déplacements de courtes durées.

Ecr. av. C.V. détaillé et photo au serv. du personnel C.M.B.T., 7, rue Bergère, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche
Secours d'ANGERS

COMPTABLE
Homme - Niveau S.P.
Situation évolutive pour personne capable.

Ecr. avec références et présent. à n° 83.716 CONTESSÉ Pub., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr. PAU D. 11.689, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DU SUD-OUEST DE LA FRANCE
construisant des turbines à gaz, recherche pour activité Turbines industrielles

INGÉNIEUR DE PROJET
(30 ans minimum)
Expérience mécanique et électronique - Anglais nécessaire. Pour études et contacts avec clientèle.

Ecrire avec C.V., photo et présentations : AGENCIE HAVAS 82-88, boulevard Victor-Hugo, 92115 CLICHY.

viafrance
recherche

CHEF DE SECTEUR
pour LYON

Ingénieur E.T.P. ou formation équivalente.
30 ANS MINIMUM
ayant une expérience professionnelle confirmée.
TRAVAUX ROUTIERS ET V.E.D.

Ecrire avec curriculum vitae à VIAFRANCE, 82-88, boulevard Victor-Hugo, 92115 CLICHY.

SIDAT TOYOTA FRANCE
recherche

ASSISTANT DIRECTEUR

PIECES DETACHEES
par son centre de CHERBOURG. Ce centre de 25 ans min. œuvre être dynamique, avoir des notions de gestion, au moins 5 ans d'exp. en mécanique auto et parler l'anglais courant. Les candidats devront envoyer leur C.V. détaillé et manuscrit, leurs présentations et une photo récente à :

SIDAT TOYOTA FRANCE, 3, rue de Normandie, 92800 ASNIERES.
à l'attention de M. Couraud.

Spécialistes de fournitures à l'industrie du Papier et du Carton
UN DES LEADERS DE LEUR BRANCHE
recherche

POUR ASSURER PROCHAINE SUCCESSION

Responsable vente produits techniques élaborés et autres produits de forts tonnages

Ingénieur diplômé

35 ans minimum, parlant anglais. Forte personnalité, dynamique, goût affirmé pour contacts humains, intérêt pour négociation et activité technico-commerciale prévaudront sur exp. papetière.

Résidence grande ville provinces

Adr. lettre man. avec photo, curriculum vitae et présentations, numéro 7 84018 M. REGIE PRESSE, 83 bis, rue Béaumont, - 75003 PARIS, qui transmet.

صبراً من الامل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Ile-de-France

M. Giraud : l'État doit s'engager davantage pour l'équipement des villes nouvelles

Avant la discussion du budget 1977 de la région d'Ile-de-France, au cours de laquelle le financement des villes nouvelles sera, comme à l'habitude, critiqué, M. Michel Giraud, le nouveau président du conseil régional, a tenu à rappeler que « ces villes sont une réalité qui ne doit pas être remise en cause ».

Après avoir visité quatre des villes nouvelles de la région parisienne, il a expliqué le 3 novembre, à Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), pourquoi il n'était pas souhaitable de revenir sur les décisions prises en 1965 de bâtir en milieu des cités nouvelles aux abords de la capitale. « Elles ont atteint le point de non-retour », a-t-il déclaré. « Les villes nouvelles ont été achetées, qui ont permis de construire quarante-sept mille logements et d'en mettre en chantier cinquante-cinq mille autres. Les villes nouvelles ont accueilli cent cinquante mille habitants et quarante-cinq mille emplois ».

Les zones d'ombre ne manquent pas : le rythme de construction a été trop lent. Les bureaux « en blanc » ont été autorisés en trop grande quantité. Les équipements scolaires et hospitaliers n'ont pas suivi l'arrivée des nouveaux habitants. Ces villes apparaissent trop souvent comme des gouffres financiers. Leur statut administratif complique leur gestion et ne leur a pas donné une assise politique solide.

M. Giraud s'est déclaré d'accord avec le gouvernement pour adapter les villes nouvelles au développement régional. « Faisons les plus petites et plus vite à condition qu'elles soient cohérentes et correctement équipées », a-t-il déclaré. Sur le plan financier, il appartient à l'État de prendre un peu plus en charge leurs financements complémentaires. Par exemple, rien n'empêche d'accroître le rôle de l'État dans les dépenses d'aménagement supportées actuellement à 50 % par la région.

Résumé. M. Giraud a estimé que le statut des villes nouvelles devait évoluer dans le sens du droit

Le plan de circulation de Paris

LES RUES SAINT-LAZARE ET DE LA PAIX RENDUES AUX PIÉTONS ?

M. Yves Milhau, conseiller de Paris (R.L.), a présenté mercredi 3 novembre, au cours d'une conférence de presse à l'hôtel de Ville, les grands principes du futur plan de circulation, qui prévoit la réorganisation du réseau principal de la capitale.

Pour désengorger Paris, les techniciens proposent de rendre plus difficile l'accès à la capitale en créant un grand nombre de zones à accès limité et en supprimant des axes de pénétration. Par contre, les sorties vers la banlieue seraient favorisées. Le système des rocade devrait être simplifié afin de désengorger les Parisiens de se rendre au centre de Paris.

Dans le quartier nord-ouest de Paris, par exemple, la commission spéciale du Conseil de Paris propose des aménagements aux abords de l'Opéra et de la butte Montmartre, la suppression de la circulation de transit rue Saint-Lazare devant la gare, la constitution d'axes de transit en commun, des modifications de trafic place Charles-de-Gaulle, porte Maillot, place Saint-Augustin et un réaménagement de la place de l'Étoile.

Enfin, une étude d'environnement préconise la réaffectation totale aux piétons du boulevard des Capucines, entre la place de l'Opéra et la rue de la Chaussée-d'Antin, et de la rue de la Paix, entre la rue Dauphine et l'avenue de l'Opéra.

A PROPOS DE...

Des solutions à la crise des transports

A plusieurs dans un taxi

Les chauffeurs de taxis parisiens observeront une journée de grève, ce jeudi 4 novembre, pour protester contre l'augmentation de la taxe professionnelle, l'impôt sur les sociétés et les charges sociales, ainsi que la hausse du prix de l'essence. Ce mouvement revendicatif a été décidé par la Chambre syndicale des cochers-chauffeurs C.C.T. Au-delà, le projet de Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines, secrétaire générale de la Fédération des usagers des transports, qui propose la création d'un système de taxis collectifs, est-il de nature à satisfaire professionnels et usagers ?

Constatant qu'« aux heures de pointe, lorsque plusieurs personnes attendent, une seule voiture monte dans la voiture disponible », Mme Gros suggère : « Si plusieurs d'entre elles vont dans la même direction, ne pourraient-elles pas emprunter le même véhicule ? » Les taxis, qui accepteraient de charger ainsi plusieurs personnes, pourraient être distingués par une vignette autocollante. Les usagers, pour leur part, acquiescent à une carte annuelle pour bénéficier de ce service.

Si la proposition recueille les suffrages de nombreux usagers (et plusieurs élus de la capitale ont soutenu la question à l'Assemblée municipale), les chauffeurs de taxi, en revanche, ne sont pas enthousiasmés. « Nous sommes des moyens de transports individuels », disent-ils. La proposition de Mme Gros a pour but de nous transformer en moyens de transports collectifs. Nous sommes des artisans et nous rendons un service personnel. Modifier notre fonction aboutirait à en diminuer la

qualité. D'autre part, il existe des transports en commun. Nous ne voulons pas d'une réforme qui aurait pour conséquence de nous faire supporter leur charge. »

A la préfecture de police, on est sceptique et on souligne que les taxis collectifs de ligne existent déjà (Paris-Versailles, par exemple). Ils fonctionnent de la même manière que les autobus, mais ne transportent que quatre personnes. Or, ils sont en voie de disparition. Leur mise en place à Paris serait difficile : ou bien ils entreraient en concurrence avec la R.A.T.P. sur les lignes « rentables », ou bien la ligne n'est pas rentable, et ils n'ont pas de raison d'être. D'autre part, aucun taxi ne s'oppose à l'emploi collectif d'un taxi. La réglementation le prévoit même expressément. La commission paritaire, qui réunit les professionnels et les représentants de la préfecture de police, étudiera, en tout cas, prochainement ce projet.

M. C. R.

LE P.S. ET LES PAVILLONS DE COMPLAINVILLE. — Le gouvernement ne déclarant de guerre, en l'état actuel du droit international, de moyens légers de défense contre l'utilisation abusive des pavillons de complaisance, les députés socialistes ont demandé au P.S. que les marins et les travailleurs des ports français aient supplé par leur action déterminée aux carences et insuffisances de la réglementation actuelle en matière de complaisance, conformément aux recommandations formulées par la Fédération internationale des gens de mer, et, comme

leurs collègues européens l'ont déjà fait à plusieurs reprises, l'initiative d'entraîner l'activité des navires exerçant cette pratique moderne.

LES TARIFS FERROVIAIRES BRITANNIQUES. — Les tarifs ferroviaires britanniques ont augmenté en moyenne de 12,5 % à partir du 2 janvier 1977. La hausse, qui sera de 10 % sur les grandes lignes, atteindra 16 % sur les lignes de banlieue londonienne. Pour les habitants du Grand Londres, c'est la quatrième fois depuis le début de 1975 que les tarifs ferroviaires augmentent. (A.F.P.)

QUALITÉ DE LA VIE

Le procès des boues rouges

La Corse demande plus de 20 millions à la Montedison

De notre correspondant

Bastia. — L'affaire des boues rouges, qui a tant de fois alimenté la chronique insulaire, a connu une nouvelle phase judiciaire, le mercredi 3 novembre, devant la chambre civile du tribunal de Bastia. La société Montedison y était assignée en dommages et intérêts par la prud'homme des pêcheurs de Bastia, les deux départements et la ville de Nice. Le public a boudé ce procès, qui s'est déroulé dans une salle glaciale et déserte. Seuls quelques pêcheurs s'étaient déplacés. Une âpre et courtoise bataille juridique a opposé les parties, qui ont abondamment puisé dans les textes des conventions internationales et de la jurisprudence, sans pour autant y trouver d'arguments irréfutables.

Par la voix de son avocat, M. Karsenty, du barreau de Paris, la société italienne a plaidé l'incompétence du tribunal et l'irrecevabilité de la plainte.

D'une part, a soutenu M. Karsenty, c'est véritablement d'une affaire d'Etat à l'Etat qu'il s'agit. Elle dépasse le cadre du droit privé. D'autre part, l'instance pénale est toujours en cours, il faut donc attendre le jugement définitif.

En avril 1974, le tribunal de Livourne avait, en effet, condamné M. Eugenio Cefis, P.-D. G. de la Montedison, à trois mois et vingt jours de prison avec sursis. L'appel s'est soldé par une relaxe. Car, le 30 avril 1976, le Parlement italien avait adopté une nouvelle législation permettant à la Montedison de poursuivre son activité. Cette loi dite loi Merti a été attaquée en cassation par la prud'homme de Bastia, qui l'estime inconstitutionnelle.

M. Karsenty a parlé de ce « mal nécessaire » qu'est la pollution, « contrepartie du progrès technique que nous avons choisi, ou que d'autres ont choisi pour nous ». Il constate également le vide législatif en la matière. « Ce procès n'est pas sérieux », dit-il.

TONY GRAZIANI.

(1) C'est de sa propre initiative que la société Montedison a versé 750 000 litres à chacun des vingt pêcheurs italiens qui s'estiment lésés par les déversements. Soit un total de 15 millions de litres (15 000 francs environ), et non 1,5 million, comme nous l'avions indiqué dans notre édition du 4 novembre.

Faits et projets

Aménagement du territoire

ALLÈGEMENT DE LA TUTELLE SUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT. — Les présidents des Sociétés de développement régional (S.D.R.) ont été reçus, le mardi 3 novembre, par M. Michel Durand, ministre délégué à l'économie et aux finances. M. Durand a annoncé que la tutelle exercée sur les S.D.R. serait assouplie de façon à accroître leur efficacité face aux besoins de leur clientèle. Ces assouplissements porteront sur l'attribution des prêts à long terme et les prises de participation dans le capital des entreprises, deux domaines dans lesquels les procédures d'accord préalable de la direction du Trésor seront libérées.

P.T.T.

SOIXANTE-QUINZE MILLE TÉLÉPHONES CANADIENS

Les Français pourront, d'ici quelques mois, demander au P.T.T. d'installer chez eux des postes téléphoniques canadiens. Ces postes sont composés d'un socle très mince, sur lequel repose un combiné ultra-plat. Le cadran est placé dans le combiné entre l'écoeur et le micro.

Le premier ministre a autorisé M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., à acheter soixante-quinze mille de ces postes Contempora à la firme canadienne Northern Electric Company. M. Ségard souhaite ainsi secourir la torpée des constructeurs français trop assés du marché français.

La Northern Electric a accepté de céder la licence de son poste à une société française qui reste à choisir. Des études sont en cours pour déterminer si l'étape de fabrication pourrait être installée aux Antilles.

(Publié)

STAGE DE FORMATION PERMANENTE POUR ARCHITECTES ET URBANISTES

« Productions et pratiques marginales de l'espace », « Habitat et vie communautaires », « Construction et technologies d'aujourd'hui ».

A partir du 6 décembre 1976.

Renseignements : Université de Paris VIII, Service de la Formation Permanente, route de la Tourneffe, 75017 PARIS 13^e SECTEUR. Tél. 374-12-34, poste 38 et 374-22-26.

Qualité de la vie

CONDAMNÉ POUR AVOIR TUÉ DES TRUITES. — M. Georges Claveloux, industriel de Semblançay (Nièvre), qui, en 1975, avait par un déversement de fongicide, pollué sur 40 kilomètres la Saône, rivière à truites réputée, vient d'être condamné par le tribunal de grande instance du Puy à 3 000 francs d'amende. Quatre sociétés de pêche ont obtenu chacune 20 000 F de dommages et intérêts. En outre, le tribunal a ordonné une expertise pour évaluer les effets à long terme de la pollution.

Urbanisme

PLUS D'UN DÉS CHALAN-DONNETTES. — La Société de construction immobilière de la Calée des départs (SCIC), l'architecte Jean Maneval et deux entreprises responsables de deux travaux ont été condamnées mercredi 3 novembre à payer une provision de 1,3 million de francs pour la réfection totale de six villas de la Calée des départs dans lesquelles il pleuvait, à Montecourt (Val-d'Oise). Le tribunal de Fontainebleau, qui statuait en référé, a estimé que cinq cent trente-trois maisons de cet ensemble de mille cent et chalet d'été et d'été avaient des toitures défectueuses. Quant à l'Association des sinistrés de Montecourt, elle estime que « le choix délibéré de la solution la plus économique a conduit au pire ».

APPRENEZ L'ANGLAIS

THE REGENCY

AVANTAGE • PRIX • DÉPLACEMENT

— La REGENCY est une école liée à un hôtel situé face à la mer.

— Ouvert toute l'année.

— Pas de limite d'âge.

— Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'études par jour.

— Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation.

— Grande-Bretagne.

— Examens de Cambridge et de Londres.

— Sauna, piscine couverte, discothèque.

— Cours spécial de Noël.

THE REGENCY, RAMSGATE

KENT, G.B.

Tél. THANE 512-12

ou Mme BOUILLON

4, rue de la Persévérance

95, LAUBONNE - FRANCE

Tél. 959-26-33 en soirée.

CONTESTATION DE L'EMPLOI DU TEMPS A POLYTECHNIQUE

La fronde des étudiants « les mieux payés du monde »

Les débats sur le volume et le contenu de l'enseignement à l'école polytechnique continuent à Paris. M. Jean-Louis Baudry, directeur de l'école, a déclaré au cours d'une conférence de presse, le 3 novembre, que le projet de réorganisation des études qu'il a lui-même mis au point : il s'agit d'alléger le programme des cours prévus pour la deuxième année de cette année, et aussi pour les deux semestres de l'année prochaine (le nombre des « blocs » (1), en particulier, serait ramené à quatre à trois, comme par le passé). Un texte en ce sens a été distribué aux élèves et, selon les responsables de la F.E.P., l'Association des étudiants de l'école, une majorité de plus des deux tiers aurait soutenu le projet.

Mardi 3 novembre, un « amphi » a réuni l'assemblée des élèves avec M. Placier, directeur des études, qui a déclaré le texte irrévocable. « Les élèves de Polytechnique sont les étudiants les mieux payés du monde », explique M. Placier. Ils touchent près de 3 000 francs par mois pour une semaine de travail qui fait à peine quarante heures. Ce sont donc les étudiants les plus coûteux du monde, si l'on songe aux installations dont ils bénéficient et aux professeurs prestigieux qui leur dispensent l'enseignement. Il ne peuvent pas, maintenant, exiger de travailler moins que les autres.

De fait, le problème du volume des cours est difficile à appréhender, car il est quasi impossible de comptabiliser les heures d'enseignement à l'école. Une semaine d'étude comprend en principe vingt-huit heures de cours, plus quatre heures de sport et six ou sept heures de travail personnel. Mais le débat reste toujours centré sur ces fameux « blocs » d'enseignement, dont le nombre a été porté de trois à quatre. En fait, explique le colonel Ferré, chargé des relations entre l'administration militaire et les élèves, la nouvelle « grille » se borne à étaler l'enseignement sur quatre blocs. Mais le volume total des cours reste le même.

Les élèves contestent cette ana-

lyse et soulignent que, étant astreints à plus d'heures de cours — même si le volume des matières absorbées demeure le même — leur reste moins de temps pour le travail personnel et les disciplines non scientifiques.

Des divergences sur l'emploi du temps des élèves sont aussi apparues au conseil d'enseignement entre civils et militaires et entre administrateurs extérieurs et internes à l'école. Certaines personnalités « extérieures » ont formulé le vœu que les élèves ne travaillent pas au-delà de 22 heures ni pendant les week-ends, ce qui paraît impossible aux responsables de l'établissement. Quant aux enseignants et aux administrateurs civils, ils souhaitent que par exemple, les exercices de défilé n'empiètent pas sur le temps de travail personnel. Selon eux, ils pourraient se faire au détriment des heures de sport.

Dans une question au ministre de la défense, M. Louis Ballot, député (communiste) de Paris, lui a demandé de prendre en compte les « revendications légitimes des élèves » et de démocratiser le statut de l'école.

Ces difficultés préoccupent aussi l'Eglise. M. Valéry Giscard d'Estaing est lui-même ancien élève de l'école polytechnique. Les manifestations de ces critiques ont été sanctionnées par le ministre qui a entraîné l'annulation de la visite que le souverain espagnol devait y accomplir le jeudi 28 octobre.

(1) Un bloc comprend un cours magistral d'une heure et deux heures de travaux dirigés.

Subvention pour l'U.G.E. — L'Union des grandes écoles (U.G.E.) doit recevoir en 1976, comme en 1974 et 1975, une subvention de 20 000 francs du secrétariat d'Etat aux universités, annonce celui-ci dans une réponse à une question de M. Jack Ralhe, député (communiste) de Seine-Saint-Denis, publiée au Journal officiel du 30 octobre. Lorsque la subvention de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau), proche des communistes, avait été suspendue, l'U.G.E. avait encouru des craintes pour la sienne (le Monde du 19 août).

La réorganisation de la recherche pédagogique

UNE LETTRE DE M. RENÉ HABY

Nous avons reçu la lettre suivante de M. René Haby, ministre de l'éducation :

Sous le titre : « Une reprise en main », le Monde du 24 octobre publie, en encadré, un commentaire de ma conférence de presse du 27 octobre, qui était destinée à expliquer les buts, les structures et le fonctionnement de l'Institut national de recherche pédagogique (I.N.R.P.) et du Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.), récemment créés.

Je note avec plaisir que le compte rendu proprement dit de ma conférence est très fidèle. Son commentaire me surprend d'autant plus.

Je désire marquer une nouvelle fois qu'il n'est pas dans mes intentions de mettre sous tutelle la recherche pédagogique en France ni de la faire servir à « ma » réforme. Je serais d'ailleurs bien naïf de penser que ce soit possible.

J'ai simplement voulu, en créant un I.N.R.P. distinct du C.N.D.P., lui confier une tâche précise qui est justement de ne s'occuper que de recherche. Le C.N.D.P. prenant pour lui, dans un même esprit de clarification des choses, ce qui touche à la documentation.

Pour ce faire, l'I.N.R.P. fonctionnera de façon moderne et efficace. Un conseil scientifique de haut niveau élaborera périodiquement un plan de travail, comme il sied à tout organisme de recherche. Mais ce même conseil sera très attentif à ce qu'on appelle la recherche spontanée. La richesse de celle-ci, son foisonnement, sont pour moi d'un

intérêt essentiel. Et dès qu'une innovation paraîtra digne d'être connue, expérimentée, voire généralisée, elle le sera. Faire suivre ce type de recherche par l'inspection générale, cela ne signifie faire connaître, soutenir, appuyer.

L'expression de « reprise en main » qui a été utilisée pour décrire mon attitude en la matière me semble donc pour le moins inadéquates. Elle relève d'ailleurs du procès d'intention que d'une analyse en profondeur des propos que j'ai tenus. Je pense très sincèrement que le nouvel I.N.R.P. sera mieux à même d'accomplir sa tâche que ne l'était l'I.N.R.D.P.

Telle est, après votre « reprise en main », la « remise en ordre » d'un certain nombre de faits et d'idées que je souhaite proposer aux réflexions de vos lecteurs.

LES ÉTUDIANTS COMMUNISTES ORGANISENT UNE « CAMPAGNE-DÉBATS » SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

M. Francis Combes, secrétaire national de l'Union des étudiants communistes (U.E.C.), a annoncé, mercredi 3 novembre, au cours d'une conférence de presse, une « campagne de débats » dans les différentes villes universitaires en novembre : « Cents débats pour le socialisme et la liberté ». Les étudiants communistes, qui affirment être quinze mille, envisagent d'opposer à la politique du secrétariat d'Etat aux universités « les perspectives d'un enseignement supérieur démocratique » dans le cadre du programme commun de l'Union de la gauche.

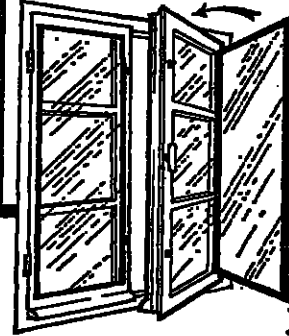
L'U.E.C., qui organise, du 15 au 30 novembre, une semaine d'action dans les instituts universitaires de technologie (I.U.T.), a également annoncé que ses militants s'engageraient dans la préparation de la campagne pour les élections municipales et que des étudiants communistes figureraient sur des listes du P.C. ou de l'Union de la gauche. M. Combes a d'autre part annoncé que le congrès de l'U.E.C., qui doit avoir lieu à Paris du 9 au 12 décembre, serait l'occasion d'un large débat.

La fièvre chez le jeune enfant.

Comment agir avant d'appeler le médecin?

Cette semaine dans ELLE.

Economie de chauffage jusqu'à 25% avec le SURVITRAGE

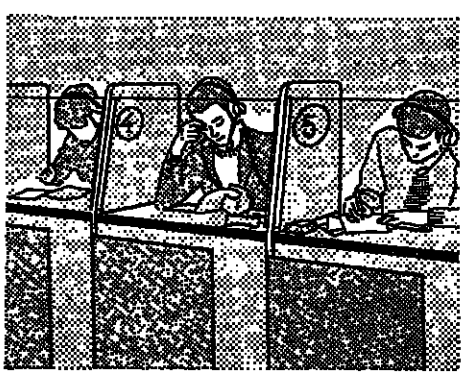


***Isolation des bruits jusqu'à 95%.**
***Dégrevement fiscal.**
***Crédit durée : 6 ans.**
***Posé par nos spécialistes sur toute menuiserie (Alu ou bois).**
***Efficace, économique.**

Tél: 828.63.04
SODIC-FRANCE
LE SPECIALISTE DE L'ISOLATION THERMIQUE ET PHONIQUE
144, rue de Javel - 75015 PARIS
Information gratuite

M. _____ M 3
Adresse: _____
Tél: _____

LABORATOIRES DE LANGUES PHILIPS



Collèges • Lycées • Enseignement Privé
• Universités et Grandes Ecoles
• Administrations • Ministères • Associations et
Chambres de Commerce • Banques • Industries

PHILIPS

DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE

BP 131, 92154 Suresnes Cedex, Tél. 506.62.40 - Poste 966
Pour tous projets, demandes de documentation ou liste de
références nous consulter en retournant la présente annonce
avec votre carte de visite.

Nom: _____
Adresse: _____

Tendresse et cruauté.

Chaval.

Cette semaine dans ELLE.

SOCIÉTÉ

Enfants d'aujourd'hui

II. - LES NOUVELLES CONFRONTATIONS

par CATHERINE HUMBLLOT

Après avoir vu les enfants vivre, recueilli leurs témoignages des heures et malheurs quotidiens, plongés dans l'univers de leurs « mondes intérieurs » (voir « le Monde » du 4 novembre), il faut regarder comment ils sont confrontés aujourd'hui aux « institutions » : famille, école, ville.

Philippe et sa fiancée, Nelly dans le car, Aude et son placard, Sophie et sa clé, Nadine au centre aéré. Dans le monde des patins à roulettes, des ballons, des vélos, l'égalité n'existe pas. L'inégalité, celle des chances biologiques, génétiques, culturelles, sociales. Sur une trentaine d'enfants, déjà trente petits bonheurs, trente engagements dans l'histoire, l'autre, la plus grande, celle d'un régime politique et de ses classes sociales, conflits qui traversent les conflits familiaux, l'affection et les erreurs des adultes, les paysages, les odeurs, les « mondes intérieurs ». Des histoires uniques comme s'il n'y avait pas de lois mécaniques. Pourtant il y a des constantes.

Nous avons vu l'enfance à travers les enfants. Démarche première, nécessaire. Leurs réflexions, leurs réactions, sont des bulles, comme le verre transparent, pour réfléchir, c'est-à-dire renvoyer la réalité, ou bien analyser. Ce voyage est insaisissable. Dans le sujet maison-école-monde extérieur, on trouve grâce à l'enfant des éléments utiles, pas tous. Cette démarche laisse de côté tout ce qui est intérieur par les enfants : le point de vue des parents, la vision historique.

Dans le récit des colos, la description de la cantine et des trajets en car, il y a ce qui a changé, bougé depuis dix ou vingt ans, et

que les enfants ne savent pas. Le rythme de vie des parents n'est plus le même, la structure familiale s'est réorganisée. Les divorces se multiplient. L'exode rural, le chômage, la télévision, toutes ces transformations idéologiques, sociales et culturelles ont entraîné une modification du statut de l'enfant. La réflexion sur la fonction de l'école, la place des équipements collectifs et des institutions reste à faire.

Le besoin de l'enfant ? La question, aujourd'hui, n'est pas forcément pertinente. On l'a constaté plusieurs fois au cours de cette enquête. Quand Sandra, sept ans, a quitté la ville de Parthenay où elle vivait dans une H.L.M. pour s'installer avec ses parents dans un village, elle est entrée dans un monde, et dans chaque pièce elle a hurlé longuement. « Je pleure », a-t-elle expliqué à ses parents. Elle ne s'était pourtant jamais plainte.

Les enfants interiorisent très tôt les contraintes. Ils les amplifient. Christophe et Franck ne cessent de surveiller leur petite sœur : ils nettoient, ils rangent, ils ramassent, ils lui disent de se taire, ils lui passent des patins de laine sous les pieds.

A Hérouville, une ville nouvelle à côté de Caen, où l'urbanisme a été « pensé » pour les enfants (on circule à pied, à l'intérieur de chaque quartier), on a installé partout des jeux, des balançoires, que les enfants adorent. Pourtant, un jour, on a creusé un trou pour construire une H.L.M. Les enfants ont abandonné aussitôt leurs barres, leurs balançoires, pour aller jouer dans le trou, qu'ils trouvaient beaucoup plus amusant.

La « télé » les tient « assis »

Autre exemple, la télévision. Tous les enfants que nous avons vus la regardent, ils l'ont à peu près, de leur demander ce qu'ils en pensent. Seul, Matthieu a remarqué : « C'est un moyen de se tromper », et Aude, qui « des fois regarde l'important », a ajouté : « Ce n'est pas la solution. » Des mercredis entiers, des samedis, des dimanches, cela ne dépend que de l'autorisation des parents. Ils la regardent à table, le soir, et parfois tard. Eric dort mieux, paraît-il, depuis qu'il a le droit de rester jusqu'à la fin du film. Nelly n'aime plus rentrer les chèvres le mercredi, les enfants du centre aéré d'Amberwillers ne tiennent plus en place ce jour-là, à partir de 5 heures.

La télévision « fixe » l'enfant « assis » mieux que l'école, elle s'insinue dans la vie, elle est dans la famille, comme lieu d'apprentissage. La publicité remplace les compléments et la grand-mère s'est tue. Quelles sont les conséquences de cette entrée directe sur les éléments familiaux ? Incontrôlables. Des instituteurs, des moni-

teurs, disent que les enfants ont plus de difficultés à créer, à inventer des jeux, ils répètent (surtout le lundi) ceux de la télé.

En dehors du travail de modélisation dû au contenu des images et des sons, c'est la perception du monde qui bouge, la barrière de l'image familiale, l'idée même de la famille nucléaire qui se transforme, qui saute. L'enfant est à l'extérieur en même temps qu'à l'intérieur de sa famille. C'est un phénomène nouveau.

Il parle de ses parents avec une lucidité, un recul qui étonnent. « Ce n'est pas la sévérité, c'est la brutalité », dit Jean en parlant de son père, qui le bat. « Si on lui plaît », dit simplement Matthieu en parlant du travail de sa mère. « Je ne vois pas sinon ce qu'elle ferait dans la journée », dit Aude. « Mes parents sont gentils, j'ai de la chance » : une sorte de désinvestissement. Le regard des enfants sur les adultes change. Papa-maman deviennent des éléments mineurs dans l'espace social. Relativisés par le monde qui pénètre chaque jour par la « télé ».

Des bataillons par rangs d'âge

Les enfants aiment ou n'aiment pas l'école, et pour des tas de raisons. Nelly, Minette, l'aiment parce qu'elles se font des amies ; Matthieu s'y ennuit pour des raisons de méthode ; Didier parce qu'il veut demeurer dans son village ; Sophie parce qu'elle explose. Les insomnies, les coliques la veille de la rentrée, la peur d'être en retard, d'avoir oublié son cartable, on a rencontré ces petites névroses un peu partout : la pression sélective qu'exerce sur l'enfant bien avant l'examen et de manière sournoise est peut-être à l'origine de cette anxiété. Il ne peut pas très bien expliquer. Est-ce qu'il va s'entendre avec son professeur, qu'il va suivre ? On dirait qu'il sent, dans la confusion, que des choses très importantes se jouent très tôt pour lui, pour son avenir, mais ce ne sont pas les autres, vous êtes rejoints sur

la berge, vous échouez. Initiation cruelle, secousses dont les enfants ne parlent pas, mais les professeurs, les éducateurs, oui.

Il suffit d'entendre la façon dont les bataillons parlent de ceux des « transitions », de ceux qui sont en perfectionnement pour imaginer la vivacité du sentiment d'échec de ceux qui y sont.

Qui va en classe de transition, qui va en classe de perfectionnement ? Des enfants d'ouvriers pour la plupart. On a relevé dans une classe de perfectionnement en province la proportion suivante : sur douze élèves, neuf sont des enfants d'ouvriers, un d'employé, un de commerçant, un de cadre. On retrouve à peu près cette proportion dans les sections d'éducation spécialisée.

Si l'on regarde plus attentivement, c'est-à-dire à la fois l'histoire de l'enfant et le résultat de son quotient intellectuel (Q.I.), on distingue deux éléments : la persistance de situations difficiles, inégalement réparties selon les catégories sociales. Seuls quand il s'agit de déviance profonde. Plus précisément, et toujours sur le dossier d'une école (il ne s'agit pas d'une moyenne nationale), si

le Q.I. est inférieur à 50, les enfants se répartissent également dans toutes les couches de la société (il peut s'agir d'un accident de naissance, d'accidents génétiques), si le Q.I. se situe entre 50 et 60, on commence à voir une certaine dissymétrie (avec un pourcentage plus élevé d'enfants venant de couches sociales défavorisées), enfin si le Q.I. est supérieur à 70 (déviance intellectuelle légère), on touche 80 % de la population non qualifiée.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Que le trouble scolaire est en général le symptôme d'une autre difficulté. Dans les classes de perfectionnement, on découvre de terribles perturbations dans l'histoire de l'enfant. Certains ont donc plus de chances d'en avoir que d'autres. Les enfants sans père ou à multiples pères, ceux dont les parents ont divorcé, qui ont des parents handicapés, les enfants trop laissés seuls, ceux qui ont eu des chocs affectifs, qui ont changé de nourrice, ceux à qui l'on ne parle pas, ceux-là arrivent chez le psychologue et le rééducateur. S'il y en a.

Deux mondes

Tel, il faut distinguer entre ville et campagne. Si parfois, dans les villes, on se plaint qu'il y ait trop d'institutions, c'est le contraire à la campagne. L'absence de psychologues, de rééducateurs, de groupe d'aide psychopédagogique (G.A.P.), fait qu'on attend parfois des années pour signaler un enfant perturbé ou en difficulté scolaire. Surtout si l'on craint la fermeture d'une école à la suite du départ d'un élève. Faut-il sacrifier l'enfant ou la commune ? Il arrive qu'on sacrifie l'enfant, en Normandie comme dans les Pyrénées-Atlantiques.

La ville et la campagne, deux mondes : les problèmes de jeux, de structure familiale, d'institutions et d'école s'y posent en termes presque opposés. Si les parents ne sont pas « absents » à la campagne, si les questions de garde ne se posent pas (il y a encore la grand-mère), les écoles ferment et les institutions manquent. L'éloignement fait perdre du temps. Les parents de Laurent ont plus de six heures de trajet par semaine pour amener leur fils chez l'orthophoniste et à la piscine en ville. Enfin, même si le cadre de vie reste meilleur à la campagne, le milieu rural se transforme et se « déstructure », l'esprit de village se perd, les relations sociales se raréfient.

Elles n'existent plus, ces relations, à Paris, à Caen, au Havre, c'est pourquoi la « garde » de l'enfant devient un drame aigu en ville. Surtout si la femme travaille, situation de plus en plus fréquente. L'enfant seul dans la ville est un enfant en danger. A la campagne, il connaît les gens, et l'espace est accueillant. L'enfant ne connaît personne dans son immeuble, et la rue lui est interdite. Sophie ne doit pas traverser à cause des voitures. Maurice ne peut descendre « à cause des voyous ».

Où mettre les enfants ? Il est impossible d'énumérer les solu-

tions, individuelles ou collectives, utilisées par les parents, et entrecroisées en un mois. L'enfant chez la nourrice une demi-heure trop tôt, ou chez la grand-mère toute la journée, la halte-garderie, l'école ouverte le soir, le centre aéré, la crèche dans l'entreprise, la paroisse d'antan, là où elle subsiste, sans compter les activités sportives ou éducatives, la M.J.C., la piscine, le piano, les majorettes, la danse.

Harcelés par le rythme de vie, les trajets, le travail, les parents « coupables » de ne pas « occuper » leurs enfants (les mères surtout), trop inquiets pour les laisser seuls dans la rue, ont de plus en plus tendance à leur donner des activités comme on leur donne des jouets ou des bonbons. Cela ressemble à de la consommation. On mange, on joue, on fait un dessin, on agit les mains, mais dans des temps limités, à des endroits différents et toujours avec quelqu'un. C'est dans la petite-bourgeoisie en particulier qu'on trouve des enfants littéralement remis par morceaux (mis en morceaux ?) à des institutions. Avec l'envahissement de la télévision, cette prolifération des institutions — avec leur spécialisation — est peut-être le phénomène nouveau le plus important pour l'avenir des enfants. Il est inquiet. Dans ce morcellement, il y a un processus de psychose. L'enfant est conçu comme un puzzle, cassé dans ses temps et ses rythmes, divisé, éclaté. Et aussi « normalisé ». On assiste à une discipline croissante, liée davantage à la façon dont l'enfant parcourt les institutions, sous le perpétuel regard des adultes. Il n'a plus le temps de rêver. Les plages qu'on lui a prévues pour sa « créativité », pour sa « spontanéité », parce qu'elles sont codées, risquent bien d'être des tiroirs fermés.

Que faire ? Instaurer des horaires souples pour les adultes, le travail à mi-temps ? Refaire la ville, les parcs, les squares ? Rétablir les relations sociales ? L'immeuble comme un village, la rue comme un chemin de campagne.

Prochain article :

LA FIN DES PETITS ROIS

par CATHERINE ARDITTI

Opel City

EUROPE DIESEL S.A.
234, boulevard Maxime Gatti
VILLEURBANNE, tél. 726.29.50.

Charlebois ne chante plus "Lindbergh."

Et il voyage en Boeing.

Cette semaine dans ELLE.

du 3 au 13 novembre

EXPOSITION VENTE

d'armes de chasse de 15 000 à 50 000 F (neuf et occasions)

Gastinne Renette

39, avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS - Tél. : 359.7774

Vous cherchez une boisson peu sucrée ?
(naturelle et plus légère)

Yin de Volvic a le goût nature que vous préférez, car c'est une boisson riche en fruit et très désaltérante, mais naturellement peu sucrée.

Renseignements : Volvic B.P. 41 - 93340 Bourg-la-Reine - Tél. : 360.45.34

Poppy Moreni : une styliste qui va lancer un style.

"Elle" lance la styliste.

Cette semaine dans ELLE.

صوت الامم المتحدة

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

La pluie et les subventions n'ont pas supprimé les difficultés des éleveurs

La sécheresse ? Le paysage a reverdi avec les pluies d'automne, les agriculteurs doivent se répartir quelque 5,5 milliards de francs de subventions. L'affaire paraît réglée. Pourtant, alors que le débat parlementaire sur les crédits du ministère de l'Agriculture pour 1977 s'engage ce jeudi 4 novembre, les préoccupations des milieux paysans restent vives. La Fédération française de l'Agriculture (F.F.A.), qui tiendra

son congrès les 22 et 23 novembre à Lorient, reproche au gouvernement et à l'opinion publique « leur indifférence à l'égard d'une catégorie de Français qui n'ont jamais démérité ». Quelle est la situation sur le terrain ? Notre correspondant de Rouen a interrogé les agriculteurs que nous avons rencontrés en juillet (« Le Monde » des 11-12 et 13 juillet). Ils restent pessimistes.

De notre correspondant

Rouen. — Dans ce coin de Normandie, la pluie revenue a paré l'automne des vertes d'un printemps hors saison. « On a cessé de taper dans les stocks », nous dit M. Emmanuel Lesecq, éleveur à Douvrend. C'est un baume sur la pluie, dont l'effet ne dure pas. Après le 11 novembre, l'herbe ne repousse plus. Au 20 janvier, il n'y aura plus rien dans les greniers. Les situations sont diverses, mais le constat est le même : aujourd'hui, n'ont déjà plus de nourriture. On n'a pas tout vu, en février il y aura du bétail qui souffrira. »

Ce printemps d'octobre est aussi meurtrier : « Les éleveurs ont bien travaillé dans le coin : trois vaches par jour dans une zone pas très grande. On a eu un problème de tétanie, cette maladie qui frappe les bêtes lors de la mise à l'herbe, quand l'alimentation est déséquilibrée. »

Vision délibérément pessimiste ou seulement réaliste ? Plusieurs indices montrent que les éleveurs n'ont pas tellement réduit leur cheptel, mais ils ont réalisé des prodiges financiers pour acquiescer qu'il du foie, ou de la paille. « Certains ont acheté jusqu'à 800 F la tonne de paille à prendre à terre, ou encore 5 000 F

l'hectare de maïs », poursuit M. Lesecq. Pour conserver la potentialité laitière, des éleveurs ont acheté un peu d'importation. M. Lesecq ouvre ses comptes : « Pour du matériel d'arrosage et de la luzerne, j'ai dépensé 1 000 F de plus par vache. Aujourd'hui, je n'ai plus de réserves financières. »

La pléiade de l'aide à trente gros bovins par exploitation le fait bondir : « Dites, à l'école primaire on apprend à compter jusqu'à plus que ça. » Toutefois, il remarque que des « gens astucieux » ont touché des primes pour du bétail qu'ils achètent peu cher, avant le 1er septembre, pour s'en débarrasser aujourd'hui, les primes encaissées. »

« On ne peut pas manifester. On s'est fait suffisamment mal voir et on a été mal vu. Les gens sont sur la brèche. A la réunion de la caisse locale du Crédit agricole, il y avait plus de monde que d'habitants. Le sénateur présent, M. Caron, s'est presque fait agresser, verbalement bien sûr. Habituellement, personne ne dit rien, mais cette fois ils y sont allés. Surtout, dites bien une chose, insiste M. Lesecq, seuls les éleveurs sont réellement sinistrés au niveau financier. »

« Rien n'a repoussé »

M. Catherine, conseiller agricole, a été sur le « front » de la paille et des ensilages de maïs tout l'été dans cette région de la vallée de Seine qui fut plus profondément et plus tôt touchée par la sécheresse. « J'ai peur que l'on ne cache jamais le taux d'endettement car les paysans ne sont pas allés au seul « Crédit agricole. Il y a des problèmes de trésorerie considérables. On n'arrive pas à faire rentrer l'argent des chantiers-mais. »

Son secteur, qui couvre un canton et demi environ, montre la vanité des critères d'indemnisation : sur les plateaux profonds, la repousse a fourni le quart d'une récolte. Mais les rendements des cultures dérobées vont de 80 à 20 % de ceux d'une année normale. Par contre, sur les terrains de sables de la vallée, « tout a reverdi, rien n'a repoussé. »

Pour ce conseiller agricole aussi, « les vrais drames sont pour février. Il y a des gens qui vont être en colères courtes ». Comptes de ges-

tion à l'appui, tous auront perdu 3 000 francs par hectare en 1976. Un exemple parmi d'autres : « Dans une ferme, on avait un schéma de développement pour un prêt spécial d'élevage. La gare a eu un péché sanitaire dans son étable en 1975. Son objectif 1976, raisonnable, d'être quarante-cinq vaches, il en a eu quinze car il ne peut pas les nourrir. En avril 1976, il avait déjà 80 % de dettes. En 1977, ce sera du 110 %. »

« Rive gauche », poursuit M. Catherine, quelques éleveurs ont quitté leur exploitation sans toutefois s'en séparer. Prudence... Ils sont allés travailler à l'extérieur dans des carrières. Ils sont revenus, ils n'ont pas pu tenir... »

Les gens des plateaux vont encaisser le choc et regarder ceux de la vallée, qui « rient à cause des maïs quand il pleut et qui rient à cause des tabacs quand il fait sec ». Le port autonome de Rouen voudrait bien industrialiser « tout cela ». Et certains se demandent s'il ne vaut

Vient-on pour autant de reformer la parenthèse sur ces tristes mois de juillet à octobre ? « Ce n'est pas aussi simple », répond M. Olivier. Le fait de ne pas entamer les stocks alimentaires d'hiver ne les augmente pas pour autant. Si la sécheresse est précoce, au total la sécheresse aura entraîné qu'une légère baisse de production pour notre région. Mais les coûts ont grimpé considérablement tant pour l'éleveur que pour nos entreprises. En septembre, dans la région de Forges-les-Eaux, par exemple, on a collecté 40 % de moins et les frais de ramassage se sont accrus de 5 centimes par litre. »

En fait, M. Olivier n'est pas optimiste : « Après avoir donné cette année de l'argent aux gens pour nourrir les animaux, on peut parler qu'il y aura une prime d'abatage l'an prochain... Et, pourtant, une politique laitière a un autre rôle à jouer que celui du maintien du panier de la ménagère. Nombre de pays ont besoin des protéines du lait. Conquérir des marchés d'exportation est autre chose que de gérer des excédents. Quand il n'y aura que des exploitations de 250-300 hectares, il n'y aura plus de vaches laitières. »

JACQUES GRALL

FISCALITÉ

M. LAUBARD DEMANDE UNE MODIFICATION DE LA LOI SUR LA TAXE PROFESSIONNELLE

La taxe professionnelle, qui remplace la patente, suscite de vives réactions des chefs d'entreprise. M. Laubard, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, s'élève, dans un communiqué, contre « les majorations abusives, dans plusieurs cas, à doubler, voire tripler le montant de l'ancienne imposition ». « Des variations d'une aussi grande ampleur sont anormales et injustifiables ». « Il est regrettable que le gouvernement et le Parlement, malgré les mises en garde, n'aient pas pris les dispositions nécessaires pour en atténuer les effets. Il est donc urgent qu'un débat s'engage rapidement afin de modifier la loi », indique encore M. Laubard.

De son côté, la chambre de commerce et d'industrie de la Haute-Garonne s'élève contre « les inégalités et les distorsions de cette taxe professionnelle qui, dans certains cas, se traduit selon lui par une augmentation des contributions fiscales de l'ordre de 100 à 400 % ». Une vingtaine d'industries de la Haute-Garonne, dont la plus petite occupe dix ouvriers, sont en danger et devront certainement fermer leurs portes, ce qui entraînerait le chômage d'un millier de personnes. »

La chambre a demandé au ministère de l'Économie et des Finances la possibilité pour les chefs d'entreprise d'étaler le paiement de cette taxe sur douze mois.

M. PIERRE BROUSSE, ministre du commerce et de l'artisanat, a indiqué, mercredi 3 novembre, devant la commission sénatoriale des affaires économiques et du Plan, au sujet des régimes fiscaux des non-salariés, que l'échéance fixée par la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ne pourrait être respectée « étant données les difficultés que l'on rencontre dans la connaissance du revenu ». « Il est nécessaire, a-t-il dit, que chaque des deux parties fasse un bout de chemin, et c'est ainsi que l'on aboutira à l'harmonisation. »

Le vrai problème est, selon M. Pierre Brousse, celui des petits artisans et commerçants âgés, pour lesquels il faut trouver des solutions adéquates.

LOGEMENT

La réserve croissante des dirigeants d'H.L.M. devant la réforme du financement de la construction a rendu nécessaire un congrès extraordinaire

Le congrès extraordinaire de l'Union nationale des organismes d'H.L.M. qui s'est tenu ce jeudi 4 novembre à la Maison de la chimie, à Paris, devait rendre publique dans la soirée sa position sur la réforme du financement de la construction. Sa convocation — procédure tout à fait inhabituelle — s'explique à la fois par la gravité de la situation actuelle de l'industrie du bâtiment — nombre de programmes d'H.L.M. ne pouvant être lancés en raison de l'insuffisance des prix-plafonds officiels — et par l'inquiétude croissante des dirigeants d'H.L.M. devant le projet gouvernemental de réforme.

Ils avaient accueilli « avec faveur ce projet, à l'origine, estimant y retrouver nombre des orientations du livre blanc de l'Union des H.L.M. et du « rapport Barre », dont ils avaient approuvé l'esprit. Mais, au fil des mois, les difficultés d'application sont apparues. La plupart des animateurs de la construction sociale, pensent à présent — sans pour autant mettre en question l'idée d'un remplissage progressif de l'aide « à la pierre » par l'aide « à la personne » — que les chiffres inscrits dans le projet de loi ou les tableaux de M.M. Fourcade et Barrot vont pénaliser les familles de locataires ayant un revenu moyen, gêner l'accession à la propriété des familles à revenu modeste et renchérir considérablement les loyers, alors que les privilèges fiscaux dont bénéficient principalement les familles plus aisées acquiescent leur logement ne seront pas réduits. »

En constatant, en outre, l'absence de garantie sur le montant futur de la nouvelle aide personnelle au logement (pas d'indexation de cette A.P.L. sur les prix ou sur les revenus), alors que l'avenir doit être très fermement assuré si l'on veut faire échapper l'industrie du bâtiment à son marasme actuel. Enfin, la façon très timide dont est prévue l'expérimentation du nouveau système fait redouter à beaucoup que la généralisation de la réforme tarde trop.

En bref, les dirigeants d'H.L.M. pensent qu'il faudrait modifier substantiellement le dispositif gouvernemental et l'assortir de « verrous » financiers. Sera-ce possible en quelques jours seulement de débats au Sénat puis à l'Assemblée nationale ? Beaucoup n'y croient pas, qui craignent aujourd'hui de cautionner une réforme insuffisante et qui, de plus, même pire que le statu quo. Le congrès extraordinaire doit fixer la fonction exacte de l'Union des H.L.M. La réunion, le même jour, du comité de liaison pour une politique sociale de l'habitat, qui groupe, autour de l'Union des H.L.M.,

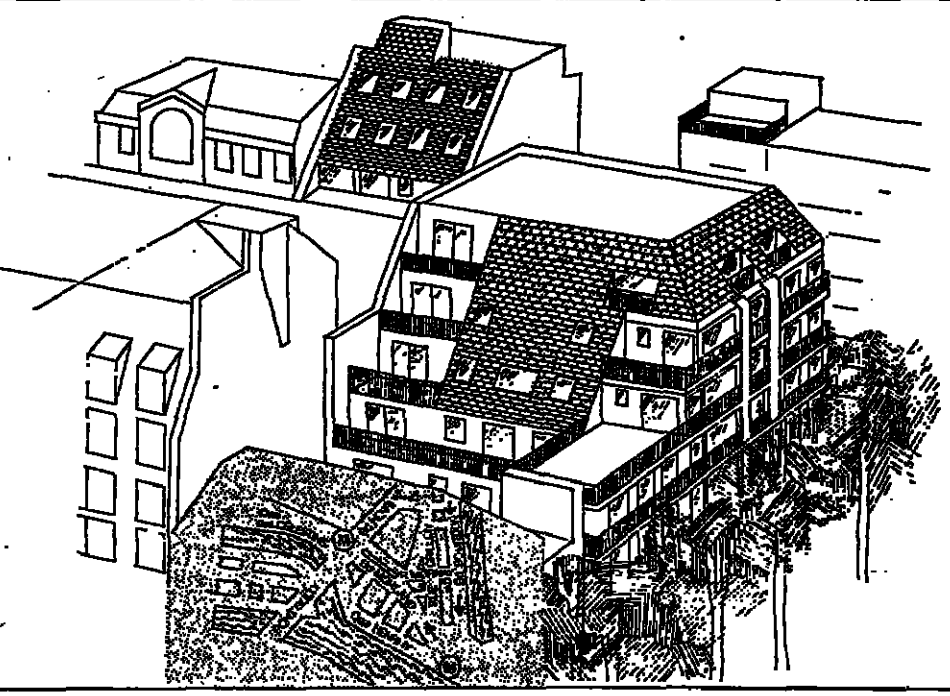
FAITS ET CHIFFRES

● LE BUREAU DE L'ASSOCIATION F.O. DES CONSOMMATEURS (AFOC) proteste, dans une communication, contre « des pratiques utilisées dans un grand magasin de la région parisienne, à la suite de la décision du gouvernement de bloquer les prix ». « A l'annonce d'un contrôle par les agents du service des prix, dès la première heure, déclare l'AFOC, il a été demandé au personnel des ventes de retirer rapidement certaines étiquettes et d'entreposer la marchandise dans les réserves pendant la durée de la vérification, et d'en modifier les prix. »

● LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS a estimé, mercredi 3 novembre, que « le blocage gouvernemental des prix n'est qu'un bluff destiné à justifier la pression sur les salaires, la tentative de réduction du pouvoir d'achat et de la consommation populaire au profit des trusts et des privilégiés de la fortune ». Il a ajouté : « Plan de vie chère et d'austérité pour les pauvres, le plan Giscard-Barre est aussi un plan d'accroissement du chômage. »

● EN ITALIE, les prix de gros ont augmenté de 1,8 % en septembre, soit la plus forte hausse depuis mai (+ 2,3 %). En un an, l'indice qui s'est inscrit à 247,2 (base 100 en 1970), s'est accru de 27,5 %.

Pierre, ardoise et terrasses. A deux pas du Marais.



MORNAY CRILLON

Entre la Seine et le Marais, au cœur du Paris historique, le Mornay-Crillon : une construction traditionnelle, une architecture conçue en fonction de l'environnement. Mais derrière les charmes du passé, on trouve au Mornay-Crillon tous les raffinements que le XX^e siècle peut apporter à une habitation de qualité. Les matériaux employés, les finitions, l'isolation phonique, les terrasses et les balcons, la diversité des plans et des types d'appartements, la hauteur des plafonds font du Mornay-Crillon une résidence de classe dans un quartier de Paris où l'on rencontre l'histoire en sortant de chez soi.

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur Mornay-Crillon.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

CORI

254, Bd St Germain, 75007 Paris

Tél. : 260.38.22

Mois 4-11

Organisé par BUREAUX-PROVINCES et LES ÉCHOS
Sous la présidence de Monsieur Jean LECANUET, Ministre d'Etat
chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire

Forum L'Entreprise, l'Etat et la Décentralisation Tertiaire

La décentralisation des activités de bureau est vécue différemment par l'entreprise et par l'Etat. L'entreprise y voit souvent une contrainte mais aussi une manière d'accroître son potentiel économique et d'améliorer sa gestion. L'Etat, pour sa part, l'envisage comme un moyen d'équilibrer les activités sur l'ensemble du territoire.

Confronter les points de vue de chacun et examiner les solutions possibles, tel est le but de la journée organisée à l'intention des chefs d'entreprise le jeudi 18 Novembre de 9 h 00 à 18 h 00 au Palais des Congrès, à Paris.

En matinée, deux tables rondes : la décentralisation bancaire et financière, les télécommunications et la décentralisation tertiaire.

Un déjeuner-débat : la décentralisation tertiaire, choix imposé ou choix stratégique pour l'entreprise ? avec Messieurs Amighi et Casanova (CCI Paris), Chataenet (BUREAUX-PROVINCES), Essig (DATARI) et Hannart (CNPF).

Après-midi, trois ateliers techniques : les procédures administratives et les aides de l'Etat, le marché national des bureaux, les rémunérations du personnel de bureau et le coût de la vie en province.

Pour recevoir le programme détaillé du Forum, prenez contact avec l'Association Bureaux-Provinces, 39, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris - Tél. 522.86.20 (poste 299).

La participation aux frais est de 200 F

**ASSOCIATION
BUREAUX-PROVINCES**

COSTUMES
Mesure industrielle

690^F

offre spéciale
du 6 au 27 novembre

MESURE INDUSTRIE
23 rue des Mathurins Paris 8
(métro Havre-Caumartin)
parkings : place de la Madeleine et boulevard Malesherbes

**du Liberté à l'Opéra,
il faut 12 minutes.**
(12 mn de RER. Le temps que vous prenez
habituellement pour garer votre voiture.)

du studio au 6 pièces
Le Liberté: 774.59.75
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

(PUBLICITE)

TENDER NOTICE
LAGOS STATE GOVERNMENT
MINISTRY OF WORKS AND PLANNING

**TENDER FOR THE SUPPLY
AND INSTALLATION OF ELECTRO-MECHANICAL
EQUIPMENT FOR ISASI WATERWORKS**

1. Tenders are invited from reputable and suitably experienced companies for the supply and installation of the following equipment in connection with Lagos water supply expansion programme phase 2 - Stage 2 - Isasi waterworks.
2. Contract n° 4:
Supply and installation of electro/mechanical equipment for the raw water, clear water and sludge pumping stations.
3. Contract n° 5:
Supply and installation of power generation equipment and electrical equipment within the treatment plant area.
4. The construction site will be near Isasi Village in the West of Lagos along Badagry Expressway. The waterworks will be capable of producing 100,000 M3/D (approx. 35 MGD) drinking water for Lagos metropolitan area.
5. Tenderers may tender for one or both of the contracts described above.
6. Official tender documents for each contract are obtainable from the chief water engineer (projects), room B5/200B, Ministry of works and planning, Oba Akinjobi Street, Ikeja, Nigeria, between the hours of 9 A.M. and 5 P.M. from Monday to Friday with effect from 1.11.76 to 31.12.76.
7. Each tenderer is required to pay naira 300 (two hundred naira) non-refundable deposit for each contract into any Lagos State sub-treasury with the tender.

DEPOSIT ON TENDERS

Tender documents will be issued only on production of the original and a photostat copy of the Treasury receipts for the deposit to the chief water engineer mentioned above. Original of receipt should also be attached to the tenders as evidence of payment.

Alternatively documents may be obtained from the consulting engineers, Messrs. G.W. 6800 Mannheim I. Gottlieb-Daimler-Str. 12 A. Postfach 550, West Germany, upon production of evidence of payment of the tender deposit.

6. A tender bond equal to 1 percent of the tender sum (up to a maximum of naira 100,000) is required to accompany each of the completed tenders.
7. Tenderers are required to produce adequate evidence of their experience of manufacture and installation of similar equipment in tropical climates.
8. Tenders must be submitted on the official forms of tender (in sealed envelope marked confidential-tenders for supply and installation of electro/mechanical equipment for Isasi waterworks-contract NO. 4/05) and addressed to:

**THE SECRETARY,
LAGOS STATE TENDERS BOARD,
OFFICE OF THE COMMISSIONER FOR SPECIAL DUTIES,
OBA AKINJOBI STREET,
IKEJA - NIGERIA**

So as to reach him not later than 10.00 am on 14th January 77.

9. No tenders will be considered unless they are submitted in full compliance with the provisions of this notice.
10. The board is not bound to accept the lowest or any tender Tender.

**THE SECRETARY
LAGOS STATE TENDERS BOARD.**

**du Liberté à votre bureau:
2 ou 3 stations de RER.**

Autoroute Paris-St Germain A14.
Préfecture
Nanterre
Le Liberté
vers Nanterre
RER
vers Opéra 12 mn
St Germain
Cité
St Germain
Cité

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

Selon une enquête publiée par la C. G. T.

Les ouvrières et les employées n'ont, pour 60 %, aucun diplôme professionnel

Une forte sous-qualification de la main-d'œuvre féminine, un chômage important, des salaires faibles, une espérance de promotion assez mince et de lourdes charges supplémentaires, notamment pour les veuves et les divorcées, qui cumulent les difficultés : tels sont les principaux constats d'un sondage intitulé « Femmes à l'usine et au bureau », dont les résultats viennent d'être publiés par la C.G.T.

M. Jean-Louis Moynet, secrétaire confédéral de la C.G.T., ainsi que Mme Christiane Gilles, qui a préfacé l'ouvrage publié à cette occasion (1), ont précisé, au cours d'une conférence de presse, que cette enquête sociologique effectuée en novembre 1975 avec le concours de l'Institut français d'opinion publique (I.F.O.P.) avait rassemblé les réponses à soixante-neuf questions posées sur le terrain à 1 931 ouvrières et employées. Pour éviter une grande dispersion, cinq branches d'industries seulement, à forte concentration féminine — métallurgie et mécanique automobile, textile, cuir et habillement, chimie et pharmacie, industries agricoles et alimentaires — ont été prises en compte pour l'enquête sur les ouvrières. Pour les employées, l'échantillonnage a porté sur l'ensemble de l'industrie, le commerce, la banque, l'assurance et la sécurité sociale, excluant ainsi les fonctionnaires et les agents des collectivités locales.

Cette sélection interdit sans doute la généralisation des résultats de l'enquête à l'ensemble de la population des femmes salariées : les salariés agricoles, la main-d'œuvre immigrée, les personnels de service et les membres féminins de l'armée et de la police s'en trouvent également exclus, — mais un certain

(1) Femmes à l'usine et au bureau, enquête sociologique de la C.G.T. d'études économiques et sociales, 213, rue La Fayette, 75480 Paris. Codez 10.

nombre de données plus ou moins nouvelles apparaissent.

● Une forte sous-qualification : 24,8 % des femmes interrogées n'ont aucun diplôme d'enseignement général, et 59,2 % aucun diplôme professionnel.

● Un ancrage puissant dans la vie active : 53,8 % des travailleuses questionnées ne se sont jamais arrêtées depuis leur première embauche, malgré une entrée souvent précoce dans la vie professionnelle.

● Un chômage plus élevé parmi les jeunes générations : si le pourcentage du chômage est de 20,1 % pour l'ensemble des femmes interrogées, il atteint 24 % pour les ouvrières et les employées de dix-huit à vingt-quatre ans, soit près d'une jeune femme sur quatre.

● Une place importante du travail intérimaire : 23,7 % des femmes interrogées sont ou ont été employées par une société de travail temporaire.

Du second volet de l'enquête se dégagent trois traits principaux : des bas salaires (51,1 % des femmes interrogées en novembre 1975 gagnaient alors moins de 1700 F par mois alors que 29,7 % d'entre elles travaillaient plus de quarante heures par semaine ; une mobilité assez forte (38,7 % de celles qui déclarent avoir appris un métier indiquent qu'elles en exercent un autre) ; une promotion assez faible (57,3 % n'espèrent pas changer de poste).

Enfin, 47,4 % des femmes interrogées se prononcent pour « des changements fondamentaux » du système politique, économique et social ; 84,5 % considèrent que l'égalité des hommes et des femmes dans le travail, la vie sociale et familiale est « d'une grande importance ». Dans le même temps, 66,9 % se prononcent en faveur de la retraite à cinquante ans. Cela, selon Mme Christiane Gilles, apporte « un démenti cinglant à ceux qui escomptent, au nom de l'égalité, toute mesure sociale spécifique ».

BIBLIOGRAPHIE

« Physiologie de la France »

D'YVES LAULAN

Pendant un certain nombre d'années, Yves Laulan a écrit pour le lecteur : inspecteur des finances, il dirigeait le département économique de l'OTAN. C'est peut-être ce qui lui donne, en nous proposant sa *Physiologie de la France*, cette grande liberté de regard.

La droite et la gauche trouveront du grain à moudre en parcourant les trois cents pages de ce livre où l'on cherche, avec une certaine frénésie, comme c'est la tentation aujourd'hui, à décrypter le « message » de la France. On trouvera des « réflexions personnelles » sur trois thèmes : « croissances », « réformes », « politiques étrangères ». Ces derniers sont singuliers. Ils semblent vouloir indiquer que l'éventail est ouvert, qu'on tournera le dos au dogmatisme.

Première constatation : au sortir de la crise, l'appétit de consommation ne semble guère avoir été affecté, mais de là à croire que tout va se passer comme auparavant, il y a une marge. « Nous abordons vraisemblablement la décennie de la croissance », écrit Yves Laulan, « et le chômage à 3 % des dix dernières années ». Ceux qui croient à la fin de l'ère des cycles économiques en seront pour leurs frais.

Le chômage, et surtout celui des jeunes, qui affecte à peu près dans les mêmes proportions tous les pays occidentaux « porte condamnation implicite de la société ». Mais il faut bien voir, poursuit Yves Laulan, que « c'est le problème le moins aisément soluble ». Pourquoi ? « Parce que la notion de droit au travail est antinomique de celle de liberté du travail », le système d'éducation entraînant, en effet, le refus de certaines formes d'occupations. « La démocratisation culturelle entre désormais en conflit ouvert avec (la) démocratisation économique et politique ».

À côté du chômage, au musée des horreurs économiques siège inamoviblement l'inflation. Yves Laulan s'interroge avec bonheur sur les aspects spécifiques de l'inflation française et insiste sur trois points : le comportement des titulaires de revenus non salariaux, la connivence profonde qui existe dans notre pays en faveur de l'inflation, et la coalition d'intérêts particuliers dont le dénominateur commun est la défense des avantages propres à une corporation.

PIERRE DROUIN.
★ Éditions Cujas, 292 p., 33 F.

Itinéraire d'un chômeur

« Toi et moi, sommes dans le même pétrin... Viens en discuter avec nous... » Le tract distribué devant l'Agence de l'emploi par deux garçons d'une vingtaine d'années, militants d'un mouvement de jeunesse chrétienne, attire peu l'attention de ceux qui franchissent le seuil. Pour la plupart, des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Au passage, indifférents, ils prennent la feuille ronéotypée ou font comprendre qu'ils ne se laisseront pas « récupérer » : leur situation de chômeurs ne regarde qu'eux-mêmes.

Le bureau d'accueil — un comptoir « design » en demi-cercle derrière lequel s'affairent trois employées — est débordé. Une foule s'y agglutine, des bras se tendent, se disputent le premier rang. Le jeune « demandeur d'emploi » entré là pour la première fois reçoit un premier choc : c'est vrai, le chômage, ça se compte par centaines de milliers. L'instant d'après, il comprend qu'il pénètre dans un engrenage administratif. Veut-il un renseignement ? Puisqu'il cherche un emploi, il lui faut d'abord s'inscrire : ensuite son cas sera examiné. Bousculade, attente. Enfin, une secrétaire tend l'oreille : « Vous habitez le treizième ? Alors, vendredi, à 8 h. 30 précises. Prenez ce billet, rapportez les pièces administratives indiquées là... »

Vendredi matin. Avant 9 heures, l'affluence dans le hall est telle qu'il faut procéder à un appel en règle : relevé des numéros, nouveau pointage. L'attente est cette fois plus longue, plus pesante. Pas un mot. Des regards graves se croisent, s'évitent, quelquefois marqués

par l'exaspération. Tant de lettres de candidature restées sans réponses, tant de coups de téléphone inutiles, tant d'après-midi perdus à des démarches administratives ou à des rendez-vous peu convaincants...

Rien à voir avec votre qualification mais enfin...

Onze heures, la voix du conseiller-orienteur apporte un peu de réconfort. Sa contribution pourtant ne dépasse guère le stade du procès-verbal : formation professionnelle achevée, inexistence d'offres d'emploi. « Vous parlez deux langues étrangères ? Essayez le bureau de l'A.N.P.E. spécialisé dans l'hôtellerie et le tourisme. Rien à voir avec votre qualification, mais, enfin, pour un emploi temporaire, vous pourriez trouver... » Suit un nombre impressionnant d'écritures : attestation de licenciement, fiche Sécurité sociale, demande d'allocation, etc. L'entretien terminé, on souffle un peu : « Situation régularisée... »

Mais l'inquiétude persiste : la crainte de l'ennui. Parfois même le sentiment pesant d'un échec personnel. Et si l'ardueur n'était plus la même pour trapper à la porte des employeurs ? Que répondre à la question : Votre profession ? Chômeur ou demandeur d'emploi ?

Dehors, impassibles, deux types tendent toujours du bout des mains, le tract vert... Oul, le même « pétrin »...

P.-E. M.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ETUDES FONCIERES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

CHEMIN DÉPARTEMENTAL 128
ÉLARGISSEMENT ENTRE LE CARREFOUR DU C.D. 60
A SCEAUX
ET L'AVENUE ROGER-SELENGRO
A CHATENAY-MALABRY
ENQUÊTE PARCELLAIRE
AVIS

Le public est informé que par arrêté préfectoral du 4 octobre 1976 une enquête parcellaire est prescrite sur le territoire des communes de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX concernant l'élargissement du Chemin Départemental 128 entre le carrefour du C.D. 60 à SCEAUX et l'avenue Roger-Selengro à CHATENAY-MALABRY.

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés pendant 20 jours du 15 novembre au 10 décembre 1976 inclus à la mairie des communes de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX afin que les personnes qui le désireraient puissent en prendre connaissance (sauf les personnes qui le désirent avant le 15 novembre 1976, c'est-à-dire avant le 10 heures et de 14 heures à 17 heures (samedis, dimanches et jours fériés exclus) et consigner éventuellement leurs observations sur le registre, ou les adresser par écrit aux maires de 75617 PARIS, nommé commissaire enquêteur.

A l'issue de cette enquête, les conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public dans les mairies de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX, les sous-préfectures et préfecture du département aux heures et jours normaux d'ouverture.

Cette publication est faite en application de la loi n° 75-1228 du 31 décembre 1975.

**du Liberté à l'Etoile,
il faut 7 minutes.**
(7 mn de RER, c'est beaucoup moins
que votre périple quotidien.)

du studio au 6 pièces
Le Liberté: 774.59.75
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

صوتك من الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

La société SUPAMEC est mise en règlement judiciaire

La société SUPAMEC, qui fabrique des machines-outils dans trois usines situées à Juvisy (Seine-et-Marne), Orléans (Loiret) et Châteaufort-en-Thym (Eure-et-Loir), a été mise en règlement judiciaire, le 28 octobre, par le tribunal de commerce de Paris. Un syndic a été nommé. La direction prévoit 53 licenciements à Juvisy (sur un effectif de 169 personnes) et 30 à Orléans, où 113 personnes sont employées.

La société SUPAMEC est une filiale de la Société nouvelle du Saut-du-Tarn, dont l'administrateur est M. Henry Girard, qui avait joué un moment le rôle de médiateur dans l'affaire Lip, en 1973, à la demande de M. Charbonnel, alors ministre de l'Industrie. En 1973, la SUPAMEC avait racheté le département machine-outil de la société Lip, l'usine d'Orléans.

Elle avait bénéficié pour cette opération d'une aide publique de 5 millions de francs. En 1975, la SUPAMEC a acheté l'usine de Châteaufort-en-Thym. La mise en règlement judiciaire de SUPAMEC illustre les difficultés que connaît actuellement l'industrie de la machine-outil, difficultés liées au ralentissement des investissements. Dans ce cas particulier, il semble que des problèmes financiers se soient ajoutés aux difficultés conjoncturelles. SUPAMEC a vu ses ventes à l'exportation fléchir, ce qui a eu pour conséquence de réduire les préfinancements consentis par les banques, d'où une détérioration de la trésorerie.

DEUX CENTS LICENCIEMENTS DANS DES PAPETERIES DU FINISTÈRE

(De notre correspondant.)

Quimper. — La mise en œuvre d'un plan de redressement au sein du groupe Bolloré se traduira par deux cents licenciements environ dans les deux papeteries qui comptent cette entreprise à Erquy-Gabriel et Scaër, dans le Finistère. Le groupe Bolloré est l'un des six fabricants de l'Europe de l'Ouest de papier pour condensateurs utilisés dans l'appareillage électrique. Sa production (quatre fois les besoins de la France) est principalement destinée à l'exportation. Mais le papier pour condensateurs se trouve actuellement sur le marché par un nouveau produit, le polypropylène, dont le coût est considérablement inférieur. Pour être compétitif, le prix du kilo de papier pour condensateurs devrait être de 11 F à 12 F, il est en fait de 20 F et il est vendu à perte, 18 F.

Le groupe Bolloré qui produit également du polypropylène a décidé d'acheter désormais la production de papier à la demande, ce qui se traduit par le licenciement de cinquante environ des effectifs des deux usines installées près de Quimper (le groupe possède également une unité de production à Troyes).

Le comité d'entreprise a été informé mardi 2 novembre de ces deux décisions. Ces licenciements provoqueront une émotion importante dans le Sud-Finistère où les difficultés de l'emploi sont déjà nombreuses.

● M. JACQUES DONDOUX vient d'être nommé par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, président du comité consultatif de la recherche en informatique et en automatique. Il succède à M. André Lichnerowicz, qui occupait ce poste depuis 1973, date de la création du comité.

[M. Dondoux fut directeur du Centre national d'études des télécommunications (CNET) de décembre 1971 à octobre 1974, puis directeur de la production à la direction générale des télécommunications, aux P.T.T., jusqu'en mai 1975. Il a rendu cet état de compte à M. d'Ornano sur la détention d'une politique de l'état dans le domaine de la technologie, rapport qui n'a pas été rendu public.]

● RECTIFICATIF. — Dans l'interview de M. Chevalier, ministre des finances suisses, publiée dans le Monde du 2 novembre, prière de bien lire : « les placements en Suisse ont atteint 162 milliards de francs et les investissements à l'étranger 280 », les chiffres ayant été inversés dans nos éditions.

ÉNERGIE

LE PRIX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Le prix de la Société générale pour l'énergie a été décerné, mercredi 3 novembre, par un jury présidé par M. Louis Néel, prix Nobel de physique, pour « deux initiatives ayant abouti à des économies importantes d'énergie et de caractère exemplaire ».

Les lauréats, qui se partagent le prix de 250 000 F, sont, d'une part, une équipe de six personnes appartenant à E.D.F.-Delle Alghem, Merlin-Gérin et Coq-France « ayant réalisé une nouvelle technique française des matériels blindés à très haute tension » ; d'autre part, à « une équipe de quatre personnes appartenant à Ciments Lafarge-France ayant développé des actions qui ont conduit à des économies appréciables d'énergie dans la fabrication du ciment ».

● L'INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES SOCIALES, filiale de l'Office international du travail de Genève, qui a organisé cette année un colloque mondial sur les implications sociales d'un nouvel ordre économique international, vient de se voir confier divers projets de recherche et de formation à exécuter de octobre 1976 et dont le coût s'élève à 850 000 dollars des États-Unis, soit 2 millions de francs suisses environ. Ces projets se réfèrent tous aux réflexions actuelles sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

● AU CANADA, l'immigration a baissé de 22,3 % au cours du premier semestre de 1976 par rapport à la même période de 1975. Le statut d'immigrant a été donné à 77 735 personnes, dont 11 017 en provenance de Grande-Bretagne (— 42,3 %) et 8 770 des États-Unis (— 4,4 %). — (A.F.P.)

AUTOMOBILE

LA C.G.T. PROPOSE UN PLAN DE MODERNISATION DE L'USINE RENAULT DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Renault Billancourt doit rester un grand centre de production et même se développer ; son effectif (32 000 ouvriers) ne doit pas diminuer ; pas un mètre carré de sa surface ne doit être livré à la spéculation immobilière : tels sont les objectifs du syndicat C.G.T. de l'usine, qui a présenté le 3 novembre à la presse un plan de modernisation.

Le C.G.T. demandera à la direction qu'un tiers des investissements de la Régie (soit 500 millions de francs environ) soit consacré à Billancourt au cours des cinq prochaines années (modernisation de l'usine, relance du secteur machine-outil, fabrication d'un moteur de bas de gamme). Le potentiel technique et humain que constitue Billancourt est, pour la C.G.T., menacé : les effectifs ont diminué de 6 000 personnes en dix ans, un tiers des surfaces ont été vendues au secteur privé pour la construction d'immeubles. Sur ce dernier point, M. Roger Sylva, délégué syndical C.G.T., a lancé un avertissement : « De nouveaux terrains sont menacés, mais nous coucherons là-bas la nuit et les dimanches s'il le faut pour l'empêcher. »

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	5 1/2	2 1/2
1 mois	4 3/4	5 3/4	2 3/4
3 mois	4 1/2	5 1/2	2 1/2
6 mois	5 3/8	5 7/8	2 1/2

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DMC

Dans une lettre qu'il adresse aux actionnaires, M. Jacques Blass-Du plan, président général de la société Dollfus-Mieg et Compagnie, commente l'activité et les résultats du premier semestre 1976. Au cours de cette période, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 1 140 millions de francs contre 1 050 millions (+8,6 %) au premier semestre 1975. Après une dotation de 1,4 million de francs à la provision pour fluctuation des cours et une dotation aux amortissements de 45,1 millions, le résultat net d'exercice consolidé s'est élevé à une perte de 8 millions de francs contre un bénéfice de 9 millions de francs au premier semestre 1975, résultant qui avait été acquis après 38,5 millions d'amortissements et une réévaluation de provision pour fluctuation des cours de 6,5 millions de francs. Quant à la société holding, elle a augmenté de 20 millions de francs son bénéfice de 2,3 millions de francs (établi avant toute provision pour dépréciation des titres), ce qui lui a permis de verser dans la mesure où les dividendes reçus des filiales sont comptabilisés à ces dates variables d'une année à l'autre.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 1 634 millions de francs (+13,5 %).

	1975	1976	Variation en %
Fileterie	498,5	602,1	+20,8
Tissage	751,9	856,8	+13,9
Parafileries et arts graphiques	146	173,5	+18,8
Total	1 396,4	1 632,4	+16,9

Ce résultat, toutefois, ne doit pas faire illusion, et les effets du plan d'investissement dont la nécessité n'apparaît pas discutable — peuvent modifier les prévisions établies pour l'exercice 1976. Mais, en tout état d'effet, sur une poursuite de l'expansion qui, dans certains secteurs, est stabilisée. Mais les atouts du

groupe D.M.C., notamment la qualité et la diversité de ses produits, comme son implantation internationale, restent des facteurs déterminants qui doivent permettre de restaurer, à court terme, une croissance correcte et donc de nouvelles possibilités d'investissements.



Le conseil de surveillance a examiné les comptes de l'exercice clos au 30 juin 1976 et pris connaissance du rapport que le directeur a proposé de présenter à l'assemblée générale des actionnaires.

Après une progression de 7,89 %, le volume des ventes Martell est conforme aux prévisions. Il est à

remarquer que le chiffre d'affaires hors taxes a augmenté davantage, atteignant 325 244 187 F, soit 10,56 % de mieux que celui de l'exercice précédent. Ceci est la conséquence d'une meilleure valorisation des ventes et de ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il a été constaté une concurrence inhabituelle sur les prix.

L'augmentation de l'activité, les changements apportés aux présentations, notamment, ont entraîné l'interférence d'une main-d'œuvre temporaire importante expliquant l'accroissement des frais de personnel de près de 20 %.

Les achats en vins et eaux-de-vie ont largement dépassé les engagements et il en a résulté une augmentation du stock proche de 9 %. C'est dans le souci d'apporter une contribution à la solution des problèmes difficiles, auxquels les producteurs sont confrontés, que cet effort volontaire a été consenti. Il en a par ailleurs, résulté la nécessité d'accroître certains programmes d'investissement, et l'ensemble de ces facteurs a eu pour conséquence un accroissement des frais financiers.

Compte tenu de ces éléments, le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 33 337 724,43 F, contre 30 612 633,71 F pour l'exercice précédent. Le bénéfice comptable, après impôts, s'est élevé à 18 094 142,14 F. Si l'on élimine les éléments exceptionnels intervenus dans l'exercice précédent, on peut considérer que ce résultat représente une progression intéressante.

L'ensemble des filiales ont enregistré des résultats satisfaisants. Signalons, en particulier, la progression du chiffre d'affaires de la société de vente Martell « SOVEMA » (139 millions 454 303 F contre 102 141 878 F, grâce notamment à l'apport des produits Sandeman. La filiale mexicaine obtient des résultats brillants d'une progression supérieure à 48 %.

L'année 1976-1977 devrait confirmer la reprise constatée. Le lancement d'une nouvelle présentation, le « Cordon noir Supérieur », devrait permettre d'améliorer la position de la marque sur le marché des Duty Free Shops.

L'affectation des résultats, proposée à l'assemblée, porterait le dividende de 10 F à 10,55 F, avec un avoir fiscal, un revenu global de 15,975 F.

ACCORD DE CAUTION

En application de la loi du 2 janvier 1970, OCIF, S.A.R.L. au capital de 100 000 F, dont le siège social est à Paris 75017, 85 bis, avenue de Wagram, informe qu'une caution de 50 000 F lui est accordée par Banco Pastor, 22, boulevard Hausmann, Paris 75009. Cette caution remplace celle déclinée précédemment fournie par C.N.U.F. Anjou.

PROBLÈME :

ESSENCE CHÈRE



SOLUTION :

Remplacer votre CICLEUR DE RALENTI par un RÉGULATEUR ECOTO, à installer en 5 minutes, équipé d'un ressort aussi précis qu'un ressort de montre.

Pour obtenir le nom du concessionnaire de votre région, ou les possibilités d'une concession, consultez :

John Fisk, I.D.O. s.a., Agent Général
30, rue d'Astorg, Paris 75008 - Tél. : 266-14-07

Les Amériques Nord et Sud. Avec ou sans Concorde.

Air France vole vers les 2 Amériques 40 fois par semaine, dont 6 fois en Concorde. Et offre ainsi aux hommes d'affaires le réseau le plus important qui soit au départ de Paris. Un réseau digne de Concorde.

● Washington, Caracas et Rio : Concorde.
Air France gagne Washington les mercredis, vendredis et dimanches, Caracas les vendredis et Rio les mercredis et dimanches. Depuis sa mise en service le 21 janvier 1976, Concorde a déjà accueilli 20 000 passagers sur ces trois lignes.

● Amérique du Nord : des exclusivités.
Sur son réseau nord-américain, Air France offre 4 exclusivités : Houston et Toronto sans escale en 747, Mexico

en 747 avec une seule escale à Houston, et New York avec le premier départ de la journée à 10 h. De plus, Air France dessert Montréal 4 fois par semaine, Chicago 4 fois, et Los Angeles 3 fois. Toujours en 747.

● Amérique du Sud : 11 villes desservies.
Air France propose au départ de Paris le plus grand nombre de vols vers les grandes places économiques sud-américaines : Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo, soit 32 liaisons hebdomadaires.

Pour gagner les Amériques, du nord au sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

UN JOUR DANS LE MONDE

23-4. L'ELECTION DE M. CARTER A LA PRESIDENCE DES ETATS-UNIS

5. AMERIQUES
— BRÉSIL : le terrorisme de droite se développe en toute impunité.

6. EUROPE
— ALBANIE : le congrès du parti.
— POINT DE VUE : « Il y a vingt ans... Budapest », par Yves de Darnay.

7. AFRIQUE
— BURUNDI : un conseil révolutionnaire de trente membres a été constitué.

8-13. POLITIQUE
— Le projet de réforme de l'U.D.R.
— M. Chirac est reçu à l'Élysée.
— Les débats parlementaires à l'Assemblée nationale.
— L'offensive Darnay.

14-15. JUSTICE
— Ici-Paris devant le tribunal de Paris : un magnifique procès en diffamation.
— Un neuvième membre du « gang des égoïstes » est incarcéré à Nice.

LE MONDE DES LIVRES

Pages 17 à 24

LE FRUILLON DE R. Poirier-Delpach : « L'amour les yeux fermés », de Michel Henry.

LA SAISON ROMANESQUE : Lucette Finas ; Hélène Bleskine ; Maurice Rothe ; Raphaële Billetdoux ; Christiane Singer.

HISTOIRE LITTÉRAIRE : Genèse et jeunesse du romanisme.

LES ETATS-UNIS A TRAVERS LES LIVRES : Desillusions d'une puissance impériale.

LA CORRESPONDANCE DE RILKE : Le mécanisme de l'œuvre, l'inspiration de la vie.

INÉDIT : Un texte de Michel Foucault.

25. SPORTS
— FOOTBALL : Saint-Etienne se qualifie à Edhoven.

26. PRESSE
— DANSE : les post-modern américains.

27-28. ARTS ET SPECTACLES
— EXPOSITIONS : Max Jacob sur la Butte.

— MUSIQUE : Leonard Bernstein et l'Orchestre national.

33. EDUCATION
— La fronde des « étudiants les mieux payés du monde ».

33. EQUIPEMENT ET REGIONS
— QUALITE DE LA VIE : la Corse demande plus de 20 millions à la Montedison pour la dédommager des « boues rouges ».

34. SOCIETE
— « Enfants d'aujourd'hui » (II), par Catherine Humbly.

35-36. LA VIE ECONOMIQUE
— ET SOCIALE
— SECURITE SOCIALE : « Un engagement est un engagement », une libre opinion de Pierre-Bernard Cousté.

— AGRICULTURE : la pluie et les subventions ont pas supprimé les difficultés des éleveurs.

LIRE EGAGEMENT

RADIO-TELEVISION (29)
— Annonce électorale (30 à 32)
— Aujourd'hui (28) : Carot (23)
— « Journal officiel » (28) : Météorologie (29) ; Mots croisés (26) ; Bourse (26).

Le numéro du « Monde » daté 4 novembre 1976 a été tiré à 659 881 exemplaires.

STENOGRAPHIE
Française et Anglaise
formation, perfectionnement
Méthode audio-visuelle
rapide, exclusive, originale
école
pallas
Ecole privée de
FORMATION PROFESSIONNELLE
105, rue St-Lazare
75- Paris 9^e - 874.79.84
de 8 h 30 à 20 h
Autres disciplines enseignées
DACTYLOGRAPHIE
ORTHOGRAPHE

A B C D E F G

Le ministre turc des affaires étrangères en visite à Paris

M. Caglayangil sera reçu par M. Giscard d'Estaing

M. Caglayangil, ministre turc des affaires étrangères, était attendu ce jeudi 4 novembre, à Paris, où il devait séjourner deux jours en visite officielle. Après une conversation avec son collègue français, M. de Guiringaud, des entretiens élargis réuniront les deux délégations. Jeudi soir, un dîner sera offert au Quai d'Orsay par M. de Guiringaud en l'honneur de son collègue turc. Vendredi, M. Caglayangil sera reçu par M. Giscard d'Estaing, puis par M. Barre.

Un proche collaborateur de M. Demirel

M. İhsan Sabri Caglayangil, ministre turc des affaires étrangères, est un ancien élève de l'Ecole française. Né en 1908 à Istanbul, il a fréquenté, notamment, le lycée Saint-Joseph de Kadiköy puis la faculté de droit d'Istanbul. D'abord haut fonctionnaire, il a été successivement gouverneur d'Antalya, de Canakkale, de Sivas et de Bursa. Mais sa carrière fut interrom-

pue brutalement par l'intervention de l'armée turque en 1960 dans la politique de son pays. M. Caglayangil fut, en effet, révoqué. C'est alors qu'il décida d'entrer dans la vie politique. Il adhéra au Parti de la justice, dont il ne tarda pas à devenir l'un des dirigeants. En 1967, il revint à Bursa comme sénateur du Parti de la justice, puis il est nommé ministre du travail dans le gouvernement Ürgüplü.

En octobre 1965, M. Demirel lui confia le poste de ministre des affaires étrangères. M. Caglayangil s'efforça alors de normaliser les relations entre la Turquie, d'une part, l'U.R.S.S. et les pays communistes, d'autre part. Il œuvra aussi au rapprochement entre la Turquie et les pays arabes, avec lesquels il multiplia les contacts.

Après le retour au pouvoir du Parti de la justice, en 1975, M. Demirel, redevenu chef du gouvernement, appela son ancien collaborateur, auquel il a toujours marqué sa confiance, et qui est alors président de la commission des affaires étrangères du Sénat, à reprendre la tête de la diplomatie turque.

On a vu M. Caglayangil, dit-on, à Ankara se déplacer plusieurs jours avec *Démocratie française*, de M. Giscard d'Estaing, en prévision de sa rencontre à Paris, vendredi, avec le président de la République. Tout laisse penser que M. Caglayangil apprécie les thèses libérales de son interlocuteur. — R. D.

● L'Association de la presse diplomatique française a adressé un télégramme à l'ambassadeur d'Israël en France, M. Mordekhai Gazit, afin de protester contre l'interdiction faite par les autorités israéliennes à Mme Joséphine Ala, journaliste au *Nouvel Observateur*, de quitter le territoire israélien, où elle se trouvait à l'occasion d'un voyage professionnel (le Monde du 3 novembre).

Old England
a choisi pour vous...

Au masculin
« Importé d'Angleterre »

Pardessus Balmoral, raglan, col chevalière, en tweed	1100 F
Pardessus Albany, ville, tissus unis et fantaisie	1175 F
Gabardine coton, doublée écossaise, beige, sable, bleu	685 F
Veste sport Harris Tweed	525 F
Pantalon flanelle peignée	320 F
Pantalon cavalry twill	350 F

Old England
12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30

NICOLL
"le français"
way of life.

Ce costume deux pièces en pied de poule noir et blanc est une exclusivité NICOLL. Le veston est droit à deux boutons; la fente médiane, les revers classiques. Il existe également en Prince de Galles. Deux versions qui convaincront tous ceux qui ont horreur du dandysme de pacotille.

1300 F

NICOLL
29 RUE TRONCHET/PARIS 8^e

En Chine

LA VEUVE DE MAO TSE-TOUNG ET SES « COMPLICES » SERONT JUGES

Pékin (Reuter). — Mme Chiang Kai-shek, veuve de Mao Tse-toung, et ses « complices » du « groupe de Changhaï » seront traduits en justice, selon une information qui se réfère à une source chinoise. La nouvelle, digne-son à Pékin, a été donnée à une délégation finlandaise, en visite dans la capitale, par des officiels chinois, qui ont confié que les membres de la « bande des quatre » se trouvent en résidence surveillée. Outre la veuve de Mao, il s'agit de MM. Wang Zhaoguan, Chiang Chun-chiao et Yao Wen-yuan.

Sur l'Amazonie LE GÉNÉRAL MORALES BERMUDEZ RENCONTRE LE PRÉSIDENT BRÉSILIEN GEISEL

(De notre correspondant.)
Lima. — Le président du Pérou, le général Francisco Morales Bermudez, devait rencontrer, le vendredi 3 novembre, son homologue brésilien, le général Ernesto Geisel. Les conversations entre les deux chefs d'Etat se dérouleront sur le fleuve Amazone, à la frontière des deux pays, près du village brésilien de Tabatinga. Une série d'accords bilatéraux doivent être signés à cette occasion. L'un porte sur l'échange de culture et de plomb pénétrants contre des produits agricoles brésiliens, pour une valeur estimée à 100 millions de dollars par an. Cette rencontre est conforme à la nouvelle orientation de la diplomatie péruvienne. Le général Morales Bermudez avait annoncé, en mars dernier, qu'il entendait « reporter le regard sur l'Amérique latine ».

REMONTÉE DU DOLLAR DE LA LIVRE ET DU FRANC

En baisse mercredi après l'annonce de l'élection de M. Jimmy Carter, le dollar s'est redressé jeudi sur tous les marchés des changes, notamment vis-à-vis des monnaies fortes : à Francfort, il s'établissait en fin de matinée à 2,41 DM contre 2,380 DM la veille. Le livre s'est vivement redressé, même vis-à-vis de la monnaie américaine, remontant à 1,61 dollar contre 1,580 dollar mercredi à la suite de rumeurs sur un accord monétaire avec ses partenaires européens. A Paris, son cours est repassé au-dessus de 5 F.

Le franc est resté, lui, à peu près stable vis-à-vis du dollar, coté un peu plus de 4,98 F contre la veille. Il s'est redressé vis-à-vis du deutschemark, qui baisse de plus d'un centime, revenant à 2,640 F contre 2,6750 F la veille.

ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique

Les trente années d'expérience du magasin CIBOT - véritable temple parisien de la Hi-Fi - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils sur des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, d'un stock de pièces détachées unique en France.

CHAÎNE HI-FI MARANTZ 2215 BL
— AMPLI-TUNER STEREO
AM, FM, 15 W eff. par canal
— PLATINE TECHNICS SL 23
rég. électron. de vol. arrêt électron. entraînement par courroie
— ENCEINTES JBL LANSING L 16
2 voies, H.P. à haut rendement
rép. trans. excel. fréq. aigües.
4.530 F

CIBOT
136, bd Diderot, Paris 12^e
12, rue de Reuilly, Paris 12^e
tél. 346.62.76

Devant tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Soirées : mercredi et vendredi jusqu'à 22 h. Métro : Reuilly-Diderot.

A LA SESSION DE NAIROBI

L'entrée d'Israël dans le groupe européen de l'UNESCO paraît acquise

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'une des questions les plus délicates soulevées à la dix-neuvième session de la conférence générale de l'UNESCO, l'admission d'Israël au sein du groupe régional européen de l'Organisation, semblait en bonne voie de se résoudre, mercredi 3 novembre, à l'issue d'un débat qui a souligné avant tout l'isolement de l'Union soviétique, notamment vis-à-vis des pays du tiers-monde.

Pour éviter que la candidature d'Israël au groupe ne soit rejetée, comme ce fut le cas lors de la précédente session réunie à Paris en 1974, la commission du programme a adopté, mercredi, une recommandation de conseil exécutif, qui reconnaît le droit de tout Etat membre à adhérer au groupe régional de son choix, pour peu que sa candidature bénéficie d'un « large assentiment des Etats membres de la région considérée ». Autrement dit, cette proposition, acquise par 68 voix favorables contre 14 abstentions, signifie qu'à moins d'un revirement en séance plénière l'Etat d'Israël a désormais de fortes chances d'être admis au sein d'un groupe dont la majorité des membres appuient sa candidature.

Le débat en commission sur un sujet brûlant a souligné des clivages qui démentent ce mal de la « majorité automatique », attribué un peu vite à l'UNESCO par certaines puissances occidentales. A l'exception de l'Irak, qui s'est élevé contre la recommandation du conseil exécutif, les pays arabes ne se sont pas manifestés pendant le débat. L'Union soviétique et ses alliés d'Europe orientale ont été les seuls à s'opposer fermement à l'admission d'Israël au sein d'un groupe géographique qui n'est pas le sien. La délégation chinoise et celle du Brésil (au nom du groupe latino-américain) ont appuyé la recommandation. Signe d'une unanimité révélatrice, la Nigeria est intervenu au nom du groupe africain pour en faire autant.

L'Union soviétique et ses alliés, l'option des Africains en faveur d'une solution de conciliation s'est manifestée à deux autres reprises. Dans ce dernier cas, même l'Allemagne de l'Est a voté contre la proposition soviétique.

De nombreux observateurs soulignent que le climat de cette session de Nairobi tranche nettement sur celui de la précédente et qu'une tendance générale au consensus semble l'emporter après une semaine de travaux sur cinq. Si l'attitude du bloc afro-arabe y est pour beaucoup, l'Union soviétique semble pour l'instant la seule puissance à se placer à contre-courant. Les communistes disposent encore de vingt voix pour soumettre leurs derniers rapports à une conférence générale dont la clôture est prévue pour le 30 novembre. La partie est donc loin d'être jouée, tant s'en faut. Ce qui n'a pas empêché une majorité de délégués d'accueillir d'un cœur un peu plus léger la célébration, jeudi, du trentième anniversaire de l'UNESCO.

● Le *Codetim*, Centre d'études anti-imperialistes, organise dimanche 7 novembre, à la Mutualité, rue Saint-Victor, Paris-9^e, à partir de 14 heures, « quatre heures de soutien aux peuples en lutte ». Des interventions politiques auront lieu à propos de l'Afrique australe, de différents pays d'Amérique latine, du Sahara occidental, du Liban, de la Palestine, du Golfe. Elles seront complétées par des projections de films et la présentation de sketches. Les visiteurs pourront également entendre des chanteurs et se restaurer sur place grâce à des buffets régionaux. L'ouverture des portes se fera à 13 h. 30. Une participation aux frais sera demandée.

★ *Codetim*, 14, rue de Nanteuil, Paris-15^e.

JEAN-CLAUDE POMONTI

● Le *Codetim*, Centre d'études anti-imperialistes, organise dimanche 7 novembre, à la Mutualité, rue Saint-Victor, Paris-9^e, à partir de 14 heures, « quatre heures de soutien aux peuples en lutte ».

Des interventions politiques auront lieu à propos de l'Afrique australe, de différents pays d'Amérique latine, du Sahara occidental, du Liban, de la Palestine, du Golfe. Elles seront complétées par des projections de films et la présentation de sketches. Les visiteurs pourront également entendre des chanteurs et se restaurer sur place grâce à des buffets régionaux. L'ouverture des portes se fera à 13 h. 30. Une participation aux frais sera demandée.

★ *Codetim*, 14, rue de Nanteuil, Paris-15^e.

DAIM style
spécialiste créateur du vêtement de peau H.F. et Ent. prêt à porter, à vos mesures ou selon votre croquis.
réparat. transform. nettoyage
8, pl. des Victoires - Paris - 280 55 13

PIANO ORGUE
Pour tout achat : **Piano center**
Pianos : Paris-Denis : 71, rue de l'Église, 8220 LA BARENNE - Tél. 242.26.30 & 752.73.67
Pianos, Orgues : Paris-Est : 122-124, rue de Paris, 93001 MONTREUIL - Tél. 857.63.38

PRATIQUE COMME UN FEUTRE. BEAU COMME UN WATERMAN.

Feutre CF de 100 F à 240 F. **WATERMAN**

صكنا من الامم